

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Mercure
1792,7



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

(N°. 28.)

SAMEDI 14 Juillet 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

Composé par M. DE LA HARPE, quant à la partie littéraire; par M. MARMONTEL, pour les Contes, & par M. FRAMERY, pour les Spectacles.

M. MALLET DU PAN est seul chargé de la partie politique.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Avis divers, doivent être adressés à M. de la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

JUILLET a 31 jours & la Lune 29. Du 1 au 31, les jours décroissent de 2 9'.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. de D	PHASES de la L. V. N. E.	Temps moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1	D. Martial, Evêque.	13		0	3	29
2 lundi	Visitation de la Vierge.	14		0	3	40
3 mardi	Anatole, Ev. de Laodic.	15	☉ P. L.	0	3	51
4 merc.	Translation de S. Martin.	16		0	4	2
5 jeudi.	Ste. Zoé, Martyre à Rom.	17	le 4, à	0	4	12
6 vend.	Tranquillin, Martyr.	18	h. 32 m.	0	4	22
7 sam.	Aubierge.	19	du soir.	0	4	31
8	6 D. Ste. Elisabeth, Reine.	20		0	4	40
9 lundi	Cyrille, Evêque.	21		0	4	49
10 mardi	Ste. Félicité.	22		0	4	57
11 merc.	Translation de S. Benoît.	23	☾ D. Q.	0	5	5
12 jeudi.	Gualbert.	24	le 11, à 1	0	5	13
13 vend.	Turiaf, Evêque.	25	h. 55 m.	0	5	20
14 sam.	Bonaventure, Évêque.	26	du mat.	0	5	26
15	7 D. Henry, Empereur.	27		0	5	32
16 lundi	Eustate, Evêque.	28		0	5	38
17 mardi	Sperat & ses Compagn.	29		0	5	43
18 merc.	Thomas d'Aquin, Doct.	30	● N. L.	0	5	48
19 jeudi.	Vincent de Paule, Prêtre.	1	le 19, à 3	0	5	52
20 vend.	Ste. Marguerite.	2	h. 50 m.	0	5	56
21 sam.	Victor, Martyr à Marf.	3	du mat.	0	5	58
22	8 D. Ste. Marie-Magdeleine.	4		0	6	1
23 lundi.	Apollinaire, Ev. & Mart.	5		0	6	3
24 mardi	Ste. Christine.	6		0	6	4
25 merc.	Jacques le Majeur.	7		0	6	4
26 jeudi	Christophe.	8		0	6	4
27 vend.	Georges.	9		0	6	4
28 sam.	Ste. Anne & S. Joachim.	10	☽ P. Q.	0	6	2
29	9 D. Loup, Evêque.	11	le 27, à 0	0	6	0
30 lundi.	Ignace de Loyola.	12	h. 7 m.	0	5	58
31 mar. di	Germain d'Auxerre.	13	du mat.	0	5	55

MERCURE FRANÇAIS,

POLITIQUE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE;

Composé par M. DE LA HARPE, *quant à la partie Littéraire ; par M.* MARMONTEL, *pour les Contes ; & par M.* FRAMERY, *pour les Spectacles.*

M. MALLET DU PAN, *Citoyen de Genève, est seul chargé du* Mercure *Politique & Historique.*

SAMEDI 7 JUILLET 1792.



A PARIS,
Au Bureau du *Mercure*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE GÉNÉRALE

Du mois de Juin 1792.

VERS. 3
Les Bateliers, 2e. Part. 4
Charade, En. Log. 20
Mémoires. 21

HISTOIRE. 37
Charade, Enig. Log. 42
La Vie de Peau. 43
Spectacles. 54
Annonces & Nouvelles. 59

EPIGRAMME. 61
Charade, Enig. Logog. 62
Le Passé, &c. 64
Traité. 73
Annonces & Nouvelles. 82

CHANSON. 85
Charade, Enig. Log. 87
Mémoires. 89
Notices. 104

Au Village d'Auteuil. 109
Charade, Enig. Log. &c. 112
Mémoires, 2e. Ex. 113
Jésus-Christ. 129
Notices. 132

A Paris, de l'Imprimerie de *Moutard*, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

PIECES FUGITIVES.

ANGELINA THELLIS,

*en recevant le Portrait de son ami B***.*

C'est lui ! c'est bien son air plein de mélancolie,
Et ses regards chargés d'amour ou d'amitié !
Qu'un autre dans ses traits découvre du génie :
Dans ma joie, ou mes maux, son cœur fut de moitié,
C'est tout ce que je vois ; & pour toute ma vie
A son sort, quel qu'il soit, mon destin est lié.

(Par Stella Werenfelrn)

Digitized by Google

LES BATELIERS DE BESONS.

CONTE MORAL.

Troisieme Partie.

APRÈS le souper du Sultan, continua Bathilde, l'effroyable Kuslir-Aga, avec deux de ses Noirs, vint m'annoncer, en se prosternant devant moi, que le Grand-Seigneur m'attendait.

Parfumée, & vêtue aussi légérement & aussi galamment qu'il avait plu à nos vieilles Kadunes, les Gouvernantes du Sérail, je fus conduite par les Noirs dans la chambre de Mahomet. Il était couché; mais la chambre était illuminée. Il me fit signe d'approcher, & à l'instant les Noirs se retirerent.

Me voilà seule avec le maître de ma vie..... Vous avez peur, Mesdames; rassurez-vous : ma résolution était prise, de mourir ou de lui échapper.

Fidelle à la leçon que l'on m'avait donnée, je m'incline, j'approche d'un air humble & timide. Il me voit pâle & chancelante; & pour me rassurer, Venez, me dit-il, Rose blanche, venez; les feux de mon amour vont bientôt vous rendre ver-

Bayerische Staatsbibliothek München

Digitized by Google

meille. Je m'avance ; &, selon l'usage, m'inclinant encore une fois au pied du lit, avant que d'y monter, je prends la voix du chat, que j'imitais à s'y méprendre, & le plus doucement qu'il m'est possible, je fais entendre *miaou*.

Un chat ! s'écria le Sultan en sautant du lit éperdu, un chat dans mon appartement ! Il sonne ; il va tomber en syncope sur un sopha.

Au bruit de ses sonnettes, le Sérail est troublé, les Pages de la Chambre & les Eunuques tremblent. Ils jurent tous par Mahomet qu'aucun chat n'a pu se glisser dans l'appartement de leur Maître ; & la Sultane Validé, quand son fils a repris ses sens, veut lui persuader que sa frayeur est sans objet. Hé quoi, ma mere ! lui dit-il avec impatience, croirez-vous toujours que je sois un visionnaire, un enfant ? Cessez de vouloir excuser la négligence de mes Esclaves. C'était un chat, vous dis-je. Emire en est témoin ; elle l'a entendu. J'attestai qu'en effet j'en avais entendu la voix ; & la peur lui ayant fait illusion, comme elle fait souvent ; il ajouta qu'il l'avait vu s'enfuir & s'échapper quand les portes s'étaient ouvertes.

Dans le saisissement où il était encore, & qui dura toute la nuit, il avait besoin de repos. Je fus donc ramenée sans accident dans ma cellule ; & j'y dis mille

Digitized by Google

choſes tendres à mon bon Ange, en le remerciant du conſeil qu'il m'avait donné.

Le lendemain, au thé, j'eſſuyai quelques railleries de mes malignes compagnes ; mais je les laiſſai s'égayer à mes dépens ; & ſous un air humble & confus, je leur diſſimulai ma joie, me flattant que cette aventure ayant donné de l'humeur au Sultan, il ne penſerait plus à moi.

Je me flattais en vain. Il voulut réparer ce qu'il appelait ma diſgrace ; & au déclin du jour, il me fit amener dans le Salon de ſes plaiſirs. Dans ce Salon ſemé de fleurs, & rempli des plus doux parfums, je le trouvai à demi couché ſur un ſopha de brocard d'or. Pour cette fois, il fut galant. Il ſe donna la peine de venir au devant de moi, il daigna me ſourire, & me donnant la main, me conduiſit ſur le ſopha.

Là, nonchalamment appuyé ſur des couſſins, & la tête penchée de mon côté, il débuta par ſe louer de l'intérêt aimable que j'avais pris à ſon accident, me dit qu'il était enchanté de me ſavoir un cœur ſenſible, & il me demanda ſi je l'aimerais bien. J'étais muette ; il prit ce ſilence pour un aveu. Levez donc les yeux, me dit-il, & qu'au moins ces yeux me répondent. Alors me regardant lui-même comme s'il eût voulu me dévorer, il m'attirait vers lui, & m'enveloppait dans ſes bras ; quand

Digitized by Google

tout à coup je le vis frémir. Seigneur, qu'avez-vous donc, lui dis-je avec l'air de l'inquiétude? Il resta un moment immobile & pensif; & l'instant d'après: C'en est une, s'écria-t-il, oui, c'en est une. Quoi donc, lui demandai-je? Une souris, dit-il. Elle est sous ces coussins, elle a gratté à mon oreille; & c'est elle, sans doute, que le chat guettait hier au soir. Je feignis de vouloir le rassurer, il s'excusa de sa faiblesse, & soit par complaisance ou par confusion, il se remit auprès de moi. Mais bientôt la souris gratta tout de plus belle. Pour le coup, il n'y put tenir; & comme si le feu avait été dans le Salon, il en sortit précipitamment, & alla s'enfermer au fond d'un cabinet voisin.

Je sonnai. Son monde accourut, & la Sultane-Mere accourut elle-même. On me trouva seule & tremblante; je fus interrogée, & avec l'air le plus naïf qu'il me fut possible de prendre, je racontai ce qui venait d'arriver au Sultan. Sa mere, inquiette & troublée, frappe à la porte du cabinet, se nomme, enfin se fait ouvrir. J'entre avec elle, & je m'empresse, à son exemple, de calmer l'émotion dont le Sultan était saisi. Mais il était trop occupé de la souris pour s'occuper de moi.

Ils étaient tous bien bêtes, interrompit Sophie, de ne pas deviner que vous aviez été le chat, & que vous étiez la souris?

Digitized by Google

Justement, dit Bathilde, c'est toujours au plus simple que l'on pense le moins ; & puis, était-il si facile d'imaginer qu'une petite Esclave faisait cette niche au Sultan, & que c'étaient mes doigts qui grattaient le sophas ? Savez-vous bien, Mesdames, qu'il y allait de ma vie, & qu'on m'eût fait expirer sous les verges, si le Sultan eût découvert que je lui jouais ce tour-là ? J'en eus toute la peur ; car la Sultane-Mere trouvant singulier que deux fois, précisément à l'heure, à la minute où j'étais avec le Sultan, cet accident fût arrivé, y soupçonnait quelque artifice. Cela n'est pas naturel, disait-elle ; & si mon fils lui-même n'avait pas vu le chat.... Je l'ai vu de mes yeux, s'écria-t-il, oui ; je l'ai vu s'enfuir ; & de plus, j'ai senti l'odeur de la souris. Ces mots imposerent silence à la Sultane, & je fus encore renvoyée ; car le moment du tête à tête était passé pour le Sultan. Je n'étais pourtant pas hors de péril encore. Le Sérail s'occupait de moi. La réflexion de la Sultane y donnait lieu au babil de nos Gouvernantes ; & la Kadan-Kahia, sur-tout, ruminant le cas dans sa tête, répétait continuellement, la Sultane a raison. Deux fois de suite, à point nommé !.... Non, cela n'est pas naturel. Une vieille Kadune enfin crut avoir pénétré le mystere. J'ai remarqué, dit-elle à la Surintendante, que cette

Digitized by Google

jeune Eſclave ſe déplaît avec nous : elle eſt triſte & rêveuſe, quelquefois elle pleure; je la ſoupçonne même d'être Chrétienne dans le cœur; ces gens-là ont des maléfices, & je crois qu'elle en uſe pour vous inquiéter. Je lui ai pris à la dérobée un petit Livre que voici; il faut qu'il ſoit écrit en caracteres diaboliques; car, moi qui ſais l'Arabe, le Turc & le Perſan, je n'en puis pas lire un ſeul mot. Il y a ſans doute là quelques paroles pour attirer les chats & pour engendrer les ſouris. C'était un Livre d'*Heures*, écrit en Langue Ruſſe, que je tenais ſoigneuſement caché, & que la Duegne m'avait ſurpris. On feuilleta ce Livre; & le trouvant indéchiffrable, on le porta bien vîte à la Sultane-Mere, qui bien vîte à ſon tour, alla communiquer cette découverte au Sultan.

Oh! des ſoupçons, dit-il; je n'en écoute point; & je ne veux avoir que des femmes qui m'aiment. Si celle-ci s'ennuie, & ſi elle eſt mauſſade, vous n'avez qu'à la renvoyer. Je ſonge, reprit-il, que ce jeune Prince Perſan, à qui j'ai donné pour aſile mon palais d'Andrinople, m'a demandé quelque amuſement. Faites-y paſſer cette Eſclave: toute froide & triſte qu'elle eſt, cela peut être bon pour lui. Avec cet éloge flatteur, je fus congédiée, & menée, encore innocente, dans le Sérail du jeune Abas.

Digitized by Google

Pour celui-ci, j'avoue qu'il était moins aisé de me sauver de lui. Il n'avait peur de rien. Il était vif & tendre, & il me trouvait fort jolie. Mais il me vit pleurer ; il était malheureux, & il fut touché de mes larmes. Il commença par me demander le récit de mon infortune. Je ne dissimulai que mon espiéglerie pour me dérober au Sultan. Je suis née libre, lui dis-je enfin. Je suis Chrétienne ; & dans nos mœurs une femme n'a qu'un mari. Jusqu'ici, j'atteste le Ciel que j'ai gardé mon innocence. On m'a livrée à vous, & par la violence vous pouvez disposer de moi. Mais j'ai trop de fierté pour survivre à ma honte ; & en mourant, je laisserais peut-être dans votre cœur un long regret d'avoir opprimé la faiblesse.

Moi, s'écria-t-il, moi ! que je sois oppresseur ! Eh ! ne savez-vous pas que je suis opprimé ? Alors il me compta que ce Turcoman, ce Nadir, le même à qui mon mari futur faisait alors des matelotes, s'était emparé de son trône, & que c'était pour le lui rendre que le Sultan faisait la guerre à cet usurpateur. Je mériterais mon malheur, ajouta-t-il, si j'abusais du vôtre. Il me serait doux, je l'avoue, de posséder dans mon exil une femme aussi belle & aussi aimable que vous. (Pardon, Mesdames, je répete ses mots.) Mais ce qui n'est pas juste & généreux ne me sera ja-

Digitized by Google

mais possible. Le Sultan a eu la bonté de vous donner à moi ; je vais le supplier de vouloir bien permettre que je vous rende à lui, ou que je vous mette en liberté. Oh ! non, de grace, interrompis-je, ne lui demandez rien ; je ne veux plus tomber en son pouvoir. Il faut donc, me dit-il, au moins que vous ayez la complaisance de rester ici quelque temps, & que nous ayons l'air d'y être bien ensemble ; car s'il savait qu'en arrivant vous eussiez été renvoyée, il aurait lieu de croire que je dédaigne ses présens. Si dans trois mois, ajouta-t-il, je ne vous ai pas persuadée que nos mœurs ont aussi leur bonté, & que la Loi que nous suivons est assez pure & assez sainte pour rendre un Persan vertueux, vous serez libre de me quitter, je vous en donne ma parole.

Ah ! c'est ici, Mesdames, que je rends graces à mon bon Ange ; car ce fut lui qui me soutint. Mon jeune Persan était beau, il était aimable & sensible ; il ne pensait qu'à moi ; & dès que nous étions ensemble, il oubliait tous ses malheurs. Si jamais je suis Roi, me disait-il, & qu'Emire consente à partager ma fortune & ma gloire, elle n'aura que des Esclaves & jamais aucune Rivale : je le jure par Mahomet.

C'était ce nom de *Mahomet* qui gâtait

Digitized by Google

tout ; & après que mon jeune Amant m'avait parlé avec des yeux, une voix & une ame capables d'amollir un cœur plus dur que les cailloux ; mon bon Ange était là qui me disait, comme à l'oreille : Ce Mahomet n'était qu'un fourbe ; garde-toi bien d'y croire ; pense que sous sa Loi toutes les femmes sont esclaves, & que, chez les Chrétiens, la plus simple cabane vaux mieux que chez les Musulmans le plus magnifique palais.

Cependant mon jeune homme devenait tous les jours plus amoureux & plus pressant. Ses yeux perdaient cette douceur timide qui d'abord m'avait rassurée ; ils étaient quelquefois étincelans de feu ; & puis, je les voyais abattus & noyés de larmes, lorsque je lui laissais prévoir le moment de nous séparer. Non jamais, je le crois, il n'en aurait eu le courage. Et moi, que sais-je où m'eût réduite sa douleur & son désespoir ? Je suis si bonne ! & lui dans son malheur il était si intéressant ! Mais une nuit on vint l'enlever d'Andrinople pour l'enfermer dans une tour. Bon jeune homme ! Je le pleurai, & je ne l'oublierai jamais. J'ai su depuis que sa captivité avait été la principale clause du traité de paix que Nadir avait fait avec le Sultan.

Le Sérail d'Andrinople fut démeublé. Je fus du nombre des Esclaves qu'on en

Digitized by Google

tira ; & de Trébizonde où je fus vendue ; le Syrien qui m'acheta, me fit partir avec lui pour Alep. Ce fut-là que mon cher André eut la douleur de me voir livrée à un vieux libertin de Cypriote, laid & bourru à faire peur.

Sur le navire où j'étais embarquée avec ce vilain Maître, je m'apperçus bientôt qu'il voulait en agir familiérement avec moi : je le trouvai fort mal ; mon air froid & sévere l'irrita ; mais il se contint : les témoins qui nous observaient réprimerent sa pétulance.

Il devint plus hardi quand je fus débarquée dans un port de son Isle, appelé Salamis, où il faisait sa résidence. Venez, me dit-il, suivez-moi ; car il est temps de m'obéir. J'obéis en pleurant ; il me mena tremblante au fond de ses jardins, dans un pavillon solitaire, où je fus enfermée, sous la garde d'un vieil Esclave encore plus farouche que lui. Je ne vous ferai pas languir, me dit-il d'un air insultant ; & dès que j'aurai fait un tour dans ma maison, je viens vous retrouver. Nous souperons ensemble ; & j'espere, ma belle enfant, que vous me laisserez fléchir votre rigueur.

Les fenêtres du pavillon donnaient sur les jardins ; elles étaient grillées ; & l'Esclave qui me tenait sous la clef, fut sourd à mes plaintes. Mon bon Ange semblait lui-même m'avoir laissée à l'abandon ; mais

Digitized by Google

mon courage à moi ne m'abandonnait pas. Cependant, faut-il l'avouer ? je pensai un moment au Sérail d'Andrinople, & je soupirai de n'être pas encore au pouvoir de mon jeune Abas. Celui-là du moins n'eût jamais fait violence à ma faiblesse ; & André lui-même convient que dans ce moment-là mes regrets étaient pardonnables.

La nuit vint ; le bruit des serrures m'annonça l'arrivée de mon vieux scélérat. Il entre, & la porte se ferme. Oh çà ! me dit-il, belle enfant, il n'est plus temps d'être sévere. Sans reproche, vous me coutez mille sequins ; & je veux être aimé pour mon argent.

Il avait une dague à sa ceinture, & le lâche, en la regardant, il me la faisait remarquer. Je vis donc qu'il fallait mourir, ou me livrer à lui, ou l'étrangler moi-même. Je ne balançais point, & je m'étais mise en défense ; quand tout à coup une voix aigre & perçante se fit entendre sous les fenêtres du pavillon. Veux-tu bien m'ouvrir, traître ? disait-elle à l'Esclave, ou tu vas mourir de ma main. A cette voix, je vis pâlir & frissonner mon Cypriote. Ah ! me dit-il en tremblant, c'est ma femme ! Nous sommes trahis ! Elle entra avant qu'il eût le temps de me dérober à sa vue.

Comment ! vieux coquin, lui dit-elle en paraissant, il te faut de jeunes Esclaves ;

Digitized by Google

& c'eſt donc pour cela que tu me quittes ſi bruſquement après ſix mois d'abſence, ſans me donner, à moi, le plus petit ſigne d'amour ! Je t'apprendrai ſi c'était-là le prix que tu devais à mes ſoupirs. Infame libertin, tu ne méritais pas une femme auſſi douce, auſſi tendre que moi. En prononçant ces mots, les yeux lui ſortaient de la tête ; & ſon bras armé d'un couteau, était levé ſur lui.

Ma femme, lui dit-il, appaiſez-vous. Je n'ai rien fait qui mérite votre colere. Vous devez bien plutôt louer ma ſageſſe & ma continence. Cette Eſclave peut vous le dire. Je n'ai point uſé de mes droits. — De tes droits, miſérable ! — Oui, de mes droits, ſans doute ; il ne tenait qu'à moi ; & le Prophete a dit lui-même..... — Le Prophete aura dit ce qu'il aura voulu ; moi, je ſais bien ce que je ſais ; & ce n'eſt pas à des gens comme toi qu'il a permis plus d'une femme. Allons, la belle, ſuivez-moi, vous ſerez ſous ma garde. Ah ! je t'en donnerai des Eſclaves de dix-huit ans !

Tandis qu'à travers ſes jardins elle m'emmenait avec elle : J'admire, lui dis-je, Madame, la noble fermeté avec laquelle vous rangez votre mari à ſon devoir. C'eſt-là, dit-elle, comme il faut ſavoir s'en faire aimer. Ils ſont hardis tant que nous ſommes faibles ; mais ils ſont faibles à leur tour quand nous ceſſons d'être timides ; &

Digitized by Google

avec du courage & de bonnes manieres ; nous les mettons à la raison. Et n'avez-vous pas peur, lui dis-je, que dans sa violence. . . . . — Lui, dans sa violence ? Il tremble devant moi, ne le voyez-vous pas ? Je suis la niece du Cadi. Ce n'est pas que j'en sois plus fiere ; & telle que vous me voyez, je suis la complaisance même : mon mari fait de moi ce qu'il veut lorsqu'il s'y prend bien. Mais, en revanche, je veux qu'il m'aime & qu'il n'aime que moi ; car il me l'a promis ; & s'il me manque, il doit savoir que je ne le manquerai pas. Aussi, n'ayez pas peur qu'il ose cette nuit troubler votre sommeil. Il sera près de moi, & vous pourrez dormir tranquille : ce sera moi qui veillerai pour vous. . . . . .

En effet, je passai la nuit fort paisiblement auprès d'elle ; & dès le lendemain matin, m'ayant menée au port, elle exigea qu'il me vendît, & sur l'heure & en sa présence. Il obéit sans répliquer. Alors le prenant par la barbe : A présent, lui dit-elle, mon cher petit mari, faisons la paix ; car je suis bonne, & je veux bien tout oublier.

J'aurais ri de mon aventure, si elle m'eût mise en liberté ; mais j'étais tombée au pouvoir d'un Corsaire de Barbarie qui faisait pour l'Egypte sa cargaison de femmes, dans les échelles du Levant. Ah ! pour le coup, mon pauvre André, qu'allait devenir ta Bathilde !

Digitized by Google

Le Barbaresque, après nous avoir embarquées, ne pensait plus à nous. Il était occupé de la manœuvre du navire ; nous n'étions pour lui qu'un troupeau ; mais au Caire un Sérail nous attendait ; un maudit vent nous y poussait à pleines voiles. C'en était fait de moi, si une galere de Malte n'avait pas attaqué le navire Africain, & ne l'avait pas enlevé. Nous étions quinze dont la plus vieille n'avait gueres plus de vingt ans. Vous pensez quelle fut la joie des Chevaliers Français d'avoir, d'un seul coup de filet, fait sur les Infideles une si bonne prise.

Je ne vous dirai pas quel fut le sort de mes compagnes, les unes Circassiennes, les autres Géorgiennes, quelques-unes Européennes, toutes assez jolies pour tenter leurs libérateurs. Pour moi, je tombai en partage à un Chevalier de Lancy, le plus beau, &, je crois, le plus aimable des Maltais.

La galere fit route vers le port de Marseille ; & durant le voyage, surveillée avec soin par mon dangereux Chevalier, je lui contai mes aventures. Je lui dis comment jusques-là mon bon Ange m'avait gardée. Qui le sait mieux que moi, dit-il en souriant ? C'est moi-même qui suis cet Ange tutélaire, & qui me rends visible pour obtenir le prix de tout ce que j'ai fait pour vous. Je répondis que mon bon

Digitized by Google

Ange avait été jusques-là désintéressé, & que j'espérais bien qu'il le serait toujours.

Mais en lui racontant le malheur du jeune Sophi, il avait vu mes yeux attendris & mouillés de larmes; & lorsqu'il m'avait fait entendre qu'il n'y avait pour cet aimable Prince aucun espoir de délivrance, il m'avait entendu pousser un long & douloureux soupir. Il prit donc cette marque de sensibilité pour une marque de faiblesse; & il voulut en tirer avantage. Parlons vrai, me dit-il: si le jeune Sophi avait été Chrétien, vous l'auriez aimé, n'est-ce pas? S'il eût été Chrétien, lui dis-je, il m'aurait épousée; & j'aurais aimé mon mari. Vous épouser, dit-il, cela m'est impossible: cette petite croix me le défend. Mais pour vous aimer, je m'y engage, & promets de m'en acquitter au moins aussi bien qu'un Sophi.

Monsieur le Chevalier, lui dis-je, oserais-je vous demander de qui sont les cheveux que je vois enfermés dans le joli cœur de cristal qui pend sur votre sein, à ce ruban couleur de rose. (Je dois vous dire que sur la mer la chaleur était excessive, & que Monsieur le Chevalier, pour respirer plus à son aise, était négligemment vêtu.)

Vous me demandez là, me dit-il, un secret qu'il ne m'est pas permis de révéler. Je crois le deviner, lui dis-je. Ces cheveux

Digitized by Google

ſont un gage d'amour & de fidélité ; & vraiſemblablement vous en avez laiſſé un pareil en échange. Cela eſt vrai, répondit-il en rougiſſant. — Eh bien ! Monſieur le Chevalier, regardez-moi, & voyez ſi je vaux la peine que vous ſoyez infidele & parjure à celle dont le cœur ſe repoſe ſur votre foi. Le Chevalier baiſſa les yeux. Dans les lectures de mon enfance, rien ne m'a plus intéreſſé, ajoutai-je, que l'Hiſtoire de Malte ; & dans le caractere de ſes Chevaliers, j'ai cru voir autant de généroſité que de franchiſe & de valeur. Soyez, comme eux, auſſi loyal que vous êtes aimable : je vous devrai mon innocence ; ne m'enviez pas ce bienfait. A l'égard de ma liberté que je vous dois auſſi, mais qui ne m'eſt pas auſſi chere, diſpoſez-en, je le veux bien, & faites-en l'hommage à celle à qui la vôtre eſt engagée. Je conſens à ce que ma vie ſoit employée à la ſervir. Vous lui direz : J'ai délivré cette fille de l'eſclavage ; j'ai reſpecté en elle ſon honnêteté, ſon malheur ; mais elle croit devoir me conſacrer ſa vie en échange de mes bienfaits ; & comme elle ne peut être à moi, j'ai voulu qu'elle fût à vous. N'eſt-il pas vrai, Monſieur le Chevalier, que ce ſera faire, des droits que vous avez ſur moi, l'uſage le plus noble & en même temps le plus doux ?

Il fut charmé de ce conſeil ; & autant

je l'avais vu auparavant troublé, interdit & confus, autant je le vis calme & content de lui-même. Cela m'apprit qu'un cœur honnête n'est jamais à son aise avec une pensée ou un désir qui ne l'est pas. Non, dit le jeune Batelier, une mauvaise intention est dans l'âme comme une épine dans le doigt : on y a la fievre jusqu'à ce qu'elle en sorte.

Nous arrivâmes à Marseille, & de-là bientôt à Paris. Une lettre m'y avait déjà précédée, & recommandée à la Comtesse de M***. la plus jolie des veuves; & sur la foi du Chevalier, je fus reçue avec bonté. Mais à Paris, je ne songeai qu'au voisinage de Besons; & je fis si bien qu'un beau jour je persuadai à ma Maîtresse d'aller, avec son Chevalier, nous promener sur ce bord de la Seine, que l'on disait charmant. J'y trouvai mon André : Le voilà, dis-je en le voyant, celui que le Ciel me destine. Il est fidele au rendez-vous qu'il m'a donné lui-même sur le marché d'Alep. A l'instant j'apperçus mon pere. Ah! ce fut-là que ma tête, mes sens, mon ame, tout se perdit : André lui-même fut oublié. Je ne vis que mon pere; je m'évanouis dans ses bras; & lorsque je rouvris les yeux, je le vis à genoux, arrosant mon sein de ses larmes. C'était cette douce rosée qui venait de me ranimer. André, comme vous croyez bien, ne se

Digitized by Google

possédait pas de joie. Eh bien ! s'écriait-il en bondissant, eh bien ! vous l'avais-je promis ? La voilà ! Oui, lui dis-je, la voilà telle que le Ciel la fit naître, & telle qu'elle était dans les bras de son pere au moment qu'il lui fut ravi. J'ai couru des périls, mais sans tache & sans honte ; & le Ciel m'est témoin, lui qui m'en a sauvée, que j'y aurais laissé la vie s'il m'eût fallu y laisser l'honneur.

Le Chevalier & ma Maîtresse croyaient rêver, ils ne concevaient rien à tout cela. Mais quand nous fûmes un peu remis d'une premiere émotion, nous leur contâmes, à peu près, ce que vous avez eu, Mesdames, la bonté de vouloir entendre ; & ils virent bien qu'avec l'aide de mon bon Ange, j'avais dû retrouver dans la cabane de Besons mon pere & mon fidele André. Celui-ci prit la liberté de leur offrir une matelote. Nous soupâmes ensemble. Notre bonheur semblait les rendre aussi heureux que nous ; & dès ce moment, mon aimable & généreux Libérateur me rendit à mon pere pour disposer de moi. Mais je voulus remmener ma Maîtresse ; & ce ne fut que le lendemain que je revins à la cabane. J'y trouvai mon André brûlant d'amour. Je suis moins vive ; mais ma reconnaissance ne le fit pas languir. Il aurait animé le marbre ; & vous pouvez croire, Mesdames, que je n'avais le cœur ni assez froid ni assez dur

Digitized by Google

pour rester insensible & glacé près du sien.

La Comtesse & le Chevalier voulurent bien assister à ma noce. L'un, pour prix de ma délivrance, exigea que la fête en fût célébrée à ses frais; & l'autre eut la bonté de faire mon trousseau, que j'ai conservé pour ma fille.

Ils auraient voulu que mon pere redemandât ses biens dans le Royaume de Kasan. Mais la valeur de ces biens-là tient aux hommes qui les cultivent; & où retrouver ceux que nous y avions laissés? D'ailleurs André se croyait assez riche avec sa barque & ses filets; mon pere trouvait comme lui qu'il ne nous manquait rien; je pensais tout de même: nous ne voulûmes plus tenter les caprices de la Fortune; & contens du repos obscur qu'elle nous accordait, nous ne désirâmes plus rien.

Le bon Lucas, qui s'était repris d'amitié pour son neveu, lui a laissé son bien en mourant. Nous n'y touchons pas: ce sera la dot de nos filles, & la ressource de ceux de nos enfans qui pourraient en avoir besoin. Vous comptez donc en avoir un grand nombre, leur demanda Sophie? Oui, tant que Dieu voudra, reprit André: nous sommes disposés, Bathilde & moi, à lui obéir. Sa providence a eu soin de nous, elle aura soin de nos enfans.

Eh bien! Mesdames, avais-je tort, demandai-je à mes deux compagnes, en vous

Digitized by Google

disant que sous cet humble toit le bonheur pouvait habiter? Oui, disent-elles, assurément, c'est-là du bonheur, si jamais il en fut. Mais ce qui nous étonne le plus, de leurs aventures passées & de leur situation présente, c'est qu'ils n'en soient pas étonnés. —Comment le seraient-ils? n'ont-ils pas vu, leur dis-je, ces événemens se lier naturellement l'un à l'autre? Rien n'est surprenant dans la vie que les causes & les effets dont les rapports, trop éloignés, nous dérobent l'enchaînement; & tout au monde paraîtrait simple, si l'on voyait tout nettement, successivement, & de près.

Par M. MARMONTEL.

FIN.

Explication de la Charade, *de l'*Énigme & *du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

LE mot de la Charade est *Trident*, celui de l'Enigme est *les Dents*, celui du Logogriphe est *Marronier*, où l'on trouve *Orme*, *Manoir*, *Mare*, *Arno* (riviere), *Ane*, *Air*, *Manie*, *Mai*, *Arme*, *Marne* (riviere), *Mi*, *Ré*, *Moi*, *Man*, *Rime*, *Miroir*, *Mari*, *Marine*, *Ame*, *Mine*, *Oie*, *Mer*, *Remi*, *Ami*, *Noé*, *Maire*, *Roi*, *Rome*, *Or*.

Digitized by Google

CHARADE.

DANS la carriere de l'honneur
Fuſſiez-vous parvenus juſques à ma premiere,
Intrépides Guerriers, malgré votre valeur,
Hélas ! ſouvent mon tout vous mit dans ma derniere.

ÉNIGME.

SEULE ou jumelle, mon partage
Eſt d'être utile également.
D'une Coquette à beau plumage
Je fais par-tout l'amuſement.
Pour le Petit-Maître volage
Je ne ſuis qu'un joujou d'enfant.
Alors mon nom, mon entourage
Ont ſubi quelque changement.
Pour un Savant & pour un Sage,
Mon rôle devient important.
Jumelle, au milieu du viſage
On me place honorablement.
Seule.... Eh ! finis, ton verbiage ;
Si tu babillais davantage,
Adieu l'énigme & le déguiſement.

LOGOGRIPHE.

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

Pour te chanter, belle Thémire,
Il faut le langage des Dieux,
Ainsi je n'y pourrais suffire.
Mais en ôtant mon chef, je présente à tes yeux
Ce que l'on met en parallele
Avec ton éclat, ta fraîcheur.
Coupes une autre tête, à ton Amant fidele
Dis enfin le mot enchanteur
Que par cette métamorphose
J'ai pu te faire découvrir;
Alors ne crains rien autre chose,
Sinon qu'il meure de plaisir.
Après ce joli mot, j'aimerais à me taire;
Mais si le jeu te plaît, en le décapitant,
D'en trouver encor un est chose aisée à faire;
J'offre dans les deux pieds du petit mot restant
Ce que l'on met au lieu de soi,
Et qu'on doit oublier lorsqu'on est près de toi.

(*Par une Abonnée.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES du Comte de Maurepas, Ministre de la Marine, &c. &c. Troisieme Edition, avec onze Caricatures du temps, gravées en taille-douce. 3 Volum. in-8°. Prix, 10 liv. br. & 11 liv. 10 s. francs de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, *Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20; & à Lyon, chez les Freres* Bruyset, *rue Saint-Dominique.*

TROISIEME EXTRAIT.

LES Editeurs ont joint à ces Mémoires des *Notes de M. Soulavie*, qui sont fort loin d'ajouter quelque prix à l'Ouvrage. Ce ne serait pas la peine d'en dire davantage, si l'Auteur de ces Notes n'y montrait pas autant de prétention que d'insuffisance, & si, en parlant avec un ton magistral de tout ce qu'il n'entend pas, il n'appelait sur lui la sévérité de la critique, qui doit remettre chaque chose à sa place. On lui a déjà reproché universellement d'avoir prêté au Maréchal de Richelieu, dans la rédaction de ses Mémoires, un langage révolutionnaire qui forme le contraste le plus étrange avec le caractere & le tour d'esprit

Digitized by Google

si connu de ce doyen des Courtisans Despotes. Le mauvais succès de cette bigarrure grotesque aurait dû corriger M. Soulavie, & l'avertir de se borner à remplir de son mieux les fonctions d'Editeur & de Compilateur, ce qui même était déjà plus qu'il ne pouvait faire ; car si ce travail n'exige pas de talent, il demande au moins des connaissances, de la méthode & quelque habitude d'écrire ; il demande qu'on sache au moins un peu de français, & M. Soulavie ne sait pas du tout sa Langue & la parle très-mal. Mais qu'importe ? on veut faire le Philosophe, le Législateur, le Savant à quelque prix que ce soit, & l'on fait des phrases & puis des phrases, qui n'ont pas de sens, & l'on accumule les erreurs & les bévues & les solécismes, & l'on nous annonce encore fastueusement un Ouvrage *sur le progrès des Lettres sous le regne de Louis XV.* Il faut voir comment M. Soulavie est en état de faire un pareil Ouvrage.

M. Soulavie, qui était auparavant M. l'Abbé Soulavie, s'étend particuliérement sur le Clergé, & en revient encore à nous prouver que c'est l'*ignorance* qui l'a perdu. On a déjà réfuté (1) cette fausseté notoire pour tout homme un peu instruit, & puis-

(1) Dans l'Extrait des Mémoires de Massillon, Mercure du 2 Juin.

Digitized by Google

qu'il la répete, j'ajouterai que MM. l'ancien Evêque d'Autun, l'Archevêque d'Aix, l'Archevêque de Toulouse, l'Evêque de Rhodès, l'Abbé de Montesquiou, & bien d'autres ont peut-être un peu plus d'esprit de savoir que M. l'Abbé Soulavie lui même, quoiqu'il lui soit très-permis de ne pas s'en douter.

» Le Pere le Tellier, *profond Jésuite*, » voulait, pour faire régner sa Compagnie, » plonger le reste du Clergé dans l'igno- » rance «. Pas un mot de vrai. Le Tellier n'était pas du tout *profond*, si ce n'est en friponnerie; c'était le brouillon le plus emporté, le plus hardi faussaire, & le plus effronté coquin qui se soit trouvé de Caen à Vire. Ce n'était point par l'*ignorance du Clergé* qu'il voulait *faire régner sa Compagnie*; c'était par l'intrigue, par l'ascendant de la Cour de Rome sur un Roi dévot, par l'importance donnée à une prétendue *hérésie* de la façon des Jésuites, par l'imputation banale de Jansénisme, qui servait à écarter quiconque ne voulait pas du joug Ultramontain, & par conséquent Jésuitique, & défendait les libertés Gallicanes. Ces mêmes querelles, qui d'ailleurs firent tant de mal, loin de *plonger dans l'ignorance*, aiguiserent les esprits & entretinrent un germe d'indépendance qui peu à peu s'étendit plus loin que les controverses. Les écrits des bons Jansénistes prouvent qu'ils

Digitized by Google

n'étaient pas moins ennemis du Gouvernement absolu que de l'infaillibilité Romaine, & on le savait si bien, que c'était sous ce point de vue qu'on les rendait odieux à Louis XIV & à Louis XV. M. Soulavie a-t-il lu, par hasard, l'*Institution d'un Prince*, par Duguet ? il y trouvera trente Décrets de l'Assemblée constituante. Mais quand on a passé sa vie à compulser d'innombrables Manuscrits Ministériels, remplis de petits faits & de grandes inutilités, pour en faire des Extraits informes & volumineux, a-t-on le temps de lire les bons Livres ? Quand on s'occupe à rédiger & à imprimer ce qu'ont pensé les autres, a-t-on le temps de s'instruire & de s'accoutumer à penser ?

Il fait grand bruit de l'influence des Sulpiciens & des Lazaristes, gens de l'autre monde depuis quarante ans. Il ne sait pas que le Regne des *cheveux plats* & des *grands chapeaux*, commencé sous Fleury, a fini avec Boyer l'imbécille ; qu'à dater de l'Evêque d'Orléans, on éloignait le bigotisme comme dangereux, & qu'on préférait les esprits doux & concilians, tous ceux qui n'avaient point d'affiche ; qu'on craignait tellement le bruit dont on était las, qu'il valait mieux être un peu libertin que trop rigoriste ; qu'à cette même époque la Philosophie s'était déjà glissée jusques sous le Rochet & la Barette, & que l'Archevêque

Digitized by Google

de Vienne, Pompignan, s'en plaignit amérement dans une Assemblée du Clergé, criant que *la moderne Philosophie avait infecté même le Sanctuaire*, déclamation qui fut très-mal accueillie; qu'en un mot, c'était l'esprit du monde, des affaires & de la Cour, qui, de nos jours, dominait dans le Clergé, & nullement celui des Sulpiciens & des Lazaristes. M. Soulavie a beau avoir été Abbé, il a besoin d'apprendre son Histoire de l'Eglise, & il est honteux qu'un profane soit obligé de la lui enseigner.

Il prétend que ce même Pompignan dont je viens de parler, *se repentit d'avoir influé sur le nouvel ordre de choses*. Il n'y *influa* pas; il le suivit un moment avec circonspection; il n'appercevait pas jusqu'où ce *nouvel ordre* irait, & le grand âge avait affaibli son fanatisme.

» Le Clergé dut sa grandeur primitive à » ses vertus & à ses lumieres «.

C'est confondre *le Clergé* avec ce qu'on appelle *la primitive Eglise*, celle des quatre premiers siecles, qui n'était point proprement un *Clergé*. Elle n'avait alors ni puissance, ni richesse, ni crédit; & c'est alors qu'elle fut respectable. Quand Constantin l'eut mise sur le Trône, l'ambition, la fureur de dominer la corrompit, & les circonstances la servirent. Ce que M. Sou-

Digitized by Google

lavie appelle *la grandeur primitive du Clergé*, & ce que j'appelle sa domination, fut l'ouvrage non pas de *ses lumieres & de ses vertus*, mais de l'ignorance universelle, suite de l'invasion des Barbares. Les Prêtres seuls savaient lire ; il leur fut aisé de tout rappeler au Regne spirituel, chez des Peuples abrutis & superstitieux. Voilà ce que tout le monde sait, ce que tout le monde a dit, & ce que M. Soulavie seul paraît ignorer.

» Le Clergé, dans sa *décrépitude*; laisse » à peine *à nous Historiens* & à la Postérité, quelques personnages *dignes de ses* » *regards*; M. de Pompignan..... M. de » Bernis, à Rome, sont ceux que *nous* » *osons citer* «.

Je ne sais pas trop comment M. Soulavie est *un Historien*; je ne lui conseille pas même d'essayer de l'être. M. de Pompignan n'est nullement *un personnage digne des regards de la Postérité* : c'était un assez bon homme, Théologien & Prédicateur de son métier, & rien de plus.

» M. de Bernis, avec de la probité, des » qualités, *des talens & des Ouvrages de* » *tous les temps*, n'a peut-être pas la force » de quitter *des restes d'opinions & un sé-* » *jour de délices* pour venir terminer sa » carriere en Patriote «.

M. de Bernis a montré en effet *de la*

Digitized by Google

probité, *des qualités*, *des talens* agréables. Il n'y a pas dans tout cela de quoi occuper beaucoup *la Postérité*. Ce qui pourrait marquer le plus auprès d'elle, c'est le Traité d'alliance avec l'Autriche; mais *la Postérité* saura comme nous que ce ne fut point son ouvrage, & ce n'est pas tant pis pour lui; il ne fit gueres que le signer; c'étaient Mad. de Pompadour & M. de Staremberg, & sur-tout Kaunitz qui avaient tout fait. M. de Bernis n'a eu d'extraordinaire que sa grande fortune; & nous savons quelle en fut l'origine. Il a fait quelques jolis vers & beaucoup de médiocres; ce ne sont-là ni *des ouvrages*, ni *des talens de tous les temps*. Je ne sais ce que c'est que des *restes d'opinions*; car je ne connais pas les siennes, qu'apparemment M. Soulavie connaît mieux que moi; mais je sais qu'il est tout naturel qu'à l'âge de M. de Bernis on ne change point d'opinion, quelle qu'elle soit, & qu'on reste où l'on se trouve bien; & certainement M. de Bernis ne pourrait pas être à Paris aussi bien qu'à Rome, quoique Rome ne soit pas plus *un séjour de délices* que Paris.

» Le Presbytérianisme, bafoué en » France, méprisé du haut Clergé, éloi- » gné des anciennes Assemblées de l'Eglise » Gallicane, privé de tout avancement, » exilé, emprisonné par ses Supérieurs, » *dans ses fautes réelles ou prétextées*, a

Digitized by Google

» fait dans l'état ecclésiastique une révolu-
» tion *égale & parallele avec celle* que la
» Bourgeoisie Française a faite relativement
» à la Noblesse «.

Il y a là beaucoup d'idées confuses & erronées. D'abord le Presbytérianisme, qui ne peut signifier parmi nous que le Jansénisme, n'a été *bafoué* en France, que dans le temps de la folie des *convulsions*, qui lui a porté un coup mortel. Jusques-là l'opinion publique était pour lui : il résista même à la prépondérance de Louis XIV, qui s'étendait d'ailleurs jusques sur les esprits. Cette Secte eut long-temps de grands avantages; elle les devait au mérite éminent de ses Chefs, à la persécution toujours odieuse, à des principes de liberté, toujours chers aux hommes, & qui ne cedent qu'à l'intérêt personnel; elle avait raison pour le fond; son seul tort était de mettre trop d'importance à des controverses d'Ecole; mais c'était alors le tort de tout le monde. Elle vint à bout, même dans sa décadence, d'abattre ses ennemis les Jésuites qui l'avaient long-temps foulée aux pieds; elle fut redevable de cette victoire aux Parlemens, qui faisaient cause commune avec elle, & à qui la faiblesse du Ministere avait rendu de l'influence; aux fautes des Jésuites, qui s'étaient fait craindre & détester par-tout; & plus particuliérement encore au caractere décidé

Digitized by Google

du Duc de Choiseul ; qui, choqué de la réponse arrogante du Pape, *Sint ut sunt aut non sint* ; détermina enfin Louis XV, dont la pusillanimité irrésolue cherchait encore des accommodemens, à livrer aux Magistrats cette Milice Ultramontaine, dont le Chef avait osé dicter au Pape cette réponse imprudente qui n'était ni de notre siecle ni de la politique Romaine. Sans le Duc de Choiseul, qui avait une maniere de penser philosophique, quoiqu'il n'aimât pas les Philosophes, le Roi n'eût jamais retiré la main puissante qui soutenait encore les Jésuites, & qui arrêtait les Parlemens.

Les Jansénistes tomberent aussi & devaient tomber avec les Jésuites ; les premiers n'avaient plus d'existence que celle que leur conservait la haine qu'on portait aux Jésuites ; & depuis la destruction de ceux-ci, on ne parla plus de leurs adversaires.

Ce n'est donc pas l'esprit Presbytérien ni Janséniste qui a détruit le Clergé ; c'est avant tout l'indifférence philosophique qui apprit à ne plus le considérer que sous les rapports du Gouvernement, & ces rapports le montraient évidemment comme une corporation anti-politique, comme un des arcs-boutans du Despotisme, comme tellement redoutable qu'il pouvait tou-

Digitized by Google

jours renaître de ses débris, s'il n'était entiérement anéanti ; ce fut ensuite l'opportunité de faire de ses dépouilles une ressource immense pour la Nation, & la ruine entiere de ce Corps était liée intimement au plan de Mirabeau pour les Assignats : c'est lui qui porta ces deux grands coups à la fois.

M. Soulavie a confondu la Révolution dont les suites devaient entraîner la chute du Clergé, avec la constitution civile de ce même Clergé ; c'est ici seulement qu'il s'est mêlé un reste de Jansénisme. Des hommes nourris dans l'attachement aux opinions religieuses, inséparable de leur Secte, crurent qu'il fallait un Clergé *constitutionnel*, & vinrent à bout de l'établir, parce qu'on avait besoin de la partie inférieure du Clergé, qui, toujours opprimée, s'était rangée du côté de la Révolution : ils l'établirent du moins sur les bases d'égalité & de liberté, conformément aux principes que les Jansénistes avaient toujours professés. Voilà toute la part qu'ils ont eue dans ce qui concerne le Clergé. Ont-ils bien fait ? c'est ce qu'il serait superflu d'examiner ici, & ce que le temps décidera.

(*L'espace qu'il a fallu laisser pour le* Conte, *nous force de renvoyer au prochain N°. la fin de cet Article.*)

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

BANQUE MUNICIPALE, nécessaire à toutes les villes de commerce de la France, portant suppression de toutes les impositions & liquidations de la Dette *citoyenne* (1) de chaque Municipalité : dédiée à l'honorable Corps Municipal de la très-ancienne, très-illustre & très-célebre ville de Marseille. Par M. Roch-Antoine de Pelissery ; in-4°, Prix, 15 liv. br. A Paris, chez Gattey, Libr. au Palais-Royal, N°. 14.

COLLECTION des Opinions de M. Malouet ; 3 Volumes in-8°. Prix, 9 liv. br. Même adresse que ci-dessus.

DE L'AUTORITÉ DE RABELAIS dans la Révolution présente & dans la Constitution civile du Clergé, ou Institutions Royales, Politiques & Ecclésiastiques, tirées de Gargantua & de Pantagruel.

Solventur risu tabulæ. HOR.

En Utopie, de l'Imprimerie de l'Abbaye de Théleme ; in-8°. Prix, 30 sols br. Même adresse.

(1) Il fallait, *de la Dette civique.*

TABLE.

ANGELINA. 3
Les Bateliers de Besons. 4
Charade, En. Log. 24
Mémoires. 26
Annonces & Notices. 36

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 14 JUILLET 1792.

PIECES FUGITIVES.

CHANSON.

IL faut donc que ma voix la chante
Sans placer son nom dans mes vers !
On voudrait à tout l'Univers
Se vanter d'une telle Amante.
Mais ses yeux lisent dans les miens
Un bonheur qu'elle sent de même :
C'est pour moi le premier des biens,
Qu'elle sache combien je l'aime.

QUE je peindrais avec ivresse
Tant d'attraits cachés au grand jour !
Un des ouvrages de l'Amour,
C'est le portrait d'une Maîtresse.

Digitized by Google

Mais l'éclat fait trop de jaloux ;
La louange est trop indiscrete :
Amour, tes trésors les plus doux
Sont le silence & la retraite.

Le premier, j'ai fait à son ame
Connaître le besoin d'aimer ;
Elle craignait de s'enflammer
Avant d'avoir connu ma flamme.
O ! comment, comment exprimer
Ce bonheur unique & suprême !
On sait comme elle peut charmer ;
Et moi seul je sais comme elle aime.

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

Le mot de la Charade est *Cimetierre* ; celui de l'Enigme est *Lunette* ; celui du Logogriphe est *Prose*, où l'on trouve *Rose*, *Ose*, *Se* (pronom personnel).

CHARADE.

Un baudet porte mon premier ;
Mon second porte mon entier.

Digitized by Google

ÉNIGME.

SI l'on en croit certains Auteurs,
A l'Amour je dois ma naissance ;
En tout cas sur ce point avec de grands Seigneurs
J'aurais beaucoup de ressemblance.
Cela se pourrait bien ; car plus d'un connaisseur,
Au même instant qu'il me regarde,
Sans croire attaquer mon honneur,
Déclare que je suis bâtarde.

LOGOGRIPHE.

JE marche sur six pieds ; en les décomposant,
On trouvera d'abord une grande riviere
Qui désigne un Département ;
Un petit quadrupede ; une riche matiere ;
Au mot colere un terme équivalent ;
Un gros oiseau jamais en cage,
Dont la bêtise est le partage ;
Un mortel dont le sort brillant
Est moins à désirer qu'à plaindre ;
Ce que jamais impunément,
Lecteur, on ne devrait enfreindre.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES du Comte de Maurepas, Ministre de la Marine, &c. &c. Troisieme Edition, avec onze Caricatures du temps, gravées en taille-douce. 3 Volum. in-8°. Prix, 10 liv. br. & 11 liv. 10 s. francs de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, *Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20; & à Lyon, chez les Freres* Bruyset, *rue Saint-Dominique.*

DERNIER EXTRAIT.

DANS une Note sur Voltaire & Rousseau, Mr. Soulavie a saisi du moins une idée juste, mais qui avait déjà été indiquée plus d'une fois; que le premier avait servi à détruire, & le second à édifier. Cela est vrai; mais en s'appropriant une vérité, il n'en sait pas assez pour l'embrasser & la développer toute entiere, & dès qu'il l'essaie, il tombe dans des contradictions & des méprises continuelles. Il avoue, par exemple, que Voltaire a *renversé dans ses Ouvrages le respect pour les Rois, les Ministres, les Grands, le Clergé, & les Parle-*

Digitized by Google

mens ; & il ajoute tout de suite : « Rous-» seau a détruit de même le passé ; mais » il est plus heureux dans ses principes de » réédification ». Non, Rousseau n'a pas *détruit de même le passé* : ce que Voltaire a le plus complétement *détruit*, c'est la croyance sur la parole des Prêtres, & il l'a *détruite* à force de les montrer, sous toutes les formes, odieux ou ridicules, & en tournant en dérision de toutes les manieres les objets de la croyance. Or, la crédulité religieuse était le plus formidable appui du Despotisme, puisqu'elle consacrait également les Rois & les Prêtres, & que ceux-ci, parlant au nom de Dieu, assuraient au Peuple que les Rois étaient *institués par Dieu, & n'avaient à rendre compte qu'à Dieu.* Le Sacerdoce était donc le premier rempart du pouvoir absolu, & Voltaire l'a renversé. Sans ce premier pas décisif & indispensable, on ne faisait rien. Rousseau, au contraire, en attaquant l'intolérance ecclésiastique, a défendu de toute sa force le fond de la croyance ; il l'a défendu par son éloquence & par son exemple ; & c'est ce qui lui avait ramené tous les ennemis de la Philosophie, ravis d'avoir à lui opposer un croyant, un dévot tel que Rousseau. Je n'examine pas si dans tout cela Rousseau était bien conséquent ; on sait que ce n'était pas-là son fort.

Digitized by Google

Il n'eſt pas juſte non plus de dire qu'*il fut plus heureux que Voltaire dans ſes principes de réédification*; car Voltaire n'a rien *réédifié*, ſi ce n'eſt la Religion naturelle, qu'il oppoſait ſans ceſſe à toute Religion révélée. Quant au Gouvernement, quoiqu'il n'ait jamais expreſſément traité cette matiere, on voit qu'il avait un aſſez bon eſprit pour connaître toutes les baſes d'un Gouvernement légal, & tous les vices d'un Gouvernement arbitraire, & que ſur ce point ſes principes étaient, comme tous ceux des hommes éclairés & juſtes, conformés à notre *Déclaration des Droits*.

On eſt un peu étonné de lire dans cette même Note de M. Soulavie, que Voltaire, *dans la lutte contre les préjugés, était étranger à ſon Siecle, totalement hors de ſon Siecle*. S'il avait été *hors de ſon Siecle*, il ne lui aurait pas donné le ton. L'eſprit ſupérieur conſiſte à juger la marche du commun des eſprits, à voir juſqu'où ils peuvent aller, & juſqu'où on peut les mener. C'eſt ce que Voltaire entendait à merveille. Le Scepticiſme de Bayle, la liberté de penſer ſous la Régence, & les hardieſſes des *Lettres Perſanes*, lui firent comprendre que l'on pouvait tout dire ſucceſſivement, en ſe mettant à la portée de tous. C'eſt ce qu'il fit pendant ſoixante ans, en gagnant toujours du terrein, & ce qu'il ſerait trop long de détailler ici: cet examen trouvera ſa place

Digitized by Google

ailleurs (1). J'observerai seulement une contradiction bien frappante dans M. Soulavie : dix lignes plus bas, il dit que Voltaire *était goûté de la multitude*. Concevez, s'il est possible, comment un Ecrivain *étranger à son Siecle* est *goûté de la multitude*.

» La Cour de France semblait voir de » loin la puissance des Ecrits de ces *deux* » *personnages* (Voltaire & Rousseau) «.

Cela n'est vrai tout au plus que de Voltaire, que la Cour, en général, a toujours craint & haï, même dans le temps où il y fut appelé & honoré, par la faveur passagere que lui accorda Madame de Pompadour. Je dis tout au plus; car on calculait moins *la puissance de ses Ecrits* qu'on n'était blessé de son independance, des saillies qu'il se permettait, de sa supériorité qui éclipsait tout, même dans la Société, de sa fortune même qui le mettait au dessus de l'espece d'asservissement où le besoin des graces réduisait la plupart des Gens de Lettres. A l'égard de l'influence qu'il exerçait sur l'opinion, & des conséquences qu'elle pouvait avoir un jour, la Cour n'en savait pas assez pour voir si loin : on n'était gueres frappé que de la hardiesse du moment, du danger de l'exemple, de la nécessité de réprimer la liberté

(1) Dans le *Cours de Littérature* du Lycée.

de penſer ; mais en général, & ſauf quelques exceptions, la Cour & le grand monde ont toujours cru que l'état des choſes où ils vivaient était indeſtructible, & cette ſécurité a duré juſqu'à la convocation des Etats-Généraux, qui a commencé à faire un peu ouvrir les yeux.

Pour ce qui eſt de Rouſſeau, ſes Ouvrages politiques, & particuliérement *le Contrat Social*, qui eſt ſon chef-d'œuvre en ce genre, étaient faits pour peu de Lecteurs, & n'inſpiraient à la Cour aucune alarme. C'était, ſans nulle comparaiſon, ce qu'on avait écrit de plus fort & de plus hardi ſur les principes de l'ordre ſocial & politique, & c'eſt cela même qui fit que le Gouvernement n'y prit pas garde. On ne regardait cette théorie que comme une ſpéculation creuſe qui ne pouvait pas avoir plus de conſéquence que l'enthouſiaſme de Liberté & le mépris de la Royauté, pouſſés ſi loin dans les Pieces de Corneille, & applaudis à la Cour du plus abſolu des Rois, Louis XIV. Tout cela paraiſſait être d'un autre monde, & ſans nul rapport avec le nôtre. Les gens bien inſtruits peuvent ſe ſouvenir que quand le *Contrat Social* parut, il fit très-peu de ſenſation, & n'attira nullement les regards de ce même Gouvernement qui fit tant de bruit pour l'*Emile* : c'eſt que l'*Emile*, qui avait l'intérêt & le charme d'un Roman, fut dé-

Digitized by Google

voré à la premiere lecture. Les Prêtres, attaqués dans *la Confession du Vicaire Savoyard*, jeterent les hauts cris ; le Parlement, qui poursuivait alors les Jésuites, crut de sa politique de ne pas paraître moins vif que le Clergé sur les intérêts de la Religion, & le Ministere laissa le Parlement sévir contre l'Auteur qui avait eu l'imprudence de mettre son nom à la tête de l'Ouvrage, & c'était ce qu'on lui reprochait le plus. La Cour d'ailleurs, & le Duc de Choiseul tout le premier, se souciait fort peu de la personne & des Ecrits de Rousseau, pauvre, retiré, sans entours, sans crédit, & affectait de ne voir en lui qu'une tête à paradoxes, une espece de fou qui avait du talent. Les femmes qui donnaient le ton, & les jeunes gens qui le recevaient d'elles, n'adoraient dans Rousseau que l'Auteur des Lettres passionnées de Julie & de St-Preux. Le Philosophe, le Législateur n'était connu que d'un petit nombre de penseurs, & il est très-vrai qu'il fallait la Révolution pour que, sous ce point de vue, il fût bien apprécié. Il n'a pas le plus contribué à la faire ; mais nul n'en a autant profité quand elle a été faite ; alors il s'est trouvé le premier Architecte de l'édifice à bâtir ; alors ses Ouvrages ont été le Bréviaire à l'usage de tout le monde, parce qu'il était plus connu & infiniment plus éloquent que les Ecrivains

Digitized by Google

étrangers qui lui avaient servi de modeles & de guides. En deux mots, Voltaire sur tout a fait la Révolution, parce qu'il a écrit pour tous : Rousseau sur-tout a fait la Constitution, parce qu'il a écrit pour les penseurs.

M. Soulavie a cru devoir revenir encore aux lieux communs rebattus contre les Académies. J'ai dit ailleurs avec assez de détail ce que je pensais à ce sujet, & j'ai assez témoigné que, pour mon compte, il m'était très-indifférent que les Académies fussent conservées ou supprimées. Mais en même temps j'ai distingué les époques où l'Académie Française, en particulier, avait mérité le reproche d'adulation, & j'ai prouvé que ces époques étaient celles où le même reproche pouvait s'adresser à toute la France. J'ai prouvé de plus, par des faits publics & incontestables, qu'à partir de la publication de l'*Encyclopédie*, non-seulement l'Académie Française n'avait point montré en général un esprit adulateur, mais qu'elle avait, au contraire, contribué d'une maniere très-marquée au progrès de l'esprit public qui commençait à se former, de cet esprit philosophique & libre qui consistait à rappeler sans cesse les droits naturels des Peuples, les principes du Gouvernement légal, & à inspirer la haine du pouvoir arbitraire & l'amour de la liberté; que pendant vingt ans elle fut,

Digitized by Google

sous ce rapport, constamment en butte aux invectives de tous les barbouilleurs, rimailleurs, prêchailleurs aux gages de la Cour & du Clergé ; qu'elle fut pendant tout ce temps, publiquement notée à Versailles comme un *foyer de révolte, d'irréligion, d'indépendance* ; car c'est ainsi qu'on appelait alors tout ce qui tendait à combattre le fanatisme & la tyrannie ; qu'on employa souvent contre elle l'arme empoisonnée de la délation secrete ; & s'il faut aujourd'hui citer des faits que je croyais trop connus pour les rappeler, je dirai que le Maréchal de Richelieu & l'Avocat-Général Seguier la diffamaient habituellement, l'un à la Cour, l'autre au Parlement ; qu'ils empêcherent l'impression du Discours de Thomas, en réponse à celui de l'Archevêque de Toulouse ; qu'ils firent annuller par Louis XV l'élection du Traducteur des *Georgiques*, qu'ils firent supprimer par Arrêt du Conseil l'*Eloge de Fénélon* ; qu'enfin l'animosité alla si loin, que le Chancelier Maupeou annonça le projet de dissoudre l'Académie. Voilà une petite partie des faits que je pourrais citer sur ce période très-remarquable dans l'Histoire Littéraire : je défie quiconque lit ou écrit d'en nier un seul. On peut penser aujourd'hui de l'Académie ce qu'on voudra, & en faire ce qu'on jugera à propos, mais il ne faut pas la calomnier : il faut rendre

Digitized by Google

juſtice & à ce qu'elle a fait & à ce qu'elle a ſouffert ; & quand M. Soulavie, qui s'annonce comme très-ſavant en littérature, puiſqu'il en veut faire l'Hiſtoire, ne dit pas un ſeul mot de tous ces faits ſi conſtatés, quand il ſe tait abſolument ſur un état de choſes qui a duré juſqu'à la mort de Louis XV, j'ai le droit de lui dire que s'il n'eſt pas inſtruit de ces faits, c'eſt une ignorance honteuſe, & que s'il les diſſimule, c'eſt une lâcheté plus honteuſe encore. Quand il imprime que » Conſtantinople n'a pas d'expreſſions Turques plus » viles, plus rampantes, plus heureuſes en » tournures Orientales, que celles qu'il a » recueillies de cet amas étrange de compliméns & de harangues académiques « ; je lui répondrai d'abord qu'il aurait pu, du moins en liſant ces harangues, apprendre à parler français un peu mieux qu'il ne fait ; que *Conſtantinople* qui a *des expreſſions* & des *expreſſions heureuſes en tournures*, forme un jargon ridicule ; que les *tournures Orientales*, attribuées aux *Eloges* académiques, ſont une autre eſpece d'ineptie qui prouve ſeulement qu'il ne connaît pas plus le ſtyle *Oriental* que le ſtyle Français ; que le mauvais goût d'un grand nombre de ces *Eloges*, relevé & ſenti longtemps avant qu'il en parlât, n'a rien de commun avec *les tournures Orientales*. Quand il ajoute que l'Académie a perfec-

Digitized by Google

tionné la *ſtructure phyſique* de la Langue, mais qu'elle a *dénaturé, avili les moralités de cette Langue*; je lui répondrai qu'à l'exemple de ces Ecrivains qui, de leur vie, n'ont rien étudié ni rien ſu, il entaſſe au haſard une foule d'expreſſions qu'il n'entend pas; que ſi *la ſtructure phyſique* d'une Langue pouvait ſignifier quelque choſe, ce ſerait l'alphabet matériel & l'articulation, & qu'aſſurément l'Académie n'a rien *perfectionné* de tout cela; que les *moralités* d'une Langue ſont une expreſſion abſolument inintelligible. Quand il s'aviſe encore de joindre à ce ſtyle d'un mauvais Ecolier le ton d'un Maître, de prononcer que le Cardinal de Retz, Rouſſeau & Raynal ſont les ſeuls *qui ſe ſoient montrés capables de parler véritablement le langage de la Liberté*, je lui répondrai encore que d'abord il aſſocie très-gauchement à Rouſſeau & à Raynal un homme qui n'a rien de commun avec eux que le talent d'écrire, quoique dans un degré fort éloigné d'eux; que le *langage* du Cardinal de Retz n'eſt point du tout celui de *la Liberté*, mais preſque par-tout celui d'un Politique Machiavéliſte, & quelquefois, mais rarement, celui de Salluſte; que c'eſt le dernier excès de la préſomption, ſur-tout dans un Auteur auſſi inconnu que M. Soulavie, de rayer, de ſon autorité, Fénélon, Maſſillon, La Bruyere, Voltaire, Monteſquieu, Tho-

Digitized by Google

mas, &c. (sans parler des vivans) du nombre des Ecrivains dignes *de parler le langage de la Liberté*; que cette confiance arrogante, que des Ecrivains de sa trempe prennent pour une noble audace & pour des inspirations de notre nouvelle Liberté, n'est autre chose que le délire de l'ignorance & de l'amour-propre, & ne peut inspirer que le mépris & la pitié. Enfin, quand il affirme que *ces tournures & ces bassesses Orientales qui dominent dans nos Ouvrages ont obligé tout Orateur de les conserver dans les Discours oratoires publiquement prononcés*, je lui dirai nettement que cela est faux, de toute fausseté; que je le défie notamment de me citer dans les *Eloges* de Thomas, & (puisqu'il ne s'agit pas ici de talent) dans les miens, qui sont bien *des Discours oratoires publiquement prononcés*, un seul exemple de *ces tournures & de ces bassesses Orientales*; & comme je puis, au contraire, attester quiconque les a lus, que ces Ouvrages ne respirent, d'un bout à l'autre, que les sentimens chers à tout ami de l'Humanité, de la Liberté & des Loix, j'ai le droit de dire à M. Soulavie, en face du Public, qu'il est un calomniateur.

On peut trouver tout simple qu'un obscur & inepte Compilateur, qui n'est rien & ne peut jamais être rien dans les Lettres, les outrage avec cette fureur insen-

Digitized by Google

sée ; mais on doit trouver aussi très-naturel & très-juste que l'honneur des Lettres soit cher à un homme qui leur a consacré sa vie, qu'il les honore par son témoignage après qu'elles l'ont honoré par l'usage qu'il en a fait ; & que, tandis que la voix des hommes instruits & celle de nos Législateurs a solennellement reconnu les services que les Lettres ont rendus, il ne souffre pas qu'elles soient impunément l'objet des injures grossieres & des calomnies absurdes de quelques intrus qui s'érigent en Littérateurs, parce qu'il est arrivé, par hasard, qu'ils savaient lire au moment de la Révolution.

N. B. On a déjà, dans l'avant-dernier N°. annoncé le IV°. Volume de ces Mémoires, qui paraissait pendant que l'on rendait compte des trois premiers, & qui se vend séparément. Le Comte de Maurepas s'y montre beaucoup plus juste envers Leury, qui n'était plus, & encore plus animé contre la Marquise de Pompadour, qui régnait. Il désavoue le Couplet sur le *Bouquet de Fleurs blanches*, & prétend que ce fut une malice du Maréchal de Richelieu qui fit le Couplet, le mit sur la cheminée du Roi, & le répandit dans Paris sous le nom de Maurepas. Richelieu était en effet très-capable de ce tour de Courtisan ; cependant il n'y a aucune preuve du fait que

Digitized by Google

l'assertion de l'accusateur. Et après tout, qu'importe ? Quant à la Chanson, voici ce qu'en dit le Rédacteur de ses Mémoires, Salé, son Secrétaire : » Une Chanson *plus* » *digne* de M. de Maurepas, & *dont l'Histoire adoptera toutes les expressions*, rendait avec plus de vérité ce qui se passait » à la Cour relativement à Madame de » Pompadour. M. de Maurepas ne désavouera jamais *les grandes vérités* qu'elle » renferme «.

C'est faire entendre assez clairement qu'elle est de lui ; & cependant j'ai ouï-dire plusieurs fois à M. d'Argental qu'elle était de son frere Pont-de-Veyle ; d'autres l'ont ouï-dire comme moi ; & ce qui peut faire croire la chose vraie, c'est qu'on ne l'a dite qu'après la mort de Maurepas & de Pont-de-Veyle, pour ne compromettre & ne fâcher personne. Au reste, on peut dire encore, qu'importe ? la Chanson est assez plaisante, & d'une tournure un peu plus fine que toutes les *Calottes* dont le même Ministre se déclare l'Auteur ; mais il n'y avait que son Secrétaire qui pût employer de si grands mots pour de si petites choses : une Chanson *plus digne de M. de Maurepas !* l'*Histoire* qui *en adoptera toutes les expressions ! les grandes vérités qu'elle renferme !*

Digitized by Google

Si dans les Beautés choisies,
Elle était des plus jolies,
On excuse des folies,
Quand l'objet est un bijou, jou, jou, jou.

Mais pour sotte créature,
Et pour si plate figure,
Exciter tant de murmure,
Chacun juge le Roi fou, fou, fou, fou.

Je ne crois pas que ce soit-là ni de *grandes vérités*, *&c.*, ni des *expressions* à l'usage de *l'Histoire*. De l'aveu de tous ses contemporains, Mad. de Pompadour était fort jolie, & ce n'était pas sur ce point que le Roi méritait des reproches, tels que *l'Histoire* peut les lui faire. Ce qui est vrai, c'est que dire d'une femme qu'elle est laide, est toujours ce qu'il y a de plus piquant pour elle, & en cela le but de la satire était rempli. Le but de *l'Histoire* est un peu différent, & c'est ce que n'a pas senti le Secrétaire Salé, ni même son Maître dont il répétait l'esprit.

La haine de ce Ministre pour Voltaire perce particuliérement dans la maniere dont il parle du moment très-court de faveur très-légere dont ce grand homme jouit à Versailles, non pas graces à ses talens, mais graces à la Favorite qui lui voulait du bien. Maurepas le représente comme

Digitized by Google

tellement ébloui de cette lueur éphémere, qu'il pense déjà au Ministere. » M. de Vol- » taire a, dit-on, une secrete démangeaison » d'être Ministre «. Il répete la même chose quelques pages après. Ceux qui ont bien connu Voltaire n'en croiront pas un seul mot. La vérité est que, révolté de ce préjugé si orgueilleusement absurde qui mettait au dernier rang dans la hiérarchie sociale quiconque n'avait que du génie, & n'était ni possesseur d'un office quelconque, ni héritier d'un nom, Voltaire aurait voulu joindre à la considération personnelle que l'opinion attachait aux talens, l'existence de convention qu'on attachait aux titres. Il y en avait où il pouvait prétendre, parce que d'autres Gens de Lettres les avaient possédés. Il eût désiré le brevet de Conseiller d'Etat, qu'avait eu Balzac, dont Balzac se moquait, & dont lui-même se serait aussi moqué. Il ne voulait pas qu'un Conseiller du Parlement ou même du Châtelet, affectât de se mettre au dessus de lui, en disant *ce n'est qu'un Auteur*; il connaissait *la toute-puissance des sots qui avait tout arrangé pour eux dans ce monde* (comme l'a dit si heureusement M. de Boufflers); & il voulait que ces sots vissent en lui non pas l'Auteur de *Zaïre* & de *la Henriade*, mais un Conseiller d'Etat; ce qui, comme on sait, est bien autre chose. Mais quant au Ministere, il savait trop son monde

Digitized by Google

pour ignorer que jamais un grand Poëte ne pouvait, en France, parvenir à une grande place : l'exclusion était trop formelle. Un simple Amateur, un Poëte de société pouvait ne désespérer de rien ; l'Abbé de Bernis en fut la preuve, & depuis, un faiseur de petits vers, infiniment au dessous de l'Abbé de Bernis, Pezai, fut au moment d'être Ministre. La raison en est simple : ils étaient ce qu'on appelait *des hommes du monde*, & dès-lors susceptibles de tout ; mais dès qu'on était formellement *hommes de lettres*, on n'était plus *homme du monde*, & dès-lors la ligne de démarcation était tirée ; vous n'étiez plus propre à rien de considérable. Voilà nos mœurs ; & qui pouvait en juger mieux que Voltaire ?

» *Nous l'avons envoyé Espion* chez le Roi » de Prusse, & parce qu'il a arraché une » seule phrase, il estime assez son savoir » pour se croire un homme d'Etat. A pré- » sent, il cherche à plaire à Madame de » Pompadour ; mais le parti de la Reine » & des Jésuites qui redoutent ses opi- » nions, est celui de tout le monde qui » ne peut soutenir ses sarcasmes «.

Ce ton d'aigreur & de mépris entraîne beaucoup d'inconséquence & d'injustice. Le terme d'*Espion* est ici très-déplacé, surtout dans la bouche d'un Ministre qui devait être expert en ces matieres, & savoir que rien n'aurait été plus ridicule qu'une

Digitized by Google

commission d'*Espion* donnée à un homme du caractere & de la réputation de Voltaire. On voit bien ici l'intention de rabaisser extrêmement l'espece de négociation dont il fut chargé ; elle n'était pourtant pas si méprisable, & sur-tout le plan était fort bien adapté à ces deux hommes extraordinaires. Il s'agissait, en 1743, de savoir si le Roi de Prusse, qui s'était accommodé avec Marie-Thérese, moyennant la cession de la Silésie, & avait abandonné la France, serait disposé à renouer de nouveau avec cette Puissance, comme les circonstances & ses intérêts pouvaient l'y engager. La Reine de Hongrie avait repris le dessus ; la Hollande, l'Angleterre, la Savoie s'étaient jointes à elle ; nous avions été battus à Ettingen, & Frédéric ne pouvait pas trop compter sur cette cession forcée de la Silésie, à moins que l'Autriche ne se trouvât absolument hors d'état de la réclamer par les armes. C'est dans ces conjonctures qu'on imagina que Voltaire faisant un voyage à Berlin, sans aucun caractere public, & comme pour aller voir un Roi qui le traitait comme son ami, pouvait, dans l'espece de familiarité habituelle entre eux & dans la liberté d'un commerce intime qui ne ressemblait en rien aux défiances réciproques inséparables de toute négociation, tirer du Roi de Prusse quelques-unes de ces paroles toujours dé-

Digitized by Google

cisives de la part d'un homme tel que Frédéric, qui ne disait que ce qu'il voulait dire. C'est précisément ce qui arriva. Il dit un jour à Voltaire, que si le Ministere de France, qui paraissait flotter entre la guerre & la paix, & prêt à entrer en composition avec tout le monde, voulait faire une démarche décidée en déclarant la guerre à l'Angleterre, il était prêt, lui, à marcher en Boheme avec cent mille hommes. C'est là cette *parole* que Voltaire *avait arrachée* au Roi de Prusse, suivant l'expression du Comte de Maurepas; & il me semble qu'elle était assez importante. Elle ne fut pas vaine; car sur cette assurance, la guerre fut déclarée aux Anglais, & Frédéric, avec qui la France traita de nouveau, entra en effet dans la Boheme & dans la Moravie.

Si Voltaire s'était cru pour cela *un homme d'Etat*, sans doute il aurait eu tort: il est plus que probable que Frédéric devina sans peine la mission secrete du Poëte, & qu'il ne fut pas fâché de lui parler de maniere à encourager la France à traiter de nouveau avec lui pour un intérêt commun; mais enfin c'était un service réel que Voltaire avait rendu, qu'il était plus que tout autre à portée de rendre sans compromettre la Cour, & s'il n'en fut pas récompensé, comme tant d'autres l'ont été pour avoir fait moins, c'est qu'un changement dans le Ministere & la mort de

Digitized by Google

Mad. de Châteauroux, ne permirent pas qu'on pensât à lui.

A l'égard des talens d'un homme d'Etat, on voit bien que Maurepas se flatte de les avoir, parce qu'il est Ministre, & croit Voltaire très-ridicule d'y prétendre, parce qu'il est Poëte; mais ni le Ministere ni la Poésie n'y font rien. Voltaire avait beaucoup plus d'esprit qu'il n'en faut pour avoir des lumieres en Administration; mais ce qui fait sur-tout l'homme d'Etat, c'est le caractere, c'est la connaissance réfléchie non pas de l'homme, mais des hommes; celle-ci fait l'Administrateur; l'autre, le Philosophe ou le Poëte. Il est fort douteux que Voltaire eût pu jamais être homme d'Etat; il avait trop d'imagination; mais il est sûr que Maurepas ne l'était point; c'était un Courtisan, & rien de plus. Il reproche à Voltaire de vouloir l'être; Voltaire n'avait en effet que la grace d'un Courtisan, & n'en avait pas la finesse; Maurepas l'avait. Il fait grand bruit des *sarcasmes* de Voltaire, & il est très-vrai qu'il ne put jamais commander à ses saillies & à son humeur, & l'on sait trop que ce fut une plaisanterie un peu amere, qui le perdit à Berlin; mais cela même prouve qu'il n'eut jamais l'ame d'un esclave, même à la Cour, comme on l'a très-mal à propos répété d'après ses détracteurs. J'aurai peut-être occasion d'en dire ailleurs davantage sur

Digitized by Google

ces différens reproches, si légérement hasardés contre un homme qui n'était point difficile à connaître, mais qui pourtant n'a pu être bien connu que par ceux qui l'ont vu de près & sans passion : il a eu trop de célébrité & trop d'ennemis pour n'être pas jugé souvent par des hommes qui n'étaient ni instruits ni équitables.

SPECTACLES.

Ceux qui ont vu, il y a quelques années, *le Roi Léar* au Théâtre Français, se rappellent sans doute avec attendrissement combien la belle tête de Brizard, combien la sensibilité de son organe & le naturel de sa diction ajoutaient à l'intérêt qu'inspire cette Tragédie si touchante. Il était difficile d'espérer qu'aucun autre Acteur pût le remplacer dans ce rôle, & cependant nous venons de voir, au Théâtre Français de la rue de Richelieu, M. Monvel, privé d'une partie de ces avantages, les faire oublier par la supériorité de son talent, & donner à ce rôle une physionomie nouvelle par des moyens plus estimables sans doute, & peut-être préférables à ces dons extérieurs que la Nature lui a refusés. Nous ne reviendrons pas sur le sujet de cette Tragédie, que son premier succès a suffisamment fait connaître ; nous répéterons seulement que de tous les Ouvrages de M. Ducis, c'est peut-être celui qui a le plus fait couler de larmes, & celui dont le plan a paru le plus sagement conçu. On n'a point vu sans de vives émotions un malheureux

Digitized by Google

Roi qui a cédé son Trône & tout ce qu'il possédait à ses enfans, chassé, persécuté par ces mêmes enfans, abandonné même par ses Sujets, exposé la nuit dans des déserts aux fureurs de la tempête, & moins sensible à cet excès de maux qu'à cette monstrueuse ingratitude qui finit par aliéner sa raison. Mlle. Desgarcins n'a pas excité moins d'intérêt dans le rôle touchant d'Elmonde, & elle a été très-bien secondée par tous les autres Acteurs. En général, exécutée avec un grand ensemble, avec un soin qui s'étend sur toutes les parties accessoires du Spectacle, cette Pièce a produit au moins autant d'effet que lorsqu'elle fut donnée pour la premiere fois.

ANNONCES ET NOTICES.

BIBLIOTHEQUE DE L'HOMME PUBLIC, ou Analyse raisonnée des principaux Ouvrages Français & Etrangers sur la Politique en général, la Législation, les Finances, &c. Par M. Condorcet & autres Gens de Lettres. 3e. Année; Tomes I, II, III & IV; in-8°.

On s'abonne pour cet Ouvrage, dont il paraît chaque mois un Volume. Prix pour trois mois, franc de port, 9 livres; pour six mois, 17 liv.; pour un an, 32 livres; & pour Paris, 8, 15 & 28 liv. 10 s. A Paris, chez Buisson, Imp-Lib. rue Haute-feuille, N°. 20.

TABLE.

CHANSON. 73 | Spectacles. 59
Gharade, Enig. Log. 38 | Notices. 69
Mémoires. 401

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 21 JUILLET 1792.

PIECES FUGITIVES.

A MONSIEUR ***.

DE Célicour le léger badinage,
Ses vers charmans sont le prix d'un baiser.
En vous lisant, je crois que la plus sage
Ferait serment de n'en point refuser.
Anacréon, à qui tout rend hommage,
A qui sans doute on ne refusa rien,
En reçut plus d'un à votre âge,
Qu'il ne paya pas aussi bien.

*(Par Mad. de ***,)*

Digitized by Google

Explication de la Charade, *de l'*Enigme *& du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

LE mot de la Charade eſt *Bateau*, celui de l'Enigme eſt *Ecriture*, celui du Logogriphe eſt *Gloire*, où l'on trouve *Loire*, *Loir*, *Or*, *Ire*, *Oie*, *Roi*, *Loi*.

CHARADE.

ON fauche mon premier ;
On raſe mon dernier ;
On chante mon entier.

ÉNIGME.

J'AI brillé noblement dans une vaſte plaine,
Où s'agitait ma tête avec fierté ;
Mais battue & captive, ai-je lieu d'être vaine ?
A l'homme encor, dans ma légéreté,
Je ſuis cependant néceſſaire,
Et plus d'un ſans moi ne dort guere.
Bien des enfans m'admettent dans leurs jeux ;
Je ſuis longue, ſeche & menue ;

Digitized by Google

Pour certains scélérats mon aspect est affreux ;
Sur moi souvent mainte fête s'est vue :
(On n'est pas difficile aux champs comme à la Cour)
Mon nom souvent se donne au feu d'un fol amour.

LOGOGRIPHE.

Nous sommes deux sœurs très-gentilles,
Nous nous prêtons assez aux doux propos d'amour.
Nous écoutons comme des filles ;
Mais nous ne jasons point ni la nuit ni le jour.
Nous grandissons beaucoup dans certaines familles.
Est-ce un grand bien ? Oh ! non, je le dis sans détour ;
L'on nous accable de vétilles ;
Mais d'autres en chantant nous ont bien fait leur cour.
Dans un plus grand détail voulez-vous nous connaître ?
Nous allons à vos yeux décomposer notre être.
Nous vous offrons cet organe enchanteur
Qui des objets mesure la distance,
Qu'Amour souvent choisit de préférence,
Et qu'il remplit d'une douce langueur ;
Certain lieu que renferme une liquide enceinte ;
Un être que la Loi rend cher aux bons Français,
Honoré par l'amour & jamais par la crainte ;

Digitized by Google

Ce que tout Acteur doit ſavoir ;
Ce que tout homme veut avoir ;
Un fleuve qui vers Tours va roulant ſa belle onde,
Et puis dans l'Océan s'abîmer ſans retour ;
Une Déeſſe vagabonde,
Long-temps victime de l'Amour ;
Un monument ſacré de la ſageſſe humaine ;
Un ſentiment trop prompt qu'on ſurmonte avec peine ;
Un tiſſu précieux, mais devenu commun ;
Deux articles reçus en Langue Italienne
Quand on veut ne parler que d'un ;
Certain pronom qu'on nomme réciproque ;
Une herbe dont le goût à manger nous provoque ;
Un terme de reſpect lorſque l'on parle au Roi.
C'eſt tout : pour nous tenir, Lecteur ; écoute-toi.



Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ANECDOTES intéressantes & secrettes de la Cour de Russie, tirées de ses Archives, avec quelques Anecdotes particulières aux différens Peuples de cet Empire; publiées par un Voyageur qui a séjourné treize ans en Russie. A Paris, chez Buisson, *Imp. Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20. Six Volumes in-12.*

Ces nouveaux Mémoires sur la Russie, quoique rédigés sans ordre & sans méthode, écrits avec trop peu de soin, n'en sont pas moins ce que nous avons eu jusqu'ici de plus curieux & de plus instructif sur cet immense Empire, dont la puissance devient de jour en jour plus menaçante. On y trouve un tableau complet de son état militaire, l'un des plus formidables de l'Europe; l'Auteur même, qui est fort loin d'écrire en adulateur, & qui démontre, par une foule de faits décisifs, tous les vices monstrueux des autres parties de l'Administration, donne les plus grands éloges à celle du Militaire, & ne balance

Digitized by Google

pas à la mettre au premier rang : c'eſt qu'en effet cette partie du Gouvernement eſt celle qui peut s'accommoder le mieux du Deſpotiſme, dont elle ſe rapproche par ſa nature. A l'égard de tout le reſte, l'Auteur qui paraît inſtruit & impartial, & qui a vu de ſes yeux, nous montre une Cour déjà raffinée dans tous les genres de corruption qui tiennent à la ſervitude ambitieuſe, & une Nation encore toute groſſiere & toute barbare ; une ignorance générale qui produit, dans les choſes les plus communes, le beſoin d'une induſtrie étrangere, & donne du prix même à la plus médiocre ; une ſuperſtition qui touche encore à l'abrutiſſement ; un mélange de franchiſe & de brutalité dans les mœurs ſociales, & en même temps un eſprit de rapine hardie ou ſubtile, qui deſcend depuis les premieres places de l'Adminiſtration juſqu'aux plus petits emplois ; la domination la plus oppreſſive unie à la plus vile abjection, dans tous les degrés d'autorité ; l'habitude des châtimens corporels & des ſupplices rigoureux, preſque indiſtinctement appliqués, dégradant & confondant tout, même dans les plus hauts rangs, en même-temps que la facilité de parvenir à tout par tous les moyens, encouragée par l'exemple journalier, fait naître, juſques dans les dernieres conditions, une ambition féroce & une cupidité effrénée ; enfin un mépris

déclaré de toute Loi & de toute justice, tout se réduisant, en derniere analyse, à être maître ou esclave.

Telle est l'idée que donnent de l'intérieur de ce vaste Empire tous les faits épars ou réunis dans ces Mémoires : c'est, pour ainsi dire, le revers d'un tableau qui ne nous a montré jusqu'ici, sous les pinceaux des Historiens, que la décoration extérieure, l'éclat des conquêtes, la pompe de la Cour, l'appareil des fêtes, & le génie imposant de Pierre & de Catherine. Il ne faut ni se laisser trop éblouir de cette derniere peinture, ni la croire trop démentie par l'autre. Une Cour despotique, mais éclairée, & un peuple esclave, mais guerrier, peuvent nourrir dans leur sein tous les vices, & préparer aux autres peuples de grands dangers. La situation géographique de la Russie la rend vraiment redoutable, & sa politique vient de la raffermir par les seuls côtés qui donnent prise sur elle. Elle a mis les Turcs dans un état d'affaiblissement & de stupeur, dont il sera difficile de les tirer ; ainsi elle est non seulement tranquille du côté de l'Orient, mais par ses dernieres conquêtes, maîtresse de sa mer Noire, elle se voit une route toujours ouverte jusqu'à Constantinople. Elle s'est réconciliée avec la Suede, qui la touche par des frontieres communes en Finlande, & qui peut balancer sa Marine dans la Baltique ;

Digitized by Google

mais qui seule est trop faible pour lui résister long-temps. Elle s'est liée avec l'Angleterre, Puissance la plus à craindre pour elle par des forces navales, dont la supériorité peut épouvanter toutes les provinces Russes de cette même Baltique, & détruire les flottes, les arsenaux, les ports de la Russie. Elle lutte en ce moment contre les efforts de la Pologne qui veut briser ses fers, & qui, si elle recouvrait son indépendance, pourrait, dans l'occasion, donner la main aux Turcs pour contenir dans de justes bornes cette puissance envahissante; mais les braves Polonais, malgré l'énergie de leur patriotisme, auront-ils assez de force & de moyens pour faire tête seuls à la Russie, secondée de deux autres Puissances co-partageantes, qui étaient naturellement ennemies, quand cet intérêt de partage les a rapprochées, & que depuis d'autres intérêts d'humeur & de moment poussent de concert à une union monstrueuse, qui n'est rien moins que le renversement de cette balance germanique, ouvrage du Grand Frédéric?

La tyrannie des Despotes & la liberté des Peuples se menacent aujourd'hui l'une l'autre plus que jamais. La querelle ne serait pas longue, & l'issue n'en serait pas douteuse, si des multitudes pouvaient s'entendre & s'accorder aussi aisément que des individus couronnés. Mais n'est-il pas à

Digitized by Google

craindre que ceux-ci n'aillent plus vîte & plus ferme dans leur politique dominatrice, que les Peuples dans leur liberté tumultueuse? Voilà le grand problême à résoudre; il vaut la peine qu'on y pense; les déclamateurs de tréteaux ne le résoudront pas avec leurs phrases; le patriotisme même, peut n'être pas suffisant sans la sagesse de l'esprit public, qui consiste à ce que chacun n'aspire uniquement qu'à être libre: si l'orgueil de dominer en prend la place, on perdra tout. L'esprit de liberté a toujours été invincible; l'esprit de parti a toujours mené à l'esclavage.

On a cru ces réflexions plus utiles que des citations, qu'il serait trop facile de multiplier, & qui ne laisseraient que l'embarras du choix, parmi une foule de traits, la plupart dignes d'être recueillis & retenus. Il y en a de toute espece; la politique, les révolutions, les coutumes, les productions du sol, les aventures des personnages célebres, tout passe en revue; mais tout est pêle-mêle, & ce désordre nuit non seulement à l'instruction, mais à l'agrément. Il serait bien à souhaiter que l'Auteur prît la peine de remédier à cette confusion qui semble faire d'un livre de six volumes l'*Album* d'un Voyageur, où l'on a pris note au hasard de tout ce qui s'est présenté à l'œil ou à la pensée. Il faudrait que les objets fussent classés par ordre de temps & de matières;

Digitized by Google

& que le style, souvent fort incorrect, fût revu du moins avec assez de soin pour n'y pas laisser de fautes trop choquantes. L'Ouvrage mérite cette révision, & une nouvelle édition faite dans cet esprit, serait sûrement placée dans toutes les bibliotheques.

Quoiqu'on ne veuille entrer ici dans aucun détail critique, on croit pourtant devoir indiquer un endroit qui doit être spécialement retranché ou réformé : il regarde l'*Histoire de Pierre le Grand*, par Voltaire. L'Auteur assure qu'on en fut *très-mécontent* en Russie : cela se peut ; on n'en fut pas très-content en France, mais probablement par des raisons très-différentes. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner ce qui manque à cet Ouvrage, ni pourquoi il est si inférieur à *la Vie de Charles XII* ; mais voici ce qui n'est pas tolérable. » On soupçonna en Russie que Voltaire, *mu par un intérêt sordide, » avait exprès tronqué cette Histoire, pour » se réserver le bénéfice qu'il retirerait d'une » seconde édition revue, corrigée & augmentée «*. S'il y eut en effet parmi les Russes des gens assez sots pour croire une pareille ineptie, l'Auteur ne devait la rapporter que pour repousser avec le dernier mépris une calomnie si absurde, empruntée des mille & un libelles que la haine a vomis contre un grand homme, mais depuis long-temps confondue par des preuves ir-

Digitized by Google

récusables, au point qu'on n'ose plus la répéter. Il n'est plus permis aujourd'hui à un homme un peu instruit, d'ignorer que Voltaire n'a jamais rien retiré du débit de ses Ouvrages; qu'au moment où l'Histoire de Pierre le Grand parut, il les ayait tous très-gratuitement donnés aux Crammer dont ils firent la fortune; que le comble de l'absurdité serait d'imaginer qu'un homme qui faisait de ses écrits des largesses si considérables, & qui était riche de plus de cent mille livres de rente, eût *exprès tronqué* un Ouvrage où il attachait de l'importance sous plus d'un rapport, pour une petite spéculation mercantile, qui pouvait à peine lui rapporter cent louis, & qui est d'ailleurs démentie par le fait, puisque dans les éditions subséquentes, il ne fit aucun changement marqué à cette *Histoire de Pierre le Grand.* Tout ce qui résulte de ce passage, c'est la malheureuse facilité qu'eut toujours la calomnie à se propager, à se perpétuer, même long-temps après que la vérité s'est fait entendre par-tout; c'est le plus grand encouragement pour la méchanceté, qui pourtant n'en a pas besoin.

Digitized by Google

VARIÉTÉ.

QUICONQUE s'honore d'être homme, doit s'empresser de faire connaître un monument unique des efforts dont l'humanité est capable : telle est la déposition suivante, écrite chez un Juge du Tribunal de Police, par Jean Massieu, sourd & muet de naissance, âgé de 19 ans, à qui l'on venait de voler un porte-feuille dans sa poche.

» Je suis sourd & muet : j'étais regardant le Soleil du Saint Sacrement, dans » une grande rue, avec tous les autres » Sourds-Muets. Cet homme m'a vu : il a » vu un petit porte-feuille rouge dans la » poche droite de mon habit. Il s'approche » doucement de moi : il prend ce porte-» feuille. *Mon hanche* m'avertit : je me » tourne vivement vers cet homme qui a » peur. Il jette ce porte-feuille sur la » jambe d'un autre homme qui le ramasse » & me le rend. Je prends l'homme voleur » par sa veste ; je le retiens fortement. Il » devient pâle, blême & tremblant. Je fais » signe à un Soldat de venir : je montre » le porte-feuille au Soldat en lui faisant » signe que cet homme a volé mon porte-» feuille. Le Soldat prend l'homme voleur

Digitized by Google

» & le mene ici. Je l'ai suivi. Je vous de-
» mande de nous juger. Je jure Dieu qu'il
» m'a volé ce porte-feuille : lui n'osera
» pas jurer Dieu. Je vous prie de ne pas
» ordonner de le décapiter : il n'a pas
» tué ; mais seulement dites qu'on le fasse
» ramer «.

Observez qu'il n'y a dans ce morceau, écrit sur le champ, sans secours & sans réflexion, qu'une seule faute de Grammaire, *mon hanche* pour ma hanche : observez que cette expression, *ma hanche m'avertit*, est à la fois hardie, naturelle & juste, parce que le sens du tact *avertit* en effet comme l'organe de la parole, celui de la vue, &c. c'est-là l'espece de figures qu'emploient ceux dont l'imagination n'étant point égarée par un goût factice ni par l'imitation contagieuse, n'est autre chose qu'un sentiment prompt & sûr des rapports de nos sens à notre intelligence. Observez enfin, que cette déposition est un modele de narration pour la clarté de l'ensemble, l'ordre & la netteté des circonstances, la propriété des termes, & que sur cent personnes qui déposent dans les Tribunaux, on en trouverait à peine une seule en état de rédiger, sans préparation, un écrit semblable..... & c'est un Sourd-Muet qui l'a rédigé ! c'est un véritable prodige.

Que l'on réfléchisse sur toutes les idées

Digitized by Google

que renferme cette phrase : » Je jure Dieu » qu'il m'a volé : lui n'osera pas jurer » Dieu « ; on sentira que ce mot est sublime.

C'est jusques-là que l'on a pu conduire des êtres privés de deux sens, sans lesquels l'homme est par lui-même au dessous de beaucoup d'animaux ! Celui qui a fait remonter ces individus, disgraciés de la Nature, au rang des êtres raisonnables, n'est-il pas une espece de créateur ? Cet homme est M. l'Abbé Sicard, digne successeur de l'immortel Abbé de l'Epée, puisqu'il a perfectionné ce que celui-ci avait inventé. Il faut avoir vu M. l'Abbé Sicard opérer avec ses Eleves pour comprendre ce que l'Humanité lui doit. Il réalise à tout moment la méthode progressive imaginée par l'Abbé de Condillac, dans l'organisation d'une Statue, dont l'intelligence se développe à mesure qu'elle acquiert des sens : c'est réellement le plus beau spectacle, le plus curieux, le plus instructif qui puisse attirer l'attention d'un Philosophe ; c'est le commentaire & la preuve en action de la théorie lumineuse de Locke & de son Disciple Condillac, sur les opérations de l'entendement. On conçoit aisément l'enthousiasme continuel qui anime les travaux du respectable Sicard : il crée sans cesse, & voit des hommes succéder à des machines. Il est, sans doute, assez heureux en se

Digitized by Google

disant tous les jours, *ce que j'ai fait est bien*; mais la Nation ne doit-elle pas, moins pour lui que pour elle, décerner non pas des récompenses, mais des honneurs à un homme d'un mérite si utile à la fois & si rare? c'est le moyen que ce mérite ne meure pas avec lui.

SPECTACLES.

Si les Journaux qui paraissent tous les jours ont l'avantage de la célérité dans le compte qu'ils rendent des Pieces de Théâtre, s'ils sont plus à portée de satisfaire l'impatience du Public en lui annonçant dès le lendemain le premier succès d'un Ouvrage, ils sont exposés aussi à partager avec les Spectateurs les fautes de jugement trop fréquentes aux premieres représentations. Entraînés comme eux par les efforts d'une cabale, trompés sur l'effet de la Piece par le jeu mal assuré des Acteurs intimidés, égarés enfin par mille autres circonstances, il leur arrive souvent de traiter avec une injuste rigueur les Ouvrages qui finissent par réussir le plus, & dont les représentations nombreuses accusent la précipitation de leurs jugemens. Les Auteurs de Journaux hebdomadaires, à l'abri des erreurs du premier moment, avant de parler d'un Ouvrage, sont à portée d'en voir plusieurs représentations, de recueillir dans le Public des opinions plus réfléchies, & de porter des jugemens plus dégagés de passions. Nous en citerons pour exemple *la Mere coupable*,

Digitized by Google

dont plusieurs Journaux ont annoncé la chute, & qu'ils ont analysée de maniere à justifier mauvais ce succès (1), tandis que cet Ouvrage, redonné trois jours de suite, au grand déplaisir de ceux qui avaient intérêt à y nuire, joué avec plus d'ensemble, plus de soin & sur-tout plus d'assurance, s'est relevé avec éclat, & a repris le rang qu'il mérite parmi les Ouvrages de M. Beaumarchais. Au surplus, le sort de ce Drame ne doit pas étonner : il est celui de toutes les Pieces que cet Auteur a mises au Théâtre, & nous pouvons dire de toutes les productions d'Auteurs célebres, qui annoncées long-temps d'avance, ne rempliſſent jamais l'idée exagérée que s'en est formée le Public.

Voici le sujet de *la Mere coupable*. Pendant une absence du Comte Alma-Viva, la Comtesse s'est retirée dans le petit château d'Astorga, que son époux a acquis de Léon, de Chérubin, de ce jeune Page qui adressait à sa marraine des Romances si naïves, & à qui sa marraine prenait un intérêt si tendre sans s'en appercevoir. Léon, véritablement amoureux, est arrivé un soir dans ce château dont il connaît tous les détours ; il a pénétré dans l'appartement de la Comtesse, & en employant les efforts de la persuasion, même ceux de la violence, toujours victorieuse de la part d'un Amant aimé, il a triomphé de sa vertu. Il en est né un fils, dix mois après le départ du Comte. Une lettre de Rosine a fait part de ce fâcheux événement au complice de sa faute.

(1) Quelques Journaux, rédigés, à la vérité, par des Gens de Lettres, tels que celui de Paris, la Chronique, le Moniteur, ont senti, dès la premiere représentation, le mérite de l'Ouvrage, & ont prédit qu'il se releverait.

Digitized by Google

Celui-ci, qui la déplorait également, a répondu sur la même lettre au moment d'un combat d'où il est revenu blessé à mort : les dernieres lignes sont écrites de son sang. Cette lettre jointe à d'autres a été apportée par un Officier Irlandais, nommé Béjart, auquel Léon s'est confié. Ce Béjart, esprit souple & adroit, profite de l'intimité que doit lui donner une confidence pareille. Il a toute la confiance de la Comtesse : il n'est pas moins habile à s'emparer de celle du Comte. Son caractere grave & sa fausse vertu lui donnent également des droits sur celles des enfans de la maison, c'est-à-dire du jeune Léon, malheureux fruit de l'égarement de Rosine, & d'une jeune pupille du Comte, nommée Floreſtine ; & dont il prend soin. Les seuls que ses dehors affectés n'aient pu séduire, c'est l'adroit & toujours alerte Figaro, & sa Suzanne éclairée par son mari.

Nous avons insisté sur ces détails qui sont dans l'avant-scène, parce qu'ils servent à fonder l'intrigue & les caracteres. Esquissons la Piece plus rapidement. Le Comte, qui a perdu dans un duel son fils aîné, assez mauvais sujet, d'après des soupçons inspirés par Béjart sur la légitimité du jeune Léon, a quitté l'Espagne & s'est établi en France. Se livrant à sa haine pour cet étranger introduit dans sa famille, il change ses biens de nature, & veut les faire passer sur la tête de cette Floreſtine, sa prétendue pupille, & qui est sa fille naturelle. Il veut la donner en mariage à Béjart, avec trois millions de dot. Mais les deux jeunes gens sont épris l'un de l'autre. Pour vaincre cet obstacle, l'Irlandais engage le Comte à déclarer à Floreſtine qu'elle est sa fille ; mais il ne manque pas de rappeler à la jeune

perſonne, qu'étant ſœur de Léon, elle ne peut plus ſe livrer à ſon amour. Ce n'eſt pas aſſez : pour augmenter la haine du Comte contre le jeune homme, il veut qu'il ne lui reſte plus de doute ſur ſa naiſſance. Il trouve un prétexte pour lui faire viſiter le coffre où la Comteſſe ſerre ſes diamans, a l'adreſſe d'en faire ouvrir le double fond par Alma-Viva lui-même, qui y trouve la lettre du Page, dont nous avons parlé. Le Comte furieux eſt plus diſpoſé que jamais à donner ſa fille à Béjart, & à faire partir Léon pour Malte. Celui-ci, qui répugne extrêmement à ce voyage, engage ſa mere à obtenir de ſon époux qu'il reſte à Paris. La Comteſſe, ſe préparant à employer toutes les reſſources de l'éloquence maternelle, veut que ſon fils en ſoit lui-même témoin ; elle le fait cacher dans un cabinet. Mais l'effet de cette converſation eſt bien différent de celui qu'elle eſpere. Les éloges qu'elle donne à Léon, la comparaiſon qu'elle en fait avec le fils aîné qu'ils ont perdu, enflamment la rage du Comte ; il accable la malheureuſe Roſine de tout le poids de cette faute qu'elle croyait ſi bien cachée, qu'elle pleure & qu'elle répare depuis vingt ans ; elle ne peut ſoutenir cette ſituation déchirante qui la couvre de honte aux yeux de ſon époux & de ſon fils ; elle éprouve toutes les angoiſſes de la mort, & le Comte, qui déjà en liſant cette lettre fatale, n'y avait pas vu le caractere d'une méchante femme, attendri de l'état affreux où il l'a miſe, ſe repent de ſon emportement. Il rapproche ſa vie entiere, ſes vertus, ſa longue pénitence de la faute d'un jour, & s'empreſſe de la pardonner. Mais tout s'explique ; c'eſt par Béjart qu'on a tout ſu ; c'eſt lui qui a trahi le Comte, la Comteſſe, & il poſſede déjà les trois millions qui doivent être joints à la main

Digitized by Google

de Floreſtine. Il s'agit de les lui faire rendre ; c'eſt à quoi s'engage Figaro, & ce qui fait le ſujet du cinquieme Acte, développé avec beaucoup d'adreſſe. Nous ne croyons pas devoir prévenir nos Lecteurs ſur ſes moyens qui ont beſoin du Théâtre pour produire tout leur effet.

On ne peut pas ſe diſſimuler que l'action des trois premiers Actes ne ſoit lente : la néceſſité d'expoſer un avant-ſcène long & aſſez compliqué, de fonder des caracteres profondément conçus, & qui ne peuvent avoir tout leur développement dans la Piece, a entraîné des longueurs qui refroidiſſent un peu l'intérêt juſqu'au moment de ſa grande exploſion, à laquelle il eſt impoſſible de réſiſter. Mais la force même de ces caracteres, l'habileté avec laquelle ils ſont tracés, l'énergie de cette leçon de vertu donnée aux jeunes femmes imprudentes ; mais la chaleur brûlante du quatrieme Acte, la conception fine & vraiment dramatique du cinquieme, dédommagent amplement de l'eſpece de langueur que le commencement peut faire éprouver, & de cette impatience qui eſt elle-même une preuve de l'intérêt qu'inſpire le fond de la Piece.

On a beaucoup critiqué le ſtyle : il n'eſt pas exempt de tout reproche ; mais on ne s'eſt pas aſſez rappelé que ce ſtyle eſt celui des perſonnages connus de cette famille ; que l'Auteur aurait été condamnable s'il avait fait parler Figaro, Suzanne, & les autres, dans la Mere coupable, un autre langage que dans le *Barbier* & la *Folle Journée*.

On a auſſi critiqué le titre. On a dit que c'était l'*Epouſe* plutôt que *la Mere coupable*. Sans doute ce titre aurait été plus préciſ ; mais on ſent qu'il y a ici une ſorte d'ellypſe. C'eſt l'*Epouſe cou-*

Digitized by Google

pable d'être *mere*, que l'Auteur a voulu repréſenter.

On a fait beaucoup d'autres critiques à la premiere repréſentation ; mais pour en apprécier la valeur, il ſuffit de remarquer qu'on murmurait avec éclat au ſeul nom de *Béjart*, toutes les fois qu'il était prononcé.

On a donné au Théâtre de la rue Feydeau un Opéra Italien intitulé *le Trame deluſe*, *les Complots découverts*, muſique de Cimaroſa. Autant que nous avons pu deviner ce Poëme, l'un des plus inſignifians de ce Théâtre, il eſt queſtion d'un Chevalier d'induſtrie qui ſéduit la femme d'un Limonadier, & qui finit par être arrêté pour ſes eſcroqueries. Ce ſujet n'eſt pas celui du Poëme original ; on l'avait trouvé de trop mauvaiſes mœurs. Cela peut-être ; mais du moins il était intrigué avec aſſez d'art. Les changemens qu'on y a faits l'ont affaibli & défiguré ſans le rendre plus honnête. Mais en ne s'arrêtant pas à ce fond, & ne prenant garde qu'à la muſique, on en a peu entendu à ce Théâtre d'auſſi originale, d'auſſi brillante, où la partie de l'Orcheſtre ſoit auſſi riche, auſſi variée, & dont les chants ſoient auſſi piquans. Cimaroſa & Paiſiello ſont aujourd'hui les Génies les plus féconds de l'Italie & les plus fermes ſoutiens de l'Art muſical. Le premier eſt peut-être encore plus original & plus varié que ſon digne rival. Cette Piece eſt parfaitement exécutée de la part de l'Orcheſtre & des Chanteurs.

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

DEVAUX, Libraire, à Paris, rue de Chartres, N°. 382, & au Palais-Royal, N°. 181, vient de mettre en vente le XI^e. Volume de la NOUVELLE LÉGISLATION, ou Collection complette, & par ordre de Matieres, des Décrets rendus par l'Assemblée Nationale constituante.

Ce Volume est le Code Féodal, qui contient, 1°. les Loix relatives à la suppression des Droits Féodaux; 2°. celles sur la Chasse; 3°. celles concernant les Apanages, Echanges & Concessions de Domaine; précédé du Rapport de M. Merlin sur cette matiere, avec les Instructions de l'Assemblée Nationale. 1 Vol. du prix de 3 liv. 15 s. pour MM. les Souscripteurs de Paris, & de 4 liv. 10 s. pour ceux des Départemens & pour ceux qui souscriront d'ici au 1^er. Août. (On avait fixé la Souscription au 15 Juillet; mais l'annonce n'ayant pu être publiée à temps, nous donnons ce délai qui sera le dernier.) Passé cette époque, on payera le Volume de Table séparément, & chaque Volume de la Collection coûtera 5 liv. au lieu de 3 liv. 15 s. On ne paye qu'en recevant chaque Livraison; en observant de faire passer le montant des onze Volumes.

On trouve chez le même Libraire la CONSTITUTION, format in-64, caractere Nompareille. Prix, 10 s.

Digitized by Google

SYSTÊME UNIVERSEL ET COMPLET DE STÉNOGRAPHIE, ou Maniere abrégée d'Ecrire, applicable à tous les Idiomes, & fondée sur des principes si simples & si faciles à saisir, qu'on peut connaître en un seul jour les élémens de cet Art, & se mettre en état, dans très-peu de temps, de suivre la parole d'un Orateur. Inventé par Samuel Taylor, Professeur de Sténographie, à Oxford & dans les Universités d'Ecosse & d'Irlande; & adapté à la Langue Française par Théodore-Pierre Bertin, Traducteur des Satires d'Young & d'autres Ouvrages Anglais; in-8°. Prix, 6 liv. br. A Paris, de l'Imprimerie de Didot l'aîné, rue Pavée-St-André-des-Arts.

ECOLE DE POLITIQUE, ou Collection, par ordre de matieres, des Discours, des Opinions, des Déclarations & des Protestations de la minorité de l'Assemblée Nationale, pendant les années 1789, 1790 & 1791, en faveur de la Monarchie, de la Religion, & des vrais intérêts du Peuple; avec des Notes sur les principaux événemens de la Révolution: par des Députés *des trois Ordres*. Rédigés par M. Dugour. A Paris, chez Gattey, Libr. au Palais-Royal.

Il paraît actuellement quatre Livraisons de cet Ouvrage, formant 8 Volumes in-8°. à raison de 9 liv. chaque Livraison, par souscription, & en payant 9 liv. d'avance, outre le prix des Livraisons déjà publiées: les 9 liv. seront imputées sur la derniere Livraison.

Ce sont, comme on le voit, des pieces d'un Procès perdu; mais les Avocats sont hommes d'esprit, & la lecture de leurs Plaidoyers n'est pas inutile pour l'Histoire de la Révolution.

Digitized by Google

ANTIQUITÉS NATIONALES, ou Recueil de Monumens, pour servir à l'Histoire générale & particuliere de l'Empire Français; tels que Tombeaux, Inscriptions, Statues, Vitraux, Fresques, &c. tirés des Abbayes, Monasteres, Châteaux, & autres lieux devenus Domaines Nationaux: présentés à l'Assemblée Nationale, & favorablement accueillis par elle; par Aubin L... Millin, Septieme Livraison de la 2me. Année de Souscription. On souscrit à Paris, chez M. Drouhin, Editeur & Propriétaire dudit Ouvrage, rue Christine, Num. 2 & 3; chez Blanchon, rue Gît-le-Cœur, vis-à-vis celle de l'Hirondelle; Delenne, au Palais Royal; Garnery, rue Serpente, N°. 175; & chez tous les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de la Souscription, composée d'environ 96 feuilles, belle typographie, & d'environ 112 Estampes, le tout faisant deux gros Volumes in-4°., est de 84 livres, & de 92 liv. franc de port jusqu'aux frontieres.

Cet Ouvrage, toujours soigné dans toutes ses parties, continue d'être recherché des Amateurs.

GÉOGRAPHIE.

NOUVELLE édition de la CARTE raisonnée de la France, par L... Brion, revue & augmentée depuis la suppression des ALTERNATS de Chefs-Lieux, le Rapport du Comité Militaire sur l'état de nos Frontieres, & la réunion d'Avignon & du ci-devant Comtat Venaissin aux Départemens des Bouches du Rhône & de la Drôme. Entre autres choses qui la différencient des autres Cartes de ce genre, on y remarque toutes les Places fortes de nos Frontieres, & au dehors les principaux points du théâtre de la guerre. Prix, 2 liv.

Digitized by Google

10 s. A Paris, chez l'Auteur, rue de la Harpe, N°. 154; Buisson, Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20; Desenne, Libraire, au Palais-Royal, Numéros 1 & 2.

Les personnes qui ont des Exemplaires de la premiere édition, pourront les échanger pour ceux de la nouvelle, à raison de 25 s.

AVIS.

LAURENS aîné & Compagnie, Imprimeurs à Paris, rue d'Argenteuil, N°. 14, ayant acheté un nombre d'Exemplaires de la COLLECTION DES TRAVAUX DE MIRABEAU, à l'Assemblée Nationale constituante; par Etienne Méjan, édition originale en 5 Vol. in-8°., avec le Portrait; & désirant faire participer le Public du bon marché de cet Ouvrage, offrent de le donner au rabais, jusqu'au 1er. Septembre, c'est-à-dire à 13 liv. l'Exemplaire, au lieu de 18 liv. & à 15 liv. pour les Départemens, franc de port, au lieu de 20 liv.

CONNAISSANCE DES TEMPS, à l'usage des Astronomes & des Navigateurs, avec des Additions, pour l'année commune 1793; publiée par ordre de l'Académie Royale des Sciences, par M. Méchain, de la même Académie. A Paris, de l'Imprimerie Royale; & se trouve chez Moutard, Imp-Lib. de la Reine, rue des Mathurins. Il lui reste quelques exemplaires pour 1792, même prix.

TABLE.

A Monsieur	61	*Variété.*	72
Charade, Enig. Logog.	62	*Spectacles.*	75
Anecdotes.	65	*Nouvelles.*	81

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 28 JUILLET 1792.

PIECES FUGITIVES.

TRADUCTION LIBRE

De la 7e. Elégie du second Livre de Tibulle.

Finirent multi letho mala, &c.

COMBIEN, ô mes amis ! de Mortels ici-bas,
S'affranchiraient des maux en cherchant le trépas,
Si d'un front toujours gai, la crédule Espérance
Ne soutenait pour eux le poids de l'existence ;
Si sa voix consolante, au sein de leur ennui,
Ne leur disait : demain vaudra mieux qu'aujourd'hui !
Du sage Agriculteur Déité tutélaire,
Elle lui rend présens tous les biens qu'il espere ;
Et tenant dans sa main quelques grains renfermés,
Multiplie à ses yeux ceux qu'il aura semés,

Digitized by Google

L'oiſeau du haut des airs volant à tire-d'aile,
Dans un piége trompeur ſuit ſa voix qui l'appelle;
Et l'avide poiſſon, à l'appât ſuſpendu,
S'eſt pris dans le filet qu'elle-même a tendu.
Dévoré de chagrins, abreuvé de ſes larmes,
L'infortuné l'écoute, & ſourit à ſes charmes;
Elle ſait endormir juſqu'aux remords cruels
Qui chaſſent le repos loin des cœurs criminels.
Dans l'horreur des cachots, & meurtri de ſa chaîne,
Le coupable l'invoque & l'entrevoit à peine,
Que ſoudain je l'entends, de plaiſirs tranſporté,
Tout courbé ſous les fers, chanter la Liberté.
L'eſpérance promit à mon ame aſſervie
Que tu ſerais, Zulmé, le bonheur de ma vie:
Mais ta fierté rebelle, hélas! & tes refus
Te préparent, ingrate, un triomphe de plus.
Ah! ce rêve pourtant conſolait ma tendreſſe:
Zulmé, ne démens pas ſa flatteuſe promeſſe!
Je t'en conjure, au nom de ton aimable Sœur,
Moiſſonnée à nos yeux comme une tendre fleur!
De ta Sœur.... & que puiſſe, à cette Sœur ſi chère,
La terre qui la couvre être toujours légère!
Elle eſt ſainte à mon cœur: à ſes mânes ſacrés
J'irai porter mes dons & mes vœux épurés;
J'irai ſur ſon tombeau dépoſer mes offrandes,
Le parer en pleurant de nouvelles guirlandes;

Digitized by Google

J'embraſſerai ſon urne . . . & parmi les ſanglots,
A ces reſtes muets je conterai mes maux.
Ah ! ſenſible à ma plainte, à mes longues alarmes,
Ta Sœur voudra tarir la ſource de mes larmes ;
Elle voudra qu'enfin, plus docile à mes vœux,
Tu ne rejettes plus mes ſoupirs & mes feux.
Je ne demande point que ſon ombre ſévere
Erre autour de ton lit paiſible & ſolitaire ;
Que ſes manes, par toi ſi long-temps négligés,
Gémiſſent triſtement en accens prolongés ;
Je ne demande point qu'elle s'offre à ta vue
Telle que chez les Morts ſon ombre eſt deſcendue,
Pâle, froide, ſanglante, inanimée . . . . hélas !
Toute couverte encor des voiles du trépas.
Loin de toi ces objets : ces ſiniſtres alarmes
Des yeux de ma Zulmé feraient couler des larmes :
Moi, lui couter des pleurs ! j'en jure ſa douleur,
Les larmes de ſes yeux tomberaient ſur mon cœur.
Qu'en tes regards, Zulmé, ſe peigne l'alégreſſe :
De peur de l'altérer, ne vois point ma triſteſſe.
Ton cœur fut toujours bon : c'eſt Phryné qui nous nuit :
Le jour le plus ſerein, Phryné le change en nuit.
L'Amour nous ſouriait : Phryné ſeule empoiſonne
Les faveurs qu'il promet, les plaiſirs qu'il nous donne.
De mes heureux rivaux, je la vois chaque jour
Porter vers toi les vœux, les ſoupirs & l'amour ;

Digitized by Google

Et protégeant leur troupe à te suivre empressée
De leurs plus doux propos caresser ta pensée.
Et moi, moi que les Dieux formerent pour Zulmé,
Loin d'elle, je languis de mes feux consumé :
Je languis ; & Phryné, sentinelle assidue,
Veille sur tous tes pas, & t'arrache à ma vue.
Si du seuil de ta porte écoutant quelquefois,
Mon oreille attentive a reconnu ta voix,
Phryné me dit soudain : » Vous mourrez dans l'at-
» tente ;
» Zulmé, depuis long-temps, de ces lieux est
» absente «.
Si Zulmé m'a promis une nuit de plaisirs,
Phryné trouve un obstacle à mes brûlans désirs.
Ma Maîtresse tantôt est faible & languissante,
Ou d'un pere grondeur craint la voix menaçante...
C'est alors que mon cœur succombe à ses ennuis.
Je m'égare, & me cherche, & ne sais où je suis.
Je t'aime, je te fuis ; je te hais & t'adore ;
Je te vois dans les bras d'un rival que j'abhorre ;
O supplice ! je vois tes folâtres ébats,
Tes refus agaçans, & ses tendres combats ;
En imprécations ma rage *se déploie.*
Dans les tourmens affreux dont mon cœur est la
proie,
Je répete à Phryné : Puissent enfin mes vœux
Faire éclater sur toi la vengeance des Dieux !

(Par M. Clouzeau.)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade eſt *Préface*; celui de l'Enigme eſt *Paille*; celui du Logogriphe eſt *Oreilles*, où l'on trouve *Œil, Iſle, Roi, Role, Or, Loire, Io, Loi, Ire, Soie, Il, Lo, Soi, Oſeille, Sire.*

CHARADE.

Sans le ſecours de mon premier,
Bientôt mes doigts ſe laſſent du dernier;
Pour mon tout, c'eſt une autre affaire:
Mon premier n'eſt plus néceſſaire.

ÉNIGME.

Des plaiſirs & de la terreur,
C'eſt moi qui ſuis l'avant-coureur;
Et quand on célebre une fête,
Très-ſouvent je marche à la tête.
A ma voix, le brave Soldat,
De Liſette oubliant les charmes,
S'occupe d'un autre combat.
Dès qu'il m'entend, il court aux armes.
Mais pour mon ſort, le croira-t-on?
Malgré les vertus de mon être,
Par-tout où l'on me voit paraître,
Je marche à grands coups de bâton.

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

POUR vous, Iris, jusqu'à présent
Je fus sans doute indifférent ;
Mais lorsque votre destinée
Sera soumise à l'hyménée,
Vous pourrez, sans aller plus loin,
De mon secours avoir besoin.
Je vais vous définir mon être,
Et bientôt vous m'allez connaître.

Dix pieds, Iris, me font marcher ;
Si vous en êtes curieuse,
Vous pouvez les décomposer :
Vous trouverez, pour commencer,
De cette mouche industrieuse
L'utile & merveilleux produit ;
Le nom qu'on donne à son réduit ;
Ce qui, par sa grande abondance,
Nous fait vivre dans l'opulence ;
Un bon morceau du sanglier ;
L'épithete d'un Financier ;
Un grand Empire de l'Asie ;
Ce que renferme la vessie ;
L'heureuse guérison d'un mal ;
Ce qu'on trouve au col du cheval ;
Un Canton Suisse Catholique ;
Près de Provence une Cité ;
Une peau dure ; un vase antique ;
Jadis de grande utilité ;
Enfin, l'animal domestique,
Modele de fidélité.

(*Par M. Delorme l'aîné, de Lyon.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES d'une Société célebre, considérée comme Corps Littéraire & Académique, depuis le commencement de ce Siecle; ou Mémoires des Jésuites sur les Sciences, les Belles-Lettres & les Arts: publiés par M. l'Abbé GROSIER. *Trois Volumes in-8°., avec Figures. A Paris, chez* Defer de Maisonneuve, *Libraire, rue du Foin-St-Jacques, la porte cochere au coin de la rue Bouttebrie.*

PREMIER EXTRAIT.

CES *Mémoires* ne sont autre chose qu'un choix d'Articles extraits des Journaux de Trévoux, sur différens sujets de Science & d'érudition. La plupart se ressentent beaucoup de cette futilité pédantesque, de ces recherches laborieusement frivoles qui caractérisaient ce qu'on appelait *la Science*, avant que la Philosophie en eût fait sentir l'abus. L'esprit Scholastique & Monastique qui a si long-temps, dans notre Europe, dominé l'espece humaine en l'abâtardissant, s'efforçait encore, même après le

Digitized by Google

grand essor qu'elle avait pris sous Louis XIV, de la rétrécir & de la comprimer dans de malheureuses études, uniquement faites pour retenir la pensée, stériliser le temps, & arrêter les progrès de la raison. Une Société dominante, qui nourrissait dans son sein des Savans & des Lettrés, & présidait à l'éducation de la jeunesse dans une grande partie du Royaume, se servait de tous ses moyens, non pas pour *entretenir l'ignorance*, comme on l'a dit ridiculement, mais pour donner une importance exclusive à une Science vaine & contentieuse, pour subordonner tout à la Théologie, aux interminables explications des inexplicables Ecritures, aux inutiles discussions des points les plus minutieux, & des innombrables conjectures qu'offrent les Antiquités historiques. C'est ainsi qu'en parcourant les sujets de ces Mémoires choisis, on trouve de longues & graves dissertations sur *Jonas dans la Baleine*, sur *l'accord de S. Etienne avec Moïse*, sur *la conciliation de Moïse avec S. Etienne au sujet du dénombrement des enfans de Jacob*, sur *la maniere de compter les années des Patriarches*, sur *l'éclaircissement de la prophétie de Jacob*, sur *l'explication des versets du Chapitre de S. Luc*, sur *les mesures de l'Arche de Noé*, sur *l'année & le jour de la mort de S. Benoît*, *&c. &c.* Voilà donc ce qui occupait les veilles de tant de pré-

Digitized by Google

rendus Savans, ce qui les faisait pâlir & vieillir sur les In-folio & les Manuscrits, ce qui faisait perdre tant de papier & de temps, & ce qu'on a cru devoir réimprimer à la fin du 18me. Siecle ! En relisant les titres que je viens de transcrire & une foule d'autres du même genre, avons-nous bonne grace à nous moquer des Rabbins, des Talmudistes, & des milliers de Commentateurs de l'Alcoran ! Cette misérable manie d'une érudition si mal entendue, fut tellement épidémique, qu'elle avait gagné jusqu'au sage Bayle, qui, pour se conformer au temps & à la mode, a rempli de ces doctes billevesées une partie de son Dictionnaire, où brillent d'ailleurs tant de lumières, & qui fut un des premiers Livres où la Philosophie ait osé se montrer. Au contraire, on n'en apperçoit pas la plus légere trace dans ces Mémoires, ni dans les nombreux Journaux dont ils sont tirés, ni dans aucun ouvrage des Jésuites; & il est à remarquer que dans cette longue liste de Lettrés & de Savans en divers genres, que le Rédacteur de ces Mémoires a remise sous nos yeux, & que je vais examiner, il ne se trouve pas un seul Philosophe : il était impossible qu'un Jésuite le fût, au moins dans ses écrits. Mais en revanche, un des caracteres dominans des écrits de cet Ordre, c'est la haine de tout ce qui annonce, même de loin, la moin-

Digitized by Google

dre liberté de penſer, de tout ce qui, ſort un moment du cercle dans lequel ils voulaient circonſcrire les opérations de l'entendement. Auſſi que réſulte-t-il, pour tout homme ráiſonnable, de ces Mémoires & des Livres dont on les a tirés ? Rien que ce mot d'un ancien Sage : *Que de choſes dont je n'ai pas beſoin !*

Cette inutilité même eſt aujourd'hui ſi généralement reconnue, que l'on pourrait préſumer, ſans trop d'invraiſemblance, que cette compilation n'a été entrepriſe que pour être le prétexte & l'occaſion de la Préface, qui nous préſente non pas l'apologie, mais le panégyrique des Jéſuites. C'eſt venir un peu tard, à moins que cette nouvelle Oraiſon funebre, apportée après tant d'autres, ſur la tombe de la défunte Société, n'ait été dictée par l'eſpérance de la voir encore renaître parmi nous : plus d'une circonſtance du moment pourrait appuyer cette conjecture, & il ſerait alors tout ſimple que M. l'Abbé Groſier ait voulu flatter des cendres qu'il croit prêtes à ſe ranimer. Mais on ſait que toute Oraiſon funebre eſt un peu menteuſe, & la Préface, qui à ce titre n'eſt pas trop fidele à la vérité, pourrait bien mentir encore comme Prophétie. La Société, alliée par eſſence au Deſpotiſme, ne peut revivre en France qu'avec lui (*Quod Deus avertat & ſpero, avertet*) ; mais duſſent-ils un jour,

Digitized by Google

réunir sur moi leurs vengeances, celui qui s'est vu une fois libre, & qui a joui de la liberté, sans en abuser jamais, ne cessera pas de lui payer le tribut qui lui est le plus cher, celui de la vérité. C'est dans ce dessein que je vais faire quelques observations sur ce panégyrique, mis, sous le nom de Préface, à la tête des *Mémoires* publiés par M. l'Abbé Grosier.

Il est toujours aisé d'intéresser à un certain point pour le malheur, même quand il est une punition; & si le Rédacteur, qui a fait de bonnes études & qui écrit assez purement, se fût contenté d'employer à propos la figure de Rhétorique nommée *Hypotypose*, pour nous retracer les rigueurs très-gratuites & très-condamnables, exercées sur des individus, la plupart très-innocens des fautes de la Société, il eût réussi sans inconvénient à exciter la compassion; & tout ce qu'on aurait pu lui dire, c'est qu'il ne fait en cela que répéter ce qu'ont écrit long-temps avant lui, Voltaire, d'Alembert & tous les Philosophes, qui, en approuvant avec presque toute la France, la destruction d'un Ordre qui avait mérité sa haine, ont blâmé hautement ce qu'on y a mêlé de dureté & de vexation. Tout ce qu'on en doit conclure, c'est que quand l'esprit de parti fait un acte d'équité, il ne manque jamais de s'y joindre quelque chose de cette injustice, qui est de la

Digitized by Google

nature de l'esprit de parti. C'étaient les Parlemens qui frappaient les Jésuites, & l'on sait que la main de ces grands Corps, appesantie par de vieilles passions, n'était pas toujours capable de mesurer ses coups, en se servant du glaive de la Justice.

Mais si les Juges ont été trop loin dans l'exécution, s'ensuit-il que leur arrêt fût inique, & que la Société proscrite fût à l'abri de tout reproche ? C'est ce que le panégyriste était sur-tout obligé d'examiner, s'il voulait se montrer digne de l'imposante fonction d'être Juge des Juges & organe de la Postérité. Il avoue lui-même que *les rivalités, les inquiétudes jalouses n'ont plus d'objet ; que les haines sont amorties.* Rien n'est plus vrai. Il ajoute : « N'est-ce » pas à cette époque que l'homme de » Lettres désintéressé pourrait révéler l'his- » toire de cette longue iniquité politique ? » & ne serait-il pas temps enfin de venger » la mémoire de l'innocent calomnié, flé- » tri, dépouillé » ?

Assurément : c'est dans tous les temps un devoir ; & de plus vous avouez que dans le nôtre rien ne s'y oppose. Qui donc vous empêche d'entreprendre une si noble tâche ? » Mais non ; ne violons point le » silence qui regne autour de tous ces tom- » beaux : ils sont sous l'œil de l'Eternel, » seul Juge & appréciateur suprême des » actions des hommes «.

Digitized by Google

Ah ! M. le Professeur, ces figures triviales & dénuées de sens sont bonnes tout au plus, à dicter à des Ecoliers, pour leur apprendre à se tirer tellement quellement d'une mauvaise cause. Mais à qui d'ailleurs croyez-vous qu'elles puissent tenir lieu de raisons ? Quoi ! vous craignez de *violer le silence des tombeaux*, quand, selon vous, la cendre des *innocens calomniés, flétris, dépouillés*, y crie vengeance ! Ne sentez-vous pas en vous-même toute la futilité, toute la mauvaise foi d'un pareil subterfuge ? Eh ! c'est votre *silence* même que ces cendres ont droit d'accuser. Ces morts *sont sous l'œil de l'Eternel* : sans doute ; mais ils sont aussi sous celui de la Postérité, toujours équitable ; pourquoi donc semblez-vous en décliner le jugement ? L'Eternel est *le seul Juge & l'appréciateur suprême des actions des hommes*. Oui, dans l'autre monde ; mais voudriez-vous nous faire croire qu'il ne saurait y avoir de justice dans celui-ci ? Cela serait trop absurde, & vous n'êtes pas capable de soutenir une absurdité. Que voulez-vous donc dire ? Que signifie cette *Histoire d'une longue iniquité politique qu'on pourrait révéler* ? Ne dirait-on pas que l'Histoire des Jésuites est un mystere, un de ces problèmes politiques sur lesquels on dispute encore, tels, par exemple, que la condamnation des Templiers ? S'agit-il d'un de ces faits obscurs

Digitized by Google

& isolés dont un particulier a pu emporter avec lui le secret ? Mais la Société était sous les yeux du monde entier ; son Histoire, mêlée sans cesse à celles des Empires, couvre les pages des Annales du monde ; & cela seul (pour le dire en passant) suffirait à la saine raison pour condamner l'existence d'une semblable Société religieuse. Et quand nous pouvons, sur l'autorité des Historiens bien examinés, juger les Rois, les Ministres, les Nations, nous ne pourrions pas aujourd'hui juger les Jésuites ? Il faudrait les renvoyer avec respect au Tribunal de Dieu ? Quelle puérile Rhétorique ! Ne voyez-vous pas où elle vous conduit ; & qu'en appeler, en pareille matiere, au jugement de Dieu, c'est avouer implicitement qu'on a perdu sa cause au jugement de tous les hommes ?

Vous convenez que *les Juges sont aujourd'hui moins passionnés*. Certes, je suis ici de tous les Juges le moins susceptible de *passion* ; vous ne m'accuserez sûrement ni d'être Janséniste, ni d'être Parlementaire ; je sortais de l'enfance quand les Jésuites ont été détruits, & jamais, sous aucun rapport, ils n'ont pu me faire ni bien ni mal ; & pourtant je pense, comme tant d'autres, que leur proscription a été très-légitime, & je ne serais embarrassé que de la multitude des preuves. Aurez-vous recours à cette derniere ressource, que

Digitized by Google

pourtant je crois peu faite pour vous, de m'injurier (ce serait l'expression propre dans votre sens) du titre d'Ecrivain Philosophe, en ajoutant, comme on n'y manque jamais, qu'en cette qualité je ne réprouve dans les Jésuites que les défenseurs de la Religion? Cette défaite serait encore ridicule, car les Oratoriens, les Bénédictins, les Doctrinaires ont fourni de nombreux défenseurs de la Religion, & aucun de ceux qu'on suppose ses ennemis ne s'est jamais avisé de le trouver mauvais, & n'a songé à se déclarer contre eux. Toute récrimination personnelle est donc impossible ici, à moins que vous ne disiez que comme ami de la Liberté, je hais les satellites du pouvoir absolu, qu'admirateur des Massillon, des Fénélon, des Fléchier, &c. qui ont fait aimer la Religion par leurs écrits & leurs exemples, je ne puis souffrir ceux qui ont soutenu des controverses d'école par des actes d'autorité, & pour le coup, vous auriez raison, mais c'est en me donnant raison.

» La manière de penser, sur les anciens » éleves d'Ignace n'est déjà plus la même: » ce n'est plus cette légion ambitieuse de » prêtres, qui s'étaient dispersés sur toute » la terre pour en usurper l'empire, & se » former un trône unique des débris » de tous les trônes. Leurs chefs ne paraissent déjà plus avoir été réellement

» les Rois des Rois ; leurs immenses ré-
» sors se sont évanouis, ainsi que toutes
» ces armées que recelaient les déserts du
» Paraguay. On rougirait de se permettre
» encore ces absurdes inculpations «.

Ce passage n'est encore qu'une petite adresse de Rhéteur ou d'Avocat, qui consiste à atténuer des *inculpations* réelles en les présentant d'avance sous des formes exagérées : *Novi locum.* Mais rien n'est plus aisé que d'écarter l'exagération & de maintenir la vérité. Non, les élèves d'Ignace n'ont pas été & n'ont pas voulu être *réellement les Rois des Rois, ni se former un trône unique* ; c'eût été prétendre un peu trop, même en mettant de côté l'invention de l'Imprimerie, qui, coïncidant à peu près avec leur fondation, devait leur montrer dans le lointain le progrès lent, mais infaillible, des lumieres & de la raison, obstacle insurmontable à un excès d'ambition particuliere, qui n'aurait pu réussir que par un excès d'imbécillité générale. La jalousie naturelle du pouvoir, qui n'abandonne jamais les Rois, suffisait pour faire sentir aux Jésuites que l'idée de se substituer en leur place serait chimérique, même avec tous les secours du fanatisme & de la crédulité. Mais ils ont pu très-bien croire, & ils ont cru avec raison, que se faisant les premiers agens d'un Pouvoir qui dominait tous les autres par la Religion,

Digitized by Google

dirigeant la conscience de tous les Princes par la Confession, & le Cabinet par la conscience, & le Clergé par la distribution des Bénéfices, & les grandes familles par l'espérance des Prélatures, & la jeunesse par l'éducation, & les écoles théologiques par l'intérêt ou par la crainte; & joignant encore à tant de moyens la facilité & le talent d'intriguer dans les Cours & dans le monde, qu'ils ne quittaient pas, & de s'assujettir encore la multitude dans le confessionnal, ils pourraient exercer un très-grand pouvoir sur le pouvoir des Rois & sur l'opinion des peuples : voilà ce qu'ils ont pu faire & ce qu'ils ont fait. Deux cens ans de notre Histoire l'attestent à toutes les pages. La domination qu'ils ont exercée par la Religion & l'intrigue n'est pas moins prouvée que celle qu'exercerent les Romains par les armes. Je dis maintenant à M. l'Abbé Grosier : ou niez ces faits, ou affirmez que telle devait être l'existence d'un Ordre religieux. Il vous faut l'un ou l'autre pour vous déclarer légitimement l'apologiste & le panégyriste des Jésuites. Vous voilà placé entre la dénégation de faits évidemment incontestables, & l'affirmation d'un principe évidemment immoral & anti-Chrétien. Choisissez.

Je vais plus loin : j'écarte toutes les atrocités de la Ligue, où ils ont eu tant de part; je consens que l'on affaiblisse ce re-

Digitized by Google

proche si grave d'un esprit de faction & de révolte, & d'une doctrine régicide, en répondant que cet esprit était celui d'un parti Catholique qui croyait tout permis pour défendre la Religion, & repousser du trône un Prince Hérétique ; j'oublie l'arrêt qui les chassa de France sous le meilleur de nos Rois, & la colonne flétrissante élevée contre eux par la justice & renversée par la crainte, lorsque le Grand Henri avoua qu'il aimait mieux les rappeler que de trembler toujours pour sa vie. Je m'arrête seulement aux temps de Louis XIV & de Louis XV, & ne veux juger les Jésuites que sur ce qui est bien reconnu pour être uniquement leur ouvrage, sur cent ans de troubles, de discordes, de persécutions, de crimes de toute espece, produits par cette Bulle si absurde & si ridicule pour le fond, si détestable dans ses effets ; sur les forfaits prouvés du traître d'Aubenton & du faussaire Tellier ; & je demande si l'on peut, sans rougir, justifier un Ordre religieux, coupable de tant d'horreurs, aux yeux du monde entier ; si l'on peut reprocher aux Nations d'avoir rejeté de leur sein une Société qui le déchirait depuis si long-temps : Enfin, s'il s'agit de la légalité rigoureuse de l'arrêt porté contre eux, je demande s'il n'est pas vrai que jamais ils n'avaient été reçus en France avec les formes requises alors pour donner à toute

Digitized by Google

corporation cénobitique une existence légale ? & s'il s'agit de politique & de morale, je demande s'il est dans les principes d'un bon Gouvernement de tolérer une Congrégation d'hommes qui font un serment particulier d'obéissance à un autre Souverain, & s'il est dans les bonnes mœurs de laisser subsister dans un Etat le scandale perpétuel d'une Société religieuse, convaincue d'avoir fait tant de mal ?

Allons au fait : pourquoi M. l'Abbé Grosier n'a-t-il pas essayé de toucher à cet amas d'accusations terribles qui pese sur eux depuis des siecles ? C'est qu'il a senti qu'il en serait accablé. Pourquoi n'a-t-il pas osé dire un seul mot de tout ce que je viens de rappeler très-sommairement, & de tout ce qu'il fait aussi bien que moi ? C'est qu'il a beaucoup plus d'esprit qu'il n'en faut pour être convaincu de l'impossibilité de soutenir un moment la discussion & l'examen. Il n'a pas été assez mal-adroit pour s'y engager, & s'est rejeté sur un seul objet déjà traité par beaucoup d'autres partisans de la Société, sur ce qu'elle a pu avoir de mérite dans les Lettres, & sur le bien qu'elle a pu faire dans l'enseignement. C'est là-dessus qu'il a fondé son Elégie *In genere laudativo* ; mais dans cette partie même, le desir assez naturel de louer, outre mesure, ses anciens confreres, l'a fait donner dans le vague, dans l'exagéré, dans le

Digitized by Google

faux ; & il ne sera pas inutile de replacer ici les choses sous leur vrai point de vue.

(*La suite au* 1^er^. *Mercure.*)

VARIÉTÉ.

ANECDOTE traduite d'un Papier Anglais.

La petite Histoire suivante est si littéralement vraie, qu'elle n'a besoin ni du secours de la fiction, ni des graces du langage : elle sera sentie par ceux pour qui le vrai est le seul beau ; & c'est pour eux seuls qu'elle est écrite. Je vais la raconter avec la plus grande simplicité & l'exactitude la plus précise.

Il y a environ quatre ans qu'une jeune femme s'arrêta dans un petit village près de Bristol, & demanda qu'on lui donnât par charité un peu de lait. Il y avait quelque chose de si attrayant dans son extérieur, qu'elle attira l'attention de tout ce qui était autour d'elle. Elle était de la premiere jeunesse, & d'une beauté frappante ; ses manieres étaient nobles & gracieuses, & tout son maintien inspirait le plus grand intérêt. Elle était seule, étrangere dans le pays, & dans une extrême misere ; cependant elle ne proférait aucune plainte, & ne cherchait point à exciter la compassion. Sa maniere de parler & d'agir annonçait visiblement une naissance distinguée ; cependant on remarquait dans ses paroles & dans

Digitized by Google

ſes actions des diſparates qui indiquaient une tête dérangée. Elle paſſait la journée à chercher une place où elle pût repoſer ſa pauvre tête, & la nuit elle couchait ſous l'abri d'un tas de paille. Des Dames du voiſinage lui repréſentaient le danger d'une ſituation ſi expoſée, mais inutilement : leurs ſecours fourniſſaient à ſes beſoins ; mais ni prieres ni menaces ne pouvaient l'engager à coucher dans une maiſon. Comme elle donnait de temps en temps des marques d'une véritable folie, à la fin on l'enferma. Je paſſe ſur cet endroit de ſon hiſtoire : il affecte trop mon ame, & affligerait celle du Lecteur. Enfin elle fut élargie, & ſans perdre un moment, elle recueillit ce qui lui reſtait de force, & revint à ſon tas de paille, quoique ce fût à ſix milles de ſa priſon. On ne peut exprimer ſon raviſſement lorſqu'elle ſe retrouva libre & encore en poſſeſſion de ſon chétif aſile. Il y a actuellement près de quatre ans que cette malheureuſe créature s'eſt dévouée à une ſi déplorable condition, & qu'elle n'a couché dans un lit ni ſous un toit. La peine, la maladie, le froid, la miſere ont altéré ſa ſanté & ſes charmes ; mais ſa figure eſt toujours très-intéreſſante, & il y a dans ſon air & dans ſes manieres une douceur & une délicateſſe peu communes. Elle eſt bien éloignée de la vanité des habillemens, ſi naturelle à ſon ſexe & ſi ordinaire dans la folie. Elle ne porte ni n'accepte aucune parure, & lorſqu'on lui fait quelque préſent de cette eſpece, elle le pend à une branche d'arbre, & le laiſſe-là comme indigne de ſon attention. Elle refuſe de donner aucun éclairciſſement ſur ce qui la concerne : ſon ſilence ſur ce point eſt invincible. Ses momens de raiſon deviennent plus rares, & ſon eſprit eſt viſiblement aliéné ;

Digitized by Google

cependant ſes réponſes ſont aſſez ſenſées, à moins qu'elle ne ſoupçonne quelque intention de la ſurprendre dans les queſtions qu'on lui fait. Au reſte, ſa vie eſt l'innocence même. Les matins elle ſe promene autour du village, converſe avec de pauvres enfans, leur fait de petits préſens de ce qu'on lui a donné, & reçoit les leurs en échange. Elle ne prend rien que du lait, du thé & la plus ſimple nourriture. Les Dames du voiſinage, & une en particulier qui a été ſa conſtante & infatigable bienfaitrice, n'ont rien oublié pour obtenir d'elle de vivre dans une maiſon; mais elle répond toujours: *Le trouble & le malheur habitent dans les maiſons; la liberté & l'air, voilà le bonheur.* Une certaine ſingularité de termes, quelque choſe d'étranger dans la prononciation & dans la tournure de quelques phraſes, ont fait conjecturer qu'elle n'était pas de ce pays-ci. On a fait différens eſſais en différens temps pour tirer de ces circonſtances quelque connaiſſance de ſon origine. Il y a environ un an qu'un Gentilhomme lui parla pluſieurs Langues du continent. Elle parut inquiete & embarraſſée; mais lorſqu'il vint à lui parler Allemand, ſon émotion fut ſi grande qu'elle ne put la cacher; elle détourna la tête & fondit en larmes. Cette Anecdote, répandue dans le voiſinage, parvint, il y a quelques jours, à deux Gentilshommes que l'humanité engagea à viſiter cette infortunée. L'un d'eux, qui parle Allemand très-couramment, voulut faire la même épreuve. Elle parut ſinguliérement troublée, rougit, & ſoit haſard, ſoit qu'en effet elle entendit cette Langue, elle répondit en Anglais à quelques queſtions. Mais tout à coup, comme ſi elle ſe fût apperçue qu'elle avait commis une imprudence, elle changea adroitement de converſa-

Digitized by Google

tion, & nia qu'elle eût rien entendu de ce qu'on lui avait dit.

On ne s'est déterminé à rapporter cette histoire si simple que dans l'espérance qu'elle pourrait passer sous les yeux de quelque personne intéressée au sort de cette triste créature; & tout ce que l'historien désire, c'est de ramener (peut-être) une jeune personne aimable & malheureuse dans les bras de parens actuellement désolés de sa perte. Il voudrait bien que tout ce récit ne fût qu'une fiction, & n'avoir pas été témoin oculaire de ce qu'il raconte. Il se serait épargné une impression bien douloureuse & des larmes malheureusement inutiles.

ANNONCES ET NOTICES.

ŒUVRES DE FONTENELLE, des Académies Française, de Nancy, de Berlin, & de Rome; nouvelle Edition, augmentée de plusieurs pieces à l'Auteur, mises pour la premiere fois par ordre de matieres, & plus correctes que toutes les précédentes; in-8°. sur carré d'Angoulême, Tomes VII & VI. I (fin de l'Ouvrage). Brochés en carton & étiquetés, 12 liv. L'Ouvrage complet, huit Vol. brochés de même, 48 liv. A Paris, chez Servieres, Libr. rue St-Jean-de-Beauvais; & chez Bastien, Libr. rue des Mathurins, N°. 7.

Cette édition, qui est belle & soignée, est véritablement supérieure à toutes les précédentes. Nous devons au même Libraire Bastien une Edition nouvelle de THÉOPHRASTE & une de LA BRUYERE, qui lui font honneur, & qui méritent l'attention des Amateurs de bons Livres.

Digitized by Google

HISTOIRE des Révolutions d'Angleterre, pour servir de suite à celle du P. d'Orléans ; par M. Turpin. 2 Vol. in-12. Se trouve à Paris, chez Régent & Bernard, Libr. quai des Augustins, N°. 37.

GÉOGRAPHIE.

CARTES générales du théâtre de la guerre des trois armées Françaises, en quatre feuilles qui, réunies, forment deux Cartes du plus grand in-folio ; les deux premieres renferment le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à son embouchure, avec tous les pays qu'il traverse & qui l'avoisinent ; savoir, la Suisse, partie de l'Allemagne, de la France, des Provinces-Unies, de la Hollande ; la troisieme & quatrieme, plus détaillées, comprennent les Pays-Bas, les Comtés de Flandres, de Hainaut, de Cambrésis, le Boulonnais & Frontieres de Picardie, les duchés de Brabant, de Luxembourg, de Limbourg, de Juliers, & l'Evêché de Liége, &c. Ces quatre Cartes se vendent 12 liv.

A Paris, chez Desnos, Ingén. Géog. pour les Globes & Spheres, & Libr. rue St-Jacq. N°. 254.

TABLE.

TRADUCTION.	85	Variété.	104
Charade, Enig. Logog.	89	Annonces & Nouvelles.	107
Mémoires, &c.	91		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 16 Juin 1792.

L'ATTACHEMENT de la Nation Hongroise pour son Souverain s'est manifesté d'une manière énergique & loyale au Couronnement de Sa Majesté, qui a eu lieu le 6; celui de la Reine s'est fait le 10. L'Assemblée des Etats a renouvellé, après le Discours du Roi, la scène qui eut lieu lorsque *Marie Thérèse* s'adressa à eux dans la guerre qu'elle soutenoit contre la Prusse & la France : tous les Députés tirèrent leur sabre, & jurèrent de périr pour soutenir les droits de leur Roi. Cet enthousiasme d'un Peuple froid, & qui conséquemment ne fait point de serment en l'air, a été suivi d'un don de trois millions de florins,

Digitized by Google

d'un million de boisseaux de bled à l'usage des armées : les Etats ont aussi arrêté la levée de 6,000 hommes pour les régimens Hongrois employés sur l'état de campagne.

Le Roi a nommé le Grand-Duc de Toscane, Feld-Maréchal de ses armées. --- L'Envoyé de la Porte a reçu de nouvelles lettres de créance ; il aura une audience publique de Sa Majesté si-tôt qu'elle sera de retour de Bude ; ce qui sera le 25 ou 26 du mois. Elle repartira immédiatement après pour Francfort. --- On pense assez généralement ici que notre Cour ne se mêlera pas des affaires de Pologne.

Le régiment de Dragons de l'Archiduc *Joseph*, venant de Hongrie, a passé devant le château de Schonbrown pour se rendre dans les Pays-Bas. — 120,000 quintaux de farine & 800,000 boisseaux d'avoine seront transportés de la Hongrie sur le Danube jusqu'à Ulm : ces provisions sont destinées à l'armée sur le Rhin.

De Francfort-sur-le-Mein, le 23 Juin.

Les armées Prussiennes se meuvent lentement, & quelques personnes veulent toujours en conclure qu'il existe de l'incertitude dans les vues de la Cour de Berlin. Il est cependant certain que plusieurs Corps de troupes sont en pleine marche aujourd'hui, & que si quelque lenteur semble se faire ap-

Digitized by Google

percevoir, il eſt préſumable qu'elle n'eſt due qu'à l'approche du Couronnement de l'Empereur que l'on fixe au 5 ou 6 du mois prochain.

L'on mande de Berlin, que l'Apothicairerie de campagne, le grand Hôpital, la Boulangerie, &c. &c. en ſont partis pour ſe rendre à Coblentz; quatre Bataillons d'Artillerie & les Poutons ſont également en route pour la même deſtination; de Gotha, que la tête de l'armée Pruſſienne qui ſe rend ſur le Rhin, paſſera par ce Duché; les Huſſards d'Eben, partis de Berlin le 3, ſe trouveront à Gotha le 21; le 29, l'Artillerie & les chariots munitionnaires y arriveront. On compte à Coblentz y voir toutes les troupes Pruſſiennes raſſemblées le 24 Juillet. -- La Légion de Mirabeau arrivée près de cette ville, s'embarquera ſur le Mein pour ſe rendre aux Pays-Bas. -- Les Autrichiens occupent deux camps dans le Briſgaw, celui de Rothevel & celui de Forcheim; ils y ont établi des batteries qui défendent le paſſage du Rhin près du château de Sponcek.

L'acceſſion des Cercles aux démarches des deux Cours & leurs opérations militaires commencent à ſe manifeſter d'une manière poſitive. C'eſt ſur-tout au Comte *de Lehrbach*, Miniſtre de la Cour de Vienne, qu'on en doit le ſuccès. Il a rencontré & vaincu quelques difficultés qu'on oppoſoit au projet de la Cour de Berlin dans le Cercle de Souabe. L'Aſſemblée de ce Cercle a arrêté de fournir ſon

Digitized by Google

contingent triple, & de hâter l'équipement de son Corps d'armée. L'Electeur Palatin a aussi accédé à l'alliance entre les Cours de Vienne & de Berlin.

Il se confirme que la Direction du Cercle de Franconie a été prévenue que 18,000 Russes devoient passer sur son territoire pour se rendre sur le Rhin ; ce qu'il y a de très-certain, c'est que l'Impératrice a accédé à l'alliance des deux Cours, & qu'on apprend de Pétersbourg que le Prince *de Nassau* a dû mettre à la voile de Cronstadt, le 4 Juin, avec sa flotille, sur laquelle se trouve beaucoup d'Emigrés François. Le Roi de Sardaigne a également déclaré qu'il accédoit à la même alliance entre les deux Cours.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 24 Juin.

L'on commence à craindre qu'enfin nous ne soyons victimes du peu de précautions que l'on a prises contre les hostilités des François. Peut-être a-t-on compté trop légèrement sur l'indiscipline de leurs troupes, ou sur les assurances données par le parti constitutionnel en France, qui pendant tout le temps du ministère de M. *Deleffart* n'a cessé de faire entendre à

Digitized by Google

Vienne, à Berlin & à Londres, que jamais la France n'en viendroit à une guerre effective avec l'Autriche, & que tous les efforts du parti Jacobin s'anéantiroient devant la réunion des gens honnêtes, devant la volonté de la partie saine de la Nation. Ces allégations, quels qu'en fussent les motifs, ont tenu le cabinet de Vienne dans une fausse sécurité. Tandis qu'on propageoit ici la doctrine de l'insurrection, & que l'Assemblée Nationale, le Roi, le Ministère, les Départemens ordonnoient ou faisoient des levées d'hommes, à peine passoit-il quelques troupes dans les Pays-Bas, au-delà de ce qu'il en falloit pour y maintenir la tranquillité publique. Il est résulté de cette imprudence, qu'avec un peu de conduite & de courage les François pourroient déjà planter leur bonnet rouge à Bruxelles, avant qu'on pût les en chasser; ce qui seroit toujours & plus difficile & plus accablant pour les provinces, qu'il ne l'auroit été de prévenir leur entrée, ou de dissiper leurs premiers rassemblemens si-tôt qu'ils eurent commencé les premières hostilités.

Aujourd'hui, leur armée s'avance dans la Flandre, & menace les principales villes de cette province; Menin, Ypres, Courtray sont entre leurs mains; nos troupes ont éprouvé plusieurs échecs, & déjà la

Digitized by Google

populace de quelques villes s'agite, & semble vouloir seconder les forces ennemies. A Gand, ces dispositions sont plus sensibles qu'ailleurs.

Nos Généraux néanmoins ne négligent aucun des moyens qui sont en leur pouvoir pour s'opposer à la marche de l'ennemi. Instruits qu'il s'avançoit de Courtray vers Gand par Deinse, le Général *Clairfayt*, à la tête de 8,000 hommes, & M. *de Beaulieu*, avec à-peu-près autant, ont dirigé leur marche de manière, à ce que l'un attaquât l'armée de M. *Luckner* en tête, tandis que l'autre lui couperoit la retraite en cas qu'il voulût la tenter sur Lille; mais l'on doute avec raison, que le Général François se laisse prendre à cette manœuvre qu'il a dû nécessairement prévoir.

Menin est occupé par le corps d'émigrés Brabançons, sous les ordres de M. *de Rosières*, Officier, ci-devant attaché à M. *Vandermeersch*, & qui commandoit dans Malines en 1790.

Le 19, l'ennemi s'étant ébranlé pour s'avancer de Menin plus avant dans le pays, fut rencontré par un détachement de nos troupes aux ordres du Colonel *Mylius*. Le combat fut violent de part & d'autre, mais enfin les nôtres véritablement inférieurs en nombre & de beaucoup, furent obligés de se retirer; après avoir laissé autour des 120 hommes

Digitized by Google

sur la place & abandonné une pièce de canon dont l'ennemi s'est emparé. Cet échec de nos troupes a décidé la prise de Courtray où les François sont entrés le même jour. Ils y ont laissé garnison & se sont ensuite avancés sur *Deinse* dont ils se sont rendus maîtres le 20 après en avoir chassé quelques chasseurs qui s'y trouvoient.

Tandis qu'une partie de l'armée de *Luckner*, marche visiblement sur Gand & peut-être de-là sur Bruxelles, une autre menace Tournay & nous force à dégarnir le camp de Halle, destiné à s'opposer au gros de l'armée que l'on supposoit devoir se diriger sur Mons. Le 19, un détachement de nos Hussards, faisant partie des troupes postées à Tournay, s'est avancé vers Orchies, & y a été attaqué par un gros corps de Dragons François, qui malgré la vigoureuse résistance de nos Hussards, en ont fait plusieurs prisonniers après en avoir tué quelques-uns & forcé le reste à se retirer.

A moins donc que les Généraux *de Beaulieu* & *Clairfait* ne s'opposent efficacement au progrès de l'ennemi, on doit s'attendre à le voir pénétrer très-avant, &, quand il seroit obligé de rendre ensuite les places qu'il auroit prises, il n'en auroit pas moins infecté le peuple des principes d'insurrection & de licence politique qui sont le système

Digitized by Google

François d'aujourd'hui. Il faut convenir que nous l'aurons bien mérité par notre confiance dans les promesses d'un parti qui paroît devoir jouer de nouveau le principal rôle en France aujourd'hui que le Ministère *Jacobin* a été obligé de céder aux intrigues de celui qu'on appelle *Feuillant.*

Il est décidé que les troupes Prussiennes n'entreront point dans les Pays-Bas, au moins au commencement de la campagne. Cet arrangement peut être avantageux de deux façons, d'abord en prévenant des incidens que l'entrée des troupes étrangères pourroit faire naître, ensuite en facilitant ou pour mieux dire assurant le succès d'une attaque sur le Rhin.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 22 Juin.

Quelques feuilles, sur-tout celles que l'intérêt ou l'erreur dévoue au système révolutionnaire, ont affecté de présenter l'émeute arrivée le lundi, 4 Juin, comme une preuve des dispositions de la multitude à secouer le joug du Gouvernement, comme un commencement d'insurrection, enfin comme l'expression de la volonté d'un peuple qui veut faire reconnoître ses droits

Digitized by Google

par des mandataires infidèles ou tyrans. Ces phrases du vocabulaire François prouvent l'ignorance ou la mauvaise foi de ceux qui en font usage, en même-temps que l'empressement de quelques émissaires à propager le sens qu'elles présentent, donne lieu de rejetter sur des intrigues d'outremer les évènemens tant soit peu considérables que fait naître l'indiscipline du peuple ou le hasard de quelques circonstances.

Le lendemain de l'anniversaire de Sa Majesté, quelques domestiques & autres personnes du peuple s'amusoient de danses, dans le quartier de Mountstreet, & troubloient la tranquillité des habitans. Ceux-ci s'en plaignirent, & les Officiers de Police crurent pouvoir arrêter quelques-uns des tapageurs & les conduisirent à la maison de correction. Leurs camarades se réunirent pendant la nuit en assez grand nombre & le lendemain tentèrent de forcer la prison pour en faire sortir ceux qui y avoient été mis la veille. La populace s'étoit jointe aux attroupés, & la maison de correction couroit quelque danger, lorsqu'on fit avancer de la troupe à pied & a cheval qui dissipa les mutins. Il n'y a eu dans cet évènement rien qui ait pu lui donner la teinte d'une insurrection civile, & tout s'est borné à quelques vîtres cassées & quelques blessures attrapées dans la mêlée. Les prisonniers sont

Digitized by Google

jetés dans la maison de correction le temps prescrit par la Police & la tranquillité de la Ville n'a point souffert de cette mutinerie de quelques domestiques réunis à un petit nombre d'ouvriers & de gens de la populace.

L'interminable procès de M. *Hastings* a été repris; son défenseur, M. *Dallas*, a produit en sa faveur des moyens de défense qui ont enlevé le suffrage du public dans la séance 94^e. de cette procédure, tenue à Westminster le 12. Le temps n'a fait qu'ajouter aux preuves justificatives alléguées par cet ancien Gouverneur des Propriétés Angloises dans l'Inde, & l'on peut croire qu'enfin ses acharnés accusateurs manqueront de sujets d'inculpations après l'inutile étalage de toutes celles qui ont été produites. Cet illustre accusé avoit demandé, ce qui ne lui a point été accordé, que Sa Majesté ne prorogeât le Parlement qu'après qu'il auroit entendu sa défense entière.

On peut remarquer au reste que les circonstances sont plus favorables que jamais à M. *Hastings*; le parti Ministériel réuni contre des dangers d'une nature toute particulière, & fortifié des membres distingués de l'opposition, a plus de raisons & de facilité qu'avant pour soustraire un des premiers Agens de l'Administration aux

Digitized by Google

pourſuites aveuglement dirigées contre lui. M. *Burcke*, ce puiſſant athlète du parti ennemi de M. *Haſtings*, eſt paſſé de l'autre bord, & l'on eſt par-tout dégoûté des déclamations antiminiſtérielles, où ſous le prétexte du bien du peuple, on ébranle l'autorité du Gouvernement & les droits de la propriété.

Cette haine des innovations ſemble particulièrement s'être manifeſtée par la joie que le peuple a montrée dans tous les trois Royaumes en célébrant l'anniverſaire de la naiſſance du Roi, & par les adreſſes nombreuſes ſur la Proclamation de Sa Majeſté contre les libelles ſéditieux. Il a cru même prouver ce ſentiment d'une manière énergique en proſcrivant des écrits de partis, en brûlant les ouvrages & les bustes de *Prieſtley*, ce ſoutien de la propagande Françoiſe en Angleterre, de *Payne* & d'un M. *Kenrick*, enthouſiaſte partiſan des idées puritaines & de l'égalité prêchée par les Clubs de la réforme parlementaire.

Voici l'adreſſe des deux Chambres préſentée le 2 Juin au Roi qui a ſervi de modèle à celles des Communes & Corporations envoyées depuis.

Très-gracieux Souverain. Nous, les ſujets très-dévoués & loyaux de Votre Majeſté, les Seigneurs ſpirituels & temporels & communes de la

Digitized by Google

Grande Bretagne, assemblés en Parlement avons pris en notre considération très-sérieuse votre Ordonnance Royale, qui nous a été remise par votre ordre, & nous venons témoigner à V. M. nos remercîmens & notre reconnoissance de cette nouvelle preuve de votre sollicitude constante pour le bien-être & le bonheur de votre peuple. Nous ne pouvons voir sans indignation les attentats qui ont été faits pour affoiblir dans les esprits de vos sujets les sentimens d'obéissance aux Loix, & d'attachement à la forme du Gouvernement civil & religieux, si heureusement établie dans ce royaume, dont les avantages, sous le gouvernement de V. M. & de vos illustres ancêtres, doivent leur origine à une liberté bien réglée & légale, & aux bénédictions sans exemple dont nous jouissons actuellement, qui offrent à vos sujets des motifs particuliers de réfléchir avec gratitude sur leur situation présente & de se garder de ces théories illusoires, qui sont incompatibles avec les devoirs & relations de la société civile; nous estimons, dans les circonstances actuelles, qu'il est du devoir particulier de tout bon Citoyen de s'opposer à toute attaque directe & indirecte contre l'ordre & la tranquillité publique; nous sommes assurés que les sentimens que nous exprimons maintenant à V. M. sont les sentimens généraux de la Nation, qui doit sentir comme nous, que cette liberté réelle peut seule exister sous la protection de la Loi & l'autorité d'un Gouvernement régulier & efficace; elle a vu, par une heureuse expérience, que la forme sagement partagée de notre Législature, pourvoit à tous les intérêts variés de la Communauté dans toutes les classes; qu'elle conserve & main-

Digitized by Google

tient ces gradations de propriétés & de distinctions qui forment l'aiguillon de l'industrie, & qui sont également essentielles pour donner de la vigueur à chaque partie, ainsi que la stabilité au bien être du tout : la Nation sait donc que la force & la prospérité collective de l'Empire, ses richesses, son crédit & son commerce, aussi bien que la sécurité pour les personnes, les biens & les libertés de chaque individu, sont essentiellement liées avec la conservation de leur Constitution établie.

Pénétrés de ces opinions, nous croyons de notre devoir d'assurer Votre Majesté de notre ferme résolution d'appuyer Votre Majesté dans la résolution qu'elle vient d'adopter, & nous sommes pleinement persuadés que toute mesure, qui pourroit devenir nécessaire, sera secondée par le zèle & la reconnoissance d'un Peuple libre & loyal.

C'est le 15 du mois dernier, comme nous l'avons annoncé, que le Parlement a été prorogé. Voici l'usage observé en pareil cas.

A trois heures & demie le Roi arriva dans la Chambre Haute, & s'étant assis sur le Trône, Sir *Francis Molineux* fut envoyé aux Communes pour leur ordonner de se rendre auprès de S. M. L'orateur ayant paru à la barre à la tête de 200 Membres, adressa à S. M. un discours sur les heureuses apparences & la prospérité du pays sous la douce & bienfaisante administration de S. M. -- Il présenta alors le bill sur la dette Nationale en disant que les Communes s'étoient empressées à le passer en Loi pour éteindre promptement la

Digitized by Google

dette publique, & pour procurer à la Nation une ressource suffisante contre les besoins futurs.

S. M. donna alors son consentement royal au bill de la dette Nationale, au bill de police de Middlesex & Westminster, au bill de judicature pour Terre-Neuve, au bill d'exemption du droit de timbre, au bill relatif aux jurés dans les cas pour l'belle, & à neuf bills particuliers. -- Après cela, S. M. fit le discours suivant du haut de son Trône :

MILORDS ET MESSIEURS,

Je ne puis point clore la présente session du Parlement sans vous remercier, en mon particulier, de l'attention & de la diligence avec lesquelles vous vous êtes appliqués à l'expédition des affaires publiques, & sur-tout aux objets importans que j'avois recommandés à votre considération.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

La promptitude avec laquelle vous avez accordé les subsides nécessaires, & la nouvelle preuve que vous avez donnée de votre attachement constant à ma personne, & à ma famille, en me mettant en état de pourvoir à l'établissement de mon fils, le Duc *d'Yorck*, exigent de ma part la reconnoissance la plus sincère. J'ai aussi observé avec la plus grande satisfaction les mesures que vous avez adoptées pour la diminution du fardeau public, tandis qu'en même-temps vous avez fait un fonds additionnel pour la ré-

Digitized by Google

duction de la dette Nationale actuelle, & que vous avez établi un système permanent pour empêcher l'accumulation dangereuse de la dette à l'avenir.

MILORDS ET MESSIEURS,

J'ai vu avec beaucoup d'intérêt le commencement des hostilités en différentes parties de l'Europe. Dans la situation présente des affaires, mon principal soin sera de maintenir cette harmonie, & cette bonne intelligence qui subsistent entre moi & les différentes Puissances belligérantes. Les assurances que je reçois de toutes parts, des dispositions amicales envers ce pays, me procurent l'espérance agréable de réussir dans ces efforts. L'expression récente de votre attachement uniforme, & plein de zèle au Gouvernement établi, ainsi qu'à la Constitution, ne me laisse aucun lieu de douter, que dans vos différens Comtés, vous serez actifs & vigilans à maintenir ces sentimens dans l'esprit de mon Peuple fidèle; & j'ai le bonheur de recevoir des preuves continuelles & ultérieures qu'il a une idée juste des avantages nombreux & croissans dont il jouit actuellement sous la protection & la faveur distinguée de la Providence.

Lord Chancelier dit alors par ordre de S. M.:

MILORDS ET MESSIEURS,

C'est la volonté Royale & le plaisir de S. M. que ce Parlement soit prorogé au Jeudi 20e. jour du mois d'Août prochain, pour être alors tenu ici, & ce Parlement est en conséquence prorogé au Jeudi 30 Août prochain.

Digitized by Google

Les agitations de l'Irlande ont ceſſé avec la connaiſſance des dangers où elles entraînoient le Peuple; tout le monde s'eſt réuni contre l'eſprit d'inſurrection que quelques agitateurs propageoient ſous le maſque d'un patriotiſme affecté; par-tout, le ſens droit a pris le deſſus, & l'on ne voit plus de ces proclamations, de ces adreſſes emphatiques où tous les droits étoient confondus & l'autorité légitime méconnue. La proſpérité publique, l'activité du commerce, des arts, l'abondance & la liberté, ont paru préférables aux mouvemens anarchiques que le fanatiſme étoit prêt à faire naître dans ce pays; l'autorité royale, inſéparable de l'ordre & du reſpect des loix s'eſt affermie, & la tranquillité publique avec elle. Le propagandiſme républicain eſt mépriſé à Dublin comme à Londres, & cette façon de penſer eſt générale aujourd'hui dans la Grande-Bretagne.

On ignore encore l'objet ultérieur de l'eſcadre que l'on arme aujourd'hui à Portſmouth; elle eſt, dit-on, deſtinée à croiſer dans la Manche; ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'on l'équipe avec une grande activité; que le Vice-Amiral *Hood*, un des meilleurs Généraux de mer de la Grande-Bretagne, en a le commandement, & qu'elle eſt compoſée juſqu'à préſent des vaiſſeaux le *Duke* de 98 canons, 600 hom-

Digitized by Google

mes d'équipage, le *Bedfort*, le *Brunſwick* & l'*Annibal* de 74 canons, chacun de 500 hommes d'équipage.

Si-tôt après la prorogation du Parlement, le Lord *Thurlow* a remis les Sceaux à Sa Majeſté; il les tenoit depuis 1778. Ils ont été mis en commiſſion.

Les nouvelles que l'on recevoit de l'Inde depuis quelque temps annonçoient le progrès de nos armes & les ſuccès que Lord *Cornwallis* obtenoit dans preſque toutes ſes tentatives contre l'ennemi; on s'attendoit donc à quelqu'évènement important qui pût mettre un terme à la guerre, & aſſurer enfin la domination britannique dans ces contrées. C'eſt ce qu'on vient d'apprendre par une dépêche adreſſée à la Compagnie par Sir *Robert Ainſlie*, notre Miniſtre près la Porte Ottomane; elle porte que le 7 Février, Milord *Cornwallis* a attaqué l'armée de ſon ennemi; après une courte réſiſtance il en a forcé le camp, lui a pris ſon artillerie, ſes tentes, ſes bagages, & a pourſuivi les fuyards juſqu'au *Cavery*. Le Général s'eſt rendu maître le lendemain de deux forts, & diſpoſoit les batteries pour commencer le ſiége de Séringapatnam; on s'attend à voir cette capitale des Etats de *Tippoo* tomber dans nos mains, & la guerre ſe terminer par cette priſe importante.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 4 Juillet 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du vendredi, 22 juin.

Une adresse lue sous la rubrique d'une petite ville du département du Gard, a servi de véhicule à l'opinion des *clubs* d'autoriser, par un décret, chacun des 82 départemens à envoyer à Paris 250 hommes armés (total 20400) pour partager avec les Parisiens les fatigues du service. --- Des pétitionnaires de Metz dénoncent le directeur de l'arsenal de cette ville comme suspect d'incivisme, & demandent qu'on le dépose ou que, par civisme, il résigne sa place. --- Les *citoyens libres* d'Arras, où l'on ne soupçonnoit pas qu'il y en eût d'esclaves, s'indignent du renvoi des ministres patriotes «qui faisoient déjà voguer si heureusement le vaisseau de l'Etat.» Ils annoncent qu'au premier vœu des législateurs, *la nation*, que ces *citoyens libres* d'Arras représentent aussi sans doute, se levera toute entière, prendra l'attitude imposante, &c. -- Des députés de Beauvais annoncent la fonte d'un canon qui sera nommé : *l'ami de la constitution* (*bravo!*), & promettent de rendre bon compte des amateurs des deux chambres & de quiconque violera les loix... Honneurs de la séance & mention hono-

Digitized by Google

rable du canon, ainsi que de l'adresse inconstitutionnelle des amis d'Arras qui ont évidemment violé la loi jurée en déprimant une autorité constituée, en taxant d'incivisme l'exercice libre du droit qu'avoit le Roi de renvoyer M. *Clavière* coupable d'un acte arbitraire envers les chefs des postes, M. *Servan* qui a osé proposer un camp de 20,000 hommes sans consulter le Roi, M. *Roland* dont la lettre criminelle a été applaudie, insérée, imprimée, distribuée, affichée... On n'approfondira pas les autres motifs de la conduite irréprochable du Monarque.

Des redites sur les moyens de constater les naissances, les mariages & les morts; des paradoxes & lieux communs de M. *Goujon* contre les paradoxes du comité sur le droit de faire grace, ou de mutation de peine, ont produit un décret d'impression & d'ajournement pour le projet de M. *Goujon*, & un premier article portant que les officiers municipaux (des villes & des campagnes, qu'ils sachent lire ou non) seront chargés de recevoir & de conserver les registres des naissances, mariages & décès.

En attendant les prodiges qu'enfantera la commission des douze, nommée pour s'occuper du rétablissement de l'ordre simplement & dans tout le royaume, M. *Guyton de Morveau*, un des membres de cette commission extraordinaire à tous égards, a proposé une première grande mesure adoptée en ces termes :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission extraordinaire, décrète que les ministres du Roi se rendront demain à midi à l'Assemblée, & que le présent

décret ſera envoyé ſur-le-champ à chacun d'eux. L'Aſſemblée nationale décrète que lorſque les miniſtres du Roi ſe ſeront rendus à ſa ſéance, en exécution du précédent décret, le préſident leur fera connoître en ces termes les intentions de l'Aſſemblée. Deux objets urgens & de haute importance excitent en ce moment la ſollicitude du corps légiſlatif. Le premier eſt la néceſſité d'arrêter les troubles excités par le fanatiſme. Le ſecond eſt l'intérêt preſſant de placer une armée de réſerve entre les frontières & Paris. Le Roi eſt chargé, par la conſtitution, de veiller à la ſûreté générale de l'état; l'Aſſemblée nationale vous ordonne de lui rendre compte par écrit, à ſa ſéance de demain, des meſures qui ont été priſes pour y pourvoir. »

Du vendredi, ſéance du ſoir.

Le préſident de l'une des 48 ſections de Paris, dite *des Gobelins*, écrit à l'Aſſemblée légiſlative pour juſtifier ceux des citoyens de cette ſection qui ſe ſont préſentés en armes pour lire une pétition. « Ils ſont bien excuſables, dit-il, d'avoir déſobéi à l'arrêté d'un directoire qui avoit provoqué le *veto* ſur un décret, & qui d'ailleurs n'a fait connoître ſon arrêté qu'au moment où les citoyens étoient raſſemblés. La preuve qu'ils n'étoient pas coupables, c'eſt que l'Aſſemblée les a reçus, & qu'enfin ils ont obéi aux ordres de leur reſpectable & vertueux maire. »

Cette lettre a été vivement applaudie des galeries. M. *Charlier* y a trouvé l'occaſion de rappeller les dénonciations & le rapport oublié ſur l'ancienne adreſſe du directoire, reminiſcence qui tient à l'eſpoir civique de faire lever le *veto* qui a frappé le décret de déportation contre les

Digitized by Google

prêtres. Mais l'Assemblée s'est honorablement lavée de pareilles lectures, des applaudissemens des galeries & de motions au moins déplacées, en passant à l'ordre du jour.

Sur l'avis de M. *Thuriot*, on a refusé de lire & on a renvoyé au comité, des renseignemens que M. *Deleutre*, député extraordinaire d'Avignon, adressoit à l'Assemblée, au sujet des nouveaux troubles que vient d'exciter dans cette ville l'élection du S^r. *Duprat*, le jeune, compagnon de *Jourdan*, à la place de maire, & des mesures promptes que réclament les horreurs qui menacent encore les Avignonnois, & qui seroient la honte de la France.

On a lu la lettre suivante du Roi :

« Je vous prie, M. le président, de faire part à l'Assemblée nationale que m'étant fait rendre compte de la situation actuelle des armées, j'ai jugé qu'il étoit nécessaire de remplacer la réserve des bataillons des gardes nationales volontaires, qui, dans les premières dispositions que j'avois faites, formoient une seconde ligne entre la capitale & les frontières; cette réserve ayant été successivement réunie aux deux armées qui opèrent en ce moment. En conséquence je propose à l'Assemblée nationale de décréter qu'il sera formé quarante-deux nouveaux bataillons de gardes nationales, dont chaque département fournira un demi-bataillon. Je donnerai des ordres pour que cette augmentation soit placée de manière à couvrir la capitale, ou à renforcer les armées, suivant que les circonstances pourront l'exiger. »

Signé, LOUIS. *Contre-signé*, LAJARD.

Un membre a demandé le renvoi de cette lettre au comité militaire. Plusieurs voix ont in-

Digitized by Google

voqué la question préalable. M. *Montaut* vouloit qu'on passât à l'ordre du jour sur la proposition du Roi. Ceux qui avoient le plus chaudement appuyé la motion inconstitutionnelle de M. *Servan*, demandant, sans l'attache du Roi dont il étoit le ministre, un camp de 20,000 hommes sous les murs de Paris, ont montré la plus fougueuse ardeur contre la demande régulière de 34,000 faite par le Roi & contre-signée de son ministre. M. *Lajard* en avoit développé les avantages. L'Assemblée l'a finalement renvoyée au comité.

Du samedi, 23 Juin.

Les administrateurs du département de Mayenne & Loire, annoncent qu'ils ont été forcés de faire enfermer, dans le séminaire, les prêtres qu'ils qualifient perturbateurs, sans produire ni décision de jurés, ni sentence de tribunal. . . Au comité des douze.

Deux décrets d'urgence ont statué, 1°. que les militaires en activité recevront les remboursemens qui leur sont dus au trésor public, sur un certificat de six mois de résidence du conseil d'administration du régiment ou du bataillon, visé par le commissaire des guerres; 2°. que la taxe des lettres ne sera pas augmentée pour leur transport de la frontière aux armées Françoises sur le territoire étranger.

Informés que dans l'affaire de Mons, le bataillon de la Côte d'or a souffert une perte considérable, & qu'il s'est trouvé des prêtres *réfractaires* parmi les morts du côté de l'ennemi, les forcenés qui, à Dijon comme ailleurs, se nomment effrontément *la nation*, la nuit du 18 au 19, ont enlevé 120 prêtres non-assermentés, les

Digitized by Google

ont mis en charte privée. Les administrateurs & les municipaux confirmèrent la détention de ces infortunés, victimes d'un fanatisme aveugle, d'une superstition impie, pour les soustraire à de plus grands malheurs. « Cette *expédition* », mande le directoire, s'est faite avec ordre & modération... Falloit-il déployer le drapeau rouge & appeller le peuple contre le peuple dans le moment où il agissoit *pour la constitution* ? » M. *Guyton de Morveau* a lu ces nouvelles comme M. *Pétion* les auroit lues, & on les a renvoyées au comité des douze.

Une pétition de la majorité des citoyens actifs de Strasbourg, lue à la barre, a demandé des réparations pour les administrateurs, la municipalité, le maire, calomniés par M. *Roland*, qui probablement n'aura pas, sauf le décret, emporté les regrets de cette partie de la nation, qui l'accuse de n'avoir écouté que les délations d'hommes inconnus, sans propriété, sans mœurs, sans patrie... La pétition sera imprimée, envoyée au comité des douze & aux 83 départemens.

Les ministres entrent, & le président leur intime le décret de la veille.

M. *Lajard* a lu un mémoire sur les 42 nouveaux bataillons proposés par le Roi, & le projet de choisir Soissons pour centre de la réserve à établir entre Paris & les frontières où sont deux trouées.... Renvoyé au comité militaire.

Six articles ont mis à la disposition de ce ministre 8,825,117 liv. 10 sous, montant des dépenses extraordinaires de première mise pour l'armée du Midi. 2,176,700 liv. lui seront aussi payées, par mois, pour le même service; & 200,000 liv. une seule fois, dont moitié en numéraire, pour dépenses particulières.

Digitized by Google

Le ministre de l'intérieur a communiqué une lettre de M. *Rœderer*, portant qu'il se prépare des rassemblemens pour demain & pour lundi, que la municipalité est prévenue, que la garde nationale aura des ordres écrits, que les séditieux excités par des placards incendiaires, veulent demander l'abolition du *veto* à l'égard des décrets d'urgence (motion de MM. *Couthon*, *Delmas*, &c. qui rendroit la législature constituante), & se porter chez le Roi si l'Assemblée ne fait pas droit à leur pétition. M. *Terrier-Monciel* a lu un de ces placards exécrables ainsi conçu :

« Nous nous levons une seconde fois pour remplir le plus saint des devoirs. Les habitans des quatre faubourgs de Paris, les hommes du 14 juillet viennent vous dénoncer un Roi fauſſaire, coupable de haute trahison, indigne d'occuper le trône. Nos soupçons sur sa conduite sont enfin vérifiés, & nous demandons que le glaive de la justice frappe sa tête, afin que la punition qu'il mérite serve d'exemple à tous les tyrans. Si vous vous refusez encore à nos vœux, nos bras sont levés, & nous frapperons les traîtres par-tout où nous les trouverons, même parmi vous. »

« Messieurs, a dit le ministre, le sort de la France est dans vos mains; il dépend des mesures que vous prendrez aujourd'hui. » Un membre a crié : *l'ordre du jour*. L'indignation générale n'a fait qu'une trop impuissante justice de cette brutale forfanterie de scélératesse. Moins ingénu, M. *Saladin* a dit à ceux qui renvoyoient ces détails au comité, qu'il n'y avoit là rien de pressant, que ce placard étoit sûrement l'ouvrage des factieux (applaudissemens d'un côté).... des

factieux

Digitized by Google

factieux qui calomnient le peuple (applaudissemens de l'autre côté & des galeries) M. *Camus* s'en remettoit aux loix faites & au pouvoir exécutif, en termes plus clairs, aux attroupemens & au maire. La commission des douze fera son rapport sur le compte rendu par le ministre.

On avoit discuté & adopté quelques articles relatifs à la manière de constater les naissances, mariages & morts, comme si la société ne commençoit que d'aujourd'hui. Nous extrairons ces articles avec la suite.

Du samedi, séance du soir.

Sur l'observation de M. *Thuriot* que « les arsenaux ont été pillés ou plutôt utilisés par la liberté, » l'Assemblée a refusé deux canons à la ville d'Autun qui démorçoit *Louis-XIV* comme lui en ayant enlevé six en 1682.

Des citoyens de Dijon envoyent une adresse abominable à l'Assemblée qui, sur les premières phrases, décrète qu'on la lira toute entière, & qui, après l'avoir écoutée jusqu'au bout, est passée à l'ordre du jour sur la scandaleuse demande de la mention honorable. En voici les principaux traits :

« Représentans du peuple François, la patrie est en danger ; mais les destins de la France vous sont confiés. En vain le pouvoir exécutif voudroit vous persuader que la constitution lui lie les bras. Nous ne sommes dupes ni de lui ni des perfides conseillers qui l'égarent, & nous savons que l'action du gouvernement sera forte du moment qu'il le voudra. Qu'on ne nous répète plus que le Roi est trompé, & qu'il veut le bonheur des François. Si telles étoient ses intentions, il exécuteroit les Loix, sans lesquelles il n'est point de vrai bon-

Digitized by Google

heur pour les François. S'il vouloit la constitution, auroit-il souffert que les cours étrangères donnassent retraite à des rebelles armés ?... Auroit-il souffert les émeutes provoquées par les agens soudoyés de l'aristocratie, & les troubles excités par les prêtres insermentés, tandis que l'Assemblée nationale lui indiquoit des moyens efficaces de répression ? Auroit-il souffert que des traîtres occupassent dans l'armée les places les plus importantes, ou qu'il en restât de vacantes, parce qu'il lui répugnoit d'y nommer des soldats citoyens ? S'obstineroit-il à conserver des ministres pervers, & à renvoyer ceux qui font des preuves de civisme, qui veulent donner de l'activité au gouvernement, ou qui ont le courage de lui dire la vérité ? Souffriroit-il dans sa maison même un comité de contre-révolution ? Craindroit-il le rassemblement des volontaires nationaux qui sont les amis & les plus fermes appuis de cette constitution ? — Non, le Roi ne veut point la constitution, & quand il dit : je la veux, *il ment à la nation, & la nation en est convaincue.* Dépend-il de lui de la vouloir actuellement ? C'est nous qui l'avons voulue & qui la voulons toute entière : *nous la voulons malgré lui, peut-être dans peu nous la voudrons sans lui.* »

Le 58^e^. régiment d'infanterie écrit aussi une longue adresse où il se plaint de ce qu'on avilit les autorités pour les paralyser toutes ; où il dit que le pouvoir exécutif *promène son choix* sur des ministres qui vont de l'armée au cabinet & du cabinet à l'armée ; que les François *ont vu la lumière ;* où ils invoquent des *décrets foudroyans mais réfléchis & sages* contre les factieux. (Ici les deux côtés se renvoient la balle avec des cris & des applaudissemens convulsifs.)

Digitized by Google

Au nom de la commission extraordinaire des douze, M. *Muraire* a proposé & l'Assemblée a décrété ce qui suit :

« L'Assemblée nationale, instruite par le ministre de l'intérieur, que les ennemis du peuple & de la liberté, cherchent tous les moyens de renverser la constitution, & usurpant le langage du patriotisme, sont sur le point d'égarer quelques hommes actuellement résidans à Paris. »

« Justement indignée des provocations coupables & des placards criminels qui lui ont été dénoncés. »

« Considérant que le devoir du corps législatif est de maintenir la constitution & l'inviolabilité du représentant héréditaire de la nation ; mais que les Loix ont remis, entre les mains des autorités constituées, tous les moyens qui leur sont nécessaires, pour assurer l'ordre & la tranquillité publique ; déclare qu'il n'y a pas lieu à prendre de nouvelles mesures législatives ; mais invite, au nom de la nation & de la liberté, tous les bons citoyens à la fidélité desquels le dépôt de la constitution a été remis, à réunir tous leurs efforts à ceux des autorités constituées, pour le maintien de la tranquillité publique, & pour garantir la sûreté des personnes & des propriétés. L'Assemblée nationale décrète que le présent acte du corps législatif sera envoyé par le pouvoir exécutif au département de Paris, pour être publié & affiché ; & elle ordonne que le ministre de l'intérieur lui rendra, tous les jours, un compte exact de l'état de la ville de Paris. »

La séance a fini par 13 articles décrétés qui donnent des pensions aux chantres & aux autres officiers des ci-devant chapitres séculiers & réguliers de l'un ou l'autre sexe.

Digitized by Google

Du dimanche, 24 juin.

Regrets de l'exclusion des trois ministres & déclamations contre le *veto*, copies revenues des bords de la Meurthe & de la Marne; du tout mention honorable.

Ce n'étoit pas assez d'avoir déplacé les administrateurs des Postes sans articuler aucun reproche contre eux, comme en Turquie; il falloit encore assurer ces places aux *Jacobins*. Pour cela, les mêmes membres qui justifioient l'acte arbitraire de M. *Clavière*. MM. *Reboul*, *Cambon*, *Lacroix*, *Lafource*, &c. prouvent à merveille aujourd'hui que les destitutions arbitraires sont le comble de la tyrannie, & proposent que tous les administrateurs nommés par le Roi ne puissent être destitués qu'en vertu d'une loi que l'on fera quand & telle qu'on voudra. En vain M. *Brémontier* observe-t-il que si le droit de destituer est suspendu, la responsabilité du ministre doit l'être. Il ne s'agit d'abord que des postes & de l'urgence. Longs débats, railleries mordantes. M. *Ramond* dicte cette rédaction-ci : « L'Assemblée nationale considérant qu'il est urgent pour les *Jacobins* d'avoir le secret des postes, &c. » ; M. *de Girardin* celle-ci : « Considérant que les administrateurs des postes ont été destitués arbitrairement, & ne voulant pas que leurs successeurs le soient de même... » Celle de M. *Ducos* est préférée. Epreuves douteuses, appel nominal commencé, impatience. Aux mots *des postes*, M. *Ducos* substitue le mot *généraux*. M. *Lacroix* accuse de *tactique* ceux qui ne soutiennent pas avec lui que ce changement ne change rien. M. *Guadet* tâche d'insérer quelques autres mots, qui ne changeroient rien encore, mais qui ôteroient au Roi ce droit de destituer

Digitized by Google

qu'on ne vouloit que régler... Un décret conforme à la motion de M. *Ducos* suspend toute destitution d'administrateurs-généraux jusqu'à ce que l'Assemblée en ait déterminé le mode.

Les ministres viennent rendre compte. — M. *Duranthon* n'a fait ni pu faire qu'envoyer des Loix, écrire douze mille lettres. Le nom de l'Assemblée est béni jusques dans les prisons. Quant au fanatisme, le calme se rétablit insensiblement. Remplissez les lacunes du code pénal; définissez les mots : *perturbateurs du repos public*, & donnez-nous un mode de procédure contr'eux. — Ministre depuis six jours, M. *Terrier-Monciel* ne s'est occupé que de Paris où les agitateurs préparent encore des scènes plus horribles. Il a écrit aux 83 départemens, & se voue à l'exécution des Loix émanées de la réunion constitutionnelle des deux pouvoirs.

Ces rapports ne satisfont pas M. *Guadet* que M. *Ramond* accuse de chercher au *veto* un remède qui plaise aux promoteurs des décrets annullés. M. *Guyton de Morveau* teint de bel-esprit l'impolitique naïveté de M. *Guadet*, & accuse M. *Ramond* de n'invoquer la constitution que pour la sacrifier. MM. *Jean Debry* & *Ducos* t aduisent encore M. *Guadet* en exigeant des ministres des moyens d'exécution qui suppléent aux décrets frappés du *veto*. M. *Lecointre-Puyraveaux* dit que les *mesures législatives* étant insuffisantes, l'Assemblée avoit pris une grande mesure (*nouvelle législative*,) dans l'esprit de la constitution; mais que le Roi s'en est tenu aux Loix... Et comme un des côtés de la salle huoit ces aveux, M. *Thuriot* s'est écrié : « Il faut que l'esprit du Roi soit de ce côté-là. » M. *Chéron* trouvoit que si les législateurs ne s'entendoient pas, les ministres

Digitized by Google

étoient fort excusables de ne pas les entendre. On a décrété l'opinion de M. *Guadet* en exigeant, sous trois jours, un compte général des ministres.

Du lundi, 25 juin.

Quatorze notaires de Paris ont porté la souplesse civique jusqu'à demander à l'Assemblée, s'ils peuvent se charger de recevoir les signatures que d'honnêtes citoyens veulent apposer au bas d'une pétition, publiée dans divers journaux, qui tend à réclamer la juste punition des crimes du 20; & la servile adulation jusqu'à protester qu'ils ne recevront aucune signature avant que l'Assemblée ait manifesté ses intentions. Cette manière de protester a été applaudie des tribunes & de l'un des côtés de la salle, & M. *Cambon* a fait renvoyer la difficulté au comité de législation, sous le prétexte du danger de rassemblemens chez les notaires.

Les officiers du régiment de Normandie, embarqué pour St. Domingue, ont été maltraités par leurs soldats. On a renvoyé la lettre du ministre au comité colonial.

M. *Santerre* écrit à l'Assemblée que le fauxbourg St. Antoine est tranquille. Il garantit que les citoyens ne marcheront « que contre les ennemis de l'Assemblée. » MM. *Tronchon* & *James* ont le bon esprit de s'étonner que M. *Santerre* ose & puisse ainsi répondre seul de la conduite d'un fauxbourg. La lettre du brasseur est remise à la commission des douze.

Vingt députés du fauxbourg St. Antoine sont venus repousser, réfuter, à la barre, les prétendues calomnies débitées sur le compte de ces fideles amis des loix & de l'ordre, uniquement

parce qu'ils ont la plus entière confiance en l'Assemblée nationale. Leur orateur, M. *Gauchon*, a cru expliquer les motifs de leur expédition du mercredi 20, en disant que « les vainqueurs de la Bastille, les hommes du 14 juillet, indignés de voir triompher l'incivisme, du renvoi des ministres patriotes, & de ce que la marche de l'Assemblée est entravée par le Roi, *se sont levés tout-à-coup, ont pris les armes, & ont voulu montrer au chef du pouvoir exécutif des milliers de bras armés pour la défense de l'Assemblée nationale* qu'on cherchoit *à dissoudre en la calomniant.* » Ces étranges aveux ont été vivement applaudis des galeries & d'une partie de l'Assemblée. Le président a répondu à M. *Gauchon* par de longues phrases, & il a admis les députés aux honneurs de la séance, sur la réflexion de M. *Maguyer* : « il faut au moins que ces citoyens qu'on outrage si cruellement puissent être admis dans le corps législatif, le seul refuge qui leur reste. »

Après de tumultueux débats, MM. *Maguyer* & *Bazire* (qui avoit dénoncé la proclamation du Roi que nous rapporterons ailleurs) ont fait décréter l'impression & l'envoi aux 83 départemens, de cette apologie des crimes qui feront le scandale de la France & de l'Europe.

Le ministre de l'intérieur a dit à l'Assemblée que le calme renaissoit, que les attroupemens se dissipoient. M. *Dussaulx* a trouvé mauvais que le ministre ne lût pas une lettre de M. *Pétion*, lettre que M. *Dussaulx* avoit dans sa poche, & qu'il y avoit certifiée conforme à l'original, précautions qui ne sentent nullement le factieux. M. *Pétion* y affirmoit qu'il n'y avoit pas eu de rassemblemens, mais qu'on cherchoit

Digitized by Google

à en provoquer en excitant de fausses alarmes. Le ministre a lu une lettre du directoire de département, portant que les attroupemens avoient été dissipés. M. *Lacroix* auroit bien voulu paroître désirer qu'on recherchât lequel en imposoit, du maire ou du procureur-général-syndic; mais rompant officieusement cette discussion, MM. *Choudieu* & *Bazire* ont dénoncé que la garde nationale avoit arrêté un citoyen pour avoir crié : *vive la nation !* Témoin oculaire, M. *Léopold* leur a répondu que ce patriote avoit crié : *à bas le Roi ! vive la nation !* M. *Bazire* a prétendu que c'étoit renouveller les lettres-de-cachet. M. *Lamarque* s'est plaint que ses collègues étoient maltraités dans les Tuileries par des chevaliers de St. Louis. M. *Calvet* a raconté que M. *Duhem* l'avoit été, de paroles, pour avoir péroré dans des groupes avec d'autres députés. « Nous n'avons perdu, a dit M. *Calvet*, aucune des paroles de M. *Duhem*; elles nous ont fait horreur. Il crioit que le Roi ne cessoit de tromper le peuple, (ici les galeries & le côté droit ont chaudement applaudi); nous n'avons pas voulu l'interrompre, parce que nous respectons la liberté des opinions. Un citoyen décoré de la croix de St. Louis, s'est emporté sur ce qu'on manquoit de respect au représentant héréditaire de la nation. Il a dit à M. *Duhem* les choses les plus dures. J'en ai été fâché. Je suis forcé d'en convenir. » L'Assemblée est passée à l'ordre du jour.

Une dénonciation signée de trois citoyens du fauxbourg S. Antoine, & qu'on diroit préparée à dessein de ménager une défense adroite à M. *Chabot*, l'accuse d'y avoir prêché, dans une église, la nuit du mardi 19 au mercredi 20, le rassemblement

en armes, la révolte & l'assassinat du Roi. M. *Chabot* a soutenu qu'il avoit prêché le contraire, & a invoqué le procès-verbal de la séance nocturne de la société du faubourg. M. *Condorcet* a gravement affirmé qu'une couturière, en lui apportant des robes, lui avoit attesté que M. *Chabot* s'étoit opposé à la pétition armée. Le pouvoir exécutif est chargé de vérifier les signatures, & la dénonciation a été renvoyée à la commission des douze.

Du lundi, séance du soir.

La commune de Lyon exprime de vifs regrets de l'expulsion des trois ministres qui « présageoient à la nation *un avenir de gloire & de prospérité*; » demande comment *ce* chef du pouvoir exécutif a pu éloigner de son conseil des hommes qui avoient honoré son choix.... » Des clameurs invoquent la mention honorable, & M. *Lacroix*, avec un sophisme, la détermine.

Parmi plusieurs adresses qu'on renvoyoit au lendemain, M. *Chabot*, ex-capucin & vicaire-général de M. *Grégoire*, évêque constitutionnel de Blois, a demandé, d'un air de sollicitude paternelle, qu'on lût une adresse des *amis de la constitution* de cette ville. On l'a lue. « Levez-vous, législateurs; prenez une grande mesure, une attitude, &c.; mettez-vous à la hauteur, &c. La constitution porte que, si le Roi ne s'oppose, par un acte formel, aux entreprises qu'on feroit contre la nation, il sera censé avoir abdiqué. . . Or, il est évident que le Roi, &c...; déclarez donc que vous le regardez comme déchu de la royauté..... » D'horribles *bravo !* sont étouffés par un vacarme affreux, comme si l'Assemblée n'avoit le droit ni d'im-

Digitized by Google

prouver, ni de punir que par des vociférations insignifiantes. M. *Brunck* a vu les factieux en ceux qui connoissant cette infâme adresse, en avoient exigé la lecture. M. *Léopold* demandoit leur châtiment, & « que la capucinade impie fût livrée au mépris. » L'Assemblée l'a renvoyée au comité des douze en passant à l'ordre du jour.

On a lu une adresse du département de l'Eure, qui peint la consternation des bons citoyens à la nouvelle des attentats du mercredi 20 juin. « La nation a été insultée, la loi violée, la royauté avilie. Quelle est donc cette faction puissante qui, enfreignant toutes les loix, & bravant avec audace les autorités constituées, envoie insolemment de dociles émissaires violer la majesté nationale, & dicter en quelque sorte des loix à ceux qui sont envoyés pour en faire ? Qu'ils sont criminels, ceux qui, dans le temple même de la constitution, osent prêcher des loix de sang, canoniser la révolte, & défier l'anarchie ! Législateurs, la patrie est en danger. Une secte impie étend sur toute la France ses trames criminelles, & ose rivaliser avec les autorités constituées. Elle les foule aux pieds. Elle lève le masque, vante ses affreux triomphes. Elle sent son pouvoir ; elle peut tout oser. Elle osera la ruine de l'Empire. Représentans du peuple François, le corps social va se dissoudre. Levez-vous donc, & faites rentrer dans le devoir les sacriléges qui osent se jouer d'une grande nation. A vous sont confiés les destins de la France. Vos commettans vous regardent ; tous vous disent : Liberté, égalité, point de deux chambres, mais la constitution toute entière. Foudroyez les factieux, & que le règne paisible de la loi succède à la trop longue anarchie qui fatigue tout l'Empire.

Digitized by Google

Nous vous parlons avec le courage qu'inspire la liberté. Nous sommes assez forts pour vous la dire, & vous assez justes pour l'entendre. Sauvez la France : elle est en péril! Pour nous, nous mourrons à notre poste, s'il le faut ; & notre mort sera glorieuse, puisque nous aurons rempli notre devoir. » Mention honorable & envoi aux 83 departemens.

Des citoyens de Brest, qu'un membre a soutenu n'être pas de Brest, sont venus à la barre féliciter l'Assemblée de son décret sur les 20,000 hommes, & dire : « Le Roi peut paralyser vos décrets ; mais son *veto* ne pourra lier nos bras. » Cette insolente jactance est applaudie, & M. *Charlier* en obtient la mention honorable, quoique l'adresse fût du 17 & censurât le *veto* du 18, & que les Bretons fussent de Paris, réflexions qui ont fait crier M. *Merlin* & autres : *à l'abbaye le calomniateur. — Qu'on punisse les agitateurs. — C'est vous. — Non, c'est vous....*

On a lu les procès-verbaux des séances des législateurs du fauxbourg S^t. Antoine, qui ont comme d'autres leur président, des secrétaires, leurs galeries, leurs applaudissemens, leurs huées, leur barre, l'ordre du jour, la mention honorable, la question préalable ; fingerie anarchique & dégoûtante qui ne choque personne. Ils ont consigné que M. *Chabot* est venu faire part aux frères de l'adresse des Marseillois, aussi honnête que celle de Blois, & qu'il en a pris l'occasion, assez naturelle, d'exhorter les citoyens du fauxbourg à se conduire, dans la journée du lendemain (mercredi 20), « *avec modération, égalité & paix*, afin de démentir la demi-prédiction du général *la Fayette*, dont il a dévoilé toute la turpitude & les prétentions à la trahison. »

Digitized by Google

L'ex-capucin a dit qu'il avoit craint que des émissaires ne provoquassent le peuple à quelqu'acte illégal, pour vérifier ce que le général écrit des *anarchistes & régicides*, & lui donner le prétexte d'arriver avec son armée & d'imposer des loix à l'Assemblée, en feignant de secourir le Roi. De cette apologie à deux tranchans, M. *Chabot* frappant à la fois & ses dénonciateurs & M. *de la Fayette*, a modestement conclu qu'on avoit eu tort de se moquer de la modération de ses principes, & l'affaire ainsi dénaturée a été renvoyée à la commission des douze.

Du mardi, 26 juin.

M. *Laureau* implore la justice & l'humanité de l'Assemblée pour des prêtres accablés d'infirmités & d'années, impitoyablement entassés dans le lieu où il a plu aux jacobins de Dijon de mettre en chartre privée tous les prêtres insermentés de leur ville....

On a décrété d'urgence 1°. qu'il sera payé 62,600 liv. pour les dépenses de 1791, de la caisse civile de l'île de Corse, & 250,000 liv. pour 1792. — 2°. La somme de 170,415 liv. pour le loyer des casernes de la garde soldée de Paris. — 3°. Un secours de 4 millions en comestibles & matières premières propres à la constructions, pour St. Domingue, imputables sur la dette des Etats Unis, & sur l'avance décrétée le 27 mars; que les lettres de change fournies sur le trésor public par l'ordonnateur de Saint-Domingue, s'élevant, jusqu'au 31 décembre 1791, à 2,724,179 liv., seront acquittées par les commissaires de la trésorerie nationale; que ces fonds avancés par la nation, à la charge

Digitized by Google

de rembourſement, ſont hypothéqués ſur les impoſitions de cette colonie.

Le miniſtre de la marine informe l'Aſſemblée que le pavillon tricolor ſera reçu dans les ports de Suède (applaudiſſemens comme pour une victoire).

Le miniſtre de la juſtice écrit que les trois dénonciateurs de M. *Chabot* ſont inconnus dans le fauxbourg. Il eſt enfin décidé que l'Aſſemblée n'admettra plus que des dénonciations authentiques. Ce décret rendu plutôt eût ſupprimé toutes celles que ſe ſont permiſes MM. *Merlin*, *Genſonné*, *Briſſot*, *Bazire* & *Chabot*.

Un rapport de M. *Blanchard*, au nom du comité militaire, a établi que M. *Servan*, durant ſon miniſtère, a compromis ſouvent & leſtement les intérêts de l'Etat. Il s'agit de millions payés de trop dans pluſieurs marchés. Quelqu'un a propoſé d'ajouter au décret portant que l'ex miniſtre a emporté les regrets de la nation, qu'il a auſſi emporté l'argent de la nation. On s'eſt retrouvé à l'ordre du jour.

Nous donnerons ailleurs la ſubſtance du décret ſur la manière de conſtater l'état civil des citoyens, c'eſt-à-dire, les naiſſances, les mariages & les décès. Il ſuffira de noter ici que l'Aſſemblée a décrété, en principe, l'idée de M. *Gohier* d'ériger par-tout, en plein air & loin des égliſes, des autels civiques où l'on préſentera les nouveaux-nés, &c., quoique depuis que le monde exiſte, il n'y ait pas eu d'autels ſans culte, ſans ſacrifices, ſans dédicace ou conſécration à quelque divinité. M. *Sedillez*, qui avoit montré d'abord du ſens commun, ſoutenoit qu'il ne falloit donner aux enfans « ni des noms *autrefois* dits de *baptême*, ni le nom de leur père »... La ſéance a

Digitized by Google

finai par une lettre du ministre de l'intérieur qui annonce que tout est calme à Paris.

Du mardi, séance du soir.

Encore des doléances qu'il faut avoir commandées pour ne pas en être excédé, au sujet de l'expulsion des trois ministres prétendus patriotes. « Attendu que M. *Servan* est l'un des trois, & qu'il emporte les regrets & l'argent de la nation » M. *Hua* invoquoit l'ordre du jour. Mais pour ne rien préjuger, & tout en imputant honnêtement ces propos « aux vrais factieux, aux ennemis de la patrie », M. *Cambon* a fait décréter la mention honorable des doléances aussi sincères que motivées.

Les corps administratifs d'Amiens écrivent à l'Assemblée qu'une troupe de séditieux a arraché la permission de défiler dans l'enceinte du corps législatif, a violé l'asyle du chef suprême, violé la majesté du Roi & la majesté nationale; que les représentans du peuple François & le Monarque sont la législature & le Roi & non ces brigands qui ont eu l'imprudence de parler à la barre & au Roi au nom de la souveraineté du peuple que leurs infâmes attentats du 20 ont outragée, & dont les chefs & les complices ressuscitent à Paris les *Marcel* & les *Caboches*... M. *Garreau* n'a pas rougi de solliciter la censure de cette adresse, & prétendoit que l'Assemblée n'avoit cédé qu'à la justice & non à la crainte, en violant son règlement (& la constitution) par l'admission de 8,000 pétitionnaires armés. On lui a rappellé le danger que MM. *Guadet* & *Vergniaud* avoient vu dans le refus de les admettre. Il opposoit la misérable pantomime de ces factieux qui se retirèrent pour un instant de la

Digitized by Google

barre, à la voix & au geste de leurs protecteurs. On a décrété la mention honorable & l'envoi aux 83 départemens.

Les administrateurs du Hérault regrettent les trois merveilleux ministres (*& l'argent ?* ont crié quelques voix) ; adhèrent aux décrets frappés du *veto*, jurent de ne voir jamais que par l'Assemblée seule, & annoncent qu'ils ont déjà ordonné la levée de leur contingent de volontaires pour le camp de 20,000 hommes. « Parlez, vous serez obéis... Elevez-vous à la hauteur, &c... que le salut public vous inspire quelque grande mesure... » M. *Tronchon* a observé que c'étoit violer la constitution & méconnoître qu'un décret non-sanctionné n'est pas une loi (murmure scandaleux). Il étoit réservé à M. *Rouyer* de justifier ces démarches à l'aide de présomptions, & à M. *Cambon* d'en demander la mention honorable. Mais la honte est demeurée personnelle, l'Assemblée a cru devoir passer à l'ordre du jour.

Adresse de 3,054 citoyens actifs de Grenoble, où il n'y a que 2,100 citoyens actifs, qui déclame le 19 contre le *veto* appliqué dans la soirée du 18 aux deux fameux décrets. Les prêtes-noms de Grenoble insultent au Roi comme M. *Duhem* dans les groupes des Tuileries, suivant le rapport qu'en fit hier M. *Calvet*, rapport après lequel M. *Brival* dit impunément : « ce que M. *Duhem* disoit là, je le soutiens dans l'Assemblée ». . . Ils osent écrire, & l'Assemblée souffre qu'on lise ces horreurs : « *Louis XVI* a toujours protégé ce culte incivique & séditieux, le décret n'a pas été sanctionné... *Louis XVI* a des desseins secrets ; il a besoin du trouble, de la division, de l'anarchie ; il rejette la for-

Digitized by Google

mation d'un camp protecteur de la tranquillité publique... Il a toujours nourri les sacrilèges espérances des patriciens... *Louis XVI*, de sa liste civile, solde encore les satellites du 6 octobre...La nation *va se lever toute entière* (*bravo!*), &, la constitution à la main, elle s'écriera : *Louis XVI, Roi des François, est déchu de la couronne* (vifs applaudissemens du côté droit & des galeries). » On a relevé les 3,054 signatures des 2,100 citoyens actifs & les dates. M. *Mayerne* a dit qu'il y avoit un moule d'adresses aux jacobins. Un de ces hommes qui bravent le mépris public a eu le front de s'écrier : « Eh bien! faites aussi un moule d'adresses, & il sera brisé. » Après avoir subi la lecture de pareils blasphêmes, on est passé à l'ordre du jour sans les improuver.

M. *Bazire* a dénoncé l'adresse du directoire du département de la Somme, & cette dénonciation a été renvoyée à la commission des douze, avec ordre d'en faire le rapport demain soir, ce qui, n'ayant pas eu lieu, comme on le verra, donnera le temps de voir combien de départemens auront le courage de mériter un tel honneur.

Du mercredi, 27 juin.

Le département de l'Indre s'indigne des attentats du 20, demande la punition exemplaire des fauteurs de l'attroupement, & qu'on porte le regard sévère de la justice sur la conduite des municipaux & du maire de Paris. Nouveaux débats.

Voyant que la sotte ruse des adresses menace de manquer son but, que même, si l'on continuoit d'en lire, sans choix préalable, elles pro-

Digitized by Google

duiroient un effet contraire à celui qu'on s'en promettoit, parce que d'honnêtes gens en enverroient plus que la faction n'en feroit arriver des provinces, M. *Bréard* s'est avisé d'observer que les discussions sur les mentions honorables perdoient beaucoup de temps, & a proposé de renvoyer le tout à un comité qui en rendroit bon compte. L'avis a été saisi, bien entendu qu'à dater du moment même, on n'enverra au comité que les adresses qui ne seront pas des faiseurs ou de leurs affiliés. Aussi-tôt s'est-on mis tout de suite à en lire deux, l'une des citoyens de Rennes, l'autre des citoyens de Nancy, qui gémissent de l'expulsion des trois impayables ministres, déclament contre le *comité autrichien*, & contre le fatal *veto*, & demandent innocemment à l'Assemblée d'examiner dans sa sagesse s'il est possible de restreindre l'exercice du *veto* sans blesser la sainte constitution.

Un décret d'urgence ordonne la fabrication de 100 millions en assignats de 5 livres *pour être employés à l'échange d'assignats de plus forte valeur.* Il seroit bien à desirer qu'on trouvât un moyen de donner à tous ces *échanges* une notoriété qui écartât tout nuage & toute espèce de difficulté du calcul général des assignats fabriqués, livrés, rentrés & restés ou retirés de la circulation.

M. *Dubayet* a lu un rapport, au nom du comité militaire, sur l'état actuel de la force armée. En voici le résultat. Le total des soldats de ligne qui sont actuellement sous la toile dans les quatre armées de MM. *Luckner*, *de la Fayette*, *de la Morlière* & *de Monteſquiou*, est de 90,590 hommes. Celui des soldats de ligne laissés, par ces généraux, dans les places, est de 54,173

Digitized by Google

hommes. Force totale, 144,763 hommes. Déficit, 21,885. --- Il y a dans l'intérieur du royaume, 21,375 hommes, au lieu de 25,065. Déficit, 4,690 hommes. On a envoyé 12,375 hommes dans les colonies. Donc le déficit, en tout, est de 26,575 hommes, & non de 40,000 comme l'affirmoit M. *Dumourier* (s'il répondoit, peut-être compteroit-il les hommes tués, les hommes emportés par les maladies, & les déserteurs depuis la dernière revue. La différence seroit-elle de 13,425 hommes ?). Quant aux volontaires nationaux, M. *Dubayet* en a donné 21 mille à M. *Luckner*, 22 mille à M. *de la Fayette*, 16 mille à M. *de la Morlière*, & 25 mille à M. *de Montesquiou*. Il en a compté 5,000 dans les colonies, & 3,500 dans l'intérieur; total, 92,500 hommes. Déficit 77,000. Conclusion ultérieure : l'armée Françoise, dès qu'on l'aura complétée (moyennant 26,575 soldats de ligne, & 77,000 volontaires nationaux, en tout, 103,575 hommes, sans compter les déserteurs & les morts) sera de 400,000 hommes.

M. *Cambon* vouloit que le ministre signât ces états, pour établir la responsabilité. S'élevant à cette sublime hauteur où l'on se croit d'autant plus de génie qu'on dédaigne & le bon-sens & sa conscience, M. *Gensonné* a cru démontrer que l'Assemblée pouvoit & devoit se substituer au chef suprême de l'armée & au pouvoir exécutif, & il a proposé, du plus grand sérieux, de décréter *à l'instant*, 1°. que les troupes qui sont dans l'intérieur seront transportées aux frontières; 2°. que l'Assemblée (*législative*) renonçant pendant quelque temps à *ses fonctions législatives*, va s'occuper uniquement de sauver la liberté, & des rapports partiels ou généraux

Digitized by Google

de la commission extraordinaire des douze.

Après avoir prouvé sans effort que l'absurde proposition de M. *Gensonné* étoit inconstitutionnelle, M. *Rouyer* en a fait une qui ne l'étoit pas moins, celle de décréter sur-le-champ que les 83 départemens fourniroient un bataillon chacun dans le mois. M. *Delmas* envoyoit toutes les troupes de l'intérieur contre les Prussiens. M. *Tronchon* observoit judicieusement que ce délire détruisoit & la constitution & la responsabilité; aussi l'a-t-on bravement hué. M. *Carnot*, le jeune, exigeoit du ministre des *états certifiés de tous les mouvemens des troupes*. Se croyant bien plus politique, M. *Tronchon* préféroit un *état de situation* de 8 en 8 ou de 15 en 15 jours. Les revues ne se font que de 3 en 3 mois, objectoit M. *Brunck*. Pénétré de la nécessité d'un profond secret, M. *Dumas* conseilloit finement de ne communiquer ces précieux états (impossibles) qu'aux 745 membres de l'Assemblée, journalistes & autres. Ceux à qui le verbiage de l'ignorance vaniteuse ne fait jamais perdre de vue leurs projets, sont arrivés, à travers d'oiseux débats, sans essuyer la moindre réflexion énergique sur le danger de livrer la capitale aux factieux & à leur armée de piques, &c., à l'article essentiel qu'on a bien vîte décrété:

« L'Assemblée nationale, considérant la nécessité de porter sur les frontières des forces suffisantes pour assurer la nation contre toute invasion étrangère; considérant que les troupes de ligne & les bataillons de volontaires dont l'Assemblée nationale a ordonné l'augmentation, ne sont pas encore portés au complet, & que les troupes réglées actuellement en garnison dans la capitale peuvent être suppléées dans leur service

Digitized by Google

habituel par la garde nationale parisienne, qui a donné tant de preuves de son zèle infatigable pour la constitution, décrète que le pouvoir exécutif est autorisé à disposer dès à présent de toutes les troupes de ligne, françoises & étrangères, actuellement à Paris, sous la condition de donner avis au corps législatif des ordres qu'il pourra donner en conséquence du présent décret. »

Du mercredi, séance du soir.

M. *Chabot* n'eût pas mieux réussi à se disculper s'il se fût dénoncé lui-même pour repousser une imputation grave & vraisemblable, en arguant de faux trois signatures qu'il auroit imaginées. Le commissaire de police atteste n'avoir pu découvrir les dénonciateurs.

Les administrateurs de Péronne adressent à l'Assemblée nationale une copie d'une lettre par laquelle ils expriment au Roi la profonde douleur que leur ont causée les attentats du 20. Des citoyens d'Abbeville demandent la punition des factieux & celle des municipaux prévaricateurs. Quelques brouillons qui signent 6,620 citoyens de Lyon, comme certain démon s'appelloit *légion*, s'indignent du *veto*, & écrivent : « Peuple François, le Roi vous trompe..... *Louis XVI* ne veut pas la constitution..... Celui qui, le 21 juin 1791, a lâchement abandonné son poste, peut-il exercer le droit de diriger nos armées ?... Législateurs, prenez une mesure digne de vous..... l'attitude..... la hauteur..... levez-vous..... Législateurs, parlez, & nos bras, &c... » Les hommes-d'état des greniers ou des cabarets de Laval s'expriment avec la même décence & ajoutent : « L'auteur de tous

Digitized by Google

nos maux, l'ennemi de la liberté, l'ennemi de la nation Françoise, c'est la femme du Roi (*bravo!*), cette femme astucieuse & corrompue.... » Une partie de l'Assemblée & les galeries battent des mains à fendre la tête.

Du jeudi, 28 *juin.*

Une adresse revenue signée d'Arras, représente à l'Assemblée que le *veto* qui a frappé les deux excellens décrets contre les prêtres & pour le camp de Paris, oppose la volonté d'un seul homme à la volonté souveraine du peuple François (d'Arras.) — Une adresse de citoyens du Havre adopte la lettre de M. *de la Fayette*, impute tous les maux du royaume à la faction jacobite, demande justice de tous les libelles que les jacobins leur envoient de Paris. — La municipalité de Nancy se plaint du tribunal du district. M. *Lamarque* en prend l'heureuse occasion de se plaindre de tous les tribunaux à la fois. Il veut une nouvelle élection générale de juges. On lui répond que les jacobins seuls forment ce vœu, pour s'emparer de toutes les places, succéder aux derniers défenseurs des propriétés, & n'être plus jugés que par leurs complices; que leurs élections sont détestables, qu'il en est une preuve... La motion subversive de M. *Lamarque* n'en a pas moins été renvoyée au comité de législation.

Le Roi a notifié à l'Assemblée la nomination de M. *Dejoly*, secrétaire de la commune de Paris, à la place de secrétaire du conseil de Sa Majesté.

Quelques lignes de M. *de la Fayette* demandent pour lui à l'Assemblée la permission de paroître à la barre, & d'offrir l'hommage de son

Digitized by Google

respect. Vifs applaudiſſemens & rumeurs ſourdes. On l'admet ſur-le-champ. Une partie de l'Aſſemblée bat des mains avec frénéſie, & ſe livre à des acclamations réitérées ; l'autre partie garde un morne ſilence.

« Meſſieurs, dit le général à la barre, je dois d'abord vous aſſurer que d'après les diſpoſitions concertées entre M. *Luckner* & moi, ma préſence ici ne compromet aucunement ni le ſuccès de nos armes, ni la ſûreté de l'armée que j'ai l'honneur de commander. »

« Voici maintenant les motifs qui m'amènent : On a dit qu'une lettre que j'ai écrite le 16 à l'Aſſemblée nationale n'étoit point de moi. On m'a reproché de l'avoir écrite au milieu d'un camp. Je devois peut-être, pour l'avouer, me préſenter ſeul & ſortir de cet honorable rempart que l'affection des troupes formoit autour de moi. »

« Une raiſon plus puiſſante m'a forcé, Meſſieurs, de me rendre auprès de vous : les violences commiſes le 20 juin aux Tuileries, ont excité l'indignation & les alarmes de tous les bons citoyens, & particulièrement de l'armée. Dans celle que je commande, tous les officiers, ſous-officiers & ſoldats ne font qu'un. J'ai reçu des différens corps des adreſſes pleines des ſentimens de leur amour pour la conſtitution, de leur reſpect pour les autorités qu'elle a établies, & de leur patriotique haine contre les factieux. J'ai cru devoir arrêter ſur-le-champ ces adreſſes, par l'ordre que je dépoſe ici ſur le bureau. Vous y verrez que j'y ai pris avec mes braves compagnons d'armes, l'engagement d'exprimer ſeul un ſentiment commun. Et le ſecond ordre que je joins également ici, a confirmé votre juſte attente,

Digitized by Google

en arrêtant l'expression de leur vœu. Je ne puis qu'approuver les motifs qui les animent. Déjà plusieurs d'entr'eux se demandoient si c'est vraiment la cause de la liberté & de la constitution qu'ils défendoient. »

« Messieurs, c'est comme citoyen que j'ai l'honneur de vous parler; & l'opinion que j'exprime est celle de tous les François qui aiment leur pays, sa liberté, son repos & les loix qu'il s'est données; & je ne crais pas d'être désavoué par aucun d'eux. Il est temps de garantir la constitution des atteintes quelconques que tous les partis s'efforcent de lui porter, d'assurer la liberté de l'Assemblée nationale, celle du Roi, son indépendance, sa dignité : il est temps enfin de tromper les espérances des mauvais citoyens, qui n'attendent que des étrangers le rétablissement de ce qu'ils appellent la tranquillité publique, & qui ne seroit pour des hommes libres qu'un honteux & insupportable esclavage. »

« Je supplie l'Assemblée nationale d'ordonner que les instigateurs des délits & des violences commises le 20 juin aux Tuileries, seront poursuivis & punis comme criminels de lèze-nation; de détruire une secte qui envahit la souveraineté, tyrannise les citoyens, & dont les débats publics ne laissent aucun doute sur l'atrocité des projets de ceux qui les dirigent. J'ose enfin vous supplier, en mon nom, & au nom de tous les honnêtes gens du royaume (murmures dans l'extrémité d'un des côtés); de prendre des mesures efficaces pour faire respecter les autorités constituées, particulièrement la vôtre & celle du Roi, & de donner à l'armée l'assurance que la constitution ne recevra aucune atteinte dans l'intérieur, tandis que les braves François pro-

Digitized by Google

diguent leur sang pour la défense des frontières (bruyans applaudissemens mêlés de murmures). »

Le président a répondu : « Monsieur, l'Assemblée nationale a juré de maintenir la constitution. Fidèle à son serment, elle saura la garantir de toutes les atteintes qu'on voudroit lui porter. Elle examinera votre pétition, & vous accorde les honneurs de la séance. »

Toujours applaudi du parti qui sembloit maladroitement ainsi l'avouer pour une de ses machines, le général est allé se placer près du bureau. M. *de Kersaint* a fait observer que ce n'étoit pas là que s'asseyoient les pétitionnaires. De nouveaux applaudissemens ont conduit le général au banc des pétitionnaires.

On a demandé le renvoi de son adresse à la commission des douze. M. *Guadet* ayant conquis la tribune, a débuté par une hypothèse déclamatoire si ridiculement absurde, qu'elle a bien plus manifesté le manque absolu de bonnes raisons que la redondante loquacité ordinaire de l'insipide orateur. « Au moment, a-t-il dit, où la présence de M. *de la Fayette* à Paris m'a été annoncée, une idée bien flatteuse s'est présentée à mon esprit. Je me suis dit : Ainsi donc nous n'avons plus d'ennemis extérieurs à craindre ; ainsi donc les autrichiens sont vaincus. Mais, messieurs, cette illusion n'a pas duré longtemps : nos ennemis sont toujours les mêmes ; notre situation extérieure n'a pas changé : cependant le général d'une de nos armées arrive à Paris. Quel puissant motif l'y appelle donc ? Ce sont, dit-il, nos troubles intérieurs ; il craint que l'Assemble nationale n'ait pas elle seule la force de défendre & de soutenir la constitution.

Digitized by Google

nitution. Ainſi, s'établiſſant à la fois l'organe de l'armée et des honnêtes gens du royaume, il vient lui demander de maintenir la conſtitution..... Je n'examinerai pas ſi celui qui a accuſé l'Aſſemblée d'avoir vu le peuple François dans ce qu'il appelle des brigands, ne peut pas, à ſon tour, être accuſé d'avoir vu ſon armée dans ſon état-major, & de violer lui-même les principes de la conſtitution qu'il recommande, lorſqu'il s'eſt conſtitué l'organe d'une armée qui ne peut pas délibérer, & des honnêtes gens du royaume qui ne l'en ont pas chargé. J'obſerve encore, qu'indépendamment de la violation des principes conſtitutionnels, j'en verrois dans ſa conduite une bien grave, qui tient à la hiérarchie des pouvoirs, ſi ce général étoit venu ſans permiſſion, ou ſans des ordres antérieurs du miniſtre. Je demande donc, 1°. que le miniſtre de la guerre ſoit interrogé ſéance tenante, pour ſavoir s'il a donné des ordres ou la permiſſion à M. *de la Fayette* de venir à Paris; 2°. que le rapporteur du comité, chargé d'examiner la queſtion de ſavoir s'il peut être permis aux généraux d'armée en fonctions d'adreſſer des pétitions, ſoit tenu de faire demain ſon rapport (grands applaudiſſemens des galeries & d'une partie de la ſalle). »

Comparant la conſtitution, qu'il a nommée l'*évangile politique*, à l'*évangile de la religion* que tant de gens interprètent au gré des circonſtances, perſuadé que ce jargon de bel-eſprit rehauſſe la majeſté légiſlative, M. *Ramond* a dit que la loi défendoit les pétitions en armes, que cependant l'Aſſemblée avoit admis dans ſon ſein des milliers de citoyens armés; qu'à plus forte

Digitized by Google

raison elle pouvoit admettre le général dont il a fait un pompeux éloge.

Après avoir prouvé que M. *de la Fayette* ne dormoit pas continuellement & s'étoit levé tout entier, il l'a nommé « l'étendard de la révolution pour l'Amérique & pour l'Europe..... , le fils aîné de la liberté ; » a rapproché le *vœu des honnêtes-gens du royaume*, exprimé sans mission spéciale, du *vœu de la nation souveraine*, exprimé par la multitude armée du mercredi 26 ; rapprochement assez gauche. Mais il en a conclu, avec raison, qu'en juger différemment, admettre l'un & rejetter l'autre, ce seroit avouer qu'on a deux poids & deux mesures. Dans le doute si les ennemis extérieurs sont plus à craindre que les factieux, M. *Raimond* a cherché une voix qui eût le courage de dénoncer ces périls, n'a trouvé par-tout qu'un profond silence, & s'est écrié : « il falloit cette voix à laquelle la France & l'Europe sont accoutumées. » Et il a demandé le renvoi à la commission des douze, » moins pour qu'elle jugé la conduite du général, que pour l'examiner en elle-même & faire son rapport. »

Aux voix, aux voix... Les gesticulations, les courses, les menaces, se mêloient au vacarme..... *A l'abbaye le président... à l'abbaye* M. *Ducos... Vous êtes un scélérat*, a dit quelqu'un au président, qui a modérément observé que ce n'étoit pas un membre de l'Assemblée, quoiqu'on eût nommé M. *Guyton de Morveau*. On a eu la mauvaise foi d'objecter aux défenseurs du général que des soldats avoient été exclus de la barre faute de congé, comme si l'Assemblée n'y avoit jamais admis des déserteurs. M. *Vergniaud* a

Digitized by Google

bavardé, en avocat, sur le danger de l'absence du général pour l'armée, & a soutenu que MM. *Luckner* & *Rochambeau* n'étoient venus à Paris qu'à l'époque de leur nomination, assertion fausse puisqu'ils y sont venus depuis, mandés par le Roi, qui seul peut commander aux généraux. On a lu les ordres laissés à l'armée par M. *de la Fayette*, & l'appel nominal a écarté la motion de M. *Guadet* par une majorité de 339 voix contre 234. Les pièces ont été renvoyées au comité.

Nous devons à nos Lecteurs, avec la Proclamation du Roi, quelques nouveaux détails authentiques sur les suites de la journée du 20.

Le lendemain jeudi, vers 7 heures & demie, une Députation de l'Assemblée Nationale s'est présentée chez le Roi, & lui a adressé le Discours suivant :

« L'Assemblée Nationale nous députe vers Votre Majesté, pour lui demander si elle a quelques craintes sur la tranquillité de sa personne, & l'assurer si elle étoit troublée, qu'elle se rendroit aussi-tôt auprès d'elle. » Le Roi a répondu : « On m'apprend que Paris est calme pour l'instant ; s'il cessoit de l'être, j'en ferois prévenir l'Assemblée Nationale ; dites-lui, Messieurs, combien je suis touché de l'intérêt qu'elle me témoigne ; dites-lui aussi qu'au moindre danger qu'elle courroit, je me rendrois auprès d'elle avec le même empressement. » Une demi-heure après, M. *Pétion* avec M. *Sergent* sont entrés ; ils ont trouvé le Roi entouré de sa famille & d'une soixantaine de personnes, la moitié environ

Digitized by Google

vêtues de noir, & l'autre moitié d'Officiers de la Garde Nationale & de la troupe de ligne. A son arrivée, le Roi lui dit : « *M. le Maire, le calme est-il rétabli dans Paris.* Le Maire : Sire, le Peuple a fait ses représentations, & tout est parfaitement calme. Le Roi : *Avouez, Monsieur, que la journée d'hier a été un grand scandale, & que la Municipalité n'a pas fait tout ce qu'elle auroit dû pour le réprimer.* Le Maire : Sire, la Municipalité a fait tout ce qu'elle a dû. Le Roi : *Ce n'est pas vrai.* Le Maire : Sire, la Municipalité ne manquera pas de rendre compte de sa conduite à l'opinion publique. Le Roi : *Dites à la Nation entière ; car c'est elle qui la jugera.* Le Maire : Sire, la Municipalité de Paris ne craint pas d'exposer sa conduite au grand jour ; elle sait qu'elle doit compte à l'opinion publique, elle fera son devoir. Le Roi : *Et comment Paris est-il à présent.* Le Maire : Tout tranquille. Le Roi : *Ce n'est pas vrai.* Le Maire : Sire, le Magistrat du Peuple..... Le Roi. *Taisez-vous.* Le Maire : Le Magistrat du Peuple n'a pas à se taire quand il fait son devoir & qu'il dit la vérité. Le Roi : *Au reste, Monsieur, je vous préviens que le calme de Paris est sur votre responsabilité ; retirez-vous.* »

Le soir même de cette conversation, qui peint si bien l'état du Roi, ce Prince faisoit afficher en son nom la Proclamation suivante.

« Les François n'auront pas appris sans douleur qu'une multitude, égarée par quelques factieux, est venue à main armée dans l'habitation du Roi, a traîné du canon jusques dans la salle des Gardes, a enfoncé les portes de son appartement à coups de hache ; & là, abusant

Digitized by Google

audacieusement du nom de la Nation, elle a tenté d'obtenir, par la force, la sanction que S. M. a constitutionnellement refusée à deux Décrets. »

« Le Roi n'a opposé aux menaces & aux insultes des factieux, que sa conscience & son amour pour le bien public. »

« Le Roi ignore quel sera le terme où ils voudront s'arrêter ; mais il a besoin de dire à la Nation Françoise, que la violence, à quelqu'excès qu'on veuille la porter, ne lui arrachera jamais un consentement à tout ce qu'il croira contraire à l'intérêt public. Il expose sans regret sa tranquillité, sa sûreté ; il sacrifie même sans peine la jouissance des droits qui appartiennent à tous les hommes, & que la Loi devroit faire respecter chez lui, comme chez tous les Citoyens ; mais comme Représentant héréditaire de la Nation Françoise, il a des devoirs sévères à remplir ; & s'il peut faire le sacrifice de son repos, il ne fera pas le sacrifice de ses devoirs. »

« Si ceux qui veulent renverser la Monarchie ont besoin d'un crime de plus, ils peuvent le commettre. Dans l'état de crise où elle se trouve, le Roi donnera, jusqu'au dernier moment, à toutes les autorités constituées, l'exemple du courage & de la fermeté, qui seuls peuvent sauver l'Empire ; en conséquence, il ordonne à tous les Corps Administratifs & Municipalités de veiller à la sûreté des personnes & des propriétés. »

Fait à Paris, le 22 juin 1792, l'an 4^e. de la liberté. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, TERRIER.

Les mêmes plaintes ont retenti dans le Conseil général de la Commune. Un jeune Notable, plein de courage, mais soutenu

Digitized by Google

d'un parti nombreux, a dénoncé avec fermeté, le Maire, le Procureur de la Commune, dans un discours dont voici l'extrait.

« La Loi a été violée avec un éclat tellement scandaleux, que le Conseil-général ne peut, sans partager la honte des infractaires, rester muet plus long-temps & tarder un instant à solliciter la punition d'attentats, dont gémit la Capitale & dont va gémir la France entière. La Loi a été violée par un Commandant de Bataillon qui, sans réquisition préalable, a osé [illegible] la tête d'un rassemblement de près de marcher à [illegible] traverser ainsi les vingt mille hommes armés, [illegible] Ville, rues & les principaux quartiers de cette Ville. Elle a été violée par des Gardes Nationales, qui, sans réquisition préalable, ont paru au milieu de ce rassemblement, couverts de leur armes, & traînant, après eux, des canons, qui leur avoient été donnés pour un tout autre usage. Elle a été violée par une foule d'individus de tout âge, de tout sexe, qui ont pénétré, à force ouverte, les armes à la main, dans la demeure du Représentant Héréditaire de la Nation Françoise, qui l'ont forcé à se couvrir la tête d'un bonnet rouge. Elle a été violée par des brigands qui ont commis plusieurs vols, avec effraction, d'effets précieux, qui, disons-le, puisque le fait est malheureusement vrai, se sont permis de tourner leurs armes contre le Roi, & qui, arrêtés dans cet horrible attentat par quelques Gardes Nationaux, ont cherché une sorte de dédommagement à leur fureur, dans les opprobres, les insultes dont ils ont abreuvé cet infortuné Monarque; dans les menaces séditieuses, les provocations meurtrières dont ils ont

Digitized by Google

fatigué ſes oreilles, dont ils l'ont aſſailli lui & ſon auguſte Famille, pendant pluſieurs heures. La Loi a été violée par vous, Procureur de la Commune, qui, au mépris des Loix concernant votre Miniſtère, au mépris de l'Arrêté pris le 16 par le Conſeil-général, de celui pris le 19 par le Directoire du Département, au mépris des principes conſacrés par vous-même dans votre Arrêté ſur les Proceſſions, & dans la Proclamation qui l'a ſuivi, avez négligé de réquerir les meſures néceſſaires pour diſſiper cet attroupement. Elle a été violée par vous, M. le Maire, qui, au mépris des mêmes Loix, des mêmes Arrêtés, des mêmes principes, n'avez pas pris de précautions ſuffiſantes pour écarter un danger dont certes vous étiez bien averti; par vous enfin, qui n'avez pas ſu faire un uſage efficace des moyens que vous donnoient & votre place, & la Loi du 3 Novembre 1791, pour protéger la tranquillité publique, aſſurer la liberté de l'Aſſemblée Nationale & celle du Roi. Elle a été violée par vous, Commandant-Général, à qui toutes les Loix militaires & de police ordonnoient de repouſſer la force attaquant un poſte qui vous étoit confié. Enfin la Loi a été violée par vous tous, Membres du Corps Municipal, qui avez abandonné le ſort de cette périlleuſe journée à une diſtribution de rôles concertée ſeulement avec quelques-uns d'entre vous, & à l'exécution incertaine d'un Arrêté tardif, inſignifiant ou perfide. Je demande donc que le Conſeil-général arrête, 1°. qu'il improuve la conduite tenue depuis ſon Arrêté du 16 juſques & compris la journée du 20, par le Maire, le procureur de la Commune, & les Adminiſtrateurs de la Police; 2°. qu'il les regarde comme

Digitized by Google

seuls garants & responsables des évènemens de cette journée ; 3°. Qu'il improuve également l'arrêté pris dans la matinée du 20, par le Corps Municipal ; 4°. qu'il dénonce & cet Arrêté, & la conduite du Maire, du Procureur de la Commune & des Administrateurs de la Police, au Directoire du Département ; 5°. que son Arrêté, quel qu'il soit, sera imprimé, affiché, envoyé aux 48 Sections, aux 82 Départemens, au Directoire du Département de Paris, au Ministre de l'Intérieur & à l'Assemblée Nationale. »

Le Notable qui a tenu ce discours est M. *Louis-Gilbert Cahier*, & non pas M. *Cahier de Gerville*, ex-Ministre, comme quelques personnes l'ont cru. Cette courageuse dénonciation est restée sans effet réel.

L'attentat du 20 juin n'a point été plus criminel en soi, plus odieux que celui du 6 Octobre ; & cependant alors on ne parut pas y faire grande attention ; le Peuple, l'Assemblée constituante, la Garde Nationale & son Chef n'y virent qu'un grand évènement qui rapprochoit le Roi de la Capitale & empêchoit qu'on ne conduisit Sa Majesté à Metz ; c'étoit le langage du temps. Cependant la Reine fut menacée, le Roi insulté, ses Gardes assassinés, & son emprisonnement bien positivement effectué dans le château des Tuileries. Quels motifs sollicitent donc aujourd'hui tant de réclamations contre la journée du 20 ? Quels nouveaux intérêts, qui n'existoient point en Octobre 1789, font donc mouvoir tant d'esprits alors indifférens aux opprobres de la Famille Royale ? Est-ce que le Roi de France ne valoit pas bien le Roi des François ?

Digitized by Google

Est-ce que la Majesté Royale de 1789 n'étoit point aussi sacrée que celle de 1792 ? D'où vient donc cette différence de conduite ?

De la peur, du changement de position & non de celui de principes. En Octobre il falloit détruire le Roi de la Monarchie & créer celui de la Constitution, & tous les moyens étoient bons ; il falloit exalter le fanatisme populaire par l'impunité des crimes, & les assassins des Gardes du Roi furent applaudis ; il falloit effrayer les hommes attachés à la personne du Monarque, & le règne des piques fut proclamé comme celui de la liberté ! Cet ordre de choses fut appuyé du Comité des Recherches & d'un armement de cinq cens mille Gardes Nationaux. Alors on n'avoit point à repousser un ennemi au-dehors puissant & aguerri ; quelques scélérats suffisoient pour assurer le pouvoir du crime & imposer silence aux Loix : alors c'étoit la révolution entière qui vouloit l'anéantissement de la Royauté & le règne du fanatisme Constitutionnel ; mais aujourd'hui que la Révolution s'est donnée un Roi, & que ce Roi est *Louis XVI*, aujourd'hui qu'il n'y a plus de profit à ébranler l'édifice constitutionnel, que des armées puissantes sont prêtes à punir ceux qui joindroient de nouveaux crimes à ceux du passé, que le Peuple toujours agité & toujours conséquent ne voit point de milieu entre une République complette & le Gouvernement actuel, entre l'anéantissement de la Royauté & les principes de la Révolution ; aujourd'hui que sous la bannière des Jacobins les maximes d'égalité absolue, de sainte insurrection, de puritanisme, vont droit à détruire l'ouvrage incohérent de la Constitution, que les Feuillans sont pressés entre les forces

Digitized by Google

des Clubs & de l'Etranger, il a bien fallu donner quelqu'attention au Monarque, lui maintenir son pouvoir Constitutionnel, & les excès du 20 ont paru très-favorables à ce dessein.

Aussi, comme par un concert prémédité, a-t-on vu quelques Départemens, des Villes, des Sociétés, les Généraux, l'Armée se réunir autour de la Constitution, en demander l'exécution avec le respect de celui que l'on en a déclaré le premier Agent. Le parti Constitutionnel a donc repris quelque supériorité sur celui des Jacobins, & le fanatisme de l'un va succéder à celui de l'autre, sans que la paix, la liberté, la prospérité publique, le bonheur du Monarque en soient véritablement accrus.

On n'en verra pas moins, ce qu'on a déjà pu remarquer l'année dernière, un Roi réduit à signer la proscription de tout ce qu'il a de cher au monde, à soutenir la guerre contre ses alliés, ses amis, ses frères, pour maintenir un ordre de choses inexécutable; on verra les mêmes mensonges, les mêmes astuces trahir au nom du Trône les intérêts de la Monarchie, faire parler le Roi contre sa pensée, son cœur, ses sermens, & tenir les Cours de l'Europe dans une fausse sécurité contre les progrès de l'anarchie constitutionnelle, aussi funeste, aussi attentatoire aux droits du Peuple & de la prospérité, que les fureurs Jacobites; c'est au moins ce que prouve l'exemple du passé.

A la fin de 1790, le Roi perpétuellement sollicité, journellement menacé par les Constitutionnels, comme il vient de l'être par les Jacobins, pressé de *vouloir la Constitution*, de la faire exécuter, de la maintenir, circonvenu par les intrigues du Commandant de la Garde Pari-

Digitized by Google

sienne, espérant tout du temps & du retour aux bons principes, cède & nomme au Ministère des hommes de la Révolution. Tout le monde applaudit au choix de M. *Duport-du-Tertre.*

Ce Ministre, qu'on surnomma *Ministre Plébéien*, parvenu au poste qu'il occupoit sans aucune de ces gradations, qui permettent d'en connoître l'étendue, les ressorts & la marche des pouvoirs & des passions d'un royaume agité de toutes parts, influença tellement le Conseil qu'il parvint à le rendre ce qu'on s'est habitué d'appeler *Constitutionnel.* Il fut arrêté que le Roi agiroit dans le sens de la Révolution, qu'il s'en déclareroit le Chef, que les Emigrés seroient traités avec rigueur, menacés, proscrits; on fit signer au Roi des proclamations contre ses parens, ses anciens serviteurs; on inonda l'Europe de dépêches constitutionnelles où l'on faisoit dire au Roi qu'il étoit libre, alors même qu'il se plaignoit au Corps constituant des entraves qu'on mettoit à la simple sortie de son palais. Comme la distance des lieux atténue les objets en proportion de l'adresse que l'on met à les présenter, ces contradictions étoient expliquées d'une manière satisfaisante à Berlin, à Vienne, à Londres, à la Haie. On faisoit répéter dans ces Cours que la *saine partie de la Nation* étoit puissante, que les François aimoient leur Roi, que ce Roi vouloit la Constitution, que le temps amèneroit les changemens indispensables dans une forme de Gouvernement si hâtivement organisé; qu'on n'avoit rien à craindre pour la sûreté du Roi, dont la signature apposée à toutes ces assertions attestoit la liberté. Une partie de l'Europe, il faut le dire, se laissa convaincre par cette hypocrisie ministérielle; lorsque tout-à-coup l'on

Digitized by Google

apprend que le Roi, las d'agir contre son cœur, ses sermens, sa raison & ses droits, échappe à ses geoliers & proteste contre tout ce que l'adresse, la violence & l'intrigue lui ont arraché. Il est arrêté ; ignominieusement conduit en prison ; forcé de signer la Constitution ou de perdre la Couronne ; obligé ensuite par le même Ministère à écrire encore qu'il est libre & content ; que la France est régénérée, qu'il veut la Constitution avec elle, quoique la moitié de celle-ci n'en veuille point, & que le Roi fut trop humain pour soutenir un ouvrage aussi incomplet, aussi oppressif, aux dépens du sang François & du repos de l'Europe. Enfin, ce Ministère entravé dans ses propres principes, sans autre règle de conduite qu'une lutte continuelle contre la raison & la justice qui crient qu'un Gouvernement qui ne peut aller qu'avec des sermens, des bayonnettes & des canons, est un monstre ; ce Ministère sans courage, comme sans vergogne est hué, baffoué, chassé par un parti, qui, plus conséquent, moins froidement atroce & plus audacieux que lui, attaque de front la royauté & place ses agens auprès d'elle pour la ployer ou la détruire. Celui-ci battu ensuite par ses excès mal-adroits, laisse la place vacante & l'Etat sans Gouvernement. Au milieu de ce conflit de passions également mépriſables, le Prince après les plus grossières insultes, les outrages les plus éclatans, recourt encore une seconde fois à ce même parti Constitutionnel, qui l'a lâchement fait tomber d'opprobre en opprobre, ralenti l'intervention des Puissances en faveur de la France, & exposé la Monarchie à périr en faveur de deux ou trois principes abstraits, que repousse tout ordre social, tout état de Gouvernement politique.

Digitized by Google

Le cercle des malheurs de la France & du Roi va donc encore recommencer, si l'étranger ne profitant pas du seul moyen de rappeller à la raison des hommes exaltés, si endormi par le nouveau Ministère Constitutionnel; si, gagné par des promesses impossibles à tenir dans l'état actuel de l'avilissement du Monarque, il ne réclame pas enfin en faveur de *Louis XVI*, des Princes de sa maison, de la Noblesse Françoise, de la partie opprimée, souffrante de la Nation, le droit des gens, ceux de la nature, de la justice & de la liberté, garantis réciproquement par les traités positifs qui lient les Etats les uns aux autres.

Au milieu de ces malheurs publics & de la perspective de ceux qui nous menacent, de la violation des loix & du mépris de la justice, on retrouve avec plaisir quelques sentimens de loyauté dans les actes publics que fait naître l'attentat du 20 Juin. Plusieurs des adresses envoyées par les Départemens sont en effet pleines d'expression d'amour & de fidélité au Roi; nous citerons celle des Citoyens de Rouen souscrites par 20 mille signataires, comme une des moins farcies des sentences révolutionnaires, après celle du Département de la Somme, dénoncée, comme de raison, à l'Assemblée.

SIRE,

« L'attentat qui vient d'être commis contre Votre Majesté nous a pénétrés d'horreur & d'indignation. Les Loix doivent se hâter de frapper les Chefs insolens de cette horde séditieuse qui

Digitized by Google

confond tout, & veut tout usurper. Nous voulons vivre ou mourir pour la constitution ; mais le Pouvoir Législatif est délégué à des Représentans élus & au Représentant héréditaire... La Constitution délègue au Pouvoir Législatif le pouvoir de décréter ; & au Roi, le pouvoir de sanctionner ; voilà ce que nous avons juré de maintenir, & ce que nous maintiendrons ; si c'est par la représentation que l'Assemblée Législative décrète, c'est aussi par la représentation de la Nation que vous acceptez ou refusez. Nos Représentans sont donc le Corps Législatif & le Roi ; votre réunion seule peut faire des Loix. Nous ne souffririons point que l'on gênât la liberté de nos Députés pour décréter ; nous ne souffrirons jamais qu'on gêne la vôtre pour consentir ; maintenez donc, Sire, avec une inébranlable fermeté, le pouvoir qui vous est confié ; n'en sacrifiez rien, il n'est point à vous, c'est le nôtre. Votre prospérité est attachée à celle de la France ; vous ne pouvez être grand que par la grandeur du Peuple qui vous a fait son Chef. Défendez donc avec courage notre sublime Constitution ; vous avez juré de la conserver, & nous la voulons toute entière. »

« Tels sont, Sire, les sentimens que déposent dans le sein de Votre Majesté, les Citoyens actifs de Rouen. »

C'est pour soutenir ce mouvement constitutionnel que M. *de la Fayette* s'est rendu porteur du vœu de l'armée, qu'il l'a manifesté à l'Assemblée, en la menaçant en quelque sorte de l'indignation universelle, si la punition des coupables n'égaloit point le crime qu'ils ont commis. Il a pensé, comme

Digitized by Google

ſon parti, que tant de peines, tant de ſoins pour créer une Monarchie, pour faire une Conſtitution à ſa manière, ſeroient perdus ſi la ſecte puiſſante & populaire des Jacobins n'étoit pas écraſée par un coup hardi. Il a donc adroitement fait valoir le vœu délibéré des troupes à ſon commandement, ſur les troubles, le beſoin de la ſoumiſſion & du maintien de la Conſtitution. Effrayé des conjonctures préſentes, il a vu que ſans la Conſtitution toute ſa gloire & ſa puiſſance diſparoiſſoient; que l'approche des armées étrangères le mettoit dans une alternative affreuſe de voir ſon ouvrage entièrement détruit, ou d'entendre à des accommodemens que le parti ardent des Jacobins n'accepteroit point. Avant de commencer une nouvelle carrière d'intrigue, il lui a donc paru néceſſaire de provoquer toutes les haines contre les Sociétés Jacobites, & d'en obtenir la deſtruction: le coup eſt hardi, mais il peut avoir du ſuccès; alors M. *de la Fayette* met ſa tête à l'abri du danger, obtient une majorité dans l'Aſſemblée, ſe prépare un genre de mérite nouveau, & peut ſervir de médiateur entre les armées étrangères & le Miniſtère conſtitutionnel Feuillant, diſpoſé à ſe conſerver à quelque prix que ce ſoit. Ce projet, conforme aux maximes du Général, eſt en même-temps dans les vues du nouveau Conſeil, conduit,

Digitized by Google

dirigé par l'esprit qui anima, avec si peu de succès cependant, MM. *Duport-du-Tertre, Cahier de Gerville, Delessart*, &c.; mais il est douteux, ou plutôt il est très-sûr que l'Autriche, la Prusse, la Sardaigne & la Russie, médiatrices & armées, dans la guerre actuelle, n'entendront poser les armes qu'aux conditions, 1°. de rendre l'*Etat* à la Noblesse Françoise; 2°. une autorité au Monarque telle qu'il puisse répondre du repos de l'Europe troublé par le fanatisme françois, & maintenir avec sûreté les droits essentiels de l'Eglise, de la Couronne & de la Monarchie; 3°. de restituer Avignon au Pape, sauf à traiter avec lui des moyens de réunion, s'il les juge acceptables; 4°. de rétablir les droits de propriété & féodaux aux Princes Allemands; enfin, d'indemniser les Cours médiatrices. Il y a loin de-là à la Constitution de l'égalité, de la liberté à pique, de l'insurrection sainte; mais c'est le terme de paix le plus doux que l'on puisse espérer.

Sortez du sens que nous donnons, avec une très-grande vraisemblance, à la conduite de M. *de la Fayette;* alors c'est un étourdi fanfaron qui marche sans but & sans accord, également haïssable aux deux partis par son incapacité & son adresse brouillonne; alors sa démarche, déjà très-peu conforme aux loix militaires & constitutionnelles de la France, mérite les ap-

Digitized by Google

pellations dont on l'a couverte. La pétition d'un Général à la tête de cinquante mille hommes, quittant son poste devant l'ennemi pour venir la présenter au nom de ses Soldats, est une menée criminelle, si elle ne couvre & ne prépare pas un grand moyen de paix & de liberté publique dans son résultat.

Quoi qu'il en soit de ces vues différentes sur M. *de la Fayette*, il paroît qu'une grande partie de son armée, ainsi que de celle du Maréchal *Luckner*, partage le sentiment exprimé dans la pétition, & celui consigné dans sa lettre du 16; c'est au moins ce qu'on peut préjuger des adresses des différens corps de cette armée & de la lettre du Maréchal *Luckner* au Roi. Nous transcrirons ici celle de ces pièces que l'étendue de notre Journal nous permet de rapporter, en renvoyant à l'ordinaire prochain la lettre de M. *Luckner*.

Adresse des Volontaires Nationaux de la Meuse. Du camp de Maubeuge.

« Le premier Bataillon des Volontaires Nationaux du Département de la Meuse, toujours pénétré des vrais principes de la Constitution, & justement indigné des excès & des attentats affreux commis, non-seulement contre l'asyle sacré de Représentant héréditaire de la Nation, mais aussi contre son auguste Personne, a arrêté ce qui suit:

» 1°. Que le Général *la Fayette* seroit prié

Digitized by Google

d'être, auprès du Roi, l'interprête des sentimens de surprise & d'horreur qu'a éprouvé ledit Bataillon en apprennant ce qui s'est passé au Château des Tuileries le 20 de ce mois, & de lui faire agréer l'hommage de son profond respect, de son attachement, de sa douleur & de sa fidélité à maintenir l'inviolabilité des Loix;

« 2°. Qu'aucun individu composant le Bataillon ne mettroit bas les armes & ne rentreroit dans ses foyers qu'il n'ait vaincu & terrassé tous les ennemis de la Constitution, tant de l'extérieur que de l'intérieur, de quelque Société ou Secte qu'ils puissent être. »

« 3°. Que le Bataillon renouvelleroit au Général *la Fayette* des protestations de soumission, d'obéissance & de zèle, comme au soutien le plus sûr de notre liberté, & au véritable défenseur des droits de l'homme. »

« 4°. Que copie du présent sera envoyée au président de l'Assemblée Nationale, au Directoire du Département de la Meuse, à ceux des Districts, aux Municipalités & à tous les Clubs dans le ressort dudit Département. Fait au camp de Maubeuge, les jour & an susdits, & signé après lecture faite. »

Suivent les signatures.

Tous les autres Corps de l'armée ont présenté de semblables adresses, ou adhésions à celle-ci.

Pour arrêter ces mouvemens délibératifs dans l'armée, M. *de la Fayette* mit à l'ordre du 26, qu'il les interdisoit, comme pouvant donner des alarmes à la malveillance. Il annonça en même-temps qu'il porteroit à l'Assemblée le vœu de l'armée, qu'il re-

Digitized by Google

viendroit aussi-tôt, & qu'en son absence il laissoit le commandement à M. *d'Hangest*, Maréchal de-camp.

Les Jacobins au reste ne se regardent point comme battus ; ils ont pour eux la similitude de principes qu'ils invoquent avec les Feuillans eux mêmes ; *égalité, liberté, la Constitution ou la mort, point de Nobiesse, le Roi est un fonctionnaire à gages*, &c. ; avec ces armes de la révolution ils terrasseront toujours leurs ennemis. Déjà plusieurs Sections de Paris ont dénoncé M. *de la Fayette*, comme un traître, un déserteur de la cause commune. Si des Départemens ont écrit pour le Roi des Feuillans, plusieurs ont écrit contre ; on ne doit point douter que les sociétés affiliées ne mettent tout en mouvement pour échauffer, soutenir, ou encourager le parti : elles y réussiront, l'on peut en être sûr ; d'abord parce qu'elles sont parfaitement dans le sens de la révolution ; secondement, parce qu'elles flattent la vanité, le goût du peuple reconnu souverain, libre & indépendant. Ajoutez qu'il ne sort pas un Décret de l'Assemblée qui ne soit infecté du venin puritain, applanisseur, de ce fanatisme d'égalité qui ne peut s'arrêter qu'à la loi agraire & qui fait le fond de la doctrine des Jacobins. Vouloir donc les détruire & conserver une Constitution, un Gouvernement fondé sur leurs prin-

Digitized by Google

cipes, c'eſt choſe abſurde, c'eſt une tentative impuiſſante.

Les nouvelles des trois ou ſi l'on veut des quatre armées ſe réduiſent à des récits infidèles, où l'on exagère les pertes de l'ennemi en donnant à nos ſuccès une importance qui eſt démentie du jour au lendemain.

Depuis la priſe de Menin, Ypres, Courtrai, l'armée de M. *Luckner* étoit reſtée en quelque ſorte inactive par impuiſſance & par incertitude : elle vient de ſe retirer ſur Lille. Avant cette retraite, les Autrichiens avoient tenté, le 24 au matin, de rétablir un pont ſur la Lis à Harlebecque, que nous avions eu ſoin de détruire. A leur approche on battit la générale, & la troupe fut miſe ſous les armes. M. *Luckner* partit auſſi-tôt de Menin, où eſt le quartier-général, accompagné de MM. *d'Orléans, de Chartres, de Montpenſier, du Châtelet* & quelques autres Officiers généraux, commanda de s'oppoſer au rétabliſſement du pont : les Autrichiens, après une réſiſtance aſſez opiniâtre où ils perdirent moins de monde que nous, ſe retirèrent ; mais ils revinrent dans la journée, & nous eûmes une ſeconde affaire, avec plus de bleſſés & de tués encore que dans la première tentative. M. *du Châtelet* a eu le gras de la jambe emporté d'un coup de

Digitized by Google

boulet; l'on espère le sauver; il a été transporté à Lille; enfin le poste est resté en leur possession & le pont a été reconstruit.

Le 27 nous avons tenté de les déloger d'un avant-poste situé entre Harlebecque & Courtrai, mais nous avons été si furieusement reçus par l'artillerie, qu'après avoir vu plus d'une centaine des nôtres tomber morts ou blessés, nous nous sommes retirés. Ceux qui ont le plus souffert dans cet échaffourée, sont les *Belges* émigrés, espèce de vauriens, dont le mêlange avec nos troupes ne sert qu'à les corrompre, les égarer ou les fanatiser encore davantage.

L'armée de M. *de la Fayette* également harcelée par les troupes légères de l'ennemi, manquant de plusieurs choses, se retire également : son avant-garde avoit été attaquée, le 26, au poste de *Mariens*, qu'elle perdit & reprit, & où on fit 60 à 80 prisonniers après avoir tué une trentaine de Houlans. Notre perte on l'ignore. Cette attaque, de l'aveu de M. *Lallemand*, qui commandoit l'avant-garde, a été faite par 500 Autrichiens au plus, il a fallu résister avec un nombre quatre fois plus grand, & se retirer définitivement.

Extrait d'une lettre de Cologne, le 21 Juin 1792.

« En confirmant les premiers détails insérés dans ma lettre de Francfort, j'ajoute qu'aux 35 mille Autrichiens du Brisgaw, vont se joindre 15 mille Prussiens qui sont en route, venant de Silé-

Digitized by Google

sie par la Saxe, Wartzbourg, le Palatinat & le Wirtemberg. J'ai dit antérieurement que le 7 Juin ils avoient dépassé Leipsick; le 14, le régiment de Hertzberg, qui fait la tête de cette colonne, a passé Wurtzbourg. Cette armée combinée du Brisgaw sera donc de 50 mille hommes, & sous les ordres, non du Prince *de Saxe-Cobourg*, mais du Prince *de Hohenlohe*, Gouverneur de Prague, Général actif d'exécution, & qui ne fera pas languir les opérations offensives. »

« La partie politique de la guerre & embranchement reste à la Cour de Vienne. Le Roi de Prusse est chargé de toute la partie militaire. Il commandera en chef toutes les armées, ayant sous lui le Duc *de Brunswick*. Son quartier-général est à Coblentz. L'Etat-Major, les Maréchaux-de-Logis de la Cour, la Boulangerie, les approvisionnemens sont arrivés. Le Général *Schonfeld* qui arrive ici de Coblentz & qui est logé au-dessous de moi, est chargé de ce détail. A toute heure du jour il remonte des bâtimens, chargés de fourages, grains, munitions, attirails de tout genre. Vingt mille sacs de grains sont arrivés de Memel en Prusse, à Amsterdam, & remontent le Rhin. Le reste des subsistances est tiré de Hollande, Westphalie, Wetteravie, Bas-Rhin, &c. Deux compagnies d'ici ont une partie de la fourniture. »

« En approvisionnemens, munitions, & artillerie, les Magasins & Parcs sont tels qu'on les auroit faits pour une guerre de trois ans. Il y a surabondance de tout, quoiqu'on ait universellement la conviction que la guerre finira avec la saison, & que le Roi de Prusse sera dans Paris avant l'hiver. »

« Je répète qu'il y aura à la mi-Juillet 250,000

Autrichiens ou Prussiens sur les frontières de France, divisés en trois armées, qui formeront chacune autant de point d'attaque. La Russie s'est de plus engagée à fournir son contingent de 25,000 hommes; on prépare leur embarquement. Le Roi de Sardaigne fera une diversion passive par les rassemblemens en Savoie, qui exigeront un Corps François d'observation dans le voisinage. »

« Il existe 21,000 François Militaires dans les rassemblemens sur le Rhin & lieux circonvoisins. Je suis certain du recensement : il en arrive tous les jours. Pas un village de Mayence à Andernach qui n'en soit rempli : c'est le plus étrange spectacle. Les Gardes-du-Corps sont au nombre de 1600 en quatre Compagnies. J'ai vu celle de Noailles-Poix à Boppart. Le Prince *de Condé* & son cantonnement sont à Bingen & lieux circonvoisins, à six lieues de Mayence. Son Alt. est logée & vit en Spartiate, ainsi que sa famille. A dîner, une entrée de poisson ou autre; le bouilli, un aloyau, salade, un plat de légume & de friture : voilà son luxe : il le partage alternativement avec ses Officiers sans distinction. Il paie tout comptant : son cantonnement de trois à quatre mille hommes n'est pas en arrière d'une semaine. Le Roi de Prusse vient de donner deux millions aux Princes par les soins de M. *de Bouillé*. »

« Vous êtes instruit de l'affaire de Madame *Doenof* à Berlin. Achetée par vos Messieurs, elle a voulu manœuvrer; on l'a chassée de la Cour, elle est aux arrêts à Berlin. »

« Le Suédois *Lilienhorn* a déclaré dans ses interrogatoires, qu'il avoit été enivré du beau rôle

Digitized by Google

de M. *de la Fayette*, & que, par cette émulation, il avoit tenté de faire comme lui une révolution. Pour y réussir, on avoit pratiqué le Corps d'Artillerie & les Gardes bleues. Le répi qu'a eu le Roi avant de mourir, a eu le temps de raffermir le Peuple & les deux régimens. »

P. S. Cent-cinquante chariots Autrichiens de munitions viennent de passer ce matin à Mulheim (un quart de lieue d'ici) pour les Pays-Bas. Le principal magazin Prussien sera établi ici, sous la garde d'un régiment dont on prépare les logemens.

A la retraite forcée de l'armée, M. *de Jarry* a fait mettre le feu aux Fauxbourgs de Courtrai & lieux voisins. L'Assemblée a décrété des indemnités pour ceux qui ont souffert. Personne n'est dupe de cette singerie d'humanité. L'Etat-Major de la Garde nationale Parisienne est détruit. La Municipalité l'a voulu & l'Assemblée l'a ordonné ainsi. Les Avanturiers, Brigands, Patriotes, ou autres venant du midi, seront reçus & logés aux dépends des Bourgeois. Ainsi l'a encore voulu le Sénat François.

(Nous rapporterons, l'ordinaire prochain, de nouveaux détails intéressans & authentiques sur la journée du 20; l'espace nous manque aujourd'hui.)

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

POLOGNE.

De Varsovie, le 20 Juin 1792.

Le progrès des armées Russes sur notre territoire devient chaque jour plus inquiétant; dans l'Ukraine & dans la Lithuanie les frontières ont été franchies, & les terres de la République envahies, nous ne pouvons opposer à de pareilles forces qu'un patriotisme exalté dans ses délibérations, extrême dans ses mesures, hautain dans sa conduite & sans une résistance éprouvée contre les dangers réels. Déjà les nouvelles sur lesquelles nous fondions quelqu'espérance viennent d'être réduites à leur valeur; la prétendue victoire de Myr en Lithuanie, remportée par le Général *Judicki*, sur l'armée Russe commandée par le Géné-

Digitized by Google

ral *Mellin*, n'eſt qu'une retraite forcée, dans laquelle nous avons fait une perte conſidérable.

Ce qui ajoute à nos embarras, c'eſt la neutralité abſolue de la Pruſſe & de l'Autriche à notre égard ; il n'eſt plus permis de compter ſur les ſecours de la première de ces Puiſſances depuis la réponſe que le Roi de Pruſſe a faite à une lettre que le Roi lui avoit écrite pour lui rappeller ſes anciens engagemens envers nous.

Copie de la lettre du Roi de Pologne au Roi de Pruſſe, datée de Varſovie le 31 Mai 1792.

« Monſieur mon Frère, cette lettre ſera remiſe à V. M. par le Comte *Potocky*, Grand-Maréchal de Lithuanie. Je l'écris à une époque où tout m'impoſe le devoir de défendre l'indépendance & le territoire de la Pologne. L'un & l'autre viennent d'être évidemment attaqués par les prétentions de S. M. l'Impératrice de Ruſſie, énoncées dans ſa déclaration du 18 Mai, & par les hoſtilités qui l'ont ſuivie. Si l'Alliance qui exiſte entre V. M. eſt un titre pour réclamer ſon ſecours, il m'importe eſſentiellement de ſavoir d'elle le mode qu'elle veut preſcrire à ſes engagemens. La connoiſſance poſitive des ſentimens de V. M. m'eſt auſſi néceſſaire pour ma conduite que ſes forces le ſeroient pour mes ſuccès. Il eſt conſtant que le territoire de la République, garanti par V. M., eſt violé, que ſon indépendance eſt compromiſe & attaquée d'une manière ſi générale & ſi étendue, qu'en ſe livrant même aux interprétations les plus ſubtiles, il eſt impoſſible de la reſtreindre au ſeul article de la nouvelle

Digitized by Google

Constitution. Dans une occasion où, comme Alliée, la dignité de V. M. est si intimement unie avec l'indépendance & l'honneur de ma Nation, je dois m'attendre qu'elle voudra me faire connoître ses sentimens. Ma confiance en V. M. n'aura d'autres bornes que celles qu'elle y mettra elle-même, & plus les secours qu'il lui plaira de donner à la Pologne seront clairement & promptement énoncés, plus ils deviendront pour elle avantageux & précieux. — Au milieu de mes inquiétudes & de mes peines, ce qui me console, c'est que jamais cause ne fut meilleure, ni dans le cas d'avoir pour appui un Allié plus respectable & plus loyal aux yeux des Contemporains & de la postérité... Tout ce que S. M. voudra & daignera confier au Maréchal *Potocky*, porteur de ma présente, sera confié avec sûreté & utilité, parce qu'il jouit de toute ma confiance, & de celle de la Nation, unie avec moi. »

« C'est avec les sentimens de la plus haute considération & de l'amitié la plus vraie que je suis,

De Votre Majesté le bon Frère, STANISLAS.

Copie de la lettre du Roi de Prusse au Roi de Pologne, datée de Berlin, le 8 Juin 1792.

« Monsieur mon Frère, le Grand-Maréchal de Lithuanie, le Comte *Potocki*, m'a remis la lettre que Sa Majesté m'a écrite en date du 31 Mai. J'y vois avec regret les embarras dans lesquels la République de Pologne se trouve aujourd'hui engagée; mais j'avouerai aussi avec franchise, qu'après tout ce qui s'est passé depuis une année, il's étoient à prévoir. Sa Majesté se rappellera que dans plus d'une occasion le Marquis *de Luchésini* a été chargé de lui manifester, tant à elle-même

Digitized by Google

qu'aux Membres prépondérans du Gouvernement, mes justes appréhensions à ce sujet. Dès le moment où le rétablissement de la tranquillité générale en Europe m'a permis de m'expliquer, & que l'Impératrice de Russie a laissé entrevoir une opposition décidée contre l'ordre des choses établi par la Révolution du 3 Mai 1791, ma façon de penser & le langage de mes Ministres n'ont jamais varié. En regardant d'un œil tranquille la nouvelle Constitution que la République s'est donnée à mon insu & sans ma concurrence, je n'ai jamais songé à la soutenir ou à la protéger; j'ai prédit, au contraire, que les mesures menaçantes & les préparatifs de guerre auxquels la Diète n'a cessé de viser coup sur coup provoqueroient infailliblement le ressentiment de l'Impératrice de Russie, & attireroient à la Pologne les maux qu'on prétendoit éviter. L'événement a justifié ces apparences, & on ne sauroit se dissimuler dans le moment présent que, sans la nouvelle forme de Gouvernement de la République, & sans les efforts qu'elle a annoncés pour la soutenir, la Cour de Russie ne se seroit point décidée pour les démarches vigoureuses qu'elle vient d'embrasser. Quelle que soit l'amitié que je voue à Votre Majesté, & la part que je prends à tout ce qui la concerne, elle sentira elle-même que l'état des choses ayant entièrement changé depuis l'Alliance que j'ai contractée avec la République, & les conjonctures présentes, amenées par la Constitution du 3 Mai 1791, postérieure à mon Traité, n'étant point applicable aux engagemens qui s'y trouvent stipulés, il ne tient pas à moi de déférer à l'attente de Sa Majesté, si les intentions du Parti Patriotique sont toujours les mêmes, & s'il persiste à vouloir soutenir son

Digitized by Google

ouvrage. Mais si, en revenant sur ses pas, il considéroit les difficultés qui s'élèvent de tous côtés, je serois tout prêt à me concerter avec Sa Majesté l'Impératrice de Russie, & de m'entendre en même temps avec la Cour de Vienne pour tâcher de concilier les différens intérêts, & convenir des mesures capables de rendre à la Pologne sa tranquillité. »

« Je me flatte que S. M. retrouvera dans ces dispositions & dans ces assurances les sentimens de l'amitié sincère, & de la considération avec laquelle je suis,

De Votre Majesté, le bon Frère, *Signé*, FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

La confédération de Targowicz, sous la protection des armées Russes, vient d'adresser un Manifeste à tous les Généraux, Sénateurs, Dignitaires, gens en place de la République, pour leur annoncer sa convocation & l'objet qu'on s'y propose. Cette piéce, que le peu d'étendue de notre Journal ne nous permet pas de rapporter, trouvera sa place dans ce recueil, ainsi que la réponse au Manifeste de Pétersbourg & l'Universal ou Adresse de la République aux Citoyens de la Pologne, lorsque nous aurons suffisamment de place pour les rapporter en entier. Cette Confédération, au reste, inspire de vives inquiétudes aux partisans sévères de la nouvelle Constitution; ils craignent qu'elle ne devienne pour les mécontens un centre de ralliement, &

Digitized by Google

que, protégée par de grandes forces, elle ne détruise l'ouvrage de celle de 1791.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 23 Juin 1792.

Tout annonce que la guerre contre la France sera offensive, & poussée avec vigueur; les préparatifs sont immenses. Tous les Soldats absens par congé ont reçu l'ordre de rejoindre, & par-tout on lève des recrues avec beaucoup d'activité.

La Cour vient de faire connoître officiellement, en l'insérant dans sa Gazette, ce que nous avions déjà annoncé, que les états de Hongrie ont accordé à S. M. un don gratuit de quatre millions de florins, cinq mille recrues & mille chevaux de remonte pour soutenir la guerre contre la France.

De Francfort-sur-le-Mein, le 30 Juin.

Enfin, l'on s'attend à voir sous peu de mois s'effectuer un changement considérable dans l'état de la France; de nombreuses armées sont en marche pour appuyer la coalition des Cours. On regarde cette démarche comme propre à rendre à cette Monarchie la prépondérance dont elle jouissoit dans la balance politique des Puissances de l'Eu-

Digitized by Google

rope. Chaque Etat penſe qu'il y a quelque intérêt pour lui à ce qu'un auſſi grand Empire ne ceſſe point d'être un contrepoids aux entrepriſes hoſtiles de voiſins ambitieux, qu'il puiſſe dans les grandes querelles des Nations offrir aux plus foibles une médiation puiſſante, en même temps qu'un ſecours déciſif contre l'invaſion ou des prétentions exagérées. Ce motif de politique paroît avoir principalement déterminé l'union des Cours germaniques, & leur empreſſement à fournir leur contingent double aux termes du *concluſum* de la Diète.

L'on doit donc ceſſer de croire que des difficultés d'intrigues, de rivalités ſubalternes ou d'intérêts paſſagers faſſent changer de plan aux Cours réunies contre la France; elles ne mettront bas les armes, diſent-elles, que lorſque le Roi de France ſera rétabli dans ſes droits légitimes, & que quand, par conſéquent, les Princes & la Nobleſſe pourront en ſureté rentrer dans la poſſeſſion d'*état* & de biens dont ils ont été dépouillés.

Les premiers & les plus grands frais d'exécution ſont faits pour cette entrepriſe; 200,000 hommes ſont en marche pour la ſoutenir, tandis qu'un nombre preſque auſſi conſidérable peut, en cas de beſoin, être fourni, tant par les contingens des Etats d'Empire, que par les Cours de

Digitized by Google

Stockholm, Pétersbourg, Naples, Turin, la Haye, Madrid.

La Pruſſe met une activité remarquable dans cette conduite, quoique diſpendieuſe & compliquée. La déclaration de guerre de la France contre la Maiſon d'Autriche, alliée de la Pruſſe, date du 23 Avril, & déjà 52 mille hommes s'avancent avec des tréſors & des munitions de toutes eſpèces. Toute cette armée, compoſée des meilleures troupes de l'Europe, marche ſur cinq colonnes; on en connoît la force & la direction poſitive.

La première colonne s'eſt trouvée ſur la ligne de Caſſel & de Gotha le 21 de ce mois; elle va à Coblentz, & eſt compoſée de 3,504 hommes d'Infanterie, 5,449 de Cavalerie, & 200 chevaux d'Artillerie : elle vient de Magdebourg.

La ſeconde, ſortie des Marches & de la Poméranie, allant également à Coblentz, & qui a paſſé le 25 dans les environs d'Eiſenach, dans la Thuringe, eſt compoſée de 9,767 hommes de troupes à pied, de 3,157 de Cavalerie, & trois Compagnies d'Artillerie à cheval, faiſant 480 chevaux.

La troiſième, venant de la baſſe Siléſie, eſt attendue le 25 à Gotha, de là à Francfort, & eſt formée de 6,401 hommes d'Infanterie & de 1,464 de Cavalerie.

La quatrième, venant auſſi de la Siléſie, paſſe par la Bohême, elle ſera le 26 ou 28 à Bareith, & de là ſe rendra en Souabe ou à Manheim dans le bas Palatinat. Celle-ci eſt compoſée de 7,477 hommes de troupes à pied, & 3,042 à cheval.

Digitized by Google

Enfin, une cinquième colonne, composée de 11,450 d'Infanterie, s'avance à Coblentz, où une grande partie est déjà arrivée.

L'on voit par cet état exact des troupes Prussiennes qu'elles s'élèvent à 38,599 hommes d'Infanterie & de 13,792 de Cavalerie; ce qui fait un total de 52,391 hommes, dont le Duc règnant *de Brunswick*, nommé Feld-Maréchal des armées de Prusse, du Roi de Hongrie & de l'Empire, aura le commandement & la direction tant que la guerre durera.

En même temps que cette armée s'avance d'un côté, de nouvelles troupes Autrichiennes marchent sur le Luxembourg, le Brisgaw & le bas Palatinat.

Huit escadrons des Hussards d'*Esterhazy* arriveront du 15 au 18 Juillet dans le Luxembourg.

Deux bataillons d'*Archiduc Ferdinand* & un de *Jellach* seront à Fribourg du 8 au 10. Un bataillon de *Giulay*, deux de *Schrœder*, six escadrons des Dragons du *Roi* y arriveront successivement, & seront tous dans le Brisgaw avant le 26.

A Manheim & dans le bas Palatinat on attend pour la même époque les troupes suivantes qui sont en marche; savoir, un bataillon de *François Kinsky*, un de *Joseph Colloredo*, deux de *Mitrawsky*, un d'*Alton*, un de *Vinsf*, deux de *Khevenhuller*, deux de *Stein*, huit escadrons de

Digitized by Google

Huſſards de *Wurmſer*, ſix eſcadrons de Chevaux-légers de *Kinsky* & ſix eſcadrons de Dragons d'*Archiduc Joſeph*.

L'Election du nouvel Empereur eſt définitivement fixée au 5 Juillet; on l'a annoncée avec les cérémonies accoutumées. Le Couronnement aura lieu vers le milieu du même mois. Le Roi & la Reine de Hongrie ſont attendus du 10 au 12. — Il paſſe ſans ceſſe des troupes Autrichiennes par cette ville, qui vont à leurs deſtinations reſpectives. — Toutes les lettres de Coblentz annoncent que les Emigrés quittent cette ville pour faire place aux troupes Pruſſiennes qui arrivent. Ils ſe rendent, les unes dans l'Evêché de Spire, les autres dans celui de Liège; une partie prend ſes quartiers dans les terres de Salm.

FRANCE.

De Paris, le 11 Juillet 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du vendredi, 29 juin.

Priſonnier auprès de la haute-cour, M. *de Chollet*, réclame ſes appointemens échus, unique moyen de ſubſiſtance pour lui & ſa famille. On paſſe à l'ordre du jour motivé ſur ce qu'aucune loi ne s'oppoſe au paiement.

Digitized by Google

Lettres de citoyens de Cahors qui regrettent les trois ministres & blâment le *veto* ; & de citoyens de Carcassonne qui dictent un décret d'accusation contre M. *de Bertrand* pour avoir enlevé les bleds du département des Landes. Cette dernière est renvoyée au comité.

L'Assemblée a encore changé & fixé le rang des sous-lieutenans dans l'armée, non d'après la date de leurs brevets, mais d'après celle de leur arrivée au corps ; &, à même date, dans l'ordre suivant : l'officier réformé ou retiré, le ci-devant sous-officier du corps, le volontaire national, & le garde national sédentaire. Un autre décret a transporté la régie des étapes & convois militaires, du département du ministre de l'intérieur, dans le département du ministre de la guerre, à compter du premier juillet.

On a repris la discussion sur les moyens de constater les naissances, mariages & décès. « Observez, avoit dit M. *Muraire*, que le mariage est encore dans les mains des prêtres, & qu'il faut détruire jusqu'à la dernière trace de cette juridiction *éphémère* » Puis s'étoient prolongés sur la définition du mariage de doctes débats dont il faut pourtant que nous donnions un apperçu. M. *Pastoret* l'appelloit un *engagement*; M. *Lagrévol*, un *contrat*. Celui-là mettoit la *condition essentielle* dans le *consentement* ; celui-ci prenoit le *consentement* pour *l'essence*. M. *Pastoret* retranchoit les mots : *pour la vie*. Afin d'éviter toute espèce d'équivoque, M. *Lequinio* avoit eu l'ingénieuse & décente précaution de définir le mariage, l'union *de deux personnes d'un différent sexe*. « Rien de si difficile & de si inutile qu'une définition, disoit M. *Sédillez*. Quant au

Digitized by Google

mariage, tout le monde sait ce que c'est... » & la question avoit été ajournée.

Aujourd'hui, M. *François* de Nantes combat le projet de marier les garçons à 15 ans, les filles à 13, nubiles ou non. « Quel spectacle, dit-il, offrent à la raison humaine un mari de 15 ans qui passe sa journée au collége & qui vient exercer, le soir, sa risible autorité, dans son ménage... un père de 16 ans, une mère de 14 qui est sous l'inspection de sa bonne ? »

L'âge de 16 ans pour les garçons & de 14 ans pour les filles, présentoit à M. *Muraire* un juste milieu. Quant à l'interdiction, proposée par M. *François*, de tout mariage légal entre deux personnes plus âgées l'une que l'autre de 30 ans; « il ne faut pas, disoit M. *Muraire*, obstruer ce canal de bienfaisance. » M. *Lacépède* a dit s'être « beaucoup occupé des parties naturelles relatives à la reproduction »; & il a raisonné en conséquence. M. *Duhem* & M. *Taillefer* ont parlé en médecins. « Point de *veto* sur la nature, répétoit M. *Bazire*. » M. *Condorcet* craignoit que les nobles n'abusassent d'une loi qui permettroit le mariage trop tôt, pour unir leurs enfans avant que ceux-ci pussent contracter des passions anti-nobiliaires. On a décrété un article; on a révoqué cet article... Enfin arrivent les ministres.

M. *Duranthon* observe que la proposition faite par le Roi de former un camp à Soissons, satisfera aux vœux de l'Assemblée; qu'à l'égard du Décret relatif aux prêtres, on a dû respecter la liberté du Roi comme celle de l'Assemblée; que si les lacunes du code pénal étoient remplies, les tribunaux rétabliroient insensiblement l'ordre public; M. *Lajard* a lu une proclamation du Roi adressée à l'armée;

Digitized by Google

& a annoncé que M. *Luckner*, à qui le Roi avoit donné lundi carte blanche, a pris une position avantageuse à Courtray. Le même ministre a communiqué une lettre, du 28, de ce général au Roi, lettre qui rentre dans le sens de celle de M. *de la Fayette* qui en envoie une de M. *Lallemand*, du 27, du camp sous Maubeuge, contenant les détails d'une action où les François ont fait 80 prisonniers, tué 30 hommes, blessé 20, & n'ont eu que deux tués & six blessés. Le ministre de l'intérieur a déposé sur le bureau 429 demandes dont il attend la décision de l'Assemblée. Celui des finances lit un mémoire. Celui des affaires étrangères en promet un pour demain, sur nos relations avec la Prusse. On décrète l'impression du tout.

Du vendredi, séance du soir.

Un arrêté du département de Calais appelle la vengeance des loix sur les auteurs & complices des excès commis le 20 au château des Tuileries. Le directoire annonce avoir adressé cet arrêté aux 81 autres départemens. On le renvoie au comité des douze.

Les officiers municipaux & le maire d'Avignon & le sieur *Duprat* associé des *Jourdan*, &c, écrivent au corps législatif, le 26 juin, pour repousser *les calomnies* des commissaires transmises par le ministre ; protestent que « la confiance se relève & s'accroît tous les jours... que le peuple s'est respecté dans la distribution de ses suffrages... que les menées des commissaires actuels tendent à surprendre contre le sieur *Duprat* & autres municipaux, un décret tel que celui dont furent frappés les *patriotes Bertin* & *Rebecqui* ». Cette lettre applaudie d'un côté de

Digitized by Google

l'Assemblée & des galeries, est remise au comité compétent.

M. *Rouyer*, secrétaire, a lu une pétition individuelle suivie de 38 pages de signatures qu'on a dit aller à 20,000, des citoyens actifs de Rouen. Ils y qualifient de vrais conspirateurs ceux qui trompent le peuple en l'enivrant de défiance; qui ravalent le corps législatif en le faisant l'écho de leurs passions; qui parlent de république dans une monarchie, d'appel au peuple dans un gouvernement représentatif, qui affoiblissent le respect dû au Roi & aux autorités constituées, prêchent l'indiscipline aux troupes, ont couvert nos colonies de sang & de ruines, aiguisé les poignards des bourreaux d'Avignon, & soustrait ces scélérats au glaive de la loi, en les proclamant martyrs de la liberté. Ils traitent de factieux, le ministre qui propose inconstitutionnellement de former un camp sous les murs de Paris; les municipaux qui protégent la révolte, qui donnent des fêtes à des soldats voleurs & assassins des défenseurs de la loi, enchaînent par leur coupable silence la force armée & livrent aux outrages, aux violences d'une horde de brigands impunis le dépôt sacré confié par la France à la sollicitude des Parisiens. Ces pétitionnaires tonnent contre « les lâches qui solliciteroient un décret d'accusation contre M. *de la Fayette* pour avoir dit la vérité, » & demandent que les forfaits arrivés le 20, soient punis. On est passé à l'ordre du jour.

Adresse de cinq administrateurs du département de l'Aisne, qui frappe avec la même roideur sur les *clubs*, leurs affiliations, leurs phalanges salariées, leurs folliculaires; leur impute les motions incendiaires, les groupes séditieux,

Digitized by Google

l'indignation des peuples de l'Europe, tous les fléaux de la guerre & de l'anarchie, du brigandage & de l'impiété, la dégradation du caractère françois, le projet (manqué le 20 juin, dit l'adresse) de massacrer *Louis XVI* & sa famille. Les pétitionnaires demandent que tous ceux qui connivèrent aux attentats du 20 « disparoissent de dessus la terre. » Ils menacent Paris de toutes les vengeances de la France indignée, « accusent nommément MM. *Roland* & *Servan* d'avoir voulu perdre le général *la Fayette* & faire périr son armée par la famine, d'avoir fortement réprimandé le directoire de ce qu'à la voix du général il a fait succéder l'abondance à la disette dans son camp. Ils demandent de nouveau « vengeance de l'exécrable journée du 20 juin... où les jours du Monarque ont couru de si grands dangers, où l'on a cherché à forcer sa sanction; jour de honte impérissable pour Paris... Il existe, avoient-ils dit, à l'Assemblée nationale, deux grands scandales au milieu de vous; savoir: la division prononcée des deux partis (la gauche & la droite), & l'intolérable obsession, la révoltante conduite des tribunes... Les factieux de la capitale n'ont pas le droit d'exprimer l'opinion publique... Qu'ils cessent de penser que l'Assemblée nationale est l'assemblée de la commune de Paris... Le vœu de ses 48 sections n'est que la 83^e. partie du vœu national »..... Les cinq pétitionnaires « livreront, sans murmurer, leurs têtes à l'injustice & à la malveillance, en songeant que l'effusion de leur sang pourra cimenter l'acte constitutionnel... » Et ils signent; MM. *J. L. Boujot*, *O. Guillot*, *C. G. Lavoirier*, MM. *Rivoire*, *J. Tranchant*, *J. A. J. Vinchon*.

Digitized by Google

Il seroit impossible d'exprimer le vacarme qui a interrompu, & suivi cette lecture. « Vous avez entendu assez de blasphêmes, ditoit un membre ; il est temps que vous entendiez des vérités... Toutes les adresses des départemens sont de ce ton, répétoit un autre ; celles qui vous flattent se font à Paris... Les départemens sont furieux des projets d'adresses qu'on leur envoie, s'écrie M. *Boulanger*. » L'Assemblée a décrété le renvoi à sa commission des douze.

Du samedi, 30 juin.

Tout le reste ayant été ajourné, nous n'analyserons de cette séance qu'une dénonciation de M. *Gensonné*, deux rapports de MM. *Pastoret* & *Jean de Bry*, & une opinion de M. *Launay*.

M. *Gensonné* a dénoncé des faits dont il a dit qu'il ne releveroit pas les liaisons avec une conjuration contre la liberté. C'est d'abord la copie d'une lettre portant que la lecture de la proclamation du Roi a excité, dans l'armée du Nord, la plus vive indignation contre les perturbateurs du 20 ; que les troupes renouvelèrent leur serment d'être fidèles à la nation, à la loi & au Roi, jurèrent de n'obéir qu'au chef suprême que la constitution leur donne, & non aux instigations criminelles des factieux, & de ne reconnoître que les autorités constituées. Il a ajouté que M. *Charles de Lameth* faisoit colporter cette adresse dans tous les régimens ; qu'on ne l'avoit pas proposée aux dragons « qui, à coup sûr, ne la signeroient pas. » On a renvoyé la lettre au comité des douze.

Chargé d'offrir, au nom de cette commission, le tableau général de ses travaux pour rétablir le calme dans le royaume, M.

Digitized by Google

Paſtoret a lu un mémoire ſur cet objet. De tout ce qu'on ſait de la révolution, il eſt arrivé à la conduite des pouvoirs, conſtitués. Il a dit enſuite qu'on devroit revoir le code pénal & abolir la peine de mort; que la haute-cour ſatisferoit bientôt à l'impatience du civiſme. C'eſt au pouvoir exécutif que l'inaction a été plus juſtement reprochée, quoique, ſelon M. *Paſtoret*, la liberté des écrits, des diſcours, des pétitions, rende naturellement une nation plus obéiſſante.

L'orateur accuſe ce pouvoir d'avoir vu des entraves où n'étoient que des bornes. Il conſeille un meſſage au Roi. L'Aſſemblée doit aſſurer au repréſentant héréditaire les égards dus au premier fonctionnaire public, & ne pas ſe livrer à d'éternelles dénonciations de miniſtres. Quelques changemens ſimples peu coûteux, ſuffiront pour donner aux délibérations légiſlatives plus d'ordre, plus de calme & plus de majeſté. « Peut-être jugerez-vous convenable de porter dans le ſanctuaire une marque extérieure de la dignité ſuprême où vous a élevés la confiance du peuple. .. Le cérémonial en impoſe au peuple..... Telles ſont les cauſes principales qui tiennent aux pouvoirs établis par la conſtitution. »

Il paſſe à l'armée & dit : « celle d'un tyran eſt bornée; celle d'un peuple libre ne l'eſt pas : c'eſt lui tout entier.... Gardons-nous de nous abandonner aux exagérations ridicules d'une imagination égarée..... Votre commiſſion extraordinaire vous propoſera un mode d'augmenter vos défenſeurs.... »

De l'armée paſſant aux prêtres non-aſſermentés, M. *Paſtoret* les inculpe ſans articuler le moindre fait juridiquement prouvé, affirme que

Digitized by Google

les mesures répressives sont indispensables, & promet un nouveau décret qui pourra être sanctionné.

Venant à l'instruction publique qu'il a nommée, on ne sait pourquoi : *la police de la nature*, il a prétendu que *la santé morale* du peuple est dans *la raison*, que l'ignorance & l'erreur sont pour le peuple *un état de maladie* (après avoir dit : « ne prenons pas 26 millions d'hommes pour 26 millions de philosophes); que justice & utilité sont réellement synonymes ; qu'on ne sauroit répéter trop souvent ces maximes salutaires, & que des adresses de l'Assemblée rendront de grands services à cet égard.

Il n'a effleuré les clubs que pour dire qu'on pouvoit y poursuivre les délits comme ailleurs. Causent-ils des troubles ? voici les réflexions de l'orateur : les factieux nuisent à la société *à force d'action*, les tyrans *à force de repos ;* « mais l'Assemblée en triomphera comme la philosophie a triomphé de l'erreur. »

On s'est long-temps débattu sur la demande d'imprimer ce discours, & son envoi aux 83 départemens. Quelques membres n'y trouvoient rien. M. *Isnard* l'appelloit « une dose d'opium bonne pour les agonisans. » L'impression & l'envoi ont été décrétés.

Aux observations de M. *Pastoret* ont succédé celles de M. *Jean de Bry*. « Si le peuple se lève tout entier, il faut que la loi lui donne le signal & qu'elle règne seule..... Ce sera vous qui proclamerez le danger, qui sonnerez le tocsin, & dès ce moment les agitations cesseront... La nation marchera, s'il le faut, mais avec ensemble. » Or, le plan conçu aboutit à proposer de décréter 1°. qu'après avoir entendu le rapport

Digitized by Google

des ministres sur ce point, l'Assemblée déclarera que *la patrie est en danger*; 2°. qu'alors, les administrateurs, les municipaux, les communes, les gardes nationales seront en activité permanente; 3°. que chacun remettra ses armes au directoire qui en fera la distribution; 4°. que les citoyens choisis se rendront au chef-lieu, y seront tenus sur le pied militaire & prêts à partir au premier ordre (& les fonds?) 5°. que tous les ministres seont solidairement responsables des résolutions prises dans le conseil; 6°. que tout autre signe que la cocarde nationale sera puni de mort, ceux qui le porteront arrêtés par chaque citoyen & livrés aux tribunaux.

M. *Launay*, d'Angers, a parlé ensuite. Il a d'abord sévi contre « une administration exécutive qui trahit tout & perd tout en feignant de vouloir tout sauver; » & il a proposé le projet « de graver un principe en caractères profonds & ineffaçables sur les murs du sanctuaire des loix, dans les termes suivans : *Jusqu'après l'extinction de tous les foyers de conspiration & la clôture définitive de la révolution de l'Empire, les représentans des François, dans leurs déterminations répressives contre les conspirateurs & les perturbateurs de l'ordre public, ne consulteront que la loi impérieuse & suprême du salut public.* »

Pour prouver que c'est avec la constitution que ses ennemis préparent la contre-révolution, M. *Launay* a cité l'expulsion des trois ministres «doués d'un civisme incorruptible;» & il a reproché à la lettre du Roi « par laquelle ce monarque annonce, a-t-il ajouté, cette destitution scandaleuse» d'énoncer que « le Roi veut la constitution. » S'efforçant de préserver l'Assemblée

Digitized by Google

d'un ſoupçon irréfléchi, d'une ſuperſtition politique, il a cru pouvoir s'écrier : « Si, par exemple, cette conſtitution prêtoit à un chef égaré ou pervers une force & une autorité, qui deviendroient, dans ſes mains, un inſtrument de conſpiration contre la liberté.... ; lui attribuoit les intariſſables moyens d'un tréſor corrupteur, & qu'il tournât contre le peuple le prix de la ſueur & des larmes du peuple, croyez-vous que la nation vous pardonnât d'alléguer votre engagement conſtitutionnel, pour laiſſer ſubſiſter cette racine de calamités & de ſubverſion ? »

Ses concluſions ont été de propoſer de décréter ſon principe de ne plus conſulter l'acte conſtitutionnel, mais (ce qu'il plairoit aux déclamateurs d'appeller) le ſalut public comme unique loi ſuprême (vifs applaudiſſemens des galeries & d'une partie de l'Aſſemblée).

On a demandé l'impreſſion ; M. *de Jaucourt*, le renvoi aux jacobins ; M. *Lacuée*, des peines contre tout légiſlateur qui propoſeroit de violer les ſermens du mois d'octobre & du 14 janvier. « On me dira, ſans doute, pourſuit M. *Lacuée*, que l'infamie l'attend ; mais prévoyant qu'il eſt des hommes que l'infamie n'atteindroit pas... » On lui a coupé la parole. C'eſt M. *Iſnard* qui ſe démène ; qui crie en tournoyant, qu'on veut détruire la conſtitution par la conſtitution ; qu'au moyen de ces loix écrites, miſes à la place des loix immuables des droits de l'homme, on détruira la liberté Françoiſe ; que les vrais amis de la conſtitution parlent avec le courage de M. *Launay* ; que ce n'eſt pas avec des ſophiſmes & des raiſons d'avocat que l'on enchaîne une grande nation (murmures).... « Silence ; j'ai le droit de parler. » Il tombe ſur M. *de la Fayette*

Digitized by Google

absent, s'étonne « qu'on n'ait pas déjà traduit à Orléans ce soldat téméraire ; » dit qu'il faut « purifier la tribune souillée par l'éloge d'un coupable, que comparer ce jeune citoyen à *César* ou à *Cromwell*, ce seroit à la fois lui faire trop de tort & trop d'honneur ; » annonce une puissance qui exterminera toutes les factions, humiliera les protecteurs, & fera trembler une cour perfide..... » Cette puissance sera la nation. Il conclut à l'envoi du discours de M. *Launay* aux 83 départemens.. M. *de Vaublanc* a jetté quelques gouttes de froid bon-sens sur ce feu de paille, & l'Assemblée n'a décrété que l'impression.

Le torrent de ces réflexions décousues avoit été suspendu, un moment, par la lecture de la lettre suivante de M. *de la Fayette*, qui a été envoyée à la commission des douze.

» M. LE PRÉSIDENT,

« Retournant au poste où les braves soldats se dévouent à mourir pour la constitution, mais déterminés à ne combattre que pour elle, j'emporte un regret vif & profond de ne pouvoir apprendre à l'armée que l'Assemblée nationale a déjà daigné statuer sur ma pétition. Le cri de tous les bons citoyens du royaume, que quelques clameurs factieuses s'efforcent en vain d'étouffer, avertissent journellement les représentans élus du peuple, & son représentant héréditaire, que tant qu'il existera près d'eux un parti pernicieux, qui, en bravant toutes les autorités constituées (il s'est élevé des murmures dans un des côtés), menace leur indépendance, & qui, après avoir provoqué la guerre, s'efforce, en dénaturant notre cause, de lui ôter des dé-

Digitized by Google

senseurs ; tant qu'on aura à rougir de l'impunité d'un crime de lèze-nation qui a excité les justes & pressantes alarmes de tous les François & l'indignation universelle, notre liberté, nos loix, notre honneur seront en péril. »

« Telles sont les vérités que les ames libres & généreuses ne craignent pas de répéter.... Je m'honore d'avoir le premier en France professé cette opinion, que toute puissance illégitime est oppressive, & qu'alors la résistance devient un devoir. »

« Les bons citoyens déposent leurs craintes dans le sein du corps législatif ; ils espèrent que les soins des représentans du peuple vont les délivrer de l'oppression qui les accable. Quant à moi, Messieurs, je ne changerai jamais de principes, ni de sentimens, ni de langage. J'ai pensé que l'Assemblée ayant égard à l'urgence & au danger des circonstances, permettroit que je joignisse l'expression de mes regrets & de mes vœux à l'hommage de l'expression de mes sentimens. » *Signé*, DE LA FAYETTE.

Du samedi, séance du soir.

Un citoyen demande, à la barre, que l'Assemblée donne *au peuple* un moyen légal de résistance à l'oppression. Cette pétition évidemment dictée, & qu'on ne sembloit pouvoir admettre sans déclarer tacitement que la constitution n'existoit plus, a été applaudie & renvoyée au comité de législation.

Le conseil de la commune de Toulouse a déjà formé les bataillons qu'il doit envoyer à Paris, ces bataillons sont en marche (applaudissemens des galeries & de l'un des côtés). Celui qui demande protection & sûreté pour ces volontaires, est admis aux honneurs de la séance. M. *de*

Digitized by Google

Marsaint réclame la mention honorable. Afin « de régler *les mouvemens illégaux* d'un zèle *si louable* » M. *Quinette* propose de décréter sur-le-champ que tout citoyen qui se présentera en armes à une municipalité quelconque sera reçu à l'inscription comme défenseur de la patrie. M. *Dumas* objecte que c'est autoriser l'exécution de décrets qui n'ont pas le caractère de loi n'étant pas revêtus de la sanction royale (murmures du côté droit, huées des galeries)... Aux comités des douze & militaire réunis.

M. *Ruhl* annonce l'arrivée des Prussiens sur le Rhin & menace l'Alsace d'une invasion prochaine. M. *Charlier* veut que le ministre rende compte des mesures prises. M. *Gensonné* dénonce « une infernale trahison. » Le ministre a donné carte blanche au maréchal *Luckner* qui s'est retranché à Courtrai. « Eh bien ! dans ces circonstances *le conseil délibère* pour faire rentrer l'armée de *Luckner* à Lille, pour faire évacuer toutes les places conquises, & livrer au fer des Autrichiens les honnêtes & fidèles Brabançons qui se sont réunis à nous. » Opposant des raisons à des allégations, M. *Dumas* a prouvé que ces défiances éternelles, ces communications de plans rendroient tout succès impossible ; que les mouvemens actuels sont des suites nécessaires des opérations des ministres précédens que l'Assemblée n'a point interrogés sur leurs projets absurdes d'insurrection de la part des Belges.

« Il bat la campagne avoit dit M. *Thuriot*... Oui, pour M. *Thuriot* qui n'y entend rien, avoit répondu M. *Théodore de Lameth*... Ce qu'on révèle ici, on le confie aux Autrichiens, observoit M. *Hua*. » M. *Gensonné* a persisté à parler « d'une intrigue qu'il ne vouloit pas dévoiler à présent ». Les deux côtés de la salle ont paru s'élancer l'un

Digitized by Google

vers l'autre. On s'est menacé, & le vacarme n'a cessé que lorsque le président s'est couvert.

M. *Guadet* a lu une lettre particulière, malgré le décret positif qui défend de lire des lettres particulières. « Nous sommes ici au désespoir, écrit le correspondant qu'il n'a pas nommé. Le maréchal a été *sur le point* de se replier sous les murs de Lille. D'où peut venir *cet ordre* (*l'ordre d'avoir été sur le point !*) Il restera *peut-être* dans la position où il est, à moins que des ordres ne le forcent à rétrograder. Il mourra de douleur; son cœur est déjà bien ulcéré... Veillez, mon cher ami, sur les destinées de la France... » M. *de Vaublanc* ne voyoit aucun danger à faire à l'Assemblée les confidences que le ministre avoit faites à la commission des douze. M. *Lacuée* vouloit que la responsabilité ministérielle s'appliquât à des opérations consommées, & non à chaque démarche, à des délibérations, sans résultats prouvés, ou que les confidences se fissent en comité général (murmures), ou qu'on attendît encore trois jours. On lui a dit que le comité général, indiqué par la constitution, compromettroit l'Assemblée. M. *Marans* rappelloit certain paquet cacheté remis par *Turenne* à *Louis XIV* qui promit de ne l'ouvrir qu'à la fin de la campagne... Plusieurs voix lui ont crié : « Vous allez jetter le trouble dans le royaume. » Enfin il a été confirmé que M. *Lukner* n'a pas reçu d'ordre depuis sa carte blanche, & l'on est passé à l'ordre du jour.

Du dimanche, premier juillet.

D'officieux citoyens d'Amiens dénoncent l'arrêté du département de la Somme, relatif aux attentats

attentats du 20 juin, comme envoyé de Paris, & ne donnent aucune preuve de leur allégation. — D'autres censurent le *veto* appliqué aux deux décrets contre les prêtres & pour le camp de Paris. --- M. *Saladin* a appellé violation des loix l'envoi qu'ont fait les administrateurs de la Somme de leurs députés, pour veiller à la sûreté du Roi & éclairer la conduite des factieux, a demandé que ces députés soient renvoyés, & sollicité un prompt rapport sur la publicité des séances des administrations. Un membre vouloit que si le ministre n'avoit pas renvoyé ces députés & tous les autres, on déclarât que le ministre a perdu la confiance de la nation.

MM. *d'Averhoult*, *Hébert* & *de Jaucourt* exigent aussi que le ministre rende compte de l'exécution de la loi du 29 septembre contre les *clubs*. M. *Thuriot* prétend que cette motion est sans motif. Pour la motiver, M. *Juéry* affirme qu'il a été dit aux *jacobins*, que le moment étoit venu d'une insurrection générale. On lui répond que c'est calomnier les jacobins. Plusieurs membres invoquent les journaux des jacobins. M. *Ducos* s'égaye en assurant que « l'Assemblée doit s'occuper de la destruction des *sociétés populaires*, sollicitée *par le vainqueur de deux ou trois mondes*. » --Nous avons à faire aux Autrichiens & aux Prussiens, & non aux *jacobins* & aux tribunes, disoit M. *Lasource*. -- Un profond penseur affirmoit que la publicité des séances « produisoit le grand avantage de mettre plus de maturité dans les délibérations. » L'Assemblée a décrété les propositions de MM. *Saladin* & *d'Averhoult*, & que « la publicité étant la sauve-garde des intérêts du peuple, les séances des corps administratifs se-

Digitized by Google

ront publiques, sauf les circonstances où le principe devra être modifié. »

M. *Koch* a rapporté que le ministre des affaires étrangères avoit mis sous les yeux du comité diplomatique le tableau de la situation de la France à l'égard des puissances de l'Europe, & que la publicité de ce tableau entraveroit les *négociations*. M. *de Jaucourt* demandoit un comité général. Mais on diroit que la publicité est bien moins la sauve-garde des droits du peuple que la sauve-garde de certain parti qui frémit à la seule idée d'un comité général. M. *Chabot* appelloit l'ordre du jour. M. *Thuriot* proposoit d'éviter le comité général en faisant imprimer les secrets politiques « & afficher, a dit un membre »... On a décidé que les ministres communiqueroient ce qu'ils jugeroient convenable de communiquer.

Les galeries ont couvert de huées MM*e* *Guillaume* & *Dupont*, ex-constituans, qui sont venus présenter, à la barre, une pétition suivie d'une rame de papier contenant 30,000 signatures de citoyens de Paris, & tendant à faire punir les auteurs & complices des attentats du 20 juin. Elles ont applaudi d'autres orateurs qui, « pour purifier la barre souillée par la présence d'un général rebelle », appelloient le glaive des loix sur la tête de M. *de la Fayette* qu'ils ont traité de nouveau *Cromwell*.

Du lundi, 2 juillet.

M. *Thuriot* dénonce le *Logographe* (dont on sait que le procédé est d'écrire la parole à mesure qu'elle se prononce), comme ayant induit le public à penser que M. *Thuriot* étoit l'un des auteurs des crimes du 20 juin, ce qui seroit d'autant plus invraisemblable qu'on n'ignore pas

Digitized by Google

que M. *Thuriot* n'a cessé d'injurier quiconque demandoit qu'on s'y opposât, qu'on les prévînt ou qu'on les punît. D'autres vouloient que l'Assemblée s'occupât des journaux *jacobins*, de MM. *Brissot*, *Condorcet*, *Carra*, &c. « Les mesures générales sont un moyen usé, disoit M. *Lecointre-Puyravaux* », qui oublioit que des mesures particulières ne furent jamais des loix que sous le despotisme. On ferme la bouche à M. *Laureau* en lui conseillant poliment de faire imprimer son opinion, & le tout est renvoyé aux comités compétens.

Dix-huit municipalités du district de Mantes annoncent à la barre que leurs marchés ne fournissent plus de bleds... Au comité d'agriculture, & les honneurs de la séance.

On lit un rapport sur la proposition de former 42 bataillons de volontaires & un camp à Soissons, faite il y a déjà quelque temps par le Roi. M. *Rouyer* en demandoit l'ajournement. M. *Mauyer* crioit qu'il falloit bien plutôt compléter les bataillons des frontières, comme si le camp de Paris eût complété les bataillons des frontières. « Nous avons déjà des hommes en marche, a-t-il ajouté, & quoique le ministre de l'intérieur ait eu l'insolence de dire qu'ils étoient des factieux, ce sont des citoyens armés régulièrement (*bravo!*) » Alors M. *Lacuée* a proposé & l'Assemblée a décrété neuf articles dont voici la substance. Ces citoyens s'inscriront à la municipalité en arrivant à Paris, recevront un billet de logement militaire jusqu'au 18 juillet, ou pour trois jours, s'ils arrivent après le 14; assisteront au serment fédératif avec la garde nationale Parisienne, le 14; recevront un ordre de route par étape pour se rendre à Soissons, y seront répartis

Digitized by Google

en compagnies ou bataillons, soldés, armés, équipés, habillés.

M. *Terrier-Monciel* a dit à l'Assemblée que M. *Roland* avoit proposé de nouvelles mesures pour le renvoi des députés des corps administratifs; que le comité de législation chargé, par un décret, d'examiner ces mesures, ne présentoit aucun résultat. Quant au département de la Somme, il a révoqué lui-même ses députés.

M. *Guyton de Morveau* a dénoncé une édition de l'arrêté de ce directoire faite à l'imprimerie royale. Il sommoit le ministre de déclarer, si cet arrêté avoit été imprimé par son ordre. Vainement a-t-on répondu que l'imprimerie royale devoit être aussi libre que toute autre, & que beaucoup d'écrits inconstitutionnels s'imprimoient à l'imprimerie nationale. M. *Cambon* a eu la mal-adresse de dire qu'il y avoit entr'elles cette grande différence que « l'imprimerie royale est à la charge de la nation, & l'imprimerie nationale imprime seulement à tant la feuille. » On a décrété la proposition de M. *Guyton*, & le président a interpellé le ministre.

Nous abrégerons une scène de trois heures, & dirons, en peu de lignes, que M. *Terrier-Monciel*, interrogé, a répondu que, d'après la constitution, l'auteur seul d'un écrit en étoit responsable, & que le directoire étoit l'unique auteur de son arrêté, qu'aucun décret n'avoit encore déclaré inconstitutionnel. MM. *Lasource*, *Quinette*, *Mailhe*, *Duhem*, *Lacroix*, *Couthon*, *Mazuyer*, *Reboul*, *Laporte*, *Guyton*, *Isnard*, *Taillefer*, &c., se sont donné des peines infinies pour obtenir un *oui*, ou un *non* sur la question vingt fois reproduite & commentée : « Avez-vous envoyé cet arrêté à l'imprimerie royale, & aux 83 dé-

parlemens. » Le ministre se retranchoit toujours dans l'offre de répondre par écrit dès qu'il auroit vérifié le fait dans ses bureaux.

La perspicacité de M. *Couthon* voyoit là une affaire très-importante & le système des trahisons des Tuileries. MM. *Adam* & *Genty* trouvoient honteux de s'occuper de minuties au milieu des grands intérêts, & de chercher à surprendre le ministre par des questions captieuses. « Eh bien ! qu'il écrive *oui* ou *non* sur le « bureau, disoit un membre. » D'autres vouloient qu'on prît sa réponse pour un refus de répondre. M. *Isnard* s'est écrié que c'étoit une trace des conjurations dont on parle tant. « Il est bien étonnant, a-t-il poursuivi, qu'une nation comme la nôtre souffre sans cesse dans son sein *des serpens* qui la *trahissent*. On demande des preuves légales : en voilà une ; c'est son silence. On demande où sont les traitres, eh bien ! en voilà un... (en indiquant le ministre qui conservoit le calme le plus noble). » Les galeries ont applaudi M. *Isnard* & le président l'a rappellé à l'ordre.

Pendant cette pitoyable scène, un homme attaché au ministre s'étoit approché de lui, & au moment où cet homme se retiroit, M. *Calon*, législateur, l'avoit fait arrêter, le président l'avoit fait relâcher. Long vacarme. M. *Guadet* déclame contre « l'étranger audacieux. » Quelques voix disent que la constitution a été violée par M. *Calon*. M. *Bazire* a traité le président *d'escamoteur de décrets*. On rappelle M. *Bazire* à l'ordre. Tant de bruit & des cris : *l'appel nominal*, ont fini par l'ordre du jour & par la retraite modeste du ministre.

M. *Lajard* adresse à l'Assemblée une lettre de

Digitized by Google

M. *Luckner*, du 29 juin, de Menin. Le maréchal y annonce que nulle part il ne voit les insurrections dont on lui avoit promis qu'il seroit secondé. Il ne croit pas devoir tenir plus long-temps cette position « quoi qu'en disent quelques personnes qui s'embarrassent peu du sort de la France pourvu que leur fortune s'améliore. » Les paysans, au lieu de crier : vive la nation, la liberté &c., tirent sur les soldats François, refusent & vivres & logement. Il n'a que 20,000 hommes & craint d'être coupé, tourné. La frontière du Rhin a besoin de secours. Depuis qu'il sait qu'on lui en a imposé, que les Belges ne sont pas pour les François, il a pris la détermination de partir demain pour Lille ; il sera le 3 à Valenciennes. « Je prévois, ajoute-t-il, que cette mesure excitera contre moi un essaim de calomniateurs ; mais mes vues ne sont dirigées que vers le plus grand bien de l'état. »

Alors M. *Delmas* a lu des lettres où le maréchal est obsédé par des intrigans, par son état-major, par MM. *la Fayette*, *Berthier*, *Mathieu-Montmorenci* ; l'armée indignée ; les Belges zélés & trahis ; l'insurrection prête à seconder les François s'ils ne se retiroient pas ; où l'incendie du fauxbourg de Courtrai a pour motif le dessein d'aliéner les Brabançons qui étoient si bien disposés en faveur de la France !... M. *Delmas* n'a pas nommé ses correspondans & n'a remis que des copies certifiées par lui. Le ministre est chargé de rendre compte des faits.

Un décret a prorogé jusqu'au premier septembre prochain, le délai fixé aux ci-devant pensionnaires & à tous ceux qui prétendent à quelque gratification ou secours sur le trésor

Digitized by Google

national, pour fournir leurs certificats de résidence ; délai qui expiroit aujourd'hui.

Du lundi ; séance du soir.

Des Parisiens dénoncent la dernière proclamation du Roi, comme un manifeste de guerre civile, comme injurieuse au peuple de Paris qu'elle peint, disent-ils, envahissant le palais à main armée. « Les ministres ont dénoncé à la France entière un affreux attentat ! Que ne dénoncent-ils nominativement les coupables ?..... Législateurs, soyez grands comme le peuple... Toujours justes comme la raison qui dicte vos *loix*... Nos magistrats sont en butte à la calomnie. Souffrez que nous leur consacrions, surtout au *vertueux Pétion*, dont tout retrace ici les talens, le civisme & l'humanité, le tribut d'hommage que nous leur devons. Etendez leur autorité. Rendez aux 48 sections leur permanence. Nous vous dénonçons l'incivisme de l'état-major. Que tardez-vous à en ordonner le licenciement ? » On applaudit avec transport à d'aussi vigoureux raisonnemens, & cette sorte d'initiative n'exigeant pas plus de preuves ni de formalités, M. *Thuriot* prétend que « les pétitionnaires viennent d'ouvrir les yeux de l'Assemblée sur un grand complot ; qu'on a distribué dans l'armée de M. *Luckner*, en l'induisant à se replier sur la capitale, plus de 40,000 exemplaires *de la proclamation fausse, qui fausse du Roi.* » M. *Thuriot* conclut au licenciement de l'état-major de la garde nationale de Paris, & dit : « en portant ce décret, vous aurez *assuré la sûreté* de cette ville. »

Envain M. *Quatremère* combat-il l'éternel épouvantail des grands complots chimériques,

Digitized by Google

& dit-il que le véritable & seul complot est celui des factieux qui, après avoir licencié la garde constitutionnelle du Roi, appelle illégalement des milliers de fédérés, ne veulent licencier l'état-major de Paris, sur des inculpations vagues, que pour y laisser la garde nationale sans point central, n'y cabaler pour le réélire, & opérer leur plan de nouvelle révolution... M. *Aréna*, Corse, a dit que M. *Luckner* avoit pris trois villes en trois jours, que son armée est de 40 000 hommes, que les intrigans de la cour l'obligent à se retirer; & de ces trois vérités ainsi démontrées, il a conclu comme M. *Thuriot*, quoique le maréchal ait occupé trois villes, sans avoir besoin de les prendre, n'ait que 20,000 hommes, & se replie ayant carte-blanche. M. *Lacroix* a dit: « l'Etat-major de Paris est une monstruosité (*bravo!*). » Deux épreuves douteuses amènent un décret qui statue le licenciement des états majors de toutes les villes de plus de 50,000 ames, sauf rédaction.

M. *Terrier-Monciel* écrit que l'arrêté de la Somme s'est trouvé parmi les pièces relatives au 20 juin envoyées à l'imprimerie royale; mais qu'il n'a pas ordonné la distribution dans les départemens.

Du mardi, 3 juillet.

Sur la motion de M. *Lasource*, la loi qui défend aux corps administratifs d'avoir des députés à Paris, est rendue commune à toutes les autorités.

On est rentré dans la discussion sur les moyens de pourvoir à la tranquillité & à la sûreté du royaume, & une longue opinion de M. *Vergniaud*

Digitized by Google

& une vive réfutation de M. *Dumas* ont rempli toute la séance.

M. *Vergniaud* s'est exprimé ainsi :

« Quelle est donc, a-t-il dit en débutant, la position où se trouve l'Assemblée nationale ? Quel e fatalité nous poursuit !.. On seroit tenté de douter si la révolution rétrograde !.. » Alors il a reproché au Roi de faire abandonner aux armées des positions avantageuses qu'elles avoient conquises. Il a décrié le ministère actuel à peine en fonction, calomnié les motifs connus des derniers *veto*, accusé le Roi de l'incomplet des armées sur le recrutement insuffisant desquelles l'Assemblée avoit applaudi aux hyperboles les plus absurdes. Il a blâmé le Roi de l'exclusion d'un ministre qui tançoit des administrateurs pour avoir empêché une armée de manquer de pain... Il s'est écrié : « Seroit-il vrai qu'on redoute nos triomphes ? Est-ce du sang de l'armée de Coblentz ou du nôtre qu'on est avare ? Quelle est au juste la quantité de larmes, de misère, de sang, de morts qui suffit à leur vengeance ?... Je ne sais si le sombre génie de *Médicis* & du cardinal *de Lorraine* erre encore sous les voûtes du palais des Tuileries ; si l'hypocrisie des jésuites *Lachaise* & *Letellier* revit dans l'ame de quelque scélérat brûlant de voir se renouveler la St. Barthélemy & les Dragonade: ».

Sur le décret relatif au camp de 20,000 hommes sous les murs de Paris, M. *Vergniaud* a dit : « on a repoussé avec une sécheresse barbare les embrassemens & les fêtes. Les plans de fédération & d'allégresse se sont changés en mesures de discorde & d'évènemens funestes. Le Roi a refusé la sanction à votre décret. »

Attaquant plus directement encore le Roi dont

Digitized by Google

il naquit le sujet, il a verbeusement énuméré tout ce qui se projette à Coblentz & dans toutes les cours de l'Europe, *au nom du Roi, pour venger la dignité du Roi, pour délivrer le Roi*... « Or je lis, a-t-il dit, dans l'acte constitutionnel, tit. III, ch. II, sect. I, art. VI : si le Roi se met à la tête d'une armée & en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas, par un acte formel, à une telle entreprise qui s'exécuteroit en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté. » Ensuite accumulant les *si le Roi*,... *si le Roi*... imputant au Roi la foiblesse des moyens, les lenteurs, l'impuissance, la désunion, les insurrections, les obstacles sans nombre nés de l'anarchie... M. *Vergniaud* a tiré sa conséquence. « J'ai exagéré plusieurs faits, a-t-il ajouté; j'en énoncerai même, tout-à-l'heure, qui, je l'espère, n'existeront jamais, pour ôter tout prétexte à des applications qui sont purement hypothétiques; mais j'ai besoin d'un développement complet pour montrer la vérité sans nuages. »

La prétendue vérité de M. *Vergniaud* consiste à supposer le Roi subissant un interrogatoire, à l'inculper, à l'interpeller, à lui prêter des réponses d'une outrageuse bassesse, pour avoir occasion de le condamner.

Ainsi parle *Louis XVI* aux pieds du peuple, mais par l'organe de M. *Vergniaud* : « Il est vrai que lorsque les généraux s'avançoient *en vainqueurs* sur le territoire ennemi, je leur ai ordonné de s'arrêter; mais la constitution ne me prescrit pas de remporter des victoires & me défend les conquêtes. Il est vrai qu'on a tenté de désorganiser les armées par des démissions combinées d'officiers (outragés, fusillés), & que je n'ai fait aucun effort pour arrêter le cours de ces dé-

Digitized by Google

missions ; mais la constitution n'a pas prévu ce que j'aurois à faire en pareil délit. Il est vrai que mes ministres ont continuellement trompé l'Assemblée sur le nombre des troupes & leurs approvisionnemens ; que j'ai gardé le plus long-temps que j'ai pu ceux qui entravoient la marche du gouvernement constitutionnel, le moins possible ceux qui s'efforçoient de lui donner du ressort ; mais la constitution ne fait dépendre leur nomination que de ma volonté, & nulle part elle n'ordonne que je donne ma confiance aux patriotes & que je chasse les contre-révolutionnaires. Il est vrai que l'Assemblée a rendu des décrets utiles, même nécessaires, & que j'ai refusé de les sanctionner ; mais j'en avois le droit ; il est sacré, car je le tiens de la constitution. Il est vrai enfin que la contre révolution se fait, que le despotisme va remettre entre mes mains son sceptre de fer, que je vous en écraserai, que je vous punirai d'avoir eu l'insolence de vouloir être libres (le Roi desira le premier la liberté de tous) ; mais j'ai fait tout ce que la constitution me prescrit. Il n'est émané de moi aucun acte que la constitution condamne ; il n'est donc pas permis de douter de ma fidélité pour elle & de mon zèle pour sa défense. » Cette odieuse pasquinade a été vivement applaudie.

Ensuite M. *Vergniaud* s'est écrié : « Oh Roi ! qui, sans doute, avez cru, avec le tyran *Lysandre* que la vérité ne valoit pas mieux que le mensonge, & qu'il falloit amuser les hommes avec des sermens ainsi qu'on amuse les enfans avec des osselets ; qui n'avez feint d'aimer *les loix* que pour parvenir à la puissance... la constitution que pour qu'elle ne vous précipitât pas du trône... la nation que pour assurer le succès

Digitized by Google

de vos perfidies... Pensez-vous nous abuser aujourd'hui avec d'hypocrites protestations..... Et l'audace de vos sophismes ? Etoit-ce nous défendre &c...? Non, non; homme que la générosité des François n'a pu émouvoir; homme que le seul amour du despotisme à pu rendre sensible! Vous n'avez pas rempli le vœu de la constitution. Elle est peut-être renversée; mais vous ne recueillerez le fruit ni de votre parjure, ni des funestes victoires qui se remporteroient en votre nom sur la liberté. Vous n'êtes plus rien pour ce peuple que vous avez si lâchement trahi. (applaudissemens redoublés des galeries & d'une partie de l'Assemblée). »

Après cette sentence hypothétique, de peur qu'on ne s'y méprît, M. *Vergniaud* a dit : « Je ne suis point tourmenté par la crainte de voir se réaliser les horribles suppositions que j'ai faites. Mais... comme les faits que j'ai supposés, ne sont pas dénués de rapports frappans, avec plusieurs actes & discours du Roi; comme *il est certain* que les faux amis qui l'environnent sont vendus aux conspirateurs de Coblentz, &, *qu'ils brûlent de le perdre pour faire recueillir le fruit de la conjuration à quelqu'un de leurs chefs* (voilà le régicide éventuel imputé d'avance aux agens des Princes); je proposerai un message au Roi »... Et dans ce message dont M. *Vergniaud* veut qu'on fasse *un signal d'union*, il adresse des *interpellations* au monarque, lui signifie d'avoir à choisir entre Coblentz & la France, ou le menace « d'une profonde horreur de la part de la nation & d'un mépris éclatant de la part des conspirateurs. »

Voici les conclusions de cet amphigouri détestable: décrétez 1°. que la patrie est en danger;

Digitized by Google

2°. que les ministres sont responsables de troubles intérieurs qui auroient la religion pour prétexte, & de toute invasion de notre territoire ; 3°. un message au Roi ; 4°. une adresse aux François ; 5°. que vous irez en corps le 14 juillet, à la fédération, renouveller le serment du 14 janvier ; 6°. que le tout soit communiqué aux 83 départemens par des courriers extraordinaires ; 7°. un prompt rapport sur la conduite du général *la Fayette* (*Bravo ! bravo !*) Cette déclamation sera imprimée & envoyée aux 83 départemens.

M. *Dumas* lui a répondu que la rentrée de M. *Luckner* n'étoit point une faute à imputer à la cour, au ministère, au Roi ; qu'on en avoit imposé au maréchal, à l'Assemblée, à la nation, en assurant que les Belges n'attendoient que l'apparition des François pour se révolter ; que ces principales bases des opérations offensives se trouvant illusoires, on auroit tort de blâmer le général *Luckner*... Des cris : *vous calomniez l'Assemblée ; vous ne connoissez pas ses sentimens*, ont interrompu M. *Dumas*, & M. *de Kersaint* a brusquement demandé qu'on décrétât, sur-le-champ, que M. *Luckner* a conservé toute la confiance de la nation. *Aux voix, aux voix*... La motion a été décrétée au milieu des battemens de mains & des acclamations des galeries & des députés. M. *Dumas* a justifié le ministère actuel aux dépens du précédent, le *veto* par les vices des décrets qui en ont été frappés ; & a dit quant à l'extérieur, que ce qu'on projetoit au nom du Roi ou pour le Roi, ne se tentoit ni par l'ordre, ni avec la connivence du Roi, & après avoir imputé ces formules, *au nom du Roi*, &c., *à l'insolence* des Princes émi-

Digitized by Google

grès, il a conclu par l'éloge de M. *de la Fayette*, son discours qui a eu les honneurs de l'impression.

La séance a fini par la lecture de la lettre de M. *Luckner* sur l'incendie des fauxbourgs de Courtrai, & son retour à Lille. Nous la rapporterons plus bas.

Du mardi, séance du soir.

L'Assemblée a décrété que « la mention honorable insérée au décret du 18 août 1791, en faveur de ceux qui ont arrêté le Roi à Varennes, sera commune à MM. *Chevalot*, *Bourgeois*, *Vincent*, *Genitil* & *Baudan* », qui, sans doute, ont sollicité cette récompense.

Une adresse des administrateurs du département du Gard demande la punition des attentats du 20 juin.... A la commission des douze.

M. *Ducos* a fait lecture d'une adresse de Bordeaux qui annonce que « tandis que les Marseillois offrient des soldats prêts à voler auprès de l'Assemblée nationale, les Bordelois préparoient des armes & recueilloient des signatures; » que les points de ralliement sont indiqués, qu'on n'attend que le signal du départ. « Ce signal terrible sera donné... Ce camp se redouté se formera, & la liberté sera sauvée (applaudissemens des galeries). » Sur la demande de M. *Chabot* de l'impression & de l'envoi aux 83 départemens, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour.

Elle a ensuite adopté le décret suivant : « Instruite par la lettre du maréchal *Luckner*, transmise par le ministre de la guerre, des détails de l'incendie des maisons situées hors de la ville de Courtray, qui a eu lieu le 29 juin... Après l'urgence, l'Assemblée décrète 1°. que les

Digitized by Google

propriétaires seront indemnisés par la nation Française ; 2°. que le pouvoir exécutif prendra les mesures convenables pour les vérifications & le règlement des indemnités ; 3°. qu'il sera remis à la disposition du ministre des affaires étrangères la somme de 300,000 liv., pour être employée provisoirement aux dites indemnités en attendant le règlement définitif. (Et les milliers de châteaux brulés en France !)

M. *Duranthon* écrit à l'Assemblée qu'il a remis le sceau & se retire au sein de sa famille à Bordeaux. Un décret lui permet de sortir de Paris.

Il sera formé de nouvelles divisions de gendarmerie nationale des ci-devant gardes Françoises. M. *Cambon* vouloit que « l'on transmît à nos neveux l'uniforme de ces braves conquérans de la liberté ; qu'on formât un régiment particulier avec l'uniforme des gardes Françoises. » Des *non, non* ont repoussé cette idée.

Du mercredi, 4 juillet.

Des citoyens de Paris dénoncent le général *de la Fayette*, & demandent la punition de sa démarche auprès de l'Assemblée. On leur accorde les honneurs de la séance.

L'Assemblée a donné audience à des harangueurs arrivés de St Denis pour dénoncer « les lâches conspirateurs qui osent insulter à la majesté d'un grand peuple, & méconnoître la force & la fierté d'un peuple libre..... Les calomnies dirigées contre un peuple bon qui connoît toute sa force..... La voix dictatoriale (de M. *de la Fayette*) a frappé ces voutes sacrées..... Vengeance éclatante....Parlez, & notre courage surpassera vos espérances. » La pétition est ren-

Digitized by Google

voyée à la commission des douze, & ces pétitionnaires aussi reçoivent les honneurs de la séance.

Des hommes-d'Etat qui datent d'Angoulême, blâment le *veto* & invoquent des mesures qui sauvent la patrie des dangers qui *l'environnent*, en-dedans & en-dehors, & les conspirateurs de la juste fureur du peuple (applaudissemens).

Au nom de la commission extraordinaire des douze, M. *Tardiveau* a proposé d'envoyer cinq commissaires depuis Dunkerque jusqu'à Besançon, & trois sur les frontières du Midi; commissaires tirés du sein de l'Assemblée, pour vérifier tous les comptes rendus & surveiller les administrateurs & les généraux, sans avoir le droit de requérir la force publique. On a décrété l'impression & l'ajournement de ce projet.

Une lettre du Roi notifie la nomination de M. *Dejoly* à la place de ministre de la justice ou garde-du-sceau.

On ouvre la délibération sur la motion de M. *Jean de Bry*, relative aux mesures à prendre quand l'Assemblée aura déclaré que la patrie est en danger. M. *Mazuyer* desiroit que la proclamation du danger de la patrie fût accompagnée d'un appareil lugubre. M. *de Vaublanc* en éloignoit tout ce qui peut porter dans l'ame des sentimens de consternation, & il ajoutoit : « cet avertissement dit à chacun qu'il n'est plus question de songer à ses affaires, à son champ, à sa famille; mais que l'on doit prendre les armes... » M. *Couthon* souhaitoit que le président prononçât la formule après avoir mis son chapeau sur sa tête.

Nous rapporterons les 15 articles qu'on a décrétés, en observant que l'un des articles permet

Digitized by Google

aux gardes nationaux tout habit quelconque, contre le texte de la constitution : *ne peuvent avoir dans tout le royaume qu'une même discipline & un même uniforme* (Tit. IV, art. V).

« Art. Ier. Lorsque la sûreté intérieure ou la sureté extérieure de l'état seront menacées, & que le Corps législatif aura jugé indispensable de prendre des mesures extraordinaires, il le déclarera par un acte du corps législatif, dans la formule suivante :

Citoyens, la Patrie est en danger.

« II. Aussi-tôt après la déclaration publiée, les conseils de département & de district se rassembleront, & seront, ainsi que les municipalités & les conseils généraux, en surveillance permanente. Tous les fonctionnaires publics, civils & militaires se rendront à leur poste.

« III. Tous les citoyens en état de porter les armes, & ayant déjà fait le service de gardes nationales, seront aussi en état d'activité permanente. »

« IV. Tous les citoyens seront tenus de déclarer, devant leurs municipalités respectives, le nombre & la nature des armes & munitions dont ils seront pourvus. »

« V. Le corps législatif fixera le nombre de gardes nationales que chaque département devra fournir. »

« VI. Les directoires de département en feront la répartition entre les cantons, à proportion du nombre des gardes nationales de chaque canton. »

« VII. Trois jours après la publication de l'arrêté du directoire, les gardes nationales se rassembleront par canton ; & sous la surveillance de la municipalité du chef-lieu, ils choisiront entre eux

Digitized by Google

le nombre d'hommes que le canton devra fournir. »

« VIII. Les citoyens qui auront obtenu l'honneur de marcher les premiers au secours de *la patrie en danger*, se rendront trois jours après au chef-lieu de leur district ; ils s'y formeront en compagnie devant un commissaire de l'administration du district, conformément à la loi du 4 août 1791. Ils y recevront le logement sur le pied militaire, & se tiendront prêts à marcher à la première réquisition. »

« IX. Les capitaines commanderont alternativement, & par semaine, les gardes nationales choisis & réunis au chef lieu de district. »

« X. Lorsque les nouvelles compagnies des gardes nationales de chaque département seront en nombre suffisant pour former un bataillon, elles se réuniront dans les lieux qui leur seront désignés par le pouvoir exécutif, & les volontaires y nommeront leur état-major. »

« XI. Leur solde sera fixée sur le même pied que celle des autres volontaires nationaux ; elle aura lieu du jour de la réunion au chef-lieu de canton. »

« XII. Les armes nationales seront remises dans les chefs-lieux de canton aux gardes nationales choisis pour la composition des nouveaux bataillons de volontaires. L'Assemblée nationale invite tous les citoyens à confier volontairement, & pour le temps du danger, les armes dont ils sont dépositaires à ceux qu'ils chargeront de les défendre. »

« XIII. Aussi-tôt la publication du présent décret, les directoires de district se fourniront chacun de mille cartouches à balles, en les adaptant aux divers calibres, qu'ils conserveront en lieu

Digitized by Google

sain & sûr pour en faire la distribution aux volontaires lorsqu'ils le jugeront convenable. Le pouvoir exécutif sera chargé de prendre les moyens pour que les corps administratifs aient la quantité de poudre & de munitions nécessaires. »

« XIV. La solde des volontaires leur sera payée sur les mandats qui seront délivrés par les directoires de district, ordonnancés par les directoires de département, & les quittances en seront reçues à la trésorerie nationale comme comptant. Pour servir dans la garde nationale, on ne sera pas astreint à avoir l'uniforme nationale. »

« XV. Toute personne revêtue d'un signe de rébellion sera poursuivie devant les tribunaux ordinaires, & punie de mort. Il est ordonné à tout citoyen de l'arrêter ou de la dénoncer sur-le-champ, à peine d'être réputé complice : toute cocarde autre que celle aux trois couleurs nationales, est un signe de rébellion. Tout homme résidant & voyageant en France, est tenu de porter la cocarde nationale. Sont exceptés de la présente disposition, les ambassadeurs & agens accrédités des puissances étrangères. »

Du mercredi, séance du soir.

M. *Dejoly* écrit à l'Assemblée que le Roi l'a nommé ministre de la justice. Il proteste de son respect pour l'Assemblée, & de son amour pour la constitution.

Le directoire du département de la Seine inférieure dénonce & communique une adresse de la section de Paris, dite *des Lombards*, adressée & envoyée aux 83 départemens. On y lit ces mots : « Frères & amis, il ne nous est plus permis d'espérer que vous viendrez à Paris *nous prêter le secours de vos armes, & écraser*, avec nous,

Digitized by Google

les ennemis de la patrie, qui lèvent déjà insolemment la tête. Le *veto* a détruit cette douce espérance (d'écraser!) Mais la fédération approche, venez à Paris renouveller vos sermens. *Choisissez*, dans chaque district, 25 hommes, & qu'ils accourent. La foule de nos ennemis s'accroît; il est temps de nous montrer... » A la commission des douze.

Une lettre d'un père à son fils fournit à celui-ci le moyen d'accuser son père de crime de lèze-nation. M. *Jolivet*, le père, est mandé à la barre pour reconnoître sa signature. Quelle vertu que le civisme parricide!

Adresse des administrateurs du département des Ardennes, qui célèbre le courage que *Louis XVI* a déployé le 20 juin; & demande, avec énergie, la punition des coupables, & l'anéantissement de la faction qui les protège... A la commission des douze.

Un décret d'urgence a confirmé la proclamation du Roi, confirmative de l'arrêté du département de l'Ain, du 25 mai 1791, concernant le sieur *Nicod*, prévenu du crime de faux, & l'administration du district de Nantua, qui étoit incupée dans cette affaire.

Du jeudi, 5 juillet.

Le maire de Paris vient demander, à la barre, si les frais de la fédération seront supportés par le trésor public ou par la commune. Cette question est renvoyé aux comités d'instruction & des finances.

Rentré dans la discussion sur les moyens de pourvoir à la sûreté de l'Etat, l'évêque constitutionnel de Bourges, M. *Torné*, a d'abord établi que le moment étoit venu « où le Roi doit *tout*

excuſer, le peuple *tout ſavoir*, le corps légiſlatif *tout entendre*. » Il a conclu par dire : « Si le Roi n'en impoſe pas aux factieux, il les encourage ; s'il ne tonne pas contre la ligue des princes, *de cela ſeul* il la fomente... Le Roi donne, par des faits innombrables, aux ennemis de la révolution des preuves de ſa connivence... » Or, ces faits innombrables ſe ſont bornés au *veto* qui a frappé le décret de la déportation des prêtres, & le décret inconſtitutionnel pour le camp de 20,000 hommes ſous les murs de Paris, *veto* cent fois blâmé, cent fois juſtifié ; & à l'expulſion des trois miniſtres. Citons d'autres traits.

« Un cri général, a-t-il dit, ne fait-il pas retentir le royaume de ces mots déplorables : c'eſt le Roi qui, par une inaction perfide ou par une marche en ſens inverſe de la révolution, & par toutes les reſſources de la corruption, eſt la première & la principale cauſe de tous nos maux politiques. Les rois étrangères auroient reſpecté la liberté Françoiſe, s'il l'eût reſpectée lui-même. Au lieu d'avoir un règne très-orageux, il jouiroit, ſur le trône le plus affermi, de la plus belle couronne de l'univers ; il règneroit enfin avec ſécurité (*Louis XVI* n'en a donc pas !) ſur une nation heureuſe & tranquille, au lieu de règner au ſein de l'inquiétude *& des remords* ſur un cahos de factions turbulentes... Deux cents mille ennemis ſeront, pour la France, ſa nouvelle légiſlature... La clémence des princes émigrés cédera peut-être en faveur de leurs accuſateurs & de leurs juges, aux humbles ſollicitations d'une amniſtie... Et vous, *héros des deux mondes !*... à l'aide de deux rois, vous aurez vaincu la formidable tribune des *jacobins*, quoiqu'elle eût la conſtitution pour ſon rempart. Pour monument

Digitized by Google

de ce triomphe, la postérité dira : *la Fayette le Jacobin*, comme on disoit à Rome : *Scipion l'Africain...* »

Alors M. *Torné* a proposé des mesures extrêmes ; a restreint toute la constitution à ces mots : *le salut du peuple est la loi suprême* ; a traité d'imbécilles ceux que des scrupules empêcheroient de sortir temporairement du cercle tracé par leurs sermens, & s'est écrié : « Ne dites donc plus : *la constitution ou la mort* ; mais dites : *la mort du peuple par la constitution...* » Comme un soulèvement d'indignation le rappelloit à l'ordre, malgré les insolens applaudissemens des galeries, l'évêque jureur a eu la duplicité de prétendre qu'on l'avoit mal compris, & de substituer à une affirmation positive, une question qui en dissimuloit l'odieux sous l'apparence du doute oratoire : « Je vous demandois, a-t-il repris, si vous vouliez la mort du peuple par la constitution, plutôt que de le sauver & de la sauver elle-même *par des mesures inconstitutionnelles, mais temporaires...* » Au reste ; il ne proposoit qu'une dictature, la formule de M. *Jean de Bry*, & le grand expédient de M. *Launay*. --- M. *Dejoly* a présenté un message du Roi, conçu en ces termes :

Paris, le 4 juillet, l'an 4^e. de la liberté.

« Nous touchons, Messieurs, à cette époque fameuse où les François vont, dans toutes les parties de l'Empire, célébrer la mémoire du pacte d'alliance contracté sur l'autel de la patrie le 14 juillet 1790. La loi prohibe toute fédération particulière ; elle ne permet qu'un renouvellement annuel du serment fédératif dans le chef-lieu de chaque district ; mais nous avons une méfait qui, sans porter la moindre atteinte

Digitized by Google

au texte de la loi, me paroît être au niveau des grands évènemens qui se pressent de toutes parts. C'est sur-tout lorsqu'une grande nation est forcée à faire la guerre pour défendre sa liberté, qu'elle sent impérieusement le besoin de maintenir la paix au-dedans; c'est lorsque des dissentions intestines coïncident avec la guerre étrangère, lorsque des méchans veulent exciter le trouble, que les citoyens paisibles ont besoin d'être rassurés. Il faut prouver aux armées qu'elles combattent pour la paix & la liberté. J'ai cru qu'il n'y avoit pas de garantie plus sûre à leur donner que la réunion des deux pouvoirs, renouvellant le même vœu, celui de vivre libres ou mourir (on applaudit). Un grand nombre de François accourent de tous les départemens; ils pensent doubler leurs forces si, près de partir pour nos frontières, ils sont admis à la fédération avec leurs frères de la ville de Paris. Je vous exprime le desir d'aller au milieu de vous recevoir leur serment (Nouveaux applaudissemens) & de prouver aux malveillans qui cherchent à perdre la patrie en nous divisant, que nous n'avons qu'un même esprit, celui de la constitution, & que c'est principalement par la paix intérieure que nous voulons préparer & assurer nos victoires.»

Les mots : *recevoir leurs sermens*, ont excité de misérables tracasseries, quoique le serment civique porte qu'on sera fidèle *au Roi*, serment que le Roi peut & doit recevoir; & la lettre du monarque a été soumise à l'examen de la commission des douze, chargée d'en faire son rapport demain.

Du jeudi, séance du soir.

Parmi quelques détails sur les procédures com-

Digitized by Google

mencées devant la haute cour, on observe que les frais de celle qui s'instruit contre 38 officiers transférés de Perpignan à Orléans, s'élèveront à un million.

Le ministre des affaires étrangères adresse à l'Assemblée un état des troupes Autrichiennes & Prussiennes, qui s'avancent vers nos frontières, & les bulletins de leur marche. M. *Gensonné* prétend qu'une notification du Roi doit être signée du Roi, ce que la constitution ne dit pas aussi expressément que M. *Gensonné*. Il exigeoit d'ailleurs que M. *Lajard*, qui n'est ministre que depuis quelques heures, rendît compte, à la barre, des négociations & de tout ce qu'il a dû faire pour prévenir les hostilités. Et il trouvoit fort mauvais que le ministre eût tant tardé à notifier ces dispositions, connues de toute l'Europe.

M. *Dumas* lui a observé, qu'en déclarant la guerre à l'Autriche, qui ne cherchoit pas à la faire, l'Assemblée l'avoit seule & sciemment déclarée à la Prusse, puisqu'on n'ignoroit pas que l'Autriche & la Prusse étoient liées par la convention de Pilnitz, l'un des motifs allégués dans la discussion de cette impolitique déclaration de guerre; qu'il y auroit donc une insigne mauvaise-foi à demander au ministre, à peine entré en fonction, ce qui attire à la France, & ce qu'il a fait pour éloigner ce surcroît d'hostilités. On a décrété que la commission des douze pèsera la motion de M. *Gensonné*, sur la forme inconstitutionnelle de la notification de la marche des ennemis, & après cette mesure, on est passé à l'ordre du jour.

Le même ministre des affaires étrangères a communiqué à l'Assemblée quatre pièces, 1°. un acte,

Digitized by Google

acte, par lequel les princes, frères du Roi, chargent un armateur de l'Orient d'ouvrir, ou de remplir un emprunt, *au nom du Roi*, pour fournir aux frais de la guerre, entreprise, *pour le bien du royaume & du Roi*; & hypothèquent tous les revenus du royaume; 2°. une lettre de M. *de Calonne*, qui remercie l'armateur de son patriotisme; 3°. un engagement de celui-ci, pour 8 millions; 4°. une *notification du Roi des François aux puissances de l'Europe*, que nous rapporterons ailleurs.

Le tout est renvoyé aux comités.

M. *Brival* s'écrie: « Je dénonce un bref du » pape, bien hypocrite, bien coquin. » *Au feu*, s'écrie-t-on, & la séance est levée.

Du Vendredi, 6 Juillet.

Des pétitionnaires du Havre, au nombre desquels s'honorent d'être MM. *Homberg*, viennent solliciter une prompte & juste vengeance des attentats commis le 20 juin; vengeance des séditieux, qui, armés de piques, de faulx, de poignards & portant des écriteaux de sang, de meurtre, de régicide, ont voulu forcer la sanction du Roi d'un peuple libre.... M. *Lasource* interrompt l'orateur, & l'accuse de calomnier le peuple. Les galeries applaudissent à cet acte de despotisme. Il veut que les pétitionnaires se retirent. (Applaudissemens redoublés.) Croyant assez à l'assertion de M. *Lasource*, pour ne vouloir plus écouter l'orateur, mais n'y croyant pas assez pour punir celui-ci comme calomniateur convaincu, l'assemblée a suspendu la lecture de l'adresse, malgré le droit sacré de pétition, & l'a renvoyée à sa commission des douze, & après deux orageuses épreuves, les pétitionnaires bafoués des

Digitized by Google

galeries ont été admis aux honneurs de la séance.

Un décret d'urgence accorde 120,000 livres, pour être employées aux travaux du port de Boulogne.

Le 16 juin, M. *Dumas* exposa les circonstances de l'insurrection qui eut lieu les 4, 5, 6 & 7 dudit mois, à Newbrisack, dans l'armée du Rhin, & nous promîmes d'en rendre compte, lors de la discussion. En voici la substance. Des rouliers allant à Basle, sont suspectés, par des soldats, d'escorter des munitions & des armes. Les soldats arrêtent les voitures, les fouillent, malgré les ordres de leurs supérieurs & les instances du maire qui leur proteste que les papiers des voituriers étoient en règle. Un voiturier fut conduit en prison, pour le soustraire à la corde. M. *d'Arlandes*, faisant les fonctions d'adjudant-général du camp, se vit insulté, maltraité, prêt à être pendu par les soldats, & incarcéré pour sa sûreté. Le maire fut traîné dans les rues, ses filles accablées de coups. Il n'échappa à la mort qu'en obtenant qu'on le mît en prison. MM. *Kleybel*, *Victor Broglie* & *Blunck*, & plusieurs officiers opérèrent enfin la délivrance de ces prisonniers, après avoir essuyé les clameurs séditieuses de groupes de soldats & de volontaires qui répétoient : *Ils ne sortiront pas ; les grenadiers ne marcheront pas ; nous ne le voulons pas.* Un boucher excitoit la rébellion & menaçoit tour-à-tour de faire sauter les têtes des officiers.

Aujourd'hui M. *Dumas* a fait, au nom du comité militaire, la troisième lecture du projet de décret, tendant à prendre, à l'égard des corps insurgés, les mesures qu'on a prises, avec succès

Digitized by Google

à l'egard des corps qui ont dénoncé les promoteurs des déroutes de Mons & Tournay. Mais M. *Chondieu* a fait décréter que les ministres de la guerre & de la justice rendront compte, sous trois jours, des procédures commencées, & un article de M. *Dumas*, adopté, a chargé le président de témoigner la satisfaction de l'Assemblée à MM. *Viâbr de Broglie*, *d'Herbigny*, *d'Arlandes*, au maire, & à M. *Rewbel*, &c.

M. *de Chambonas* adresse à l'Assemblée le message suivant de sa majesté :

« *Message du Roi à l'Assemblée nationale.*

« C'est avec regret, Messieurs, que je vois un ennemi de plus se déclarer. La Prusse, que tant d'intérêts semblaient devoir attacher à la France oubliant ses mêmes intérêts, conspire, avec sa rivale & son ennemie naturelle, contre la constitution française. Ses démarches successives ont pris un caractère trop marqué, pour qu'il soit permis de douter désormais de ses intentions hostiles. La convention de Pilnitz, l'alliance avec l'Autriche qui en a été la suite, l'accueil fait aux rebelles, les violences exercées sur des François que des relations de commerce appelloient dans les Etats du Roi de Prusse, la conduite de cet Etat à l'égard du ministre de France, le départ de son envoyé extraordinaire sans prendre congé, le refus formel de souffrir à Berlin notre chargé d'affaires, les efforts des agens Prussiens auprès de toutes les cours pour nous susciter des ennemis, enfin la marche des troupes Prussiennes, dont le nombre se porte à 52 mille hommes, & leur rassemblement sur nos frontières, tout prouve un concert entre le cabinet de Vienne & celui de Berlin. Ce sont là, Messieurs, des *hostilités imminentes*. Aux termes

Digitized by Google

de la constitution ; j'en donne avis au corps législatif, & je compte sur l'union & le courage de tous les François pour combattre & repousser les ennemis de la patrie & de la liberté. *Signé* LOUIS. *Plus bas*, SCIPION CHAMBONAS.

On a renvoyé ce message au comité diplomatique, & à la commission des douze la question de savoir si la responsabilité du ministre est ou non dégagée, après qu'on a réparé la forme inconstitutionnelle de la première notification.

M. *Dejoly* a expliqué, par ordre du Roi, que l'intention, clairement énoncée de Sa Majesté, étoit de se joindre à l'Assemblée, pour recevoir le serment des Fédérés. On est passé à l'ordre du jour, motivé par M. *Couthon*, sur ce que toute communication devoit avoir lieu sans intermédiaire, & pour recevoir un bouquet du Fauxbourg Saint-Antoine.

Du vendredi, séance du soir.

Organe du comité militaire, M. *Beaupuy* a fait un rapport un peu tardif sur la proposition du Roi de lever 42 bataillons de volontaires destinés à former un corps de réserve entre les frontières & la capitale, « proposition, a dit le rapporteur, que l'Assemblée avoit sagement, mais infructueusement prévenue » ; ce qui ne paroîtra pas rigoureusement exact à tout le monde. L'Assemblée a cru devoir ajourner encore le projet de levée urgente, jusqu'après la discussion de la question de savoir si le danger de la patrie sera déclaré.

Du samedi, 7 juillet.

A la lecture du procès-verbal, M. *Lasource* a soutenu que l'Assemblée n'avoit pas entendu flétrir M. *Torné*, par une improbation, déshono-

Digitized by Google

rante, que le déshonneur ne pouvoit être que pour celui qui avoit voulu révéler une conversation particulière. M. *Merlin* s'est permis d'ajouter que les faux amis du peuple & les lâches révéloient seuls les épanchemens de la confiance. M. *Marat* a répondu au ministre protestant que cinquante députés avoient connoissance, comme lui, des propos de M. *Torné* sur le besoin de fermer la constitution, de concentrer tous les pouvoirs dans l'Assemblée, & de mettre la Loire entre elle & les réfractaires; qu'ainsi ce n'étoit pas une confidence; & à M. *Merlin* que les lâches sont ceux qui manquent à leurs sermens & qui, sous le masque de la popularité, agissent en ennemis des loix. Soit que les 50 confidens fussent un motif de plus de se taire, ou pour toute autre raison, un décret a ordonné la radiation, du procès-verbal, des détails relatifs au discours de M. *Torné* protégé de M. *Lasource*, & à la dénonciation de M. *Marat*; ce dont il seroit difficile de conclure que le procès-verbal contient la vérité toute entière.

Nouveau rapport sur des marchés passés par M. *Savoye* avec M. *Worms* n'offrant qu'un rabais de 150,000 livres, tandis qu'on en offroit un de 400,000 livres. L'Assemblée décrète des indemnités pour le sieur *Worms* que M. *Mayerne* a dit avoir fait un présent de 12,000 livres au premier commis de l'ex-ministre honoré des regrets de la nation; décrète l'impression du projet du comité qui renvoie l'ex-ministre patriote aux tribunaux, & l'ajournement de la discussion ultérieure.

M. *Boutidoux* a dénoncé, à la barre, que son refus de signer une adhésion à la pétition de M. *de la Fayette*, lui ayant attiré des persécutions,

Digitized by Google

nairement de M. *Latour Maubourg*, il a donné la démission. Il demande que ses motifs soient jugés, & qu'on ne le suppose pas dans le cas du décret contre les officiers démissionnaires. Sa pétition est renvoyée au comité, & il reçoit les honneurs de la séance.

M. *Goupilleau* a fait lecture de l'ordre publié dans l'armée au retour de M. *de la Fayette*. Le général y expose ses démarches auprès de l'Assemblée, & la satisfaction qu'a ressenti le Roi des témoignages du zèle de l'armée; il y dit qu'il espère que l'armée saura bientôt si c'est pour la constitution ou pour des partis qu'elle prodigue son sang, & que M. *Luckner* & une foule de municipalités adhèrent à ses sentimens... Plusieurs membres applaudissent. On renvoie l'ordre au comité des douze.

Comme M. *Brissot* alloit lire un discours sur les moyens de sûreté générale, M. *Lamourette*, évêque assermenté de Lyon, a demandé la parole pour une motion d'ordre, & a dit qu'aucune des mesures proposées n'étoit centrale. Voyant la source des maux dans des divisions de l'Assemblée, « il ne tient qu'à vous, a-t-il poursuivi, de vous ménager un moment bien beau, bien solemnel, & d'offrir à la France & à l'Europe un spectacle aussi redoutable pour vos ennemis, que doux & attendrissant pour tous les amis de la liberté... Foudroyons par une exécration commune & par un irrévocable serment, foudroyons & la république & les deux chambres (la salle a retenti d'applaudissemens & des cris : *oui, oui; nous ne voulons que la constitution*). Jurons de n'avoir qu'un seul esprit, qu'un seul sentiment... Le moment où l'étranger verra que nous voulons tous une chose

fixe, sera le moment où la liberté triomphera, où la France sera sauvée (applaudissemens redoublés). Je demande que M. le président mette aux voix cette proposition simple : *que ceux qui abjurent également & exècrent la république & les deux chambres se lèvent.* »

L'Assemblée se lève toute entière, le serment est unanime & prêté par acclamation ; les deux côtés se mêlent, on s'embrasse ; & députés & spectateurs tous se livrent à l'émotion commune. On décrète qu'une députation de 24 membres portera au Roi l'extrait du procès-verbal & que tous les corps administratifs seront mandés pour qu'il leur soit communiqué. Quelqu'un souhaitoit qu'on prît des précautions légales pour que cet acte solennel échappât à la malignité, aux sarcasmes de certains journaux. On propose que des couriers apportent la nouvelle à tous les départemens ; mais « en preuve de l'harmonie des deux pouvoirs, comme l'observe M. *Emmery* » on laisse au pouvoir exécutif le soin de cet envoi.

M. *Brissot* craint de faire renaître des haines en lisant le discours qu'il avoit préparé ; & la fraternité qu'il vient de jurer l'oblige d'effacer toutes les lignes qui rappelleroient des divisions maintenant anéanties. Il ne le lira que demain. Chacun applaudit avec reconnoissance à l'espoir d'entendre quelques phrases de moins de M. *Brissot*.

Une députation de la municipalité interrompt la discussion commencée sur les actes de mariage. L'orateur, M. *Osselin*, lit un arrêté du conseil général de la commune qui sollicite de l'Assemblée nationale une prompte décision sur la suspension de M. *Pétion*, maire,

Digitized by Google

& de M. *Manuel*, procureur de la commune, prononcée par le conseil général du département. Les municipaux pensent que la conduite de MM. *Pétion* & *Manuel* & la leur ont sauvé l'empire le 20 juin ; & ils disent que les bénédictions de la capitale & du royaume attestent, exaltent leur prudence, fermeté. « Le maire honnête homme a épargné le sang du peuple, disons mieux, le sang des pervers dont le peuple se servoit, fait une justice terrible, si nous avions pu écouter les scélérats qui, de loin, par prudence, agiroient les brandons de la guerre civile... Nous osons donc vous prier d'accélérer votre décision. »

Oubliant un peu trop tôt le serment d'union fondé sur la constitution, M. *Chabot* a méconnu combien cette adresse étoit inconstitutionnelle, 1°. en ce que les municipaux ne devoient pas s'adresser directement & prématurément au corps législatif avant que le Roi eût prononcé ; 2°. en ce qu'il ne leur convenoit pas de déprimer une autorité constituée, le département, leur supérieur ; 3°. en ce que des magistrats ne peuvent, sans prévarication, admettre & approuver la justice terrible du peuple ; M. *Chabot* a demandé l'impression de l'adresse où il a vu un trait de générosité. On a décrété l'impression & que le pouvoir exécutif rendra compte, le lendemain, de sa décision relative à la suspension.

La députation des 24 membres rentre, le Roi est au milieu d'elle accompagné de ses ministres, & va se placer à côté du président. On crie : *Vive la nation ! vive le Roi.* Sa Majesté dit :

« Messieurs, l'acte le plus attendrissant pour moi est celui de la réunion de toutes les volontés, pour le salut de la patrie. J'ai desiré depuis long-

Digitized by Google

temps ce moment fortuné ; mon vœu est accompli. Je viens vous exprimer moi-même que la nation & le Roi ne font qu'un. S'ils marchent vers le même but, leurs efforts réunis sauveront la France. L'attachement à la constitution réunira tous les François, le Roi leur en donnera toujours l'exemple. »

Réponse du président.

« Sire, l'époque mémorable qui vous amène au milieu des délégués du peuple est un signal d'allégresse pour les amis de la liberté, & un signal terrible pour ses ennemis. L'harmonie des pouvoirs constitués donnera à la nation Françoise la force dont elle a besoin pour dissiper la ligue des tyrans contre son indépendance & la constitution, & elle voit déjà dans la loyauté de votre démarche, le présage de ses succès. » --- Le Roi a repliqué :

« J'étois fâché, Messieurs, d'être obligé d'attendre une députation ; car il me tardoit bien de venir au milieu de vous. »

Les applaudissemens & les cris : *Vive la nation ! vive le Roi !* recommencent, & le Roi sort au bruit des témoignages d'allégresse de l'Assemblée & des galeries.

Depuis le choix des nouveaux Ministres il a été publié différens actes du Roi, dont l'objet est d'annoncer à l'Europe & à la France son desir de suivre la Constitution dans l'exercice de son autorité. De ce nombre sont sa *lettre aux armées françoises*, &

Digitized by Google

la notification aux Puissances de l'Europe. Nous transcrivons l'une & l'autre.

Lettre DU ROI *aux Armées Françoises.*

« François qui portez les armes pour la défense de la Patrie, c'est le Chef Suprême que la Constitution vous a donné, qui vous témoigne dans ces circonstances périlleuses sa sollicitude, & l'intérêt constant qu'il prend à toutes vos actions. La Nation a les yeux fixés sur vous ; en vous confiant le sort de l'Etat, elle fonde l'espoir de sa tranquillité & de son bonheur sur l'ordre, la discipline & l'obéissance graduelle qui doivent régner parmi vous. Déjà vous en avez senti les heureux effets, & par-tout où vous avez été soumis aux loix militaires, des succès ont couronné votre courage. C'est un spectacle bien imposant que la réunion des Citoyens-Soldats & des Soldats-Citoyens combattant pour la liberté, & résolu de la sauver ou de périr, en se servant mutuellement d'exemple. Je n'ai pu voir qu'avec la plus vive satisfaction, des Soldats, novices dans le métier des armes, devenir tout-à-coup les émules des plus anciennes troupes, & prouver ainsi que l'amour de la Patrie & celui de la liberté sont la base de toutes les vertus guerrières. Mais, Soldats, ne vous méprenez pas à ce nom sacré de liberté ; songez qu'elle consiste à n'obéir qu'aux Loix, & qu'elle établit pour premier devoir de leur être fidèle. Le Roi s'y est soumis avec empressement & sans réserve ; puisse son exemple vous encourager à braver tous les dangers, plutôt que de manquer à ce que vous avez juré d'observer !... J'ai déploré d'abord l'égarement des Officiers qui, par de faux prétextes, abjuroient des sermens

Digitized by Google

volontaires & sacrés ; mais depuis que vous avez combattu pour la Patrie, je suis profondément indigné contre ceux qui passent lâchement à l'ennemi, en abandonnant le poste d'honneur, où ma confiance les avoit placés. Je les regarde comme mes ennemis personnels, comme les ennemis les plus dangereux de l'Etat, & il en coûtera moins à ma sensibilité, lorsque je verrai s'appesantir sur eux toute la rigueur des Loix. Sévère envers les Officiers, en raison de l'importance de leurs devoirs, j'attends du Soldat la plus entière soumission aux règles de la discipline. Je vous ai donné des Généraux dont l'expérience, les talens & le patriotisme me justifient ma confiance ; vous leur devez toute la vôtre ; votre sûreté même l'exige. S'il se trouve près de vous des hommes pervers qui cherchent à vous en détourner, n'écoutez pas, fuyez ces traîtres qui vous trompent & qui veulent vous déshonorer. »

« Soldats François, illustres dans tous les temps par votre ardeur guerrière, son énergie ne peut que s'accroître depuis que vous êtes devenus Citoyens & hommes libres. Combattez avec fierté, respectez les propriétés de l'homme paisible ; rappellez votre humanité pour les vaincus ; sachez que les revers, inévitables de la guerre, sont des leçons pour apprendre à vaincre ; sachez que des succès ne peuvent être que le résultat d'une confiance mutuelle, & de la discipline la plus sévère ; ceux que vous avez obtenus en présagent d'autres ; ils vous sont garans de la reconnoissance de vos Concitoyens, de l'estime des Représentans de la Nation, & de l'amour du Roi des François. »

Signé, LOUIS. *Et plus bas*, A. LAJARD.

Digitized by Google

Notification aux Puissances de l'Europe.

« Le Roi des François étant informé que l'on continue à s'appuyer de son nom pour proposer des négociations auprès des Cours Etrangères, faire des emprunts & se permettre même des levées de forces militaires ; voulant itérativement consacrer d'une manière solemnelle son attachement à la Constitution, qu'il a librement acceptée, & qu'il a juré de défendre, désavoue toutes délibérations, protestations, négociations auprès de ces Cours Etrangères, emprunts, levée de forces militaires, achats d'armes, de munitions de guerre & autres, & généralement tous actes publics & privés, faits en son nom, par *Louis-Stanislas-Xavier ; Charles-Philippe ; Louis-Joseph ; Louis-Henri-Joseph* & *Louis-Antoine-Henri*, Princes François, & par les autres Emigrés rébelles aux Loix de leurs pays ; déclare que ses intérêts & ceux du Peuple, dont il est le Représentant héréditaire, sont à jamais indivisibles ; que le Gouvernement, dont l'action lui est confiée, sera maintenu par lui dans toute sa pureté. »

« Ferme dans cette résolution, le Roi des François charge son Ministre des Affaires étrangères, de notifier à toutes les Puissances que, tout entier à la cause du Peuple François, il fera usage de toutes les forces que la Constitution a mises dans ses mains contre les ennemis de la France, quelque prétexte qu'ils employent pour soldrer les rassemblemens armés des Emigrés, & pour les soutenir dans leurs démarches hostiles. »

Signé, LOUIS.

Un Arrêté du Directoire du Département de Paris, du 6 Juillet, prononce sur la journée du 20 Juin & suspend en conséquence le

Digitized by Google

Maire & le Procureur de la Commune de Paris de leurs fonctions. Voici le dispositif de cet Arrêté.

« Le Maire de Paris & le Procureur de la Commune sont suspendus provisoirement de leurs fonctions. »

« Le Conseil-général de la Commune, en conséquence de l'article XXXII du titre I du Code Municipal de la ville de Paris, nommera un Officier Municipal pour exercer, par *interim*, les fonctions de Maire, & à cet effet, il sera convoqué à l'instant par le premier Substitut du Procureur de la Commune, qui, conformément à l'article XLIII du titre I du Code Municipal, remplira, par *interim*, les fonctions de Procureur de la Commune. »

« Le Conseil renvoie aux Tribunaux le Maire de Paris, le Procureur de la Commune & ceux des Officiers Municipaux qui pourroient être prévenus d'avoir changé ou levé des consignes aux différens postes des Tuileries, à l'effet de quoi les procès-verbaux & autres pièces qui les concernent, seront remis au Juge de Paix de la Section des Tuileries. Arrête que le Procureur-général-Syndic dénoncera les faits à la charge de M. *Santerre*, Commandant de Bataillon, & du Lieutenant des Canoniers du Val-de-Grace, & remettra aussi les pièces qui les concernent. »

« Recommande expressément à la Municipalité de prévenir & dissiper, par tous les moyens de la loi, tous attroupemens séditieux. »

« Le Conseil, en exécution de la Loi du 14 Octobre 1791, relative à l'organisation de la Garde Nationale, dénonce au Corps Législatif les faits de contravention à cette Loi, qui consistent : »

Digitized by Google

« 1°. Dans l'admission sous les Drapeaux de la Garde Nationale de personnes non inscrites, & sans aucune vérification préalable de leurs qualités, même de Citoyens François. »

« 2°. Dans la marche de différentes portions de la force publique, sans requisition légale. »

« 3°. Dans l'abus des armes nationales qui ont été dirigées & employées contre la sûreté du domicile du Roi. »

« Arrête, en outre, que le présent Arrêté sera adressé sans délai au Ministre de l'Intérieur, pour être présenté au Roi & transmis au Corps Législatif. »

« Il sera également, sans délai, notifié au Corps Municipal & au Conseil-général de la Commune de Paris, ainsi qu'au Chef de Légion, Commandant-Général de la Garde Nationale Parisienne. »

Cet Arrêté a été pris dans la Séance du Conseil du 5. Le Conseil étoit composé de vingt-quatre personnes. Les voix ont été recueillies par appel nominal; vingt-une ont été pour l'Arrêté, & trois contre.

Il a été notifié au Conseil-général de la Commune, extraordinairement convoqué, le 6, qui, en exécution de cet Arrêté, a nommé M. *Borie*, Officier Municipal, pour remplir, par *interim*, les fonctions de Maire.

En exécution de cet Arrêté, M. *Desmousseaux*, premier Substitut-Adjoint auquel il a été porté, à sept heures du matin, le 7 juillet, a convoqué le Conseil général pour dix heures précises, & a requis 1°. que l'Arrêté du Département soit transcrit à l'instant; 2°. qu'il soit procédé, sans délai, à la nomination du Maire par *interim*; 3°. qu'il soit ensuite donné communication de

Digitized by Google

cette nomination au Corps Législatif, à l'Administration du Département, au Commandant-Général de la Garde Nationale & autre Chef de la force publique.

Le Conseil-général a arrêté toutes les propositions du premier Substitut-Adjoint, & ensuite qu'il seroit fait une Députation au Corps Législatif, pour le prier de prononcer sans délai sur l'Arrêté du Département portant suspension.

A l'instant où l'arrêté a été lu, M. *Pétion* s'est retiré; M. *Danton* s'est écrié : que tous les bons Citoyens, que tous les bons Officiers Municipaux suivent le Maire à l'Assemblée Nationale; quelques Membres du Conseil, amis de M. *Pétion*, l'ont suivi : la majorité du Conseil est restée à sa place. M. *Desmoiſſeaux* a pris la parole à l'instant, & a dit : « Je ne connois de bons Citoyens que ceux qui obéissent aux Loix, aux autorités constituées par elle; ceux qui méconnoissent ces autorités, ceux qui violent la Loi sont des ennemis de la liberté publique, des ennemis du Peuple, de véritables brigands. Je requiers donc que le vice-Président prenne le fauteuil, & que le Conseil-général ne lève sa Séance qu'après avoir pris les décisions que l'intérêt public exige. »

Le Conseil-général a continué ses délibérations.

« Les amis de MM. *Pétion* & *Manuel* & de leurs Coopérateurs ne cessent de répéter que c'est pour avoir évité la guerre civile, épargné le sang du Peuple qu'on vouloit verser, qu'ils sont suspendus de leurs fonctions. »

« Ne pourroit-on pas dire, au contraire, que c'est en laissant former un attroupement considérable, qu'il étoit si facile de dissiper dans son

Digitized by Google

principe, que c'eſt en laiſſant réunir dans la place du Carrouzel vingt mille perſonnes, armées de toute arme, au milieu de la Garde Nationale, qu'on s'eſt expoſé à faire verſer le ſang du peuple; & en effet, ſi le fuſil, dirigé du milieu de cette foule ſur M. *Perret*, Commandant du Bataillon des Petits-Pères, n'eût pas raté deux fois, la mort de cet Officier ne pouvoit-elle pas devenir le ſignal d'un carnage affreux. Qui en auroit été cauſe? n'eſt-ce pas ceux qui, au mépris de toutes les Loix, avoient laiſſé former cet attroupement. »

La conduite du Roi, de la Reine, de ſa Famille, leur ſang-froid, leur courage, leur bonté offrent dans la journée du 20 des traits ſi dignes de l'attention de l'Europe, que nous en recueillerons quelques-uns ici qui nous étoient échappés, & ſur l'authenticité deſquels on peut compter.

Au moment où S. Majeſté, accompagnée de MM. *Gentil* & *Septeuil*, paſſa de l'intérieur de ſon appartement dans la ſalle appellée l'*Oeil-de-bœuf*, les gens à piques en briſoient la porte. MM. *Acloque*, *Quinguerlot*, *Aubier* & *Vanot*, qui étoient dans cette pièce, mirent auſſi-tôt l'épée à la main pour défendre le Roi. *Non*, dit tranquillement S. M., *je veux avancer à eux, et leur parler:* ce conſeil fut appuyé de M. *Acloque*. *Ouvrez-leur donc la porte*, continua le Roi. *Edouard*, Suiſſe, qui la tenoit en dedans, dit, en appuyant ſes mains deſſus pour empêcher qu'on ne l'ouvrit : Sire, *permettez*

Digitized by Google

au moins que j'appelle mes camarades. Ouvrez sur-le-champ, reprit le Roi ; aux pieds de qui tomboient les panneaux de la porte, par l'ouverture desquels passoient une hache & le canon d'un fusil. — A l'instant où le Roi donnoit cet ordre, MM. *de Mouchy*, *Bougainville*, *d'Hervilly*, ce dernier conduisant quatre Grenadiers, entrèrent par la porte opposée à celle que l'on enfonçoit. Madame *Elisabeth* vint aussi dans ce moment de danger, & saisit le Roi par le pan de son habit, pour n'en être point séparée. — Ce fut M. *de Bougainville* qui eut la présence d'esprit d'engager le Roi à passer dans une embrasure de fenêtre, & MM. *de Septeuil* & *d'Hervilly* firent ensuite monter S. M. sur la fenêtre, pour le mettre plus en sûreté ; précaution sans laquelle le Roi eût infailliblement péri dans la foule. — Madame *Elisabeth*, chez qui les vertus & le courage sont aussi naturelles que la douceur & l'inaltérable bonté, ayant quitté le Roi au moment où ses serviteurs l'entourèrent devant la fenêtre, voyant les factieux s'avancer, & crier, *l'Autrichienne, où est-elle ! sa tête, sa tête*, se mit à dire avec une tranquillité admirable : *S'ils pouvoient me prendre pour la Reine, on auroit le temps de la sauver.* Un furieux lui présente une pique à la gorge : *Vous ne voulez sans doute point me faire du mal*, dit cette Princesse ; *détournez donc votre arme.*

Digitized by Google

Cependant la Reine, qui avoit été retardée par les soins qu'exigeoit d'elle la sûreté de ses enfans, se rendit avec empressement auprès du Roi sitôt qu'elle le sut dans l'*Œil-de-Bœuf*. Les cris affreux de gens à piques qui demandoient sa tête ne la retinrent pas; elle volcit auprès du Roi lorsque M. *Aubier* s'approche au moment qu'elle entroit, & lui représente qu'elle exposeroit infailliblement ses jours, & augmenteroit les périls du Roi, si elle avançoit plus loin. S. M. n'en étoit pas moins résolue à ne point abandonner le Roi, lorsqu'on lui dit que Madame *Elisabeth* étoit d'avis qu'elle se retirât, qu'il lui seroit d'ailleurs impossible de se rendre auprès du Roi à travers la foule qui croissoit. Madame *de Lamballe* appuya ces raisons, & S. M. se rendit dans la pièce où étoient ses enfans, entourée de Mesdames *de Lamballe*, *de Tourzel*, *de la Rochaymon*, *de Chimay* & autres du service ordinaire de la Reine, qui ne l'ont point quittée dans ce moment de péril pour tout ce qui lui est attaché. Mais à peine S. M. y étoit-elle retirée que les brigands, conduits par des gens qui connoissoient bien la topographie du château, vinrent par des escaliers dérobés, forcèrent les passages, brisèrent une porte en criant: *l'Autrichienne*, *Madame Veto*, *sa tête*. La Reine alors prit ses enfans par la main; ses Dames l'entourèrent,

Digitized by Google

& au moyen de quelques Grenadiers du bataillon des *Filles St. Thomas*, on parvint à la faire passer dans la salle du Conseil, où S. M. resta tranquillement quatre heures occupée du sort du Roi, & ne marquant d'inquiétude que pour ses serfans & les personnes de sa suite, pendant qu'une multitude armée, féroce & mençante, l'outrageoit par tout ce qu'un fanatisme barbare peut inventer de plus atroce.

Il étoit aisé de prévoir que les conquêtes de M. *Luckner* ne serviroient qu'à fournir à l'Europe de nouveaux sujets de haine contre nous, & qu'on seroit obligé de les rendre si-tôt qu'il plairoit aux ennemis de nous en chasser. Nous les avons prévenus, & des vues conformes au système du Ministère actuel, ont fait rétrograder nos troupes de Menin, Ypres, Courtrai, aux postes qu'elles occupoient auparavant.

Mais ce qu'on n'attendoit point, c'est qu'on eût pu incendier les habitations particulières de Courtrai, lorsque cette mesure extrême ne pouvoit ni gêner la marche de l'ennemi, ni faciliter notre retraite dans laquelle nous fûmes d'ailleurs assez maltraités par l'ennemi. Quoi qu'il en soit, voici comme le Général lui même excuse cette atrocité dans la lettre lue à l'Assemblée Nationale dans la séance du Mardi 5 de ce mois.

Lettre de M. Luckner, du Ministre de la guerre. Au quartier-général, près Lille, le 30 juin 1792.

« J'ai à vous rendre compte, monsieur, d'un événement bien fâcheux, & à vous dire avec douleur, qu'hier, 29 au matin, les avant-postes ayant été vivement attaqués par l'ennemi, se sont repliés suivant leurs ordres, sur Courtray. L'ennemi s'étoit emparé des maisons des fauxbourgs les plus près de la ville, il y a établi du canon & tiroit ainsi sur nos retranchemens. M. *Jarry*, Maréchal de camp, commandant l'avant-garde, combattoit avec force & avec succès dans les nouveaux retranchemens. Après l'en avoir chassé, & s'être rassuré qu'il n'y avoit plus de Soldats cachés dans les maisons, il a été tiré, d'une de ses maisons, un coup de fusil sur sa personne. J'ai même ouï dire qu'il l'a fait visiter, & y a trouvé de la poudre cachée. Le général, croyant pour la sûreté de son poste de Courtray, être obligé de faire abattre les maisons les plus voisines de la ville, pour empêcher par-là que l'ennemi s'en servît trop avantageusement contre lui, il y a aussitôt fait mettre le feu. Il m'a rendu compte assez tard dans la matinée, de tout ce qui s'étoit passé, me disant seulement qu'il avoit été obligé de faire brûler quelques maisons. Jusque-là je ne voyois dans cette extrémité qu'une sorte de justice. Mais une députation des magistrats de Courtray, venue à moi vers deux heures après-midi, m'a appris que M. *Jarry* continuoit à faire brûler les maisons. J'ai aussitôt monté à cheval, & me suis pressé d'aller faire éteindre la torche, qui malheureusement plus

avoit déjà que trop brûlé, & qui, sans moi, auroit fini par réduire le reste des fauxbourgs en cendres. »

« Consterné d'une mesure aussi violente, j'ai demandé à M. *Jarry* de quel ordre il se portoit à tels excès, il m'a répondu que lui ayant confié la défense de la ville de Courtray, & le soin de veiller à la conservation de la vie de ses compagnons d'armes, il avoit cru cette opération indispensable. »

« Voilà, monsieur, le fait dans la pure vérité. M. *Carle*, Lieutenant-Général, a mis trop de foiblesse à faire agir M. *Jarry*, qui étoit en sous-ordre. J'ai blâmé hautement & très-sincérement cette conduite violente; mais je n'ai pu la punir, parce que je dois laisser à M. *Jarry* à prouver cette triste nécessité, comme tous les détails qui tournent à sa justification. — La perte considérable qu'éprouvent les incendiés, est sans doute très-affligeante pour moi, mais c'est le fait en lui-même qui me peine à un point que je ne saurois vous rendre. Je vous engage, monsieur, à faire votre rapport à l'Assemblée nationale, & de réclamer de sa justice une indemnité en faveur des malheureux habitans de Courtray. Je vous prie d'examiner si cette dernière ne seroit pas autant commandée par la politique, que par l'humanité, & par tous les principes qui m'ont toujours empêché de traiter les Belges en ennemis. Il ne m'a pas été possible de vous faire sur-le-champ le rapport de cette affaire. Je ne suis revenu hier de Courtray que très-tard. J'ai été toute la nuit à cheval, & ne suis arrivé à Lille que fort tard aujourd'hui.

Signé le Maréchal LUCKNER.

Digitized by Google

Cette retraite forcée ne s'est point faite sans une perte que nous ignorons encore, les ennemis nous suivoient de près, & ont fait même prisonniers une quarante de ces Belges imprudemment associés à nos troupes dans une expédition de ce genre ; ils ont été pendus par l'ennemi : il ne reste plus un François dans Ypres, Ménin, Courtray. Le premier Juillet la portion de l'armée commandée particulièrement par M. *Luckner* a quitté Lille, & s'est mise en marche sous ses ordres pour le camp de Famars. M. *de la Noue*, qui commandoit le camp de Maulde, aux environs de Tournay, s'est hâté de se replier ; le 2, matin, il a abandonné ce camp, qui avoit été assez mal fortifié, par M. *de Foissac* ; un petit nombre de troupes l'a occupé ensuite, & elles mêmes doivent se retirer au premier moment. Les six mille hommes sous le commandement de M. *Carle*, rentrés à Lille le samedi matin, sont partis le 2 pour Dunkerque où ils étoient avant. L'armée de M. *de la Fayette* avancée péniblement à Maubeuge, après avoir eu son avant-garde très-maltraitée le 1 Juin, ainsi qu'on l'a dit, & perdu un Officier Général, M. *de Gouvion*, s'est retirée à Montmédy, Stenay, Sedan, postes qu'il faudra défendre à mesure que les forces Prussiennes & Autri-

chiennes se dirigeront vers cette partie des frontières.

Tel est le résultat de cette campagne dont le commencement est marqué par des assassinats, une déroute honteuse, le milieu par des pertes notables, & la fin par une retraite forcée & l'incendie peut-être volontaire d'une Ville.

Le camp de Newkirch a été levé le 22 Juin, & transféré à Vergasse près Sarrelouis le 23. Cette dernière position est plus saine pour les troupes qui se trouvoient dans un terrein humide. M. *de Kellermann* qui commande ce camp a fait placer un poste de 700 hommes à Forbach, au-dessous de Newkirch. Ce poste est le débouché de plusieurs grandes routes qui viennent s'y rendre de l'Allemagne & de la France. Au reste, la troupe aux ordres de M. *de Kellermann* n'est rien moins que tranquille, puisque le 10 Juin les Soldats ont voulu pendre quelques Officiers qu'on n'a pu soustraire à la *lanterne* qu'en les mettant en prison quelques jours.

Le régiment *d'Ernest* a été reçu le 17 Juin à Nyon, petite Ville du Canton de Berne, avec toutes sortes de marques d'em-

Digitized by Google

preſſement & d'eſtime. M. *de Watteville* aujourd'hui Colonel, étoit à ſa tête. — Il n'y a encore rien de décidé ſur le ſort des autres régimens au ſervice de la France.

Deux cents dix-huit hommes du régiment *du Cap* ont débarqué à Auray en Bretagne le 26 Juin ; ils ſont ſous le commandement de M. *Pichon*, Capitaine dans ce Corps. Le régiment *du Cap* a rendu les plus grands ſervices à la Colonie, par ſa bravoure, ſa diſcipline & les nombreux détachemens qu'il a fournis. Auſſi, dans l'eſpace de huit mois, depuis le 23 Août 1791 juſqu'au 21 Mars de 1792, a-t-il perdu tant par le feu des Nègres révoltés que par les fatigues & les maladies 239 hommes ; ce qui joint aux malades & à ceux qui paſſent en France pour ſe rétablir, forme un déficit de 474 hommes, c'eſt-à-dire plus de la moitié du régiment tel qu'il exiſtoit en Août 1791.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

SUÈDE.

De Stockholm, le 25 Juin 1792.

M. *DE VERNINAC*, nouvel Envoyé de France, n'eſt point reconnu comme tel à la Cour : il vit en ſimple particulier. On s'étonne ici que le Miniſtère François connoiſſant notre averſion pour ſes principes ait nommé pour ſon Repréſentant ici un homme exalté dans les idées de la Révolution, & dont la conduite dans l'affaire d'Avignon pouvoit bien faire juger que nous n'en voudrions pas. D'un autre côté, M. *Gauffin*, qui juſqu'ici avoit été chargé des affaires de France, ne ſe mêle plus de rien, en ſorte que la correſpondance officielle de la Suède avec la France ſe trouve entièrement interrompue.

Digitized by Google

POLOGNE.

De Varsovie, le 20 Juin 1792.

Les affaires se compliquent à mesure que les évènemens se pressent; la guerre au dehors, les contre-fédérations particulières au dedans, la neutralité, ou peut-être même la réunion de la Prusse & de Vienne, pour seconder les projets de la Russie: tout annonce que la Constitution de 1791 doit céder à la violence des obstacles qu'elle rencontre dans son exécution.

Malgré quelques avantages, toujours exagérés dans l'intention de soutenir les esprits incertains, les Russes pénètrent de toutes parts sur le territoire polonois. Le Prince *Dalgorouki*, à la tête de 40,000 Russes, s'avance à grands pas dans la Lithuanie, tandis que le Général *Kochowski*, avec un nombre égal de combattans, fait des progrès dans l'Ukraine, qui prouvent que les succès que nous avons eu n'ont que foiblement diminué ses forces.

C'est le 17, que l'action générale eut lieu: elle commença par une forte canonnade qui dura depuis 7 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir. L'aîle gauche des Russes fut mise d'abord en déroute, l'aîle droite resta seule, & fut bientôt forcée de se retirer, & de nous laisser le champ de

bataille; nous l'avons conservé deux heures encore après le combat. On croit que les Russes ont perdu près de 4,000 hommes; notre perte s'élève à 800 hommes & 300 chevaux. Le Général *Poniatowski* a montré un grand courage & beaucoup d'intelligence. Cette action s'est passée près de Zaslaw dans l'Ukraine Polonoise. Les évènemens mettront à même d'en apprécier le véritable succès; jusqu'à présent elle n'a point désorienté les mouvemens du Général Russe *Kachowski*, dont la déroute n'a point été tellement complette qu'il n'ait défait entièrement le Corps de cinq cents hommes qui couvroit notre arrière-garde.

A-peu-près dans le même temps que cette bataille se donnoit en Ukraine, le Major *Perekladowski* étoit aux prises en Lithuanie avec plusieurs Corps de Cosaques. L'acharnement de part & d'autre fut violent, mais enfin assailli par le grand nombre il fut obligé de se retirer après avoir eu 30 hommes tués & 50 blessés, suivant le rapport envoyé le lendemain de l'action, c'est-à dire le 14. On estime la perte de l'ennemi de 350 hommes.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 10 Juillet.

Les préparatifs, les démarches, les mou-

Digitized by Google

vemens de guerre contre la France continuent avec l'activité que peut comporter une auſſi grande opération ; mais les évènemens hoſtiles n'auront lieu qu'après que le Manifeſte des Puiſſances coaliſées aura été publié. Cet acte n'eſt plus une chimère ; il eſt court, ſimple, & repoſe ſur trois baſes principales, 1°. les Puiſſances déclarent qu'elles n'entendent point faire la guerre au Roi, ni au Peuple François, encore moins leur dicter des loix ; qu'elles ne ſont armées que contre ceux qui, après avoir perdu leur patrie, menacent la ſûreté de l'Europe entière ; 2°. qu'on ne veut entrer dans le royaume que pour faciliter au Roi l'exercice libre de ſon autorité légitime & le moyen de concerter avec la Nation Françoiſe les meſures qu'exigent les circonſtances & le retour de la tranquillité ; 3°. elles rendent reſponſables les Corps en autorité des attentats qui pourroient être commis par eſprit de fanatiſme, ou autrement contre la Famille Royale ou les Perſonnes proſcrites dans l'eſprit des factieux. Il paroît que cet article eſt un de ceux auxquels les Cours réunies tiennent eſſentiellement, & que, dans le cas de quelque crime commis contre l'avis qu'il donne, il en réſulteroit des rigueurs extrêmes contre leſquels il ſeroit difficile au parti vaincu de réclamer. Cet acte eſt prêt ; l'on n'at-

Digitized by Google

tend pour l'annoncer que le Couronnement de l'Empereur.

L'Election s'en eſt faite le 5 à une heure; 300 pièces de canon placées ſur les remparts & le bruit de toutes les cloches de la ville ont annoncé que le choix des électeurs étoit tombé ſur le petit-fils de *François le-Bon*, ſur le fils de *Léopold-le-Sage*, ſur *François II*, Roi de Bohême & de Hongrie, élu Empereur des Romains.

Après l'élection, les Electeurs ſe rendirent de l'Egliſe de St. Barthelémi où elle s'étoit faite, au Rœmer, & de là à leurs hôtels reſpectifs.

La défenſe faite à tout étranger, qui n'a point une patente de protection, de reſter dans la ville pendant le jour de l'élection, a été étendue juſqu'après le Couronnement, & les Miniſtres étrangers, en conſéquence de cette diſpoſition, ne ſont point rentrés en ville comme de coutume après l'élection.

Le Nonce du St. Siége, M. l'Abbé *Maury*, eſt un objet général de curioſité & de conſidération. Tout le Corps des Ambaſſadeurs le traite avec une diſtinction marquée. Ses grands talens, ſes ſuccès n'ont point changé ſon caractère; il a conſervé toute ſa ſimplicité dans la place éminente qu'il occupe : il traite ſes anciens égaux comme ſes amis, & ſe nomme lui-

Digitized by Google

même un *parvenu*. Il est utile à beaucoup de François dans la détresse auxquels il prodigue les attentions & les secours. Son ancien Collègue, M. *de Cazalès*, est retiré à Poppelsdorff près de Bonn, où il vit philosophiquement à la campagne.

La marche des troupes Prussiennes & Autrichiennes n'éprouve point de suspension jusqu'à présent, mais tant qu'elles ne seront point réunies, on ne peut connoître rien de positif sur les moyens d'exécution qu'annoncent d'aussi grands préparatifs. Trois bataillons du régiment Prussien de Romberg se sont arrêtés le 6 à Kœnigwinter, sur la rive gauche du Rhin, à une demi-lieue de Bonn. Ils se rendent dans l'Electorat de Trèves, où plusieurs autres sont déjà arrivés. Le plus grand ordre règne dans la marche de ces troupes, & aucune réclamation ne s'est encore élevée contre elles. — Neuf autres bataillons Prussiens, faisant à-peu-près 7,000 hommes, sont passés à Dusseldorff le 8; ils vont au camp de Neuvied près Coblentz. L'artillerie de siége Prussienne a été embarquée sur l'Elbe; elle arrive par la Baltique en Hollande, d'où elle sera transportée sur le Rhin jusqu'à Coblentz. Les régimens Prussiens de *Schenk* & de *Thadden* ont passé le 3 par Giersen pour Coblentz. — Le Duc *de Brunswick*, Commandant les armées combinées est ar-

Digitized by Google

rivé le 3 au village de Horsheim près Coblentz où ce Prince a établi son quartier général. On assure que l'entrevue entre l'Empereur & Sa Majesté Prussienne aura lieu à Margentheim. — M. le Prince *de Condé* doit se rendre entre Francfort & Mayence avec un corps de François de 5 à 6000 hommes.

Le Roi de Prusse a depuis peu renouvellé l'ordre de l'Aigle-rouge, institué ci-devant par la ligne Brandebourgeoise, régnante en Franconie. S. M. s'en déclare Chef Suprême & Grand-Maître, & le confère aux Chevaliers actuels de l'ordre de l'Aigle-noir; mais ordonne qu'à l'exception des Princes de la maison Royale, des Souverains, des Princes régnans de l'Empire, personne ne sera revêtu dorénavant de l'ordre de l'Aigle-noir, à moins qu'il n'ait été décoré auparavant de celui de l'Aigle-rouge, déclaré deuxième ordre de Chevalerie du Royaume.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 14 Juillet 1792.

La retraite des François a produit l'effet qu'on devoit en attendre, celui de rétablir la tranquillité & de décourager les esprits turbulens, qui sans autre motif que l'amour du changement, se berçoient de l'espoir d'une révolution à la Françoise chez nous. L'évènement de Courtrai en a inspiré de l'horreur. Le peuple ne parle des Fran-

Digitized by Google

çois que comme d'hypocrites ambitieux, qui malgré l'étalage de leur fausse philantropie ne suivent pas moins l'exemple des oppresseurs & des dévastateurs dans leur conduite politique & militaire. Voici comme la Gazette de la Cour a rendu compte de cette atrocité gratuite du Général *Jarry*.

« Les François Jacobins étant à Courtrai & Harlebeke, menaçant d'entrer ou à Gand ou à Oudenarde, on détacha à la hâte le Général *Beaulieu*, qui étoit alors à Tournay, pour se placer de manière à inquiéter les mouvemens de l'ennemi, en sorte qu'il prît les quartiers vers le village de Vicht, en étendant sa droite vers Harlebeke, ayant prévenu le Colonel *Mylius*, qui étoit alors à Deynse, de s'avancer & d'attaquer Harlebeke, que lui, Général *Beaulieu*, soutiendroit sa gauche, n'ayant rien à craindre à sa droite, couverte par la Lis; tout s'étant fait ainsi, ayant repris Harlebeke, le Général *Beaulieu* commença à pousser ses avant-postes sur Courtrai d'autant plus aisément, que le Comte *de Clerfait* s'étoit avancé lui-même avec une grande partie des troupes qu'il avoit à Tournay jusqu'à Coeyeghem, de manière que le Corps du Général *Beaulieu* communiquoit parfaitement au Corps d'armée du Général *Clerfait* dans cette situation. Le Général *Beaulieu*, fatigué d'une tirailleric de mousqueterie & de canons que l'ennemi ne cessoit de faire nuit & jour, tant du côté d'Harlebeke que contre ses Chasseurs qu'il poussoit en avant, résolut, le 29 Juin, avant le jour, d'attaquer & faire chasser tous les avant-postes de l'ennemi qui se trouvoient hors de

Digitized by Google

Courtrai en avant, & de les resserrer dans la ville de Courtrai, afin de pouvoir, après cela, faire d'autres dispositions décisives ; les avant-postes, composés la plupart de Chasseurs & de quelques Bataillons d'Infanterie soutenus convenablement, attaquèrent & renversèrent généralement tous les avant-postes ennemis dont ils en tuèrent & blessèrent beaucoup ; mais l'ennemi fuyant toujours, les avant-postes Autrichiens poussèrent jusques dans les fauxbourgs de Courtrai, où l'ennemi se crut en sûreté : nos Autrichiens les en délogèrent encore malgré le feu du canon de la ville qu'on ne cessoit de tirer de plusieurs batteries ; enfin le Général *Beaulieu* sachant qu'une seule pièce de canon, qu'il avoit envoyée en avant pour soutenir les siens, venoit d'être démontée, fit ramener la pièce, & ordonna à sa troupe de rentrer, en observant néanmoins que si l'ennemi sortoit de ses murs, de retomber dessus, & qu'il enverroit de plus gros secours s'il étoit nécessaire ; mais l'ennemi, selon le témoignage de la ville de Courtrai, ayant plus de 26 chariots chargés de morts & de blessés, il ne lui prit aucune envie de recommencer & resta dans la ville ; nos troupes rentrèrent tranquillement dans leur position, excepté qu'on prit des avant-postes beaucoup plus près de la ville, en sorte que l'ennemi ne pouvoit s'attendre que d'être attaqué subitement. »

« Le Général *Beaulieu* ayant déjà fait mine de jetter un pont sur la Lis à Harlebeke, l'ennemi se trouvoit menacé de tous côtés ; M. *Jarry*, Maréchal-de-Camp Jacobin, & Commandant à Courtrai, de tourment ou de rage de voir que sa troupe n'osoit plus en sortir, mit les fauxbourgs de la ville en feu, fit brûler les

Digitized by Google

blanchisseries, maisons, enfin rien ne fut épargné, près de 200 maisons furent la proie des flammes, plusieurs personnes furent brûlées vives, entre autres un vieillard de 82 ans, beaucoup de bestiaux, & personne ne sauva ses meubles. »

« Après quoi l'ennemi quitta la ville de Courtrai à dix heures de la nuit, dans le silence le plus profond, & les Autrichiens y entrèrent à la pointe du jour du 30 Juin. »

« Nous avons voulu agir de représailles le lendemain (30 Juin); nous avons été en patrouille dans un gros bourg François appellé Waterloo; la Garde Nationale, à notre approche, s'est enfuie ainsi que tous les Habitans, laissant-là leurs effets & leurs magasins; nous nous sommes contentés du bonnet de la liberté, qui étoit perché sur la place, & nous n'avons pas permis à un seul homme d'entrer dans une maison, même pour y boire un verre de bierre; voilà comme nous nous vengeons. »

« Nous n'usons de rigueur qu'à l'égard des prisonniers Bétuministes, qui subiront tous la peine de rébellion; tout ce qui est pris est condamné à mort, & nous nous apperçevons que depuis long-temps on auroit dû agir de même; l'observance des Loix fait la sûreté d'un pays. »

Il continue d'arriver de temps à autre quelques détachemens de troupes qui se joignent à celles qui sont aux Pays-Bas. — On annonce de Luxembourg que, le 4, on y a vu arriver l'avant-garde d'un Corps de Mineurs & de Sapeurs venant de la Bohême, & que deux Bataillons d'Artillerie les suivoient. A Mons, un Commissaire de l'Armée Françoise est venu traiter de l'échange de quelques Prisonniers; il a ramené deux ou trois Officiers Autrichiens, & en a emmené autant de sa Nation.

Digitized by Google

Les armées n'ont point encore changé de position ; le camp sous Mons se fortifie, & l'attente des événemens suspend les opérations. »

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 6 Juillet.

L'on a reçu par la frégate la *Vestale* des nouvelles qui confirment les grands avantages remportés par le Lord *Cornwallis* sur l'armée de *Tippoo*. Celui-ci fut attaqué par l'armée Angloise dans la nuit du 6 au 7 Février, il fut battu complettement & forcé d'abandonner le champ de bataille où l'on prit 75 canons. L'armée Angloise se posta dès-lors dans une petite Isle située vis-à-vis Seringapatnam, après s'être emparé des forts, & l'on apprit que le Général *Abercrombie* s'avançoit à grande journée du côté du Sud.

Dans cette position le Prince Indien songea sérieusement à faire la paix. Il voyoit sa Capitale cernée de toutes parts devant une armée victorieuse. Cependant la négociation paroissoit devoir se prolonger lorsque l'arrivée du Général *Abercrombie* le 15 Février, décida *Typpoo* à accepter les conditions que lui dictèrent les Généraux Anglois. La paix a été signée & annoncée au camp le 24 Février 1792.

Par ce Traité le Coïmbotore est cédé à l'Angleterre ; le Nizam recouvre ce que

Digitized by Google

Hyder avoit pris à son père, & les Marattes auront le District qui avoisine leurs domaines. *Typpoo* conserve Seringapatnam, Bednore & le Mysore.

Typpoo payera en outre trente lacs de roupies, à peu près 3,300,000 liv. sterling (72,600,000 tournois) aux armées alliées en dédommagement des frais de la guerre; il relâchera les prisonniers Anglois & donnera ses deux fils en ôtage.

Ainsi voilà l'Angleterre maîtresse des plus belles possessions de l'Inde; son commerce, ses richesses, ses forces doivent croître en proportion, & l'on ne doute pas qu'avec d'aussi grands moyens elle ne puisse s'emparer lorsqu'elle le desirera de ce qui reste aux François dans cette partie du monde.

La France seule pouvoit secourir *Typpoo* contre nos forces réunies à celles du Nisam; balancer ainsi notre puissance & se ménager quelqu'appui contre nous. Mais son interminable révolution, ses forces divisées, détruites, ne lui ont pas permis de penser à son ancien allié; lui dont les envoyés ont été si bien reçus à Paris il y a quelques années. C'est ainsi qu'un des poids une fois ôté dans la balance des Puissances, il en résulte des changemens considérables dans la force & la grandeur des Etats.

C'est au reste une absurdité sans exemple de dire que *Typpoo* n'a cédé aux conditions du Lord *Cornwallis* que pour nous

Digitized by Google

séparer de nos alliés & nous battre insolemment ensuite. Il est clair que les motifs que nos alliés ont eus dans cette guerre de se réunir à nous, ils l'auroient dans une autre, & que nous aurions ainsi qu'eux, de plus grands moyens encore de la terminer à notre avantage. Ainsi la puissance du Sultan Indien est réduite presqu'à l'impossibilité de nous nuire, aujourd'hui sur-tout que la France est pour long-temps incapable de donner le moindre secours utile à ses alliés, comme la moindre attention à ses véritables intérêts.

Il paroît, par les avis reçus de Madras, que M. *de St. Félix*, commandant la frégate Françoise la *Minerve* a été rencontré par l'escadre Angloise en vue de Tellichery, sur la fin de Février, que le Commodore Anglois instruit par un Officier envoyé de la *Minerve* que cette frégate se rendoit à Mangalore, fit dire à M. *de Saint-Félix* qu'il ne passeroit point sans être visité, & que celui ci ayant voulu se mettre en état de combat, l'équipage a refusé d'obéir & a conduit la frégate dans la rade de Mahé, où se trouvoit encore la *Résolue* qui réparoit les dommages qu'elle reçut dans son combat avec le *Phénix*.

Les Adresses de remerciemens votées à S. M. de toutes les parties du royaume continuent de montrer l'attachement du Peuple à la Constitution actuelle, & sa haine contre un Parti qui, sous le prétexte de réformes dans le Gouvernement, cherche

Digitized by Google

à tout renverser en s'emparant de tous ces pouvoirs.

Le revenu public est singulièrement augmenté pendant le cours de cette année, il s'élève à plus de 800,000 liv. sterlings au-dessus de ce qu'il étoit l'année dernière.

FRANCE.

De Paris, le 18 Juillet 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du samedi, séance du soir.

Un décret avoit autorisé, le matin, le ministre de la guerre à habiller les compagnies franches de draps gris, à cause de la disette du drap vert. Un second avoit créé une quatrième légion pour l'armée du midi. Un troisième avoit mis à la disposition du ministre de la marine, de quoi payer l'excédent des dépenses extraordinaires de la marine & des colonies pour 1791; & les frais de divers armemens pour St-Domingue, Cayenne & la Corse; pour le remplacement des impositions de la Martinique & de Tabago, 1,655,352 liv.; pour le changement de pavillon, 117,982 liv. 5 en tout 13,131,350 liv.

Nous parlerons du déficit du mois de juin lorsqu'un décret l'aura rempli.

On a décrété sept articles relatifs aux secours accordés aux ci-devant pensionnaires; secours qui auront lieu en 1792 comme en 1791; à la charge, par les pensionnaires, de se conformer aux décrets du 2 juillet 1791, des 30 & 31 mars dernier. Sont exceptés les pensionnaires nés avant 1728.

Un commissaire député de la Guadeloupe sup-

Digitized by Google

plie l'Assemblée nationale de suspendre l'exécution du décret d'urgence, que nous avions omis, qui ordonne l'envoi de commissaires civils à la Guadeloupe & mande à la barre M. *de Clugny*, gouverneur de l'Isle, &c. quoique l'Assemblée se soit engagée à ne rien statuer sur le sort des colonies sans avoir entendu les observations de leurs députés. — Au comité colonial.

Les municipaux de Chartres accourent se vanter de n'avoir voulu ni enregistrer ni afficher la proclamation du Roi sur les événemens du 20 juin. On renvoie leur adresse à la commission des douze, & ils reçoivent les honneurs de la séance.

En faveur de la réunion encore, M. *Lecointre-Puyravaux* veut qu'on entende le rapport du comité de législation sur la pétition par laquelle le directoire de Paris provoqua le *veto* sur le décret contre les prêtres... Ajourné à jeudi.

Après un discours sur le bonnet civique simple, trois articles décrétés ont mis la dépense de la fédération du 14 de ce mois, aux frais de la nation, & ont borné cette dépense à 15,000 liv. sans qu'on ait aucune approximation du nombre des fédérés, pour lesquels on décrétera bientôt un million.

Conformément au décret du matin, les corps administratifs, judiciaires & municipaux sont admis à la barre. On leur lit le procès-verbal du nouveau serment, le président les exhorte à répondre aux vœux de l'Assemblée en redoublant de zèle, & leur accorde les honneurs de la séance.

Le Roi écrit au corps législatif la lettre suivante :

« *Paris, ce 7 Juillet, l'an 4e. de la liberté.*

« On vient de me remettre l'arrêté du départe-

ment qui suspend provisoirement le maire & le procureur de la commune de Paris. Cet arrêté portant sur des faits qui m'intéressent personnellement, le premier mouvement de mon cœur est de prier l'Assemblée nationale de statuer elle-même sur cet évènement. »

« *Signé*, LOUIS, *contre-signé*, JOLY. »

M. *Lasource* observe qu'aucun principe n'autorise un pouvoir à renvoyer ses fonctions à un autre, & qu'attendu que le Roi n'a pas prononcé comme il devoit le faire, l'Assemblée doit passer à l'ordre du jour. L'Assemblée y passe, & l'on entend ces cris partis des galeries *à bas le département; Pétion ou la mort*, &c.

Du dimanche, 8 juillet.

Un membre qui n'a jamais élevé la voix contre tant de feuilles soi-disant patriotiques où l'on prêche, tous les jours, la révolte, l'athéisme, l'assassinat, le régicide, où des satyres amères, des éloges encore plus calomnieux, & des listes de proscription, outragent & menacent, matin & soir, l'Assemblée, M. *Monestier* a dénoncé deux ou trois mots échappés à la rapidité de la composition des dernières pages de la partie politique du n°. 27 du *Mercure*, & s'est écrié : « Je demande que *Mallet du Pan* soit mis en état d'accusation. » M. *Lecointre-Puiraveaux* assuroit que l'Assemblée ne pouvoit s'en dispenser « sans se rendre coupable de prévarication ». M. *Lecoz* vouloit que le journaliste fût tenu de choisir entre les loix françoises & les loix genevoises, option qui ne le priveroit pas du droit naturel d'exprimer son opinion sur les unes & sur les autres. M. *Pagenel* accusoit le

Digitized by Google

Mercure d'être un signal de révolte. Sur les motions de MM. *Bréard* & *Bazire*, il a été décrété que le ministre de la justice rendroit compte des mesures prises en conséquence de décrets antérieurs, relatifs aux libelles, & que cette dénonciation seroit, avec d'autres, remise au comité de surveillance. M. *Champion* avoit judicieusement observé qu'avant d'accuser des écrivains, il faudroit avoir des loix sur la liberté de la presse.

Une lettre du Roi propose la levée d'une légion de Bataves. Chargé de développer cette proposition, M. *Lajard* en attribue l'idée à M. *Dumourier* qui forma un comité d'officiers Hollandois réfugiés, & leur fit, pour achat d'armes & d'uniformes, une avance sur les fonds affectés aux dépenses secrettes. M. *Brissot* a blâmé l'ex-ministre naguère si patriote, d'avoir entrepris la levée d'un corps de troupes sans en prévenir l'Assemblée nationale, & d'avoir employé 700,000 l. pour cette entreprise dont il veut le rendre responsable. Il a ajouté qu'il seroit impolitique de former une légion Batave au moment où la Hollande garde encore la neutralité... Au comité diplomatique.

On fait lecture d'une lettre des administrateurs du département de l'Ardèche, du 5 juillet, qui mandent qu'il se forme des rassemblemens armés à Saint-Sauveur & à Clusière; que M. *Dusaillant*, décrété d'accusation, s'est mis à la tête du parti contre-révolutionnaire, vient d'attaquer le château de Jalès avec 2,000 hommes, menace le château de Bannes; qu'il fait des proclamations où il se qualifie *lieutenant-général des armées des Princes frères du Roi, gouverneur du Bas-Languedoc & des Cévennes*, sorte de mani-

Digitized by Google

feste contre les autorités constituées & les prêtres assermentés, où il avertit qu'il a déjà fait vérifier, par la noblesse du pays, les pleins pouvoirs que lui ont délégués leurs altesses royales *Monsieur* & *Monseigneur* Comte *d'Artois*, comme exerçant l'autorité du Roi leur frère pendant sa captivité. Il annonce qu'il a sous ses ordres 45,000 hommes dans les Cévennes & le Vivarais, & 25,000 dans le Bas-Languedoc. Il ordonne aux ci-devant curés, juges &c., de rentrer dans leurs fonctions; à tous les françois armés pour la religion & la monarchie, d'arrêter, comme rébelles, sans nulle réquisition, les membres de l'Assemblée nationale, des administrations, des tribunaux, de courir sus & d'amener devant lui tous les *clubistes*, *jacobins* & *feuillans*; enjoint à tous les receveurs de lui apporter le produit des contributions. Ces nouvelles accueillies de réflexions chagrines & d'éclats de rire, sont renvoyées à la commission des douze; & sur la motion de M. *Lamarque* il est décrété que demain, les ministres entendus, on ouvrira la discussion sur la question de savoir si l'on déclarera que la patrie est en danger.

Des députations des sections de Paris, dites *des Gravilliers* & *de la place Royale*, sont admises à la barre, & leurs orateurs déclament de pompeux éloges du maire & de pathétiques instances pour la levée de sa suspension. --- « Un grand attentat vient d'être commis, a dit M. *Tallien*, l'un des orateurs;... *Pétion*, notre père, est suspendu... pour n'avoir pas versé le sang des citoyens... pour n'avoir pas changé en un jour de deuil l'anniversaire d'une des époques les plus mémorables de la révolution... Le crime de *Pétion* est le nôtre... qu'on nous charge *aussi*

Digitized by Google

de fers... Nous demandons que vous leviez, dans le plus court délai, la suspension.... & que vous jugiez quelle est l'administration coupable, ou de la municipalité qui épargne le sang, ou du directoire qui a voulu le faire verser. » On applaudit, on décrète l'impression, & le renvoi à la commission des douze.

Du lundi, 9 juillet.

M. *Chaudron-Rousseau*, loin de solliciter la punition des attentats du 20 juin, dénonce au contraire une adresse du département de la Haute-Marne à ce sujet. On l'a renvoyée à la commission des douze. — M. *Ruhl* annonce que 2000 Autrichiens ont tenté de s'emparer du pont du Rhin à Strasbourg..... L'ordre du jour en attendant un rapport du ministre.

Un décret a ordonné le renouvellement des actions & portions d'actions de l'ancienne compagnie des Indes, pour 10 ans, y compris 1792.

Le comité militaire est chargé de faire, sous trois jours, un rapport sur l'habillement des patriotes Belges qui ont joint notre armée, & que M. *Guyvernon* a peint couverts de haillons. — M. *Brissot* a parlé pendant trois heures sur les mesures de sûreté générale.

« A 100,000 Autrichiens, a-t-il dit, joignez 55,000 Prussiens; le contingent des Cercles, 50,000 hommes; l'armée du Roi de Sardaigne, de 20 à 25,000 hommes; la flotte de Naples; l'armée des rebelles; tous les mécontens du royaume; voilà nos ennemis. La neutralité de la Suisse, si elle ne lui étoit pas impérieusement commandée par ses intérêts, seroit très-équivoque. Celle de l'Angleterre est, jusqu'ici, une neutralité nationale.... Les Américains sont réduits à des vœux

Digitized by Google

stériles.... Les Rois sont mûrs ; ils veulent prévenir le moment de leur chûte ; c'est ici une guerre à mort.... Les cours... savent bien que les jacobins ne sont pas une puissance, qu'ils n'ont ni argent, ni moyens, ni même d'émissaires ; mais que les assemblées sont *des volcans qui lancent sans cesse une lave inflammable sur la tête des tyrans ;* qu'ils n'ont pas de poignards, mais qu'ils combattent avec l'évangile de la constitution &... se feroient bien plus de prosélytes que les tyrans & que les clubs tyrannicides qui ne tuent personne ou même qui se concilient avec les tyrans (*bravo !*).... Il faut donc déclarer que la patrie est en danger..... ; recourir aux moyens extraordinaires.... ; que la nation se lève toute entière.... ; que Sagonte ressuscite parmi nous..... Qui de nous peut se familiariser avec l'idée de l'entrée triomphale des troupes Prussiennes ?.... Quel homme se rappellant nos fêtes civiques, nos assemblées politiques.... ne frémiroit pas de rage s'il se voyoit forcé de s'agenouiller devant un féroce Houlan ? Périsse plutôt Paris !.... »

« Déclarez, sans désemparer, que la patrie est en danger & votre permanence ; que des couriers portent ce décret solemnel dans tous les départemens.... Si le pouvoir exécutif refuse de s'unir à vous..... Ici je m'arrête. Le salut du peuple vous inspirera.... J'ai bien réfléchi à ces mesures.... Mon silence seroit un crime..... Je peindrai le pouvoir exécutif.... Le mal qu'il a fait... Un jour ne change pas un homme... Je me regarderois comme un traître... si je croyois à cette conversion inattendue.... Frapper la cour des Tuileries, c'est frapper tous les traîtres d'un seul coup... l'abcès est dans la tête. »

Digitized by Google

Après avoir inculpé son Roi autant qu'il a voulu, M. *Brissot* a proposé de juger le Roi ; de rendre les ministres solidairement responsables des mesures destinées à remplacer les décrets frappés du *veto* (quoiqu'ils ne doivent exécuter que des décrets sanctionnés ou exempts de sanction) ; responsabilité qui, selon M. *Brissot*, « ne gênera pas la liberté des opinions ; » de décréter d'accusation les ministres des affaires étrangères, de la guerre & de l'intérieur ; d'informer contre le comité Autrichien ; de créer une commission de sûreté, commission secrette, expéditive, composée d'un très-petit nombre de patriotes intrépides, qu'on chargeroit de toutes les accusations de haute trahison ; d'accélérer l'exécution des sentences de la haute-cour ; de punir le général pétitionnaire, vendre les biens des émigrés, leur ôter l'espoir d'amnistie qui les enhardit, & maintenir les sociétés populaires. « Soyez peuple, éternellement peuple ; ne distinguez pas les propriétaires des non-propriétaires ; éclairez toutes les dépenses de la liste civile ; que l'Assemblée soit le seul comité du Roi, le peuple son confident ; que les piques se mêlent avec les fusils pour le garder ; & qu'il soit, au milieu de tous, un homme du 14 juillet. » Ce discours a emporté les applaudissemens des galeries.

Le ministre de la justice a lu un mémoire sur tous les objets relatifs à son département ; annoncé la sanction donnée au décret du 5 concernant les mesures à prendre lorsqu'on aura déclaré le danger de la patrie ; informé l'Assemblée que M. *Rœderer* avoit écrit à M. *Terrier-Monciel* que le procès-verbal de la séance du département où MM. *Pétion* & *Manuel* furent

Digitized by Google

suspendus, bien que dument rédigé & signé, n'avoit pu être arrêté définitivement dans les registres en conseil général. Là dessus grands débats. MM. *Dusaulx*, *Guérin*, *Thuriot*, *Chambon*, *Guadet* & *Morillon* s'évertuent à trouver le département coupable. M. *Thuriat* affirme que « si *Pétion* n'est pas un homme de bien, il n'y a plus de vertu sur la terre ». On cite la loi. Elle ordonne que les délibérations seront rédigées & signées, assemblée du conseil tenante. Selon M. *Fossey*, cela signifie qu'on les signera dans une séance & non séparément. Les accusateurs du département soutiennent que cela signifie que les délibérations doivent être signées dans la même séance où elles sont conclues. Quelqu'un observe que les décrets de l'Assemblée sont sanctionnés, exécutés, intitulés : *extrait du procès-verbal*, même avant que le procès-verbal soit rédigé & signé ; que ceux du mois de mars ne sont pas encore signés. M. *Blondel*, secrétaire du département, est mandé, apporte les registres. La délibération est signée sur la minute, le sera dans les registres, séance tenante. On argumente de la différence de la minute & du registre. M. *Nérin* atteste que tel est le procédé de tous les corps administratifs. M. *Goupilleau* dit que la suspension est honorable pour le vertueux *Pétion*. M. *Lejosne* lui reproche d'avilir une autorité constituée. Après de longs débats, on décrète la mention du tout & le renvoi à la commission des douze.

On avoit lu une lettre de M. *Servan* qui se rend à l'armée ; une lettre de M. *Luckner* qui proteste contre « les méchancetés soudoyées » lues par M. *Delmas*, dans la séance du 2 juillet, sur le compte de M. *Berthier*, chef de l'état-major,

Digitized by Google

de tout le patriotisme de M. *Berthier*; & une seconde de M. *Lucknor* pour remercier l'Assemblée de la confiance de la nation.

Les ministres de l'intérieur & de la guerre déclarent n'avoir reçu aucune nouvelle officielle du département de l'Ardèche ni de M. *de Montesquiou*, relativement à la prise du château de Bannes par M. *Dufaillant*; mais ils ont donné des ordres de précaution. Quant au mémoire sur l'état des forces du royaume, M. *Lajard* représente la nécessité du secret. La discussion s'engage & s'anime sur l'utilité de tout savoir, sur le danger de tout divulguer. Autre difficulté; comment obtenir du ministère un compte général qui ne soit pas composé des comptes particuliers de chaque ministre?... « De subtilités en subtilités, disoit M. *Ramond*, voilà deux heures » que nous ne nous entendons pas, & que nous » mettons véritablement la patrie en danger... » Dès le commencement, en intervertissant les » formes constitutionnelles, nous avons provoqué la guerre actuelle par un décret... maintenant je vois de toutes parts qu'on cherche » à faire retomber sur le pouvoir exécutif toute » la responsabilité des évènemens qui se préparent... Il n'est plus temps de calculer avec » cette responsabilité morale, & l'Assemblée doit » l'embrasser toute entière... Je demande que » tout soit communiqué »... Sur la motion de M. *Lasource* qui étudoit le point discuté par M. *Ramond*, il est décrété que « les ministres rendront demain, à midi, compte de l'état actuel du royaume relativement à la sûreté intérieure & extérieure. »

Du mardi, 10 juillet.

Quelques orateurs réclament, à la barre, la

Digitized by Google

levée de la suspension du « vertueux maire, » & prient l'Assemblée de suspendre le département de Paris auquel ils ont retiré leur confiance. Honneurs de la séance & renvoi à la commission des douze.

Un membre demande un congé. L'Assemblée décrète qu'elle n'en délivrera plus dès qu'elle aura déclaré que la patrie est danger, & qu'il sera fait alors un appel nominal.

Les *amis de la constitution* de Bordeaux écrivent aux *amis* de la Réole de concourir à former à Bordeaux un bureau central d'*amis*, qu'il s'en forme de pareils dans tous les chefs-lieux de département, que chaque comité central enverra ses députés à Paris pour former une opinion centrale, que c'est ainsi qu'on pourra frapper fort. Les *amis* de la Réole n'étant pas encore à cette hauteur, &c, répondent bonnement que le projet est inconstitutionnel, anarchique, contraire à tous les sermens, & tend à créer un état dans l'état. M. *Lafond-Ladebat* lit cette lettre; M. *Thuriot* prétend qu'elle est fausse; M. *Lafond* en atteste l'authenticité, & l'on passe à l'ordre du jour.

M. *de Chambonas*, malade, écrit & s'étonne tout seul de la demande d'un décret d'accusation faite contre lui par M. *Brissot*, motivée sur ce que le ministre n'avoit communiqué que le 5 la note de la marche des Prussiens qui ne lui fut remise que le 4 par un homme de confiance, agent secret, arrivé le 3. Il invoque son civisme prouvé, dit-il, dans plusieurs places au choix du peuple depuis la révolution. Sa lettre est renvoyée au comité diplomatique.

Le déficit du mois de juin est évalué à 13,391,324 livres; ce qui suppose plus de 35 millions de recette. On a décrété aujourd'hui que la caisse de

Digitized by Google

de l'extraordinaire versera à la trésorerie, d'abord les 13,391,325 livres ; & ensuite 35,405,443 liv. pour dépenses extraordinaires & avances faites aux départemens ; total, 48 millions, 796,767 liv. qui avec 35,270,000 liv. de recette, donnent 84 millions & plus de dépense payée dans le mois de juin.

M. *Jacob Dupont* a représenté que 48,796,767 l. de déficit par mois (ce qui feroit 585 millions, 561,204 liv. de déficit pour l'année, dix fois le déficit qui a causé la révolution) appelloient l'attention de l'Assemblée sur les finances dont les orateurs qui veulent sauver la patrie avec des formules, ne parlent pas « comme si l'on pouvoit faire la guerre sans fonds. » Il a dit qu'en calculant les revenus de la Prusse & de l'Autriche & la dette de celle-ci, la France auroit de justes motifs de se tranquilliser ; qu'il faudroit supposer qu'à chaque individu Français désarmé seroit attaché un Prussien ou un Autrichien armé pour subjuguer le royaume ; que cette hypothèse étant d'une absurdité palpable, on devoit s'occuper des finances ; que les 300 derniers millions d'assignats seront épuisés le mois prochain... Sur sa motion, on a décrété que les séances des mardi, jeudi & samedi soir seront uniquement employées aux objets de finance ; que le ministre hâtera la perception & que la municipalité & le département de Paris rendront compte de la leur tous les huit jours à la barre.

Le ministre de la justice a lu le compte général du ministère, & a commencé par prouver que la justice & la loi du 25 mars 1791, réprouvent également une responsabilité solidaire. Pour le ministre de l'intérieur, il s'en est référé à son dernier mémoire, en ajoutant que les se-

Digitized by Google

ciétés populaires entravent les autorités & provoquent le désordre & même le meurtre. Sur les contributions, il a dit que le recouvrement est lent. Le timbre, l'enregistrement, les douanes offrent des produits satisfaisans ; les forêts se détruisent ; le salpêtre renchérit ; on ne manque pas de poudre ; la recette des loteries diminue par le nombre des bureaux frauduleux. La marine attend le complément de beaucoup de loix inexécutables. Soit l'état des bâtimens en mer & dans les ports. St. Domingue touche à sa destruction totale ; la Martinique répare ses pertes ; les autres colonies sont paisibles. On lira séparément le mémoire du ministre des affaires étrangères. Celui de la guerre porte à 248,000 hommes de troupes de ligne & de volontaires, toutes les forces disponibles ; l'armée du Nord 45,000 ; l'armée du centre 50,000 ; l'armée du Rhin 69,000 ; l'armée du Midi 40,000 ; & le reste des 248,000 employé à la garde des places. Les approvisionnemens abondent par-tout. Les places importantes sont en état de défense ; la discipline se rétablit peu à peu. Dans le département de la justice, l'impuissance des tribunaux, le manque de fonds ou de juges, l'insuffisance des moyens de répression de délits, la suspension prochaine du cours de la justice dans la capitale... Tel est le résumé du compte rendu.

Alors M. *Dejoly* a dit au nom de tous les ministres : « N'ayant accepté le ministère qu'avec l'intention de faire le bien, le moment où nous ne pouvons plus le faire est celui où nous devons y renoncer. Nous avons l'honneur de vous instruire que ce matin nous avons tous donné notre démission au Roi (applaudissemens réitérés

Digitized by Google

des galeries qui ont hué les ministres lorsqu'ils sont sortis).

M. *Koch* a lu le mémoire relatif aux affaires étrangères. En voici la substance. En général, les puissances de l'Europe ont des dispositions peu favorable aux révolutions & à la constitution Françoise. L'Autriche & la Prusse vont l'attaquer. La neutralité de l'Empire est incertaine. *Catherine II* s'occupe plus de la Pologne & n'a accordé qu'une frégate aux émigrés François « uniquement pour débarrasser la Russie de leur présence & de leurs sollicitations. » Tout fait espérer la neutralité de la Suède & du Danemarck. La cour de Turin menace. La réunion d'Avignon nous a mis en rupture ouverte avec le Pape (éclats de rire). Venise paroît vouloir défendre les ports de Furnes & de Trieste. Gênes, Florence & le Portugal seront neutres. L'Espagne n'accède point à la coalition. La France peut compter sur les cantons de Bâle, Zurich, Lucerne, la république du Valais, & une partie des Ligues Grises. Il faut surveiller Genève. Les Anglois chérissent & estiment infiniment les François depuis la révolution ; mais il est prudent de se méfier des prétextes que le gouvernement Britannique s'est réservés dans sa dernière note. Il seroit possible que la neutralité des Provinces-unies ne fût qu'illusoire. Les Américains sont de tendres frères trop éloignés & peu puissans. On tireroit un grand parti de l'alliance de la Pologne en renouant avec la Turquie. « Telle est la situation de l'Europe. Ce court tableau présente beaucoup d'ennemis, *peu d'alliés sûrs* ; mais les heureux effets du touchant spectacle qu'offrit hier (*le 7 mai*) l'Assemblée nationale... (murmures) » On a décrété l'impression de ce mémoire.

Digitized by Google

Alors a commencé la discussion sur la question : « Déclarera-t-on que la patrie est en danger ? » Un volume ne contiendroit pas tout ce que divers orateurs ont dit sur la nécessité, les prodigieux effets, l'inutilité ou le danger de la proclamation de cette formule.

M. *Lamourette* la trouvoit imprudente, & propre à jetter l'alarme dans les campagnes à la veille des moissons, à priver le laboureur des bras dont il a besoin ; & l'évêque assermenté de Lyon recrutoit l'armée au moyen d'une adresse aux François, contenant le procès-verbal de la mémorable séance du samedi 7. Il proposoit de s'unir au Roi, & de prononcer la cessation de toute recherche relative à la malheureuse journée du 20 juin, & à la suspension des deux municipaux.

De tout ce qu'on a dit & redit & qu'il a répété, M. *Lamarque* a conclu que le salut public dépendoit de la promulgation de la formule. Les galeries ont constamment hué ceux qu'elle n'extasioit pas, & l'ont couronnée de bruyans applaudissemens chaque fois que quelqu'un la proposoit comme indispensable. « Je frémis d'horreur ; s'est écrié M. *Dorisy*, en entendant applaudir au danger de la patrie. »

On demandoit l'impression du discours de M. *Lamarque*. M. *de Girardin* trouvoit aussi le danger de la patrie dans la dépense pour trop d'impression, & a dit plaisamment : « Je crois qu'il n'y a pas besoin de faire imprimer ce discours pour être parfaitement sûr de la neutralité de la Pologne. » L'impression est décrétée au grand plaisir des galeries. La démission des ministres confirmoit la nécessité de la formule aux yeux de M. *Thuriot*. — On prorogue la discussion au lendemain.

Digitized by Google

Du mardi, séance du soir.

M. *Collot d'Herbois*, orateur d'une députation de citoyens de Paris, est venu à la barre demander un décret d'accusation contre M. *de la Fayette*, qu'il a traité de « soldat factieux », organe des vœux des tyrans conjurés contre l'Assemblée. S'il restoit impuni, « on se diroit le 14 juillet : Oui, c'est la fête de la liberté ; mais peut-être aussi *la Fayette* nous prépare dans trois jours un anniversaire de carnage. » Grands applaudissemens des galeries & d'une partie de l'Assemblée. L'orateur & tous ses co-pétitionnaires sont des *jacobins*, observe M. *Delfaux*, & il désire que « l'esprit de faction & de vengeance soit livré au mépris qu'il doit inspirer à tout bon citoyen. » M. *Goupilleau* crie que M. *Delfaux* a été rayé de la liste des *jacobins*. « Il a été chassé, ajoute M. *Brival*. -- Je m'en fais honneur, répond M. *Delfaux*. » L'on a renvoyé la pétition à la commission des douze, & accordé les honneurs de la séance aux pétitionnaires.

Une lettre de la municipalité de Paris représente que l'arrivée des fédérés va augmenter la consommation. Il lui faut 1,800,000 liv. pour acheter des grains... Au comité d'agriculture & de commerce.

A compter d'après-demain, toutes les tribunes de l'Assemblée seront laissées aux fédérés pendant tout leur séjour, « afin qu'ils se pénètrent de ses principes, pour les défendre sur les frontières, a dit M. *Cambon*. » On règlera le mode d'admission.

Des citoyens de Corbeil félicitent le corps législatif de la touchante réunion du samedi 7 : mention honorable & admis à la séance.

MM. *Merlin*, *Thuriot*, *Charlier*, *Gamond*, *Tartance* & *Bazire* invoquent une prompte justice en faveur du « vertueux maire de Paris. » On lit une lettre du Roi portant que les ministres ont donné leur démission ; que le Roi s'occupe de leur remplacement ; mais qu'ils continueront leurs fonctions jusqu'à ce que leurs places soient remplies. « D'après cette lettre, dit M. *Choudieu*, vous voyez que *vous avez un pouvoir exécutif* en activité » & M. *Choudieu* fait décréter que le pouvoir exécutif rendra compte de sa détermination au sujet de la suspension du maire, demain matin. Ce délai excite de violentes rumeurs dans les galeries, où l'on se permet des gesticulations, des cris, des menaces, d'une telle indécence qu'on en seroit scandalisé à la halle. Le président ordonne au commandant de la garde d'arrêter les perturbateurs... Un exbénédictin, capitaine, & son épouse constitutionnelle offrent leur don patriotique. Mention honorable au procès-verbal.

Nouveau vacarme. Le commandant de service obtient la parole & raconte que tandis qu'il rempliſſoit l'ordre du président en faisant arrêter un citoyen dans l'une des galeries, un particulier l'a pris au collet, sur l'objection de l'ordre, lui a répondu qu'il s'en mocquoit, & lui a déchiré sa chemise. Ce particulier s'est trouvé être un député, un commissaire de la salle, M. *Beauvais* qui a déclaré avoir reçu du commandant un coup de pied dans l'aîne. Aux interrogatoires succèdent de longs débats. Enfin l'ordre du jour sur la chemise déchirée de l'officier en fonction, & sur le coup de pied dans l'aîne, coup reconnu involontaire, ou même impossible vu la position, & renouvellement des commissaires de la salle.

Digitized by Google

Du mercredi, 11 juillet.

De nouveaux pétitionnaires sollicitent bien moins qu'ils n'exigent la réintégration « du vertueux *Pétion* & du courageux *Manuel*, » & un décret d'accusation contre le département de Paris. M. *Gastelier* représente que la France est divisée en 83 départemens, que l'Assemblée leur doit son temps à tous & non à la seule ville de Paris dont telle partie de section ou de fauxbourg se reproduit à la barre 3 ou 4 fois par semaine ; que ces adresses de quelques individus inconnus parlant impudemment au nom du peuple François, sont presque toujours des déclamations injurieuses, inconstitutionnelles, des dénonciations ou des éloges dictés par l'esprit de parti, propres à semer la division dans l'Assemblée. Il vouloit que, sur l'exposé sommaire, ces adresses fussent renvoyées au comité compétent. M. *Charlier* n'a nullement compromis sa réputation en criant : *à l'ordre du jour.* La motion de M. *Gastelier* a été renvoyée au comité des pétitions pour en faire son rapport après-demain.

Un décret accorde 100,000 liv. de récompense à M. *la Reynie* & de moindres sommes à d'autres personnes, pour avoir découvert & dénoncé une fabrication de faux assignats.

Au nom de la municipalité, M. *Borie*, maire par *intérim*, est venu soumettre à l'Assemblée la question de savoir si le département avoit eu le droit d'ordonner au conseil de la commune de nommer un suppléant au maire suspendu, ou si c'étoit la commune elle-même dans ses 48 sections qui devoit y suppléer. M. *Borie* a peint le conseil de la commune « frappé de la foudre »

Digitized by Google

par la suspension du maire, puis « revenu de sa stupeur » mais moins « hardi que le département. » Or, le cas de la suspension n'étoit pas prévu par la loi. Réponse du président, & honneurs de la salle.

M. Hérault de Séchelles, rapporteur de la commission des douze & des comités militaire & diplomatique réunis, a prononcé un long discours pour motiver « l'importante déclaration : *Citoyens, la patrie est en danger*... Ce seul mot, comme l'étincelle électrique, à peine sorti de la représentation nationale (un *mot sorti d'une représentation !*) va retentir le même jour dans les 83 départemens, gronder sur la tête des despotes & de leurs esclaves, repoussera leurs attaques, appuyera victorieusement les négociations, si ce sont de telles qu'on peut entendre... Jusqu'à présent les recrutemens ont été insuffisans ; on n'a pu atteindre le nombre d'hommes décrété... » La formule pourvoira à tout.

Le ministre de la justice mande qu'il n'a reçu qu'à 20 heures du soir le décret relatif à MM. *Pétion & Manuel ;* qu'invités à lui donner des éclaircissemens utiles à leur défense, M. *Pétion* a répondu que la malveillance interpréteroit défavorablement cette invitation à laquelle il se refusoit, & M. *Manuel* différoit sa réponse ; que le Roi a bien voulu promettre une séance extraordinaire, & que l'Assemblée recevra la décision du conseil le jour même.

Produisant scrupuleusement aux yeux de l'Europe, tout ce qu'il avoit promis de la perfide malveillance, M. *Pétion* écrit à l'Assemblée que ses décrets sont « éludés d'une manière scandaleuse » qu'il ne doit pas être « le jouet des intrigues & des passions ; » qu'il y a là un *délit*

de justice, & qu'il attend tout de l'Assemblée.

Selon M. *Lacroix*, le pouvoir exécutif prolongeoit arbitrairement la suspension du maire. Le département & le Roi s'entendent; le ministre n'avoit pas d'éclaircissemens à demander. Estimant que la patience de l'Assemblée devoit être à bout, M. *Lacroix* demandoit une décision dans le jour, ou l'apport des pièces le lendemain. Jamais on ne mesura plus impérieusement le temps à un esclave, que M. *Lacroix* au pouvoir exécutif suprême réduit au vil personnage d'un agent salarié à qui, la montre à la main, ceux qui ont juré de lui être fidèles commandent d'examiner & de prononcer, d'exercer son droit ou d'y renoncer dans l'espace de tant d'heures. M. *Giraud* voyoit en France 40 mille maires égaux en droits & en vertus à M. *Pétion*, & disoit: « Il seroit souverainement ridicule que je vinsse dire à cette tribune: la patrie est en danger si le maire de mon village n'est pas remis à sa place. » Il a rappelé qu'un district du département de Corse est suspendu depuis cinq mois qu'on attend la décision de l'Assemblée, & que personne n'en gémit comme d'une calamité nationale; qu'on avoit tort de ne s'occuper que de Paris, & qu'il falloit laisser au Roi le temps de l'examen. M. *Boulanger* observoit que le ministre n'avoit pu être à la fois au conseil & à l'Assemblée. --- Vifs débats sur les mots *déni de justice*. On les adopte, on les rejette. Enfin la motion de M. *Lacroix* est décrétée sans cette inculpation évidemment calomnieuse.

On avoit renvoyé au comité la question du ministre de la justice, de savoir si M. *St. Hurugue* accusé & emprisonné à Péronne devoit être livré aux tribunaux ordinaires, le président a pro-

noncé la formule : *Citoyens, la patrie est en danger ;* & deux adresses de l'Assemblée aux François & à l'armée, rédigées par MM. *Vergniaud* & *de Vaublanc*, ont été lues, applaudies & adoptés telles que nous les transcrivons ici.

Adresse aux François.

« Citoyens, votre constitution repose sur les principes de la justice éternelle. Une ligue de Rois s'est formée pour la détruire. Leurs bataillons s'avancent : ils sont nombreux, soumis à une discipline rigoureuse, & depuis longtemps exercés dans l'art de la guerre. Ne sentez-vous pas une noble ardeur enflammer votre courage ? Souffrirez-vous que des hordes étrangères se répandent comme un torrent destructeur sur vos campagnes ; qu'elles ravagent vos moissons ; qu'elles désolent votre patrie par l'incendie & les cruautés ; en un mot, qu'elles vous accablent de chaînes teintes du sang de ce que vous avez de plus cher ? »

« Nos armées ne sont point encore portées au complet. Une imprudente sécurité a modéré trop-tôt les élans du patriotisme. Les recrutemens ordonnés n'ont pas eu un succès aussi entier que vos représentans l'avoient espéré. Des troubles intérieurs augmentent la difficulté de notre position. Nos ennemis se livrent à de folles espérances, qui sont pour vous un outrage. »

« Hâtez-vous, citoyens : sauvez la liberté, & vengez votre gloire. »

« L'Assemblée nationale déclare que la patrie est en danger. »

« Cependant, gardez-vous de croire que cette déclaration soit l'effet d'une terreur indigne d'elle

& de vous. Vous avez fait le serment de vivre libres ou de mourir. Elle sait que vous le tiendrez, & elle jure de vous en donner l'exemple : mais il ne s'agit pas de braver la mort, il faut vaincre ; & vous le pouvez, si vous abjurez vos haines, si vous oubliez vos dissentions politiques, si vous vous ralliez tous à la cause commune. »

« Les nations vous contemplent ; étonnez-les par le déploiement majestueux de vos forces & d'un grand caractère. Union, respect pour les loix, pour les chefs, pour les autorités constituées ; courage inébranlable, & bientôt la victoire couronnera de palmes l'autel de la liberté ; & bientôt les peuples qu'on arme aujourd'hui contre votre constitution, ambitionneront de s'unir à vous par les liens d'une douce fraternité. »

L'Assemblée nationale à l'armée Françoise.

« Braves guerriers, l'Assemblée nationale vient de proclamer le danger de la patrie : c'est proclamer la force de l'Empire, c'est annoncer que bientôt la jeunesse Françoise se portera sous les drapeaux de la liberté. Vous l'instruirez à vaincre ; vous lui montrerez le chemin de la gloire. »

« Au signal du danger de la patrie, vous sentez redoubler votre ardeur. Guerriers, que la discipline en dirige les mouvemens ; elle seule garantit la victoire. Ayez ce courage calme & froid que doit vous donner le sentiment de vos forces. »

« Une véritable armée est un corps immense mis en mouvement par une seule tête. Il ne peut bien sans subordination passive de grade en grade, depuis le soldat jusqu'au général. Guerriers,

Digitized by Google

imitez le dévouement de *d'Assas* & le courage du brave *Pio*. Méritez les honneurs que la patrie réserve à ceux qui combattent pour elle ; ils seront dignes de vous. »

« Noubliez pas que c'est votre constitution qu'on attaque. On veut vous faire descendre du rang glorieux des peuples libres. Eh bien ! braves guerriers, il faut que la constitution triomphe, ou que la nation Françoise se couvre d'une honte ineffaçable. »

« De toutes parts vos concitoyens se disposent à vous seconder. N'en doutez pas, il n'est aucun François qui balance ; il n'en est aucun qui, dans ces jours de péril & de gloire, s'expose à déshonorer sa vie par une lâche & honteuse inaction. Qu'il seroit malheureux celui qui ne pourroit pas dire un jour à ses enfans, à ses concitoyens : « Et moi aussi, je combattois quand notre liberté fut attaquée. J'étois à la journée où les armes Françoises triomphèrent de nos ennemis ; j'ai défendu les remparts de la ville qu'ils attaquèrent en vain ; & mon sang a coulé tel jour pour la patrie, la liberté, l'égalité. »

Du mercredi, séance du soir.

Des citoyens de Versailles demandent un décret d'accusation contre M. *de la Fayette*, & la destitution du directoire de leur département de Seine & Oise, pour avoir fait une adresse au Roi en adhésion à l'arrêté du département de la Somme concernant les attentats du 20 juin. M. *Becquey* sollicite un rapport sur ces évènemens, & croit l'honneur de l'Assemblée intéressé à la punition de pareils crimes. « Il n'y a eu d'attentats le 20 juin, répond M. *Bazire*, que dans l'imagination de ceux qui auroient désiré qu'il

s'en fut commis. J'invoque la question préalable sur *les ridicules observations* de M. *Becquey*. » L'Assemblée est passée à l'ordre du jour sur la motion de M. *Becquey*, & a renvoyé la pétition de Versailles à la commission des douze, aux grands applaudissemens des galeries.

Un membre a proposé de statuer que les séances du conseil du Roi seront publiques. M. *Hébert* a dit qu'une pareille question, mise en délibération, feroit « la honte de l'Assemblée dans toute l'Europe. » On a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Quelques soi disant citoyens de Reims lisent, à la barre, une pétition qu'ils annoncent être signée de 40,000 Champenois, pour obtenir l'exemption de la sanction pour les décrets d'urgence (ce qui seroit l'abolition du *veto*), & le rétablissement de la constitution dans sa pureté originelle. On s'oppose à la lecture. M. *Bazire* soutient que ces adresses sont le meilleur moyen de connoître la volonté générale dont l'énoncé est la loi. M. *Dumas* qui occupoit le fauteuil, croit de son devoir d'arrêter le cours d'aussi infâmes propositions de parjure, aux termes exprès des sermens du 14 janvier, & du 7 de ce mois. Plusieurs voix lui crient : *vous n'en avez pas le droit ; d'autres : à bas, M. Dumas ; à bas ; descendez de-là.* Remplacé par M. *Lacroix*, il vole à la tribune. Après deux épreuves on décrète que M. *Dumas* ne sera pas entendu. M. *Boulanger* représente que l'Assemblée a juré de n'écouter aucune proposition contraire à l'acte constitutionnel. On le hue, & la pétition est renvoyée à la commission des douze.

Autres pétionnaires qui viennent de travailler au champ de la fédération & qui mettant à la suite la sangre & la pelle, veulent pour le reste

tégration de MM. *Pétion* & *Manuel*, la destitution du département, l'accusation « d'un général calomniateur de son armée qui n'est pas à lui (*bravo !*) » & des ministres qui ont donné leur démission. Enfin ces nouveaux constituans défirent un mode légal de résistance à l'oppression, & défilent au milieu de la salle avec leurs hottes, leurs pelles, &c. au bruit des applaudissemens qui ont porté la pétition à la commission des douze.

Plusieurs députations de gens innommés se qualifiant sections de Paris, rabachent la demande de réintégrer le vertueux maire, & de punir le département & le général *la Fayette*. D'autres se disant « 40,000 ouvriers travaillant dans les bâtimens » expriment les mêmes vœux & reçoivent les mêmes honneurs.

On parle de mandats d'amener décernés par un juge de paix contre M. *Pétion* & *Manuel*; on craint des mandats d'arrêt pour cette nuit. M. *Cambon* annonce, sans preuve, plus de 30 mandats d'amener lancés contre des législateurs; quelqu'un y ajoute l'enlèvement de canonniers patriotes accusés d'avoir montré leur civisme le 20 juin. Ici nous sommes invulnérables, dit un autre. M. *Rouyer*, *Thuriot*, &c. déclament pour le vertueux maire; M. *Bazire* contre « le tribunal de sang » que forment aux Tuileries, des juges de paix qui y veillent à la sûreté du Roi. M. *Chabot* se joint à M. *Bazire*. M. *Isnard* accuse « une cour audacieuse de provoquer la guerre civile » & veut que le peuple reste calme; il est 3 heures après minuit. L'Assemblée décrète qu'on ira réveiller ses membres absens & qu'elle tiendra séance toute la nuit. Deux particuliers, armés l'un d'un poignard, l'autre de pistolets, sont amenés à la barre; mais, rien ne

Digitized by Google

prend. Ils ont rêvé qu'on enlevoit des canons & reçoivent les honneurs de la séance. Des témoins attestent que le vertueux *Pétion* est bien tranquille dans son lit, que les patriotes veillent, que tout est calme. La séance n'est pas levée, elle est simplement suspendue jusqu'à neuf heures, ce qui est bien différent.

Du jeudi, 12 juillet.

Un rapport, au nom de la commission des douze & quelques débats entre MM. *Genſonné* & *Guadet*, ont substitué au *tribunal de sang* des juges de paix qu'on disoit réunis dans le château depuis les crimes du 20 juin, de simples actes de police. Un décret a renvoyé cette dénonciation au pouvoir exécutif, avec ordre au ministre de la justice de rendre compte, sous trois jours, des mesures qu'il aura prises.

Sur les plaintes de la commune de Strasbourg indignée d'une lettre où M. *Roland* transmettoit aux municipaux de cette ville des délations anonymes qui leur imputoit des projets de trahison, & sur leur demande de nommer ces lâches délateurs, M. *Tardiveau* ayant loué la sollicitude du ministre patriote, & le juste intérêt de la commune pour ses magistrats, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour ainsi motivé.

Après un beau discours sur l'égalité philosophique, il a été décrété que les membres du corps législatif porteront, dans le lieu de ses séances, & quand ils feront partie d'une députation, un ruban aux 3 couleurs, à 3 bandes ondées, placé en sautoir, avec les *tables de la loi* attachées à son extrémité; *le livre* sera de métal doré & ouvert. On lira sur le *folio recto*, les mots *droits de l'homme*; & sur le *folio verso*, le mot,

Digitized by Google

constitution. Les administrateurs porteront aussi le même ruban, auquel sera attachée une médaille sur laquelle on lira : *respect à la loi.* La médaille des administrateurs de département sera dorée ; celle des administrateurs de districts, argentée ; & celle des procureurs-généraux-syndics, suspendue au ruban, au moyen de deux cordons & deux glands de la couleur de la médaille.

Quatre articles adoptés ont mis un million à la disposition du ministre de l'intérieur pour fournir aux indemnités accordées aux fédérés. Ils recevront 30 sous par jour de résidence à Paris & 15 sous par lieue, s'ils ont pris l'engagement de se rendre au camp qui sera indiqué. Il ne sera rien payé aux autres.

Il a été arrêté que 60 membres de l'Assemblée nationale iroient, le 14 juillet, poser sur les ruines de la bastille la première pierre « de la colonne de la liberté » & qu'on en dressera procès-verbal à déposer aux archives ; que l'Assemblée se rendra, en corps, au champ de la fédération, le 14 ; que tous les citoyens y prêteront le serment civique ; & le Roi, le serment prescrit par la constitution ; que le Roi sera placé à la gauche du président sans intermédiaire, & les députés immédiatement après, tant à la gauche du Roi qu'à la gauche du président. M. *Goujon* desiroit que le décret portât qu'il seroit préparé un lieu convenable pour le Roi & sa famille. « Sa famille est à Coblentz, avoit répondu M. *Albitte* applaudi pour le moins des galeries. » « Le Roi auroit l'air d'être le président ou le chef de la cérémonie ; avoit objecté M. *Couthon.* » Le comité proposoit d'envoyer ce décret au Roi par une députation de 24 membres ; « Lui-même, s'est

écrié M. *Lasource*, ne nous a pas envoyé ses ministres en corps pour nous dire qu'il souhaitoit d'y assister (plusieurs voix : *si, si*) ; je ne vois pas pourquoi l'on enverroit une députation de 24 membres. » On a décrété qu'elle ne seroit que de 4 membres, & l'ordre du jour fut l'invitation d'assister au *Te Deum* que les électeurs de Paris de 1789 prioient l'Assemblée d'honorer d'une députation.

Le ministre de la guerre notifie la prise du château de Bannes par M. *Dusaillant*, & la capitulation de la garnison, sortie avec armes & bagages ; & écrit que M. *de Montesquiou* a donné ordre à M. *d'Albignac* d'y rendre, le 5, avec des forces, & qu'il a fait arrêter la marche des volontaires de Nismes, Montpellier, Uzès & Pont-Saint-Esprit.

On lit une adresse du conseil-général de la commune de Marseille, dont voici la substance : « Législateurs,... la loi relative à la royauté, que vos prédécesseurs ont établie sans aucun égard aux réclamations de la nation, contrarie les droits de l'homme. Il est temps que cette loi tyrannique soit abolie, que la nation use de tous ses droits, & qu'elle se gouverne elle-même. *Les hommes naissent & demeurent égaux en droits.* Tout ce qui est contraire à ce principe doit être rejetté d'une constitution libre. Comment donc vos prédécesseurs ont-ils pu établir sur ces bases cette monstrueuse prétention d'une famille particulière à... Il n'y a que les fauteurs de la tyrannie qui aient été capables de se livrer à ce délire. Et c'est dans le sanctuaire destiné au triomphe de la liberté, de la raison, de la justice, que cette prétention usurpée a obtenu force de loi ! Quelle infamie ! La nation ne peut y souscrire,

Elle seule est souveraine. Qu'a-t-elle donc fait cette race régnante, pour être élevée à ce poste?... Non, législateurs, la nation va l'extirper sans retour (cette première racine des monumens d'orgueil, d'ignorance, de servitude & de bassesse). Son nom proscrit ne souillera plus nos annales. Etoit il besoin de faire des loix pour l'inviolabilité d'un seul homme? Avouez, législateurs, que nos constitua. n'ont rien constitué. Si vous voulez être quelque chose, abrogez une loi qui rend nulle la volonté nationale. Nous savons tous l'histoire de nos malheurs. L'indignation est au comble. Hâtons-nous d'en détruire la cause & de nous rétablir dans nos droits. Que le pouvoir exécutif soit nommé & renouvellé par le peuple, comme le sont, à quelques différences près, les deux autres pouvoirs (législatif & judiciaire), & bientôt tout sera rétabli. Fait à Marseille, dans la maison commune, le 27 juin, l'an 4 de la liberté. *Signé*, le conseil général de la commune de Marseille, *Couraille*, maire, &c.» Applaudi des galeries.

MM. *Brunck*, *Crublier*, *Dalmas* d'Aubenas, *Boulanger*, &c., se sont élevés contre un pareil excès d'impudence. M. *Lecroix* se bornoit à soutenir que l'Assemblée ne pouvoit pas plus prononcer sur cette pétition que sur les autres, puisque toutes devoient être renvoyées à la commission des douze. Les galeries, remplies d'ilotes, ont applaudi à l'expédient conciliateur de M. *Lecroix*.

L'ancien maire de Marseille, M. *Martin*, a dit : « Comme cette adresse, audacieusement criminelle, suffiroit pour déshonorer le nom Marseillois, je dois à l'Assemblée & à moi-même de l'improuver hautement, de déclarer

Digitized by Google

qu'elle est l'ouvrage de quelques factieux parvenus aux places... Vous le devez à la sécurité de Marseille, de ses bons citoyens qui gémissent sous l'esclavage de quelques factieux... vous devez en faire justice... Je connoissois cette adresse audacieuse, j'en ai frémi; je me flattois qu'elle ne seroit pas connue... A présent elle l'est, je demande, au nom de la patrie, du salut public, & du salut de Marseille, que l'Assemblée sévisse contre ses auteurs. »

D'horribles murmures ont souvent interrompu M. *Martin*, dit *le juste*. M. *de Girardin* s'est étonné que des soldats de la loi ne témoignassent aucun respect pour les délibérations des législateurs. Le président y a rappellé les galeries. M. *Cambon* a dit confidemment à l'Assemblée que cette adresse étoit un piège qu'on lui tendoit pour voir si elle voudroit s'emparer de pouvoirs qui ne lui sont pas délégués.

« Vous punirez, a repris M. *de Girardin* en louvoyant, vous punirez les municipalités républicaines comme les directoires royalistes. Vous devez un grand exemple... L'acte solemnel du 14 (la fédération) répondra à ces mandataires infidèles qui méditent le renversement de la constitution & qui se flattent que vous serez leurs complices. » Et il demandoit le renvoi à la commission des douze pour qu'elle en fît son rapport. On crie : *demain*. Tout est décrété, & nous verrons que personne n'y songera demain, pas plus qu'aux finances les mardi & jeudi soir.

Une lettre du Roi annonce la proclamation de Sa Majesté confirmative de la suspension de MM. *Pétion* & *Manuel*. Le maire écrit qu'il va se rendre à la barre. La proclamation est lue. « Je demande qu'à présent l'Assemblée entende le langage

de la vertu & de la vérité, s'écrie M. *Bazire*. « Et l'opposition qu'il a semblé vouloir mettre entre le Monarque & le Maire, entre la victime & l'idole, a réuni en faveur de M. *Bazire* des applaudissemens nombreux. M. *Pétion* est introduit.

Il a dit qu'il tenoit à sa place par les périls qu'il y trouvoit & par les services qu'il y rendoit à ses concitoyens ; a invoqué une éclatante justice pour lui & pour ses persécuteurs ; s'est peint en magistrat qui ne manqua jamais à ses devoirs.

Le même homme qu'on a vu se plaindre du délai de quelques heures que nécessitoit l'examen de beaucoup de pièces sur lesquelles a porté la décision du conseil du Roi, répond au reproche du département de n'avoir fait parvenir que le soir du 18 un arrêté du 16, que « l'arrêté n'a pu être expédié que le 17, & qu'il n'y a pas un long espace du 17 au 18. » (Lorsqu'il s'agissoit de prévenir des rassemblemens armés illégaux & des attentats annoncés d'avance !)

« Partons d'un point, dit il ensuite niaisement ; c'est que des citoyens marchoient (le 20) & que rien ne pouvoit les en empêcher (le 19)... Or, je défie le département de soutenir qu'il y avoit plus de chances de bon ordre en l'allant aller le torrent, qu'en le dirigeant... Il n'avoit pas approuvé cette mesure. Eh ! qu'importe, puisque la nature des circonstances la rendoit forcée ?... Peut-il lire avec pudeur ; il y avoit des assassins & l'événement l'a démontré ? Cette fausse assertion crie vengeance. A quel fait avez-vous pu reconnoître qu'il y avoit des assassins ; répondez ? En avez-vu été la victime à un seul individu ? Parlez. Est ce avec cette légèreté, cette audace qu'on calomniera toujours les citoyens ? » (Quoi ! des cris & des

écriteaux : *à bas le veto ou la mort* ; des portes brisées à coup de hache ; du canon porté jusque dans l'appartement du Roi ; des armes meurtrières dirigées, avec toutes les imprécations de la fureur, contre sa personne, & détournées par l'effort des grenadiers, par la frayeur du crime, & par l'ascendant majestueux de la vertu paisible, n'annoncent pas des séditieux ivres de rage, exaltés jusqu'à l'assassinat !)...

Voici la peinture infidèle qu'il a faite de ces attentats :

" « On s'étoit arrêté à la porte royale, pour entrer & présenter cette pétition au Roi. On frappoit à la porte ; on témoignoit beaucoup d'impatience. Un officier sorti par la cour des princes va rejoindre ces citoyens, leur expose qu'ils ne peuvent pas entrer en si grand nombre ; qu'ils doivent envoyer des commissaires. Cela étoit convenu, lorsque tout-à-coup la porte s'ouvre de l'intérieur. Alors le flot se précipite & inonde à l'instant les cours & les appartemens. Où est le moment donné à la méditation ? Qui ne voit au contraire une masse considérable d'hommes qui, par son propre poids, se presse, s'entraîne, est portée ? Ce qui s'est passé dans les appartemens, ne doit-il pas ouvrir les yeux aux plus incrédules ? Car enfin, qu'est-ce que les citoyens qui y sont entrés ont fait qui donne le plus léger indice d'un complot dont l'idée seule fait frémir ? Ce ne sont pas quelques vitrages cassés, quelques panneaux de boiserie enfoncés, ou par une entrée précipitée, ou par la simple pression d'une foule immense qui s'agite par cela seul qu'elle s'incommode ; ce n'est pas le tambour abattu pour faciliter le passage d'un canon qu'on avoit monté avec je ne sais quelle impé-

nosité délirante, qu'on avoit descendu de même; ce n'est pas tout cela, dis-je, qui décèle de sinistres projets; & je n'apperçois pas là, comme le dit le département, des brigands & des assassins. Lorsque j'arrivai, je n'apperçus point sur les physionomies ce caractère sombre & farouche, cet air d'indignation & de courroux qui présage des malheurs. Je vis des citoyens avides de voir, se pressant tumultuairement, dirigés par l'esprit d'imitation & de curiosité. Je ne dirai pas tout ce que je fis pour ramener le calme; pour déterminer le peuple à défiler paisiblement, à (continuer de) se conduire avec sagesse, avec dignité. Mes détracteurs même sont obligés ici de me rendre justice. »

A l'en croire, sa condamnation est devenue *un scandale public*; il y est présenté sous *les couleurs les plus fausses*; & l'arrêté du département est *un libelle*. « Les municipalités sont particulièrement influencées par l'esprit de cité, & les départemens par l'esprit de la cour... Combien vous enhardirez les départemens, si l'exemple dangereux que vient de donner celui de Paris restoit impuni !... Je ne parle pas de la décision du Roi; le département lui avoit rendu un bon office en me suspendant; le Roi lui en a rendu un autre en venant à son appui. » Applaudissemens redoublés, honneurs de la séance (avant le jugement), & sur la motion de M. *Lacroix*, décret qui statue que le rapport sera fait demain à midi & « que toute affaire cessante, l'Assemblée s'en occupera jusqu'à ce qu'elle ait prononcé sans désemparer »; acclamations des galeries: *vive Pétion ! le vertueux Pétion ! notre ami Pétion !*

Du jeudi, séance du soir.

M. *Albitte* demande que le ministre soit tenu

de rendre compte du cérémonial de la fédération, pour qu'on sache si la majesté du peuple ne sera pas subordonnée à celle du Roi. Les galeries applaudissent, mais l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Le procureur de la commune de Metz, introduit à la barre, annonce que la ville de Metz n'a pas de provisions pour alimenter ses citoyens plus de 24 heures, qu'elle manque de tout moyen de s'en pourvoir, & qu'il est dû aux ouvriers plusieurs années de salaire. L'Assemblée décrète que le rapport lui en sera fait demain matin.

On procède à l'appel nominal qui devoit suivre la déclaration du danger de la patrie. Il donne 673 membres présens, 16 malades, 8 à la haute-cour & aux fabriques d'assignats, 15 absens par congé, 6 morts non remplacés, & 27 qui n'ont pas répondu.

Du vendredi, 13 juillet.

Les administrateurs du département du Bas-Rhin écrivent que l'ennemi se dispose à une attaque prochaine, & demandent qu'on arme les citoyens patriotes. Au pouvoir exécutif avec ordre de rendre compte. -- Décret d'urgence qui avance 400,000 liv. à la commune de Metz sur le 16e. qui revient à la municipalité dans la vente des biens nationaux. -- Décret qui accorde 3000 liv. pour les premiers frais de la colonne de la liberté.

Persuadé que l'Assemblée a porté « un remède efficace » à tous les maux des administrations en décrétant la publicité de leurs séances; mais que ce n'est pas assez d'un remède efficace pour les guérir, tant que les administrateurs nourriront l'espoir d'approcher du trône & d'avoir

Digitized by Google

part à la liste civile ; M. *Couthon* vouloit qu'aucun membre de directoire ne pût, qu'un an après avoir quitté ses fonctions, accepter aucune place à la disposition du pouvoir exécutif. Quelqu'un excluoit aussi les juges. M. *Fressenel* étendoit l'exclusion aux municipalités, pour que le Roi n'eût à choisir que dans les *sociétés fraternelles*. L'absurdité n'a pas été déconcertée par cette épigramme. M. *Clémenceau* comprenoit dans l'interdiction tous les fonctionnaires que le peuple nomme & salarie. M. *Tarbé* a observé qu'au bout de 5 à 6 ans le Roi ne pourroit plus choisir que des gens qui d'avance n'auroient pas la confiance de la nation. Une ingénuité de M. *Duhem* découvre la source pure de ces nouveaux principes civiques ; il presse la décision, de peur qu'on ne nomme des ministres parmi les membres du département de Paris. Ainsi les haines privées aspirent à dicter des loix générales en sacrifiant le peuple au plaisir d'écarter tel ou tel individu. Deux décrets ferment la bouche à MM. *Calvet* & *Tarbé*. « Nous rendrons compte à nos commettans, s'écrie M. *Boulanger*, de la liberté d'opinion dont nous jouissons ici. Tous ceux qui font des propositions inconstitutionnelles sont entendus ; ceux qui s'y opposent ne le sont pas. » Au comité.

Avant d'écouter le rapport de M. *Muraire* sur la suspension de M. *Pétion*, M. *Brissot* veut qu'on lise celui de M. *Rœderer* ; on le lit. Voici les subtilités par lesquelles M. *Rœderer* se flatte de justifier ce que toute l'Europe indignée a déjà jugé. C'est le maire de Paris qu'il fait parler. « Je n'ai pas prévu un rassemblement le 20. Il avoit pour objet un hommage à l'Assemblée nationale. Je n'ai pu exécuter la loi qui défend tous

Digitized by Google

tout rassemblement armé, parce que cette loi est affirmée par une sorte de désuétude connue de l'Assemblée nationale. Je n'ai pû contenir le rassemblement que par une force résistante ; & la force mal commandée n'a pas été résistante. Je n'aurois pu le réprimer que par la force agissante ; mais les personnes à réprimer & les personnes à préserver étoient mêlées ensemble. Le rassemblement lui même étoit composé, pour la plus grande partie, de citoyens bien intentionnés qui croyoient assister à une fête & non à une émeute. » Et de ce chef d'œuvre de discussion, M. *Rœderer* a conclu qu'il n'y avoit pas lieu à prononcer la suspension, qui devoit être un remède & non une peine.

Lettre de M. *Manuel*, qui, désolé que la fièvre l'empêche de venir « montrer sa conscience & porter sa tête » à l'Assemblée, s'engage à confondre, dès qu'il sera moins malade, ses lâches & vils ennemis qui, l'on s'y attend bien, sont ceux du peuple.

Organe de la commission des douze, M. *Muraire* a lu son rapport. Ce n'est absolument que celui de M. *Rœderer* & l'apologie de M. *Pétion* par lui-même fondus ensemble. Nous n'y remarquerons que ce passage : « Si vous considérez à quel point l'attroupement armé (avec ses écriteaux : *la sanction ou la mort*, &c.) étoit, en quelque sorte, légitimé par la facilité que le corps législatif avoit eue d'en recevoir d'autres dans son sein..... Vous ne regarderez pas comme une violation de la loi une mesure qui avoit pour but de prévenir des mouvemens plus grands encore que ceux qu'elle n'a pu empêcher. » On verra les conclusions de M. *Muraire*

Digitized by Google

dans le décret que les débats ne devoient ni détourner ni modifier.

Le rapporteur avoit dit : « Ce n'eſt qu'hier à la fin de la ſéance que vous avez renvoyé cette affaire à votre comité. Vous concevez aiſément, qu'un temps ſi court ſuffit à peine à l'examen des pièces. » M. *Boulanger* veut qu'on liſe toutes les pièces, pour ſavoir ſi elles ſont concordantes avec le rapport du comité. L'Aſſemblée décrète que les pièces ne ſeront pas lues. « Je demande, s'écrie M. *Gorguereau*, que le décret que vous venez de rendre, ſoit converti en loi, & envoyé aux tribunaux. » M. *Guadet* a d'abord prétendu que la lecture des pièces tourneroit à l'honneur du maire ; que c'étoit par un ſentiment de bienveillance que M. *Boulanger* la déſiroit ; & enſuite, qu'il ſeroit fort inutile de les lire, qu'elles ne méritoient aucune confiance & conſumeroient trop de temps ; qu'ainſi l'on devoit mettre aux voix le projet de décret.

« Si l'Aſſemblée ne veut pas être complice des attentats du 20, a dit M. *Delfaux*, qu'il ſoit permis de parler ſur le projet de la commiſſion..... » Sans imputer tous les crimes au maire, l'opinant a rappellé que le maire étoit prévenu des diſpoſitions des attroupemens ; qu'exerçant ſur le peuple l'influence d'opinion dont il ſe vante, il devoit avoir les plus vives inquiétudes, ne pas quitter un inſtant le raſſemblement qui marchoit au château, l'y ſuivre, & ſi la perſuaſion devenoit inutile, ſe reſſouvenir de la mort glorieuſe du maire d'Etampes.

Après un réſumé des attentats du 20 juin, M. *Dalmas* a dit : « Les miniſtres de ces forfaits, moins pervers que leurs inſtigateurs, ont

Digitized by Google

reculé d'effroi devant la sérénité & la fermeté du Roi ; & le grand caractère qu'il a montré au milieu de cet orage est la meilleure réponse aux diatribes que la méchanceté se permet tous les jours... Que des hommes impies, dont l'unique tâche est d'empoisonner l'opinion publique, n'aient pas craint de présenter cet évènement comme la réponse du peuple à la lettre de M. *la Fayette ;* qu'ils aient eu l'impudeur de dire qu'ils n'ont vu là que la grandeur & l'énergie d'un peuple libre, & que l'on ne peut appeller désordres quelques portes enfoncées, quelques vitres cassées dans une maison dont on ne connoissoit pas les issues... Les bons citoyens ont vu dans cette journée malheureuse, non l'effort de la liberté, mais celui d'une licence effrénée & sans exemple, non l'exercice du droit sacré des pétitions, mais un attentat réel... »

Il a rappellé la dispersion affectée des municipaux, l'inaction du maire à la grève, tandis que le danger étoit au château, l'inaction de M. *Manuel*, qu'on a vu sans écharpe dans le jardin des Tuileries, la connivence de ceux des magistrats qui levèrent les consignes données pour empêcher l'attroupement de pénétrer dans les cours ; que, dès le 16, le maire savoit que, le 20, une foule armée présenteroit au corps législatif & au Roi une pétition violente & sanguinaire ; qu'il devoit opposer la force légale aux premiers rassemblemens, ainsi qu'il l'avoit fait souvent & avec succès lorsqu'il l'avoit sincèrement voulu, au lieu de légitimer la rébellion par la perfide combinaison des diverses armes qui rendoit impossible la répression de tout excès prévu, annoncé hautement par des clameurs & des bannières exécrables ; que le maire, arrivé après des heures

de crimes, ne parut pas s'émouvoir, & parla emphatiquement aux séditieux, de l'énergie & de la dignité du peuple qui venoit d'outrager & de menacer le Roi & sa famille.

M. *Dalmas* improuvoit la municipalité, non de n'avoir pas fait couler le sang, exagération d'imbécilles ou d'hypocrites factieux avides de sang; mais d'avoir toléré l'insurrection armée qui pouvoit répandre celui de la famille royale & du peuple. Il a dit que Paris, la France, l'Europe, avoient en horreur les forfaits du 20 juin, & que leur impunité seroit l'injustice la plus impolitique pour l'Assemblée elle-même. M. *Lecointre-Puyravaux* a demandé qu'on fit à M. *Dalmas* « les mêmes honneurs qu'a M. *Ribes* », qu'on le déclarât en délire (*bravo!*). M. *d'Averhoult* a aussi parlé contre le maire, & des cris : *à bas*, *à bas*, l'ont aussi réfuté. « Par la faute de qui le rassemblement illégal avoit-il du canon, a demandé M. *Genty?* » M. *Giraud* disoit que le maire ne cesseroit pas d'être en pénitence, quand même il assisteroit à la fédération avec son écharpe; que les Parisiens jugeroient l'Assemblée après le moment d'ivresse, & il proposoit l'appel nominal pour que la France connût ceux qui préféreroient les principes à l'un des 40,000 maires.

« Ou la municipalité est criminelle d'avoir laissé se former & agir de pareils attroupemens armés, ou le décret qui l'innocentera, déclarera, qu'elle est dans l'impossibilité physique d'empêcher les émeutes, les révoltes, les attentats, que des portes soient brisées à coups de hâche, le canon porté jusque dans l'asyle d'une autorité constituée, les outrages & des menaces de mort prodigués pour faire violence à cette autorité,

Digitized by Google

observoit en substance M. *Coubé* du Tarn. » En pressant cet argument inéludable, il proposoit à l'Assemblée d'aller établir ses séances à Rouen, ou dans telle ville où les citoyens respectent, où les magistrats font règner les loix.

L'Assemblée a mis aux voix & rejetté cette proposition, & décrète qu'elle lève la suspension de M. *Pétion*, annulle le renvoi aux tribunaux quant à la conduite administrative du maire, ajourne la décision sur la suspension du procureur de la commune jusqu'à ce que celui-ci ait été entendu, ordonne que le présent décret sera envoyé, ce soir, par le pouvoir exécutif, à la municipalité & au département, & enjoint au ministre de la justice de rendre compte, sous trois jours, des poursuites qui ont dû être faites contre les fauteurs des désordres du 20 juin, article contenant une singulière contradiction, puisqu'il inculpe d'imposture manifeste le vertueux maire dont les rapports n'ont cessé d'affirmer qu'il n'y avoit eu aucun désordre.

Malgré le vœu très-prononcé d'un grand nombre de Départemens & de villes contre les attentats du 20 Juin, le Maire de Paris a été déclaré irréprochable, & son triomphe a éclaté à la Fédération, où le Peuple n'a cessé de crier : *Vive Pétion, vive le vertueux Pétion.* Son nom étoit sur les chapeaux & les bannières des sociétés populaires. La présence du Roi, de la Cour persécutée, sacrifiée, donnoit encore un re-

Digitized by Google

lief de plus, quelque chose de piquant au patriotisme de M. *Pétion* & de ses nombreux adorateurs. C'étoit en effet un raffinement digne de leur civisme que l'avilissement du Monarque, insulté par les applaudissemens même qu'on prodiguoit à ses plus acharnés persécuteurs.

Cette Fête, au reste, si l'on en excepte la Garde Nationa de Paris le décemment & militairement tenue, a répondu, suivant nous, à l'idée qu'on peut se faire d'un rassemblement désorganisé d'hommes armés & de peuple en mouvement. On y voyoit des piques, des sabres portés par des femmes, par des enfans; les emblêmes de la Liberté Françoise exécutés en carton, les attributs, les maximes de la Révolution portés au haut de bâtons peints aux trois couleurs. Cette multitude échauffée étoit précédée, suivie, entremêlée de détachemens de Corps militaires & civils, sur-tout des Gardes Nationaux venus des Départemens; enfin, de la Municipalité de Paris, du Département & de l'Assemblée Nationale. Arrivés au Champ-de-Mars, tous ces Corps se sont placés aux lieux qui leur avoit été assignés: on y exécuta un morceau de musique, & le serment, tant de fois renouvellé, fut prononcé par l'Assemblée Nationale, le Roi, & ensuite le *Peuple*, sur ce qu'on nomme l'Autel de la Patrie.

Digitized by Google

Nous ignorons ce que peut être une cérémonie de ce genre chez une Nation riche, puissante & policée; mais ce que nous pouvons assurer, c'est que rien n'annonçoit dans celle-ci la coopération, la marche uniforme, la Fédération du Peuple François. Au moins peut-on dire qu'une multitude de Soldats arrivés des provinces, quelques détachemens de troupes, des femmes, des enfans, des gens deguenillés en très-grand nombre, portant des piques, des emblêmes de carton grossièrement faits, des branches d'arbres, & revenant le soir le long des rues ivres, ou se disputant avec les passans, chantant *les Aristocrates à la lanterne*, la Fayette *est un f.... gueux;* insultant à la bonté, au malheur de leur Roi; on peut dire qu'une pareille cérémonie n'a véritablement rien de grand, & qui réponde à la puissance de la Monarchie Françoise.

On doit cependant avouer que si cette Fête n'avoit rien de grand, rien qui approchât même de celle de 1790, tout s'est passé avec une tranquillité ordinaire, & qu'aucun des complots annoncés, peut-être même provoqués par les placards fanatiques & les discours des Clubs, n'a troublé le triomphe de la souveraineté des piques & de MM. *Pétion* & *Manuel;* ce dernier s'y fit transporter en litière, comme une pièce essentielle à la cérémonie.

Digitized by Google

Le Roi s'y trouvoit dès onze heures du matin. Sa Majesté étoit partie des Tuileries à dix heures & demie, ayant dans sa voiture la Reine & ses enfans, Madame *Elisabeth*, Mesdames *de Lamballe* & *de Tourzel*. Les Ministres étoient à pied aux portières. La voiture étoit immédiatement précédée, par trois Officiers du service de Sa Majesté, à cheval avec quatre Cavalcadours & dix Pages en avant. Dans la voiture qui précédoit étoient MM. *de Brezé*, *Nantouillet*, *Touzet*, *Montmorin* jeune, *de Saint Prieſt*, *Fleurieu*, *Champcenet* & *de Poix*; dans celle qui suivoit étoient Mesdames *d'Ossun*, *de la Rocheaymon*, *Serent*, *Tarente* & *de Maillé*.

Deux colonnes de Grenadiers marchoient des deux côtés du cortége, que commandoient MM. *de Witingkoff*, *Boissieux* & *Menou*.

La partie de la colonne des Fédérés, des Gardes nationales, des femmes, des enfans, des gens à piques qui précédoit l'Assemblée ayant défilé dans le Champ-de-Mars sous le balcon où le Roi étoit avec sa Famille, S. M. est descendue précédée des Officiers nommés ci-dessus & s'est placée à la tête de l'Assemblée entre le président & un autre Membre, le reste suivant en colonne de 4 à 5 de front; de chaque côté étoit une colonne de Gardes nationales & de Troupe de ligne avec quelques Cavaliers faisant ouvrir le passage.

Digitized by Google

A l'instant où le Roi est monté à l'Autel pour prononcer le serment exigé, un grouppe de 30 à 40 prétendus vainqueurs de la Bastille, portant le modèle de ce Château & ayant à leur tête deux ou trois Orateurs forcenés, étoient parvenus au haut des gradins assez près de Sa Majesté & paroissoient chercher à troubler la tranquillité en proposant de substituer au serment de la Constitution qu'ils disoient imparfaite, celui de *vivre libre ou mourir pour achever la conquête de la liberté.*

Ils ajoutoient, en provoquant, en quelque sorte, des Membres de l'Assemblée, qui étoient près d'eux, qu'ils avoient bien fait de leur rendre *Petion* sans quoi ils les en auroient fait repentir, & l'auroient porté aujourd'hui sur l'Autel de la Patrie pour le réintégrer eux-mêmes au nom du peuple; ils crioient : *vive l'Assemblée tant qu'elle sera d'accord avec le Peuple.*

Le Roi a montré le plus grand calme & la plus grande sérénité pendant toute la cérémonie. Après le serment il a été reconduit à l'Ecole Militaire où il est remonté dans sa voiture avec sa Famille, & le même ordre qu'en allant a été observé au retour. Il est arrivé au château des Tuileries à sept heures passées.

On a remarqué qu'autant les Fédérés de 1790 montrèrent de zèle & d'attachement pour la Monarchie, autant les Provinciaux

Digitized by Google

Le Roi s'y trouvoit dès onze heures du matin. Sa Majesté étoit partie des Tuileries à dix heures & demie, ayant dans sa voiture la Reine & ses enfans, Madame *Elisabeth*, Mesdames *de Lamballe* & *de Tourzel*. Les Ministres étoient à pied aux portières. La voiture étoit immédiatement précédée, par trois Officiers du service de Sa Majesté, à cheval avec quatre Cavalcadours & dix Pages en avant. Dans la voiture qui précédoit étoient MM. *de Brezé*, *Nantouillet*, *Touzet*, *Montmorin* jeune, *de Saint Prieſt*, *Fleurieu*, *Champcenet* & *de Poix*; dans celle qui suivoit étoient Mesdames *d'Ossun*, *de la Rochcaymon*, *Serent*, *Tarente* & *de Maillé*.

Deux colonnes de Grenadiers marchoient des deux côtés du cortége, que commandoient MM. *de Witingkoff*, *Boissieux* & *Menou*.

La partie de la colonne des Fédérés, des Gardes nationales, des femmes, des enfans, des gens à piques qui précédoit l'Assemblée ayant défilé dans le Champ-de-Mars sous le balcon où le Roi étoit avec sa Famille, S. M. est descendue précédée des Officiers nommés ci-dessus & s'est placée à la tête de l'Assemblée entre le président & un autre Membre, le reste suivant en colonne de 4 à 5 de front; de chaque côté étoit une colonne de Gardes nationales & de Troupe de ligne avec quelques Cavaliers faisant ouvrir le passage.

Digitized by Google

A l'instant où le Roi est monté à l'Autel pour prononcer le serment exigé, un grouppe de 30 à 40 prétendus vainqueurs de la Bastille, portant le modèle de ce Château & ayant à leur tête deux ou trois Orateurs forcenés, étoient parvenus au haut des gradins assez près de Sa Majesté & paroissoient chercher à troubler la tranquillité en proposant de substituer au serment de la Constitution qu'ils disoient imparfaite, celui de *vivre libre ou mourir pour achever la conquête de la liberté.*

Ils ajoutoient, en provoquant, en quelque sorte, des Membres de l'Assemblée, qui étoient près d'eux, qu'ils avoient bien fait de leur rendre *Petion* sans quoi ils les en auroient fait repentir, & l'auroient porté aujourd'hui sur l'Autel de la Patrie pour le réintégrer eux mêmes au nom du peuple; ils crioient : *vive l'Assemblée tant qu'elle sera d'accord avec le Peuple.*

Le Roi a montré le plus grand calme & la plus grande sérénité pendant toute la cérémonie. Après le serment il a été reconduit à l'Ecole Militaire où il est remonté dans sa voiture avec sa Famille, & le même ordre qu'en allant a été observé au retour. Il est arrivé au château des Tuileries à sept heures passées.

On a remarqué qu'autant les Fédérés de 1790 montrèrent de zèle & d'attachement pour la Monarchie, autant les Provinciaux

Digitized by Google

de 1792 se sont montrés Républicains & égarés par les maximes des Sociétés fraternelles.

L'escorte du Roi a fait la meilleure contenance. Les Suisses, les Grenadiers de la Garde nationale, particulièrement le détachement des 150 ou 200 hommes qui accompagnoient la voiture de Leurs Majestés, ont montré le zèle le plus louable. Ces braves gens sembloient défendre plus encore leur Roi de leurs corps que de leurs armes. L'Europe ne verra point avec indifférence cette conduite courageuse au milieu de l'impunité & de l'encouragement accordés à tous les genres de licence & d'outrages faits à la Royauté.

On a peu crié *vive le Roi*, mais beaucoup *vive la Nation*, *vive Pétion*, *à bas Lafayette*, *à bas le Veto*, *vivent les Sans-Culottes*, *à la lanterne les Aristocrates*, tant dans la route que dans le Champ de la cérémonie.

Nous avons cru ces détails, sur l'exactitude desquels on peut compter, plus intéressans que l'énumération des grouppes, des détachemens & les mouvemens de la colonne avant & pendant le serment; on les trouve dans tous les Journaux. Nous remarquerons seulement un chef d'œuvre d'impolitique dans ceux qui ont ordonné cette Fête, en ne la mariant point avec quelque cérémonie du Culte. Cette indif-

Digitized by Google

férence pour la Religion est une des grandes erreurs de la révolution & celle qui empêche que le peuple ait pour les loix & les actes qui en émanent un respect profond, indispensable à la solidité de tout édifice politique. Il n'y avoit point de Prêtres; ce sont des enfans qui ont brûlé l'encens & fait la partie religieuse de la cérémonie du serment.

Le Décret rendu par cette formule, *Citoyens, la Patrie est en danger*, n'a rien changé à la physionomie ordinaire de Paris. Mêmes amusemens, mêmes bruits, mêmes insultes contre le Roi, les pouvoirs établis, le Département, & sur-tout la partie modérée des Constitutionnels. Les spectacles sont pleins comme de coutume; les cabarets, les lieux de divertissemens regorgent de Peuples, de Gardes Nationaux, de Soldats; le beau monde fait des parties de plaisir, & le Peuple gouverne, gourmande, menace, fait la loi, comme de raison.

Cette insouciance, cet oubli du danger tient à plusieurs causes; d'abord à l'inconséquence des Parisiens, dont les esprits, les passions, sont toujours, comme on dit, *à la cave, ou au grenier*; à leur ignorance dans les affaires publiques, ignorance proportionnée au ton affirmatif dont ils en parlent; à leur suffisance, ils se croient vraiment des héros; au mépris des Etrangers, enfin à la fatigue que produit sur des esprits légers, incandescens, enthousiastes, irascibles, la vue d'un danger imminent & positif.

Cette indifférence tient à un autre sentiment

Digitized by Google

encore, que bien des personnes, quoique éclairées, éprouvent comme le Peuple. On ne peut se refuser à regarder comme illusoires les menaces du dehors, comme exagérées les craintes qu'on veut inspirer de l'Etranger, comme inexécutable l'invasion, comme inattaquable la France régénérée, quand on voit le Ministère, l'Assemblée Nationale, les Corps Administratifs, s'occuper très-tranquillement d'intrigues intérieures, de projets constitutionnels, de vengeances individuelles, de guerre de plume, de vues d'ambition pour la seconde, la troisième Législature. Tout homme raisonnable, qui n'a point d'autre règle de jugement que la conduite d'un Gouvernement, le premier intéressé à repousser le danger, doit penser que tout ce qu'on publie des 52 mille Prussiens, des 100 mille Autrichiens, sont des mensonges, ou que les Ministres ont perdu la tête; ou s'il ne va pas jusqu'à croire l'une ou l'autre de ces propositions, il reste convaincu que les préparatifs qu'on annonce comme ayant pour but le renversement de la Révolution, n'ont qu'un terme calculé, bien connu de nos Ministres, de l'Assemblée, du Département, enfin de toutes les personnes dont l'existence, la sûreté, l'état se trouveroient furieusement compromis par le succès des armes des Cours coalisées.

Quoi qu'il en soit de ces observations, c'est une remarque facile à faire, que personne ne croit à Paris au danger que nous pouvons courir d'une attaque sérieuse de la part de l'Etranger, ou tout au moins que l'on se conduit comme si ce danger n'étoit qu'une chimère; qu'à quelques exceptions près, chacun parle, intrigue, s'avance, craint, menace, espère, négocie, dans

Digitized by Google

les vues, dans le sens, dans les principes de la Révolution, au même moment que le Ministère, les nouvelles, l'Europe entière parlent de l'armement de 400,000 hommes contre nous, & que chacun avoue qu'avec nos dissentions, nos passions, nos dénonciations, nos piques & nos adages, nous ne pourrions point tenir contre une pareille puissance.

L'on ne connoît qu'imparfaitement la conduite que tiendront les Généraux; ils ont eu une conférence fort longue à Valenciennes le 11. Suivant toutes les probabilités ils attendront, sur la défensive, que les ennemis aient fait quelque attaque réelle & effectué quelque mouvement véritablement sérieux contre les frontières. Jusqu'à présent tout est menace & préparatifs de leur part, & le peu d'empressement de nos Généraux à se mettre en mesure de résister, semble annoncer, que comme bien du monde, ils pensent que les ennemis n'oseront pas, ne voudront pas attaquer, ou se déuniront & perdront le temps de la campagne en allées & venues peu à craindre. Quoi qu'il en soit, les rôles vont changer. M. *Luckner* passe à l'armée du centre, qui est celle de M. *de la Fayette*, celui-ci passe au Nord, & M. *de Biron* remplace M. *de la Morlière*. — M. *Dumourier*, ex-Ministre, commande le camp de Maulde, & ne paroît point de bon accord avec le Général *Luckner*. — On croit que les Cara-

Digitized by Google

biniers passeront en Alsace avec ce Général.

Les lettres de Strasbourg du 7 annonçoient qu'aux 2000 Autrichiens arrivés dans la nuit du 5 à Kehl, avec 8 pièces de canon, s'étoit joint un régiment de Cavalerie, & qu'on en attendoit un nombre à peu-près égal. Ces dispositions de l'ennemi ont déterminé le Conseil Municipal sur l'avis du Général, M. *de la Morlière*, à faire couper une des arches du pont, en sorte que toute communication est interrompue avec l'Etat de Bade. — M. *Houzé de St. Paul*, Maréchal-de-camp, nommé pour commander l'artillerie au camp de Probsheim, est passé chez l'Etranger avec l'Ingénieur en chef du camp d'Huningue, & quelques ouvriers. On assure que ce dernier a emporté les plans des camps & fortifications de ce côté des frontières. Il se fait aussi quelques désertions de la part des troupes Autrichiennes surtout dans les Pays-Bas. On mande à cet égard de Lille que quelques Hussards Autrichiens & deux Officiers de ce Corps s'étoient rendus au Camp François, le 11, & qu'ils avoient annoncé qu'ils seroient suivis d'un plus grand nombre. Loin, au reste, de trouver cet évènement extraordinaire, on doit être étonné qu'avec les moyens qu'on employe il n'en déserte pas un grand nombre, principalement de Soldats.

Digitized by Google

Le Roi a sanctionné le Décret qui supprime sans indemnité les propriétés désignées par l'Assemblée Constituante par le nom de *Droits feodaux rachetables*. Voilà une multitude de familles propriétaires spoliées par cette disposition du patrimoine de leurs ancêtres, sans qu'il leur soit permis de faire la moindre petite observation. On imagine bien qu'en dépouillant ainsi les propriétaires au profit du peuple, l'on gagne celui-ci contre ceux-là, & qu'on fait taire les réclamations. — Le Général *Luckner* est à Paris ; ce voyage donne du souci & du casse-tête aux hauts revolutionnaires ; le reste du public n'y pense pas. — Plusieurs Membres du Département de Paris ont donné leur démission depuis le Décret qui réhabilite M. *Pétion* dans ses fonctions. — Il paroît que l'armée de M. *de la Fayette* aura un camp à Montmédy ; & deux autres, l'un à Longwi, & l'autre à Titelberg ; le quartier général sera à Richemont. — Les troupes de Sardaigne s'amoncèlent du côté de Nice, & l'on ne fait pas grands préparatifs du côté de France pour s'y opposer ; on ne les craint pas sans doute.

Le nombre des Fédérés n'a point été considérable à la Fédération, mais il en arrive maintenant ; les Marseillois sur tout viennent au nombre de 4 à 500 hommes,

Digitized by Google

& l'on redoute ce rassemblement sur-tout quand on entend les discours de quelques-uns d'eux, & qu'on voit le peu de troupes de ligne qui se trouve à Paris, partir sur un Décret rendu exprès, pour se rendre à la frontière. Le fanatisme est grand, le nombre des boutefeux considérable & les dangers prononcés contre le Roi & la Monarchie. Le mélange des Provinciaux avec les Parisiens peut faire naître d'affreux désordres.

Ce n'est pas une des choses les moins plaisantes de la Révolution que ce que l'on mande de Nîmes sur M. *Dumouchel*, ancien Recteur de l'Université de Paris, révolutionnaire qui a abjuré tous ses sermens pour devenir Evêque du Département du Gard.

« M. *Dumouchel* & ses Vicaires, est il dit dans cette lettre, montent fort joliment la garde. Ils sont du septième Bataillon, dans la compagnie de *Cazeing* l'aîné, Protestant. Ainsi il étoit réservé à notre sublime Révolution de nous faire voir des *Prêtres* & un *Prélat*, ci-devant Docteur de Sorbonne, aller à droite, à gauche, en arrière, en avant, d'après les ordres d'un Protestant ! »

Un Club régénérateur, sous le nom de *Congrès Belgique* s'est formé sous la pro-

tection des armées Françoises. C'est un ramassis d'aventuriers, d'ivrognes & de fanatiques affiliés à toutes les Sociétés fraternelles, c'est-à-dire, régicides & pillards qui désolent impunément la France aujourd'hui. Ces prétendus & grossiers Mandataires du Peuple Belgique & Liégeois, vêtus d'habits bleus, revers rouges, se sont transportés au nombre de 70, le 4 de ce mois à Chimay, ville du Hainault Autrichien. Ils signifièrent aux receveurs des deniers publics qu'ils eussent à verser dans leurs mains les sommes qu'ils avoient en caisse, qu'ils étoient les véritables Représentans du Souverain, dont *François d'Autriche* n'étoit que le Mandataire. Ils plantèrent ensuite, comme de raison, l'arbre de la Liberté. Cette insolence fanatique, digne d'un Révolutionnaire du Palais-Royal, excita l'indignation des habitans qui les chassèrent à coup de fusils, en tuèrent un & en blessèrent mortellement un autre; cinq ou six furent assommés par les Paysans, & le reste s'est retiré au congrès de Givet pour se plaindre de l'incivisme des habitans de Chimay.

L'on se rappelle que M. *de Semonville*, ancien Conseiller au Parlement de Paris, nommé à l'Ambassade de Gênes, sous le Ministère de M. *Delessart*, le fut ensuite à celle de Turin, sous celui de M. *Dumouriez*. Mais l'esprit propagateur des principes de la révolution Françoise, dont M. *de Semonville* avoit donné des preuves à Gênes, le rendirent odieux à Turin, on ne voulut point l'y recevoir. Pour le dédommager de cette disgrace, & lui faciliter de

Digitized by Google

nouveaux moyens d'étendre les grands principes de la déclaration des droits, il a été nommé à l'Ambassade de Constantinople.

C'est le 15 qu'un Corps de troupes Autrichiennes est venu attaquer Orchies, défendue par un détachement de 50 hommes de *Beaujolois*, 50 Dragons & 500 hommes du Département de la Somme. Après une résistance légère où nous avons perdu une vingtaine d'hommes, les ennemis ont pris possession de la Ville, qu'ils ont abandonnée après avoir pillé quelques maisons. Rien ne confirme ce qu'on a dit d'abord, suivant l'usage, qu'ils avoient emmené 11 charriots de blessés; on ignore leur perte. — Une lettre du Procureur-Syndic du Département du Finistère, (la Bretagne) en date du 10, annonce qu'un nommé *Nédellec*, Juge de Paix du Bourg de Fouesnant, étoit parvenu à rassembler 5 à 600 hommes, & à réunir les Gardes Nationales de quelques Communes. Le Directoire a envoyé contre le Juge de Paix 150 hommes de Gardes Nationales, 16 Gendarmes, un Officier & un canon, & requis M. *Canclos*, commandant les troupes dans le Département, de faire avancer 200 hommes du régiment d'Orléans, en cas de besoin. Le Mardi 10, le détachement de Gardes Nationales &

Digitized by Google

Gendarmerie est parti de Quimper pour se rendre à Fouesnant, distant de 3 lieues. Il y a eu à l'approche du Bourg une fusillade entre la troupe & les Paysans. Ceux-ci se sont enfuis après avoir perdu 3 ou 4 des leurs. Ils se sont ralliés, & au départ du Courier on attendoit le renfort demandé à M. *Canclos* pour les attaquer. 43 ont été pris. Il paroît que l'objet du Juge de Paix *Nédellec* étoit de former un parti contre les Constitutionnels. --- Les lettres de Coblentz du 10 portent que les Princes François avant leur départ pour Binghein, ont envoyé un Courier au Duc *de Brunswick* à Orcheim, & que sur la réponse M. le Comte *d'Artois* s'est rendu auprès du Prince avec qui il a eu une longue conférence. Le lendemain, 8 Juillet, le second fils du Roi de Prusse est arrivé à Coblentz à la tête des Hussards *d'Eben*. L'Electeur, les Princes François, un grand nombre d'Emigrés, sont sortis pour voir défiler ce superbe Corps de troupes. Le Prince de Prusse s'est détaché de la colonne & est venu se placer à côté de *Monsieur*. Il y a eu ensuite un dîner chez les Princes, frères de S. M. T. C., où se sont trouvés l'Electeur, le Prince de Prusse, le Duc *de Brunswick*, les Généraux Prussiens & quelques autres personnes. L'on admire généralement le Prince de Prusse & Duc *de Brunswick*; il est im-

Digitized by Google

possible d'avoir plus d'amabilité sociale. En général tout le monde se loue des Officiers & Soldats Prussiens.

Lettre au Rédacteur.

Extrait d'une Lettre du Cap, le 10 *Mai* 1792.

« Les Nègres de la Province du Nord les premiers révoltés, n'ont plus de camp que dans les montagnes; ce qui les a rendus jusqu'à présent inexpugnables : leurs principaux sont aux quartiers de la Grande-Rivière, Dondon, Grand-Boucan, commandés par leurs Chefs particuliers; car ils paroissent s'être déjà partagés ces riches contrées; ils descendent de temps à autre dans les prairies pour attaquer les différens camps que nous y avons : dans ces affaires partielles il y a des pertes de part & d'autre; & il nous est impossible d'y avoir un avantage décisif, parce que quand les Nègres s'apperçoivent de leur foiblesse, ils s'enfuient. Nos principaux camps sont à la Patra, au haut du Cap, au Limbi & à Jacquezy; nous savons d'ailleurs que les Nègres ont beaucoup de Blancs prisonniers, & qu'il se se passe peu de jours sans qu'ils assassinent ou incendient le peu d'établissemens échappés jusqu'à présent. Les Gens de couleur, en petit nombre dans cette Province, paroissent se bien conduire & font cause commune avec les Blancs. »

« Dans la Province du Sud, les Gens de couleur se sont montrés tels qu'ils sont. Après avoir fait signer, le fer & le feu à la main, à plusieurs Paroisses & au Port-au-Prince, les concordats les plus ignominieux, ils ont soulevé les esclaves,

Digitized by Google

& mêlés avec eux, ils ont incendié & assassiné; & malgré les cruautés commises par ces Nègres, ils les ont surpassé. Plusieurs quartiers paroissent, depuis peu de temps, avoir signé de bonne foi un traité d'union avec eux; c'est un sacrifice qu'ils font à leur fortune. »

« La Colonie n'a encore reçu que 2500 hommes, qui, divisés dans nombre de quartiers, ne font presque pas de sensation; on est à voir venir le complément des 6300 hommes annoncé dès Novembre dernier. Il vient de mouiller dans la rade une frégate Angloise : elle dit ne pour prétexte que la Jamaïque l'envoyant en Angleterre, elle offre de porter les paquets. La France ne doit-elle pas craindre que nous n'invoquions cette Puissance dans l'extrémité où nous nous trouvons ? »

« Non contens de nous voir à la veille de périr, ne nous avisons-nous pas d'être aussi Démocrates, d'être divisés d'opinions, & de tourmenter le Pouvoir exécutif sans lequel nous ne pouvons subsister; des enragés Démocrates poussent même le délire jusqu'à menacer de tuer les personnes attachées à l'ordre, à la tranquillité, à l'aristocratie enfin. L'Assemblée Coloniale, pour être par fois d'accord avec le Pouvoir exécutif, est accusée de contre-révolution. »

« L'Assemblée Coloniale n'a point encore entamé la Constitution. La Commission qu'elle a nommée à cet effet doit cependant lui montrer son travail, Samedi : elle a décrété qu'elle ne vouloit plus de galeries; mais les brouillons qui ne manquent pas dans cette Ville, la menacent tous les jours d'entrer par force. Les Loix sont sans force, on ne reconnoît aucune autorité; l'insubordination des troupes Patriotes & de ligne est à son comble. »

Digitized by Google

Précis des Séances du 15, 16, 17.

Séance de Dimanche 15. Une lettre du Diſtrict de Sarrelouis annonce comme certaine la préſence des ennemis dans l'Electorat de Trèves. Le Comité Diplomatique fera un rapport ſur cet objet. — Décrété que le Miniſtre rendra compte du nombre des Fédérés qui ſont à Paris; que les *Gardes Françoiſes* formeront un Corps de Gendarmerie à Paris, & que les troupes de ligne qui ſont dans cette Ville ſe rendront aux frontières. — On a défendu aux Suiſſes de porter le Drapeau blanc qu'ils ont conſervé; demain rapport ſur les capitulations Suiſſes. — Lettre du Général *la Morlière* qui demande la permiſſion de mettre en état de défenſe les Communes riveraines du Rhin. Rapport ordonné ſur cet objet ainſi que ſur une demande de 7,000 fuſils pour le Département du Haut-Rhin.

Séance du Lundi 16. On a ſuſpendu l'exécution du Décret qui accorde 100,000*l.* à un ſieur *la Reynie* pour avoir dénoncé une fabrication de faux aſſignats. On dénonce un tripot du Palais-Royal où un Fédéré a été aſſaſſiné, il demande une loi contre les jeux. On a adopté un projet ſur l'augmen-

Digitized by Google

tation des Officiers attachés au service des places. Le Général *la Morlière* est autorisé à mettre en état de guerre tous les postes qu'il jugera convenable. — M. *Manuel* est venu faire l'apologie de la journée du 20, la sienne ensuite. Il a injurié le Roi, M. *de la Fayette*, & a été admis aux honneurs de la Séance & des applaudissemens. — On lit une Note officielle qui annonce la neutralité du Danemarck & son refus d'entrer dans la coalition contre la France. Décrété que M. *Luckner* sera entendu à la barre sur son voyage. — Décrété qu'on attaquera les Princes Allemands qui sont en état d'hostilités contre la France. — Des Patriotes Arlésiens, Fédérés, viennent se plaindre qu'on les a mal reçus à Lyon, & demandent que le Département de Rhône & Loire soit en conséquence cassé. On propose un Décret sur la manière dont les Autrichiens & Prussiens traiteront les Gardes Nationaux.

Séance du mardi 17. Le Ministre de la Justice donne l'explication du prétendu Tribunal établi au Château pour entendre quelques témoins sur la journée du 20. On décrète que l'armée de terre sera portée à 450 mille hommes & les moyens d'en faire la levée. Une députation de Fédérés paroît à la Barre, elle propose la suspension du Pouvoir Exécutif, la

Digitized by Google

destruction de tous les Etats-Majors, un Décret d'accusation contre M. *Lafayette* & le renouvellement de tous les Pouvoirs Administratifs & Militaires. — Une Lettre du Roi annonce que le Roi a confié le Ministère de l'intérieur, par *interim*, à M. *de Joly*. On lit une Lettre de M. *Luckner* qui annonce que nos forces sont inférieures à celles de l'ennemi & qu'il n'aime point les Jacobins. Une Lettre de Stutgard écrite par M. *de Maison-Neuve* annonce que des Couriers ont été expédiés dans la Souabe & les Electorats Ecclésiastiques pour hâter la marche des troupes Autrichiennes. M. *le Josne* instruit l'Assemblée que l'ennemi est entré dans Orchies, y a pillé quelques maisons & fait quelques prisonniers.

ERRATA.

Faute à corriger dans le Numéro 18, page 111, avant-dernière ligne, Partez; *lisez* : Parlez.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

POLOGNE.

De Varsovie, le 30 Juin 1792.

Ce qui rendra toujours très-difficile un changement total de Gouvernement dans un Etat comme la Pologne, ce sont les rapports d'alliance, de garantie, de sûreté, les traités positifs qui lient les grands Etats les uns aux autres; traités qui, formant les bases du droit public de l'Europe, appellent sur-tout ce qui peut en altérer l'utilité, la solidité, la durée, l'attention & bientôt les armes des autres Puissances.

L'erreur des Révolutionnaires ressemble beaucoup à celle des Economistes, qui voient tout d'une manière abstraite & isolée; qui considèrent les choses dans leur nature absolue, & ne voient point les con-

Digitized by Google

rélations nombreuses qui en modifient l'essence, & la soumettent aux calculs des accidens extérieurs. La Pologne ne devoit tenter de réforme totale dans son Gouvernement qu'après l'opinion préalablement connue des Cours de Pétersbourg, de Vienne & de Berlin.

L'on prétend que cette dernière s'étoit expliquée, & l'on cite à l'appui une lettre du Roi de Prusse au Roi de Pologne, que la Gazette ministérielle de France donne ironiquement comme une preuve de la bonne-foi de la Cour de Berlin, & dans laquelle elle prétend trouver une contradiction avec la dernière lettre de S. M. P.; mais pour quiconque réfléchit, elle n'offre qu'une expression vague de bienveillance qui ne suppose ni l'obligation, ni la volonté de défendre avec des armées la Constitution Polonoise, 1°. contre un Allié; 2°. contre une partie de la Nation, aujourd'hui réunie en contre-fédération. Voici cette lettre.

Copie d'une Lettre écrite par Sa Majesté le Roi de Prusse au Roi de Pologne.

Berlin, le 23 Mai 1791.

« Monsieur mon Frère, j'ai reçu presque en même temps les deux Lettres par lesquelles Votre Majesté a bien voulu me faire part de la résolution importante que la Diète Confédérée de Pologne vient de prendre, en fixant la succession

héréditaire de son Trône en faveur de la Maison de Saxe. Personne assurément n'étoit plus propre à me communiquer les détails de cet évènement que le Général Comte *Potocki*, qui y a joué un rôle si intéressant, & qui mérite à tous égards le témoignage que Votre Majesté lui rend. L'empressement que j'ai mis à faire connoître ma façon de penser à cet égard, a dû la convaincre, ainsi que toute la Nation Polonoise, de l'intérêt que j'y prends. Je me félicite d'avoir pu contribuer au maintien de sa liberté & de son indépendance; & un de mes soins les plus agréables sera celui d'entretenir & d'affermir les liens qui nous unissent. Je n'ai pu qu'applaudir en particulier au choix qu'elle a fait d'un Prince que ses vertus rendent dignes du Trône qui l'attend. Je souhaite cependant que ce moment soit encore éloigné, & que Votre Majesté puisse faire, pendant une longue suite d'années, le bonheur de ses Peuples.

Ces vœux ne sont pas moins sincères que l'attachement que je lui ai voué, & avec lequel je serai invariablement, de Votre Majesté, le bon Frère,

FRÉDÉRIC GUILLAUME.

Encore une fois, pour tout homme sensé il y a loin de ces expressions amicales à un engagement, même préjugé, de sacrifier ses armées & ses trésors, pour maintenir une forme de Gouvernement contre une partie de la Nation qui, depuis le 23 Mai, a montré qu'elle n'en vouloit point, & contre un Allié qui la méconnoît, lorsqu'aucune raison de sûreté commune, de protection des droits de

l'Europe, n'en fait un motif irrécusable pour les Cours de Berlin & de Vienne.

Les Ministres de Pétersbourg à Varsovie & de Varsovie à Pétersbourg n'ont point quitté les Cours respectives auprès desquelles ils résident. Cette irrégularité diplomatique sembleroit annoncer l'espoir d'un accommodement de part & d'autre, ou de la part de la Russie, que cette Cour ne se regarde pas comme en guerre envers la République de Pologne, & de notre part que nous n'avons pas voulu paroître rompre dans les formes avec Sa Majesté Impériale.

Les hostilités & la marche des armées Russes, ainsi que les contre-fédérations formées sous leur protection, n'en menacent pas moins la forme du Gouvernement de 1791 d'un renversement total.

L'acte de la nouvelle confédération de Tatgowicz est imprimé. C'est une protestation & une déclaration de nullité contre tout ce que la Diète actuelle a fait, & notamment la destruction de la République Polonoise par la Constitution du 3 Mai: cet acte réclame la protection de la Russie, & est déjà signé entre autres de MM. *Félix Potocky*, le Comte *Braniky*, le Comte *Rzewusky*, & de plusieurs autres Sénateurs.

La résistance des opposans dans tout changement subit de Gouvernement s'ac-

Digitized by Google

croît par la multitude & la rigueur même des moyens que l'on emploie pour les contenir. Habitués à regarder les anciennes loix politiques comme les seules qui réunissent au consentement de la Nation la sanction du temps, les nouvelles leur paroissent incertaines, fragiles, livrées à la discussion & aux essais de l'expérience, & lorsqu'elles éprouvent une violente opposition, que ceux qui les méconnoissent sont nombreux & confédérés, les Tribunaux, les Comités, les Cours de Justice établis pour punir ceux qui les enfreignent, ne sont plus aux yeux des mécontens que des moyens d'oppression & de tyrannie, dirigés dans le sens d'un parti contre les réclamations & les droits de l'autre.

C'est l'effet que produit ici l'institution qu'on vient de former d'une espèce de Haute Cour Nationale à l'instar de celle de France. Elle inspire une frayeur d'autant mieux fondée, que dans les momens de révolution, les crimes de lèze nation n'ont point de caractère prononcé, que la faction qui veut régner peut en étendre ou restreindre le sens à volonté, que les jugemens sont bien moins dictés par la justice que par l'utilité du parti puissant, & que les évènemens justifiant tout, on est coupable ou innocent, selon que la force s'est trouvée plutôt d'un côté que de l'autre.

Ainsi, le Tribunal extraordinaire de

Digitized by Google

Varsovie, loin de servir la révolution, ne peut que lui nuire par la haine qu'il a inspirée, par les facilités qu'il donne au parti régnant d'être dur & oppresseur d'après des formes imposantes, par les moyens qu'il offre aux Révolutionnaires de servir leurs passions, & de commettre des injustices sous les plus légers prétextes de désobéissance à des Décrets qui n'ont point encore le caractère de loix, dès-là qu'on se bat pour savoir si on les reconnoîtra, ou si l'on ne les reconnoîtra point pour telles.

Malgré les succès du 17, le Prince *Poniatowski* a été obligé de se replier sur Ostrog, en Volhynie, poste qu'il a depuis abandonné; c'est de-là qu'il a proposé une suspension d'hostilités au Général Russe *Kochowski*, à quoi celui-ci a répondu en disant qu'il avoit ordre de détruire la Constitution du 3 Mai, & qu'il le suivroit. Les Russes au reste n'avoient ni évacué ni reculé au 25 de juin; ils étoient de ce côté de la Pologne à Berdiczow; & dans la Lithuanie, aux environs de Wilna, dont ils ont pris possession, & où ils ont rétabli l'ancien régime. Nos forces dans cette Province sont de 24,000 hommes. — Les escarmouches continuelles auxquelles nos troupes sont exposées nous font perdre bien du monde; les derniers combats sur-tout nous ont beaucoup coûté; dans l'affaire entre notre Général *Vielorsky* & le Général Russe *Levaindoff*, nous avons perdu 700 hommes d'Infanterie, & plus de 400 de Cavalerie; dans celle du Général *Poniatowsky*, nous devons être au moins de

3,000 hommes. Le Général Russe *Fersen* a assiégé & pris, le 20 de ce mois, la place & forteresse de Nieswitz, appartenant au jeune Prince *de Radziwil*. Il y a trouvé 28 canons, & 700 hommes d'Infanterie, & une assez grande quantité de poudre; c'est M. *Dederko* qui commandoit la place. On doit former un camp au-delà de la Vistule pour protéger la Capitale, que les Russes paroissent menacer, & où leurs armées tendent comme à un point central par l'Ukraine & la Volhynie d'un côté, les Palatinats de Wilna & de Novogrodeck de l'autre.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 5 Juillet 1792.

Sa Majesté ne s'arrêtera à Francfort que le temps nécessaire au couronnement; elle sera de retour ici vers la fin de ce mois, son Couronnement comme Roi de Bohême est fixé au 18 Août; déjà les préparatifs se font pour cette cérémonie. Son Altesse le Grand-Duc de Toscane est parti, le 2 pour l'Italie, accompagnée du Marquis *de Manfredini*.

La connoissance de la réponse officielle de la Cour de Copenhague à la note que lui avoient remise MM. *Weguelin* & *Breunner*, Ministres des Cours de Vienne & de Berlin, a donné lieu à plusieurs réflexions plus ou moins fondées, sur la conduite du Cabinet de Copenhague.

La neutralité de cette Cour est motivée,

Digitized by Google

dans la pièce qu'on va lire, sur des raisons qui devroient précisément la déterminer à entrer dans la coalition ; elle argumente de son état isolé, de son commerce, mais les mêmes raisons militent en faveur de la Prusse, des Cours d'Allemagne, de la Sardaigne, de la Hollande, dont les sentimens ne sont point équivoques. Si dans la crise actuelle des Gouvernemens, les autres Cours gardoient la même neutralité, bientôt le Danemarck lui-même seroit la victime des fléaux qu'il redoute. Sans doute encore que cette Cour ignore que plus les forces employées seront nombreuses & formidables, & moins il y aura de perte pour l'humanité, moins de sang répandu & sûrement point du tout. Les considérations subalternes cèdent aux motifs de sûreté générale & au maintien des droits respectifs de tous les Gouvernemens. Aucun n'a intérêt à ce que les maximes de justice & de religion, soient publiquement méconnues par un peuple puissant & toujours en insurrection. L'Europe forme une grande République chrétienne ; chacun de ses Membres a droit d'en maintenir le repos contre les grands mouvemens dont l'objet ne seroit point de révendiquer un Droit ou une Province, mais d'ébranler, de dissoudre la société même dans ses bases ; c'est ce qu'il est douteux que la Cour de Copenhague n'ait point reconnu, comme il

Digitized by Google

est étonnant qu'elle se soit contentée d'avouer l'obligation où elle est de fournir aux moyens de défense qu'exigent d'elles ses possessions en Allemagne.

Telles sont les réflexions que fait naître ici la lecture des pièces suivantes & qui probablement changeront les dispositions du Danemarck aujourd'hui sur-tout que de nouveaux évènemens viennent à l'appui de l'utilité de l'intervention des Cours alliées.

Note remise à S. Exc. le Comte de Bernstorff, Ministre d'Etat & de conférence de Sa Majesté Danoise.

« Les soussignés, l'Envoyé extraordinaire de S. M. le Roi de Hongrie & de Bohême, & le Chargé d'affaires de S. M. Prussienne, ont l'honneur de communiquer au ministère de S. M. Danoise, le mémoire ci-joint, relatif aux affaires de France, & de l'accompagner de quelques observations, & des réquisitions de leurs Cours, relatives à cet égard. »

« Il s'agit dans ce moment-ci d'une cause commune à tous les Souverains, & de l'intérêt commun de tous les Gouvernemens. Il en dérive essentiellement la nécessité & l'obligation pour tous d'y intervenir efficacement par la réunion de leurs moyens & de leurs forces; & cette communauté d'efforts exige nécessairement un concert préalable d'un accord déterminé entre ces Cours, sur le but du concert & sur les moyens à y employer. »

« Le but réunit deux sortes d'objets. L'un concerne les droits lézés des Princes de l'Empire, ainsi que ceux du Saint-Siége, & les dangers

Digitized by Google

dont la propagation des principes françois menace plus ou moins, plutôt ou plus tard, les autres Etats, si l'on ne parvient à les prévenir; l'autre concerne le maintien des fondemens essentiels du Gouvernement monarchique en France. Le premier de ces deux objets se trouve déterminé dans tous ses points par leur annonce même; le second au contraire n'est point encore susceptible d'une détermination positive. »

« Toutes les autres Puissances n'ont aucunement le droit d'exiger d'une Puissance grande & libre telle que la France, que tout y soit rétabli entièrement dans l'état antérieur, ou qu'elle adopte précisément telle & non pas d'autre modification du Gouvernement : il s'ensuit que l'on pourra & devra reconnoître comme légale & constitutionnelle telle modification dans son Gouvernement monarchique & dans son administration interne, dont le Roi, jouissant d'une liberté plenière, conviendroit avec les Représentans légitimes de la Nation. »

« Plusieurs considérations importantes paroissent d'ailleurs prescrire à la sagesse & à la prévoyance des Cours réunies, de déployer & de conserver invariablement la plus grande modération à cet égard. »

« Quant aux moyens à employer, ils devront être suffisans pour rendre les succès immanquables, proportionnés aux forces respectives des Puissances réunies, & déterminés d'après un plan général d'opérations. »

« Ce concours d'efforts peut s'effectuer, ou par des troupes ou par des subsides d'argent proportionnés en faveur des Puissances qui emploieront à l'entreprise un plus grand nombre de troupes, que n'exigeroit leur contingent relati-

Digitized by Google

vement aux autres. Dans l'un & l'autre cas, il s'agira de ſpécifier l'eſpèce & la quote-part de ces moyens qu'on s'engageroit à fournir ; ainſi que le terme auquel ces engagemens ſeroient infailliblement réalisés. »

« Pour procéder à l'arrangement de tous ces points, S. M. Apoſtolique & S. M. Pruſſienne propoſent la ville de Vienne comme le centre des diſtances, dans l'intention d'accélérer & d'abréger cet ouvrage le plus que poſſible. »

« Mais quand, en conſéquence du concert à conclure, le raſſemblement des armées ſera effectué de toutes parts & ſuivi d'une déclaration des Puiſſances, pour annoncer leur intervention commune & les objets dont elles demanderont le redreſſement, ſi alors il s'agit d'établir un congrès armé formel, il eſt tout naturel que ce congrès ne pourra point ſe tenir à Vienne trop éloigné de la France, mais dans tel autre endroit que les Puiſſances réunies jugeront être le plus convenable. »

« Leurs Majeſtés Apoſtolique & Pruſſienne ſont prêtes de leur côté à concourir de cette manière avec toute la promptitude & l'énergie poſſible au ſoutien de l'intérêt commun de tous les Souverains & de tous les Gouvernemens. »

« Les diſpoſitions que les deux Cours ont faites juſqu'ici étant purement défenſives, les meſures actives à prendre ultérieurement dépendront de la réaliſation du concert propoſé, & en conſéquemment de la coopération effective des autres Cours. »

« C'eſt en vertu des ordres précis & au nom de leurs Cours reſpectives, que les ſouſſignés ont l'honneur d'inviter la Cour de Dannemarck à ce concert, & de l'engager à munir ſon Mi-

Digitized by Google

nistre à Vienne d'instructions & de pleins pouvoirs nécessaires à cette fin, en demandant des renseignemens éventuels sur les moyens qu'elle destineroit de son côté au but commun, & sur le temps fixe auquel elle pourroit les fournir. »

« Comme l'extrémité notoire des affaires de France & sur-tout l'invasion hostile sur le territoire de l'Allemagne, & nommément celui du Cercle de Bourgogne qu'elle vient de tenter, rend urgent d'accélérer le plus que possible l'exécution des mesures réunies, les soussignés se flattent que S. Exc. M. le Comte de *Bernstorff* ne tardera pas de les informer des intentions de la Cour, relativement à son accession au concert proposé. »

« *Signé*, WEGUELIN ET BREUNNER. »

Réponse de Son Excellence le Comte de Bernstoff.

« C'est avec tous les sentimens dignes de la confiance des Souverains ses amis & alliés, & les plus propres à y répondre, que S. M. Danoise a reçu & pesé les ouvertures de Leurs M. Apostolique & Prussienne. Elle y a reconnu les principes les plus justes, & la sollicitude la plus respectable pour le bonheur & pour la tranquillité de l'Europe entière, évidemment menacée par l'anarchie françoise & par le prestige de ses formes illusoires, mais séduisantes. »

» L'offre d'un concert parfait pour assurer les bases générales de l'ordre social, pour mettre des bornes aux attentats de ceux qui les méconnoissent, & pour rendre la France susceptible de nouveau de cette prospérité dont elle a joui, mais qui a été anéantie, ne peut que flatter le Roi mon maître. S'il ne peut pas y entrer, ce n'est pas par différence d'opinion ou de vues,

Digitized by Google

c'est par des raisons fondées sur une position différente, sur des intérêts majeurs, sur des devoirs qui doivent être sa loi & sa règle, & qui ne lui permettent ni d'écouter ses penchans, ni de consulter ses regrets; S. M. s'expliquera là-dessus avec la vérité, la franchise, la cordialité la plus entière, elle sait que ce n'est que par-là qu'elle peut prouver son estime & son amitié aux Souverains vers qui elle penche & dont elle connoît & respecte les vertus. »

« Il ne s'agit plus de prévenir un éclat, ou de maintenir la paix par un concert imposant. Les François ont déclaré la guerre depuis peu. Le système général du Roi est la neutralité la plus parfaite & la plus impartiale; mais il ne peut absolument pas se concilier avec une des parties belligérantes contre l'autre, par une réunion qui ne se fait que depuis que la guerre a effectivement commencé. »

« Le Dannemarck a reconnu, tout comme l'Empereur défunt & le Roi de Prusse, la Constitution de la France, depuis que *Louis XVI* l'a solemnellement avouée. Il n'existe encore aucune démarche directe & publique. Les Souverains qui n'ont pas des raisons particulières, ne sont point appelés encore à soutenir ou à venger la cause de celui qui se croit & qui se dit libre & satisfait de la limitation de l'autorité royale adoptée sans réclamation. Il y a bien de la différence entre les Puissances neutres & éloignées que rien n'a provoquées, & celles qui ont été offensées qui doivent se défendre, qui par leurs engagemens, leur voisinage, leurs forces, leur position en général, sont nécessitées de prendre un parti, & d'ailleurs en état de jouer le premier rôle qui leur convient. Le premier de

Digitized by Google

leur but, & bien digne d'elles, est sans doute de préserver leurs sujets de l'infection menaçante qui se répand comme le poison le plus dangereux & le plus actif. Sa Majesté y est parvenue par une marche adaptée au génie de sa Nation; elle ne veut pas s'en écarter. Elle avoue, au reste, & reconnoît de concourir, comme Membre de l'Empire, à toutes les mesures communes, qui seront prises pour sa défense & celle de ses droits, & S. M. sera toujours empressée de convenir de ses devoirs à les remplir. »

« Du Département des Affaires étrangères, à Copenhague, le premier Juin 1792. »

« *Signé*, BERNSTORF. »

Il se confirme que les Turcs marquent du mécontentement de la lenteur de l'opération du règlement des limites & de ce qu'on ne leur a point encore délivré les places convenues par le Traité de paix. Ils ont attaqué quelques postes près d'Orsowa & Rimnieck. On ne croit point que ces hostilités donnent lieu à une nouvelle guerre. Un Courier a été expédié à Constantinople avec des dépêches relatives à cet objet, & l'on pense que la Porte ne fera nulle difficulté de nous satisfaire à cet egard. — La Chancellerie Illyrienne séparée de celle de Hongrie par l'Empereur *Léopold* y est de nouveau réunie d'après le vœu des Etats de ce pays qui comprend la Croatie, l'Esclavonie & une partie du Bannat. — Les Etats de Hongrie ont demandé & obtenu de Sa Majesté l'érection d'un Tribunal de Commerce pour ce

Digitized by Google

Royaume, que sa population de sept millions d'Habitans & son grand Commerce lui rendoient nécessaire. — Les lettres de Constantinople annoncent que la peste s'y est déclarée, & qu'un incendie y a éclaté le 25 Mai & a consumé quatre à cinq cents maisons. — Le port de Trieste vient d'être mis en état de défense; on a placé à son entrée sept chaloupes canonnières, & un bâtiment de 24 canons doit s'y joindre incessamment.

De Francfort-sur-le-Mein, le 13 Juillet.

On mande de Berlin que le Prince *de Nassau* y est arrivé le 27 Juin, il s'est rendu auprès du Roi le lendemain, d'où il est ensuite parti pour Coblentz. — Le Prince *Ferdinand de Brunswick*, Oncle du Duc *de Brunswick*, Général des armées combinées, est mort d'apoplexie le 3 de ce mois dans la soixante-douzième année de son âge. La famille des *Brunswick* a été féconde en hommes qui joignent à un caractère de politesse & d'urbanité des talens rares dans la guerre & dans la politique. Le Prince *Ferdinand* s'étoit distingué dans la guerre des alliés contre la France, autant par ses succès que par des vertus aimables. Son neveu & ses petits-neveux aujourd'hui à la tête des armées d'Autriche & de Prusse, ont hérité de ces qualités précieuses; ils se font aimer

plus encore que respecter par tous ceux qui les approchent, & l'on peut dire d'eux ce que disoit *Voltaire* du Prince défunt, qu'on ne sait si l'on doit desirer ou craindre d'avoir à se battre contre de pareils hommes.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 17 Juillet.

Les partisans des troubles, de la réforme Parlementaire & autres affiliés aux Clubs François n'ont point célébré cette année la révolution du 14 Juillet. La haine & le mépris public pour tout ce qui tient au système d'insurrection leur en ont imposé. La tranquillité produite par la proclamation du Roi, la conduite ferme du Ministère, la prospérité publique, les succès du Gouvernement dans l'Inde, ne sont point des conjonctures favorables à des révolutionnaires.

Seulement M. *Chauvelin* a donné un repas aux Ministres étrangers résidans à Londres, mais il n'y a aucun rapport entre cette politesse d'usage & les orgies de l'année dernière. L'on sait d'ailleurs que penser ici de la révolution de France que l'on regarde à présent comme incompatible avec le génie & les habitudes du Peuple Anglois.

Digitized by Google

L'escadre aux ordres de l'Amiral *Hood* est composée d'un vaisseau de 90 canons, de quatre de 74, de quatre frégates de 32, & de quelques autres petits bâtimens de guerre. Elle a mis à la voile le 11, & a dirigé sa route à l'ouest. On pense qu'après quelques croisières dans la Manche, elle fera des évolutions devant leurs Majestés à Weimouth où elles se rendront dans le milieu d'Août, pour y jouir de la belle saison.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 15. Juillet 1792.

Depuis la retraite des François le calme se rétablit dans la Flandre. Les Habitans de Courtrai ont reçu avec plaisir la nouvelle des indemnités qui leur a été accordées sur la demande du Général *Luckner*. Il y a de temps à autre quelques escarmouches entre les postes avancés. Le 8, un gros de Hou'ans ayant poursuivi quelques patrouilles françoises qui s'étoient avancées jusques près de Quievrain, pour aller à la découverte, a été entraîné jusqu'au milieu de la Cavalerie ennemie, on s'est battu avec acharnement; mais nos gens inférieurs en nombre ont été obligés de se retirer, après avoir perdu du monde, & laissé quelques Prisonniers. La perte des Fran-

Digitized by Google

gois n'a pu être moindre à en juger par les efforts des Houlans, pour se retirer du gros de Cavalerie où ils se trouvoient.

FRANCE.

De Paris, le 25 Juillet 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du dimanche, 15 juillet.

M. *Choudieu* demande que « pour arrêter l'audace des généraux, » on fasse aujourd'hui le rapport relatif à M. *de la Fayette* (applaudi); M. *Thuriot*, qu'on les empêche de quitter leur armée pour venir faire des pétitions à la barre (applaudi); M. *Vivier*, que le maire de Paris rende compte du nombre des fédérés qui ont déclaré vouloir servir aux frontières (murmures); M. *Rouyer*, que le maire & le ministre de la guerre rendent compte tous les jours du nombre des hommes destinés à renforcer l'armée; M. *Vaucher*, que les troupes de ligne s'éloignent de Paris demain ou après-demain; M. *Rouyer*, pourquoi elles ne sont pas encore parties, & « pourquoi les gardes Suisses gardent le Roi, tandis qu'il ne peut avoir de Suisses pour sa garde? » M. *Choudieu*, que le pouvoir exécutif soit « non-seulement libre, mais forcé d'envoyer ces troupes de ligne aux frontières dans 24 heures. » Les débats s'engagent sur cette dernière question.

Après la judicieuse observation de M. *Brunck*,

qu'au Roi seul appartient le droit de commander l'armée, que l'Assemblée a fait tout ce qu'elle pouvoit faire en levant le décret portant que les troupes de Paris n'en sortiroient qu'en vertu d'un décret; M. *de Girardin* s'est attiré de violentes huées par des réflexions plus directement appliquées aux motifs qu'aux principes. « Je me réjouis, a-t-il dit, de ce qu'il n'existe plus d'inquiétudes à Paris;.... ni cette multitude de conspirateurs qu'on nous présentoit sans cesse; de ce qu'il n'est plus nécessaire d'y avoir une force réprimante... Je remarquerai cependant que ce sont les mêmes personnes qui nous répétoient qu'il falloit attirer 20,000 hommes à Paris, qui veulent aujourd'hui qu'on en éloigne les troupes qui peuvent y maintenir la sûreté..... Si, par hasard, il s'y formoit une grande conspiration, vous en auriez pris sur vous toute la responsabilité en décrétant des mesures que vous n'avez pas le droit de prendre (clameurs des galeries & d'une partie de l'Assemblée). Je répondrai à ceux qui m'injurient, a poursuivi M. *de Girardin*, que les injures ne parviennent pas jusqu'à moi, que je les mépriſe comme eux; j'use du droit dont beaucoup de membres usent comme moi, de dire des absurdités librement (applaudi). » L'opinant & M. *Calvet* ont insisté sur les postes nombreux & importans pour tout le royaume, confiés aux citoyens-soldats de Paris; sur l'avis des ministres patriotes que la garde nationale y étoit insuffisante.

Il est décrété que M. *Tarbé* ne sera pas entendu, que M. *Calvet* sera rappellé à l'ordre, & puis qu'on entendra M. *Tarbé*. Il représente que des régimens assuroient l'arrivée des subsistances à Paris; M. *Brunck*, que les gardes Suisses

doivent être exceptés aux termes des capitulations ; M. *Beugnot*, que le *considérant* doit porter que les derniers évènemens arrivés à Paris prouvent qu'il est inutile d'y avoir une force publique (murmures). La rédaction de M. *Chaudieu* est adoptée. Les troupes de ligne qui sont à Paris en sortiront sous trois jours, & s'en éloigneront de 30,000 toises.

Un membre veut que les drapeaux des gardes Suisses soient tricolors: M. *Brunck* invoque les capitulations, dit que c'est vouloir rompre toute alliance & donner à la patrie un ennemi de plus. Selon M. *Lacroix*, c'est un décret déjà rendu. M. *Genfonné* brûle de voir finir l'affaire des capitulations & que M. *d'Artois*, criminel de lèse-nation, ne soit plus le chef des Suisses.... Au comité diplomatique.

Le ministre de la guerre annonce que M. *de la Morlière* desire une autorisation suffisante pour faire exécuter, par les habitans des rives du Rhin, quelques dispositions défensives, en mettant ce pays en état de guerre, tous n'ayant pas la même ardeur de civisme que ceux du Haut-Rhin ; & que les ordres du Roi ont été donnés pour faire juger des motifs qu'a eus M. *Jarry* d'incendier les fauxbourgs de Courtray.

A la suite d'un rapport où M. *Lemontey* a distingué le général du citoyen, établi que tout corps armé est un accident de la société, même depuis que la nation entière est armée ; qu'un général est inséparable de l'attribut de sa qualité, qu'il est essentiel que les généraux ne s'occupent point d'objets politiques, & « renferment leurs pensées dans les grandes manœuvres qu'ils doivent concevoir & diriger ; » six articles prévoient tout officier de ligne ou volontaire

Digitized by Google

du droit sacré de pétition, excepté pour des objets étrangers aux fonctions militaires & pour leurs intérêts individuels, sous peine de 3 à 15 jours d'emprisonnement (Mais qui mettra en prison un général pétitionnant à la tête de son armée? La *loi* seule, peut-être).

M. *Bazire* a tremblé que ce décret ne sauvât M. *de la Fayette*, en donnant lieu de dire que son crime étoit antérieur à la loi; & il hâtoit l'accusation d'après les loix existantes. M. *Merlin* décrétoit d'accusation l'armée entière de M. *de la Fayette* (*Bravo!*), pour avoir délibéré de suivre ce général par-tout où il la conduiroit. Tout est renvoyé à l'infatigable commission des douze.

Du dimanche, séance du soir.

« Les portes de l'Empire sont ouvertes, & le portier ne veut pas les fermer, » dit M. *Ruhl*; & il prie l'Assemblée de rechercher pourquoi M. *de Montesquiou* a refusé de détacher de son armée 20 bataillons qui devoient se joindre à l'armée du Rhin. M. *Lejosne* réclamoit aussi des secours pour les frontières du Nord, contre « les brigandages journaliers des Autrichiens. » M. *Thuriot* s'étonnoit de ce que « l'Assemblée dormoit, après avoir dit à tous les citoyens de se lever; » & il demandoit qu'on décidât demain, à midi juste, si les séances seroient permanentes. M. *Fauchet* défendoit aux généraux d'approcher, sans un décret, de moins de 30,000 toises du corps législatif. M. *Merlin* agitoit la question de savoir qui a mis la patrie en danger. On a décrété les motions de MM. *Ruhl* & *Thuriot*.

Des lettres des administrateurs de l'Ardèche

mandent que les contre-révolutionnaires ont évacué le château de Bannes ; que tous les autres postes leur ont été enlevés ; que M. *Duſaillant* & 25 de ſes complices ſont en fuite & qu'on les pourſuit.

M. *de Chambonas* communique une note remiſe à M. *Cagot*, chargé des affaires de France à Naples, au ſujet de M. *Carraccioli*, capitaine commandant la frégate *la Syrène*, accuſé d'avoir canonné un chébec d'Alger dans un port François, où il étoit emboſſé. Le général miniſtre *d'Acton* répond que le Roi ſon maître ne pourra jamais croire que M. *Carraccioli* ait tenu la conduite & les propos qu'on lui impute, & que s'il eſt coupable il ſera puni.

Deux décrets ont ſtatué 1°. que les troupes coloniales qui ſont actuellement en France, ſeront formées en régiment de ligne ; 2°. que le pouvoir exécutif rendra compte de ſa déciſion ſur l'arrêté du directoire du département d'Eure & Loire, qui a ſuſpendu le maire & le procureur-ſyndic de Chartres pour avoir refuſé d'enregiſtrer la proclamation du Roi relative aux attentats du 20 juin.

Le chef du bataillon des vétérans de Paris dénonce, à la barre, une coalition entre la Reine & M. *de la Fayette*, que ce dernier a couché, il y a trois jours, à St. Cloud, & qu'on a payé 200 ouvriers pour crier : *vive le Roi !* le 14. Ces honorables allégations ſeront recueillies par le comité de ſurveillance.

Du lundi, 16 juillet.

On avoit augmenté de quatre étrangers le nombre des généraux de l'armée ſans ſonger à leur

Digitized by Google

donner des aides-de-camp comme aux autres. Un décret d'urgence y a pourvu.

M. *Choudieu* a dénoncé une lettre circulaire de M. *Guillaume*, ex-constituant, auteur de la pétition si mal accueillie quoique très-constitutionnelle & signée de 30 à 40 mille citoyens de Paris, sur les attentats du 20 juin. L'impartial dénonciateur voyoit « de coupables manœuvres, &c. » dans l'envoi de cette lettre aux députés de l'Assemblée constituante & aux administrateurs des départemens. On l'a lue. Beaucoup de membres l'ont applaudie. C'est la communication pure & simple de la pétition & une invitation à la signer, si l'on est d'avis que les crimes du 20 juin soient punis. Elle n'en a pas moins été remise à la commission des douze, à qui M. *Goujon* a fait ordonner aussi de faire un rapport général des pièces relatives à ces horreurs, jusqu'à présent, si honteusement impunies.

Un décret a statué qu'il n'y avoit pas lieu délibérer sur la demande de M. *la Morlière* d'une autorisation spéciale que lui défère la loi qui donne aux généraux le droit de déclarer en état de guerre les postes à l'égard desquels ils jugeront cette déclaration nécessaire.

Le procureur de la commune de Paris, M. *Manuel*, introduit à la barre, a débité une harangue de *jacobin*, dont nous croyons devoir citer quelques traits.

« Législateurs, j'étois bien malade lorsque je fus accusé devant vous. Si l'estime de mes concitoyens a pu calmer mes maux, c'étoit une raison de plus pour ne pas supporter le soupçon injurieux d'avoir trahi mon devoir. La fièvre encore dans les veines, avant que d'avoir pu serrer dans mes bras un fédéré, je viens cour-

ber sous la loi une tête qui ne fléchira jamais que sous elle... Il faut donc que je vous entretienne encore d'une journée qui n'est devenue fameuse que parce que la Cour a voulu la grossir de ses vices... Le 16 juin, quelques-uns de ces hommes patriotes tout purs... vinrent planter une pique dans le lieu des séances de la commune... à côté du maire ; c'étoit-là sa place : *Minerve* en a toujours une. Ces hommes qui disent tout ce qu'ils peuvent, parce qu'ils font tout ce qu'ils disent, prévinrent que le mercredi prochain ils se feroient une fête de porter leur hommage à l'Assemblée qui portoit de bons décrets, & des représentations au Roi qui s'étoit défait de ministres qui valoient beaucoup, pour en prendre qui ne valent rien... C'est au moment où l'on vantoit l'union des fauxbourgs, que, par un arrêté perfide & barbare, le directoire condamna une municipalité à diriger contre des citoyens qui marchoient déjà avec toute l'énergie de l'innocence, tout l'appareil de la mort. (Ici l'abrégé du récit de M. *Pétion*.) Le Roi, par sa sécurité, faisoit l'éloge du peuple, & il demandoit lui-même le bonnet de la liberté, qui devroit être sa couronne... Vos députés ne vinrent-ils pas vous dire que le Roi & le peuple étoient contens l'un de l'autre? Et le lendemain, c'est ce même Roi qui trahit, qui calomnie, qui déshonore ce même peuple en le dénonçant à tous les peuples, à tous les Rois, qui ne s'imaginant pas qu'un libelle puisse exister sous le titre auguste d'une proclamation, seront forcés de croire que ce peuple qui toujours grand, toujours généreux, n'a que des amnisties à se reprocher, n'est plus qu'une horde de cannibales! Et vous, législateurs, ne vous êtes pas levés d'indignation!

Digitized by Google

dignation ! N'aviez-vous pas la majesté du peuple à défendre ? Craindriez-vous de vous mesurer avec un Roi ? C'est vous qui devez le juger. »

M. *Manuel* a été fréquemment interrompu par les applaudissemens des galeries, par les murmures de la majorité de l'Assemblée & par les cris de plusieurs membres : *à l'ordre ; c'est un insolent ; il faut le renvoyer ; c'est un crime de plus.* Auxquels le ministre protestant, M. *Lasource*, répondoit : *malheur à ceux qui insultent un accusé !* « Ces Messieurs ont raison, avoit répartí M. *Merlin* ; car M. *Manuel* a fait une fausse comparaison en comparant *Louis XVI* à *Marc-Aurèle* : il y a une immensité entre l'un & l'autre (nouveaux transports des galeries). » Vifs débats pour & contre l'admission aux honneurs, & l'on finit par les accorder à l'accusé qui au lieu de se justifier, vient de porter aux derniers excès l'indécence & le fanatisme. On décrète l'impression de son discours. M. *Froudière* en demandoit l'envoi aux 83 départemens : « Ils ne croiront jamais, a dit M. *Haussy*, que l'Assemblée ait pu écouter tranquillement un pareil libelle. » La motion d'envoi est rejettée, & M. *Manuel* siége à côté de ses juges comblé d'applaudissemens.

Huit articles ont motivé le départ des régimens de Paris sur la nécessité de défendre les frontières, & pourvu au remplacement de ces corps à Paris, par les hommes du 14 juillet 1789, les ci-devant Gardes-Françoises, & les autres militaires qui abandonnèrent leurs drapeaux à l'époque de la révolution pour concourir alors à l'insurrection de la capitale.

M. *de Chambonas* communique à l'Assemblée un message remis par les ministres réunis des Rois de Hongrie & de Prusse au ministère Danois, &

la réponse à ce message. Ils sont renvoyés au comité diplomatique. Voyez l'article Vienne plus haut.

Le ministre de la guerre écrit que l'inexécution des ordres donnés à M. *de Montesquiou*, a été mise sur la responsabilité de ce général; que M. *de Lieurfain* est disparu de Sarre-Louis où il commandoit; que M. *de Saint-Paul*, commandant l'artillerie à Strasbourg, vient d'émigrer; que M. *Luckner* est à Paris, par ordre du Roi, pour concerter un plan d'opération.

Sur la motion de M. *Grangeneuve*, l'Assemblée a décrété que M. *Luckner* rendra compte de toutes ses opérations militaires achevées, & des besoins de l'armée.

Dans une amplification vide d'idées nouvelles, M. *Pozzo di Borgo*, a dit que la nation Françoise avoit cru assurer la paix de l'Europe en renonçant aux conquêtes, & avoit commencé la guerre que ses ennemis lui déclaroient déjà par leurs dispositions (défensives alors!); que la balance politique va être détruite par ceux qui attaquent la France; que c'est aux François à sauver le monde; qu'un peuple libre doit vaincre & a pour lui sa force & ses maximes, que « le moindre échec doit renverser ses aggresseurs. » Les conclusions, devenues un décret, ont été:

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission extraordinaire des douze, & de ses comités diplomatique & militaire réunis, déclare que le Roi est chargé de repousser par la force des armes tout ennemi déclaré en état d'hostilités imminentes ou commencées contre la nation Françoise, & de le faire attaquer & poursuivre par-tout où il conviendra d'après les dispositions militaires. »

Digitized by Google

On a décrété l'impression du rapport de M. *Pozzo di Borgo* chaudement applaudi, & il a été statué que vu l'arrêté du département de la Moselle, « il sera surfis à l'exécution de l'article du traité d'échange relatif aux récoltes des citoyens respectifs de France & de l'électorat de Trèves, pendant tout le temps que la France sera en état de guerre, à la charge de payer la valeur des récoltes aux prix à convenir de gré à gré, ou sur l'estimation qui en sera faite contradictoirement au taux courant des denrées. »

Du lundi, séance du soir.

Un garde national du bataillon de l'Ain vient justifier, à la barre, ses camarades des reproches d'insubordination qui leur ont été faits par le général *Victor de Broglie*, & demander que son bataillon soit mis dans un poste où il puisse être plus utile à la patrie. MM. *Brunck*, *Lamarque* & *Darisy* obtiennent la mention honorable & l'envoi du procès-verbal au bataillon, sans doute pour fortifier la confiance dans les généraux & l'esprit de discipline.

Des réclamations de Cent-Suisses de la garde du Roi, maintenant gardes nationaux à Versailles, sont renvoyées au comité militaire.

Quelques patriotes d'Arles accusent, à la barre, le département de Rhône & Loire d'une conspiration indéfinie, le pouvoir exécutif & M. *de Lafayette*. De patriotes de Reims viennent regretter les trois ministres par excellence, solliciter l'abolition du *veto* pour les décrets d'urgence... Honneurs de la salle.

Organe des fédérés du bataillon de la Charente inférieure, l'un d'eux dit à la barre, qu'il a été reconnu, dans le jardin des Tuileries, que la pa-

Digitized by Google

trie est en danger. « Nous nous promenions paisiblement. Seulement nous chantions des couplets en l'honneur de la liberté, seuls dignes de l'homme régénéré. La Reine vint à passer. Nos chants lui déplurent sans doute, ainsi qu'aux valets qui l'entouroient. Ils prétextèrent, pour nous insulter, que nous ne nous étions pas découverts. La constitution ne parle pas de la Reine. Des hommes libres ne doivent rien à la femme du Roi; elle n'est qu'une femme comme une autre. Nous avons cru devoir conserver la dignité d'hommes libres en refusant de saluer la Reine qui n'est rien dans l'état. Des valets de cour ont osé attenter à la majesté du peuple François dans la personne de mon camarade en le maltraitant à coup de sabre (des sabres de valets! nulle preuve), & en foulant son chapeau aux pieds. Nous demandons justice (applaudissemens redoublés de galeries & d'une partie de l'Assemblée). »

Un membre insiste pour qu'un témoin soit entendu. Ce témoin, garde national, atteste qu'un officier de la gendarmerie lui a dit que « des fédérés avoient insulté la Reine par des chansons infâmes, & n'avoient pas voulu ôter leur chapeau... Je fus observai, poursuit le témoin, que les mouvemens du cœur ne se commandent pas... Les fédérés m'ont assuré n'avoir pas chanté de chansons insultantes, & n'avoir été maltraités que pour n'avoir pas salué la Reine. » On voit que les plaignans sont les seuls témoins pour eux dans leur cause, & qu'un gendarme les inculpe. Il ne manquoit que de faire répéter la chanson à la barre pour juger si elle étoit aussi infâme que tant d'autres que les amateurs ne trouvent que civiques. Les galeries applaudissent. L'Assemblée admet les pétitionnaires aux honneurs de la séance.

Digitized by Google

Du mardi, 17 juillet.

On renvoie à la commission des douze un mémoire apologétique de M. *de Montesquiou* sur son refus de détacher de son armée 20 bataillons pour l'armée du Rhin; un arrêté des *amis de la constitution* de Langres concernant les fédérés, que ces *amis* destinoient au camp de Paris, arrêté dénoncé par les administrateurs du département de la Haute-Marne; & une copie de l'instruction commencée par des juges de paix sur les évènemens du 20 juin, que le ministre de l'intérieur a adressée à l'Assemblée nationale.

« Considérant que dans un état libre tous les citoyens doivent être pourvus d'armes de guerre, &c., » l'Assemblée a décrété tout ce qui lui a paru nécessaire pour l'établissement & la surveillance d'une manufacture d'armes dans la ville de Moulins.

Protestations de citoyens de Metz contre l'arrêté du département de la Moselle sur les attentats du 20 juin; demande d'un décret d'accusation contre M. *de la Fayette*. Onze articles décrétés pour augmenter la force armée; articles que nous extrairons avec ceux qui doivent les suivre; projet de recrutement de M. *Lasource*, amendé & adopté, portant que toutes les villes qui fourniront un bataillon ou une compagnie auront bien mérité de la patrie; enfin, pétition oratoire de fédérés à la barre; nous devons en donner une idée au lecteur.

« La nation est trahie... » (Ici les déclamations rebattues de MM. *Guadet*, *Vergniaud*, *Brissot*, *Isnard*, &c.) « Vous nous avez déclaré que la patrie est en danger, c'est pour

Digitized by Google

dire qu'il faut qu'elle soit sauvée ; c'est nous appeller à son secours. Si elle ne peut l'être par les représentans, il faut bien qu'elle le soit par elle-même... C'est en vain que des généraux perfides & des despotes insolens se réunissent pour la désigner comme une *faction*. Sous quelque forme qu'elle se rassemble, en quelque temps, en quelque lieu qu'elle s'explique, elle prouvera toujours à l'univers qu'elle est *factieuse* en effet dans le sens des tyrans, c'est-à-dire, qu'elle est bien déterminée à les écraser... Quelqu'événement qu'il arrive, ne serions-nous que 10 contre 100 comme nous sommes 100 contre 10, la victoire de la liberté n'en est pas moins certaine. Un homme libre vaut 100 esclaves, & la destinée du vice est de trembler devant la vertu... On a permis que les ci-devant nobles intrigans qui avoient déshonoré le caractère de législateurs dans l'Assemblée nationale constituante, se soient convertis tout-à-coup, de législateurs perfides, en chefs d'armée plus perfides encore. A la tête est *la Fayette*, le plus méprisable, le plus criminel, le plus infâme des assassins du peuple. »

M. *Hua* s'est permis d'observer qu'il étoit impossible que l'Assemblée entendît traiter de criminel un citoyen qu'on n'avoit pas jugé (on violoit l'article IX de la déclaration des droits de l'homme.) Il a été couvert des huées des galeries, & l'orateur a poursuivi.

« Pères de la patrie, suspendez provisoirement le pouvoir exécutif dans la personne du Roi ; le salut de l'Etat vous commande cette mesure. Mettez en état d'accusation *la Fayette*. Décrétez le licenciement des états-majors & des fonctionnaires militaires nommés par le Roi. Destituez & punissez les directoires de départemens & de

Digitized by Google

districts connus avec *la Fayette* & la cour. Enfin renouvellez les corps judiciaires... »

Un bruyant orage a coupé la parole au haranguer. Le président lui a répondu que l'Assemblée ne désespéreroit jamais du salut public, tant qu'il y auroit du patriotisme & des vertus en France, & a déféré les honneurs de la salle à la députation des fédérés.

Le Roi ayant accepté la démission de M. *Terrier-Monciel*, a remis, par *intérim*, le portefeuille du département de l'intérieur à M. *Dejoly*, ministre de la justice.

On lit une lettre & des notes de M. *Luckner*, qui, pour satisfaire au décret qui le concerne, écrit à l'Assemblée :

« Ce compte, que je dois, comme général de l'armée Françoise, ne rendre qu'au Roi, son chef suprême, & au ministre chargé de me transmettre légalement ses ordres, se trouve soit dans la correspondance des ministres avec moi, dont l'Assemblée a demandé la communication, soit dans les registres de mon état-major, qui, en ce moment, ne sont pas sous ma main. Tous ces objets, purement militaires, ont une grande connexité avec les opérations subséquentes de la campagne, sur lesquelles la prudence & mon devoir me commandent le secret. C'est à l'Assemblée nationale à examiner ce qui, dans la direction de la guerre, est absolument étranger à ses fonctions, & ce que la constitution lui permet de connoître par des interpellations faites au ministre de la guerre. »

« Je répondrai, continue M. *Luckner*, à la demande qui m'est faite par le décret, de tout ce qui est nécessaire pour le succès des opérations à venir, que nous devons désirer une

Digitized by Google

grande augmentation de force, une grande réunion de moyens; qu'elle semble nous être promise par les protestations de zèle civique & d'enthousiasme qui souvent retentissent dans le sein de l'Assemblée; mais que jusqu'à présent ces brillantes espérances se sont peu réalisées; que l'armée est encore incomplette, peu nombreuse, & nullement recrutée; que si l'Assemblée perdoit un moment pour la renforcer par tous les décrets qui peuvent dépendre d'elle, & d'après les considérations que lui soumet l'expérience, nos forces seroient dans une immense disproportion avec celles de l'ennemi..... Je saisirai l'occasion que l'Assemblée nationale m'a offerte de lui présenter l'hommage de mon respect pour les autorités constituées. Elle me trouvera toujours ce que j'ai toujours été, ennemi des factions, étranger aux intrigues, inviolablement attaché à la constitution & au Roi que je défendrai de tous mes moyens, & profondément convaincu que l'union des bons citoyens, dont les généraux leur donnent & ne cesseront de leur donner l'exemple, peut seule sauver la France. »

Je suis avec respect, &c.

D'après les notes, la force disponible des trois armées n'est que de 60,000 hommes; & le maréchal n'auroit que 40,000 hommes tout au plus à opposer aux 200,000 ennemis. Il ne peut garantir le succès d'une guerre offensive, & n'espère qu'à peine pouvoir soutenir avec quelque avantage une guerre défensive. Il propose de lever 3 hommes par municipalité, demande sur-le-champ 132, mille hommes; se plaint que les cours martiales nuisent à la discipline & occupent un trop grand nombre de soldats, en de-

Digitized by Google

mande la suppression, & qu'on laisse aux généraux le soin & le droit d'y suppléer pendant la guerre. On voit qu'il ne s'agit que de tripler l'armée disponible & de refondre le code militaire, chef-d'œuvre des philosophes & avocats constituans.

M. *Maisonneuve*, ministre de France à Stutgard, écrit, du 10, que des estafettes parcourent la Suabe, la Franconie, le Palatinat & les électorats ecclésiastiques pour accélérer la marche des troupes Autrichiennes.

Du mardi, séance du soir.

Le ministre de la guerre communique à l'Assemblée une réponse de M. *d'Affry*, colonel des Suisses, qui observe que les capitulations autorisent l'emploi de deux bataillons du régiment des gardes-Suisses pourvu que le reste de ce corps fasse le service de la garde du Roi; que si l'on veut faire partir le régiment entier, il devra en informer le corps helvétique « qui peut-être verroit avec beaucoup de peine ce régiment descendre au rang des troupes de ligne; » gradation qui a excité des murmures. Indigné du despotisme avec lequel il prétendoit que M. *d'Affry* opposoit au gouvernement François l'intervention des cantons helvétiques « en se jouant tour à tour de l'un & de l'autre », M. *Gensonné* a renouvellé sa motion de supprimer la charge de colonel-général des Suisses, & prié qu'on attendît le rapport du comité. M. *Carnot*, le jeune, a rappellé le décret de l'Assemblée constituante qui autorisoit les gardes-Suisses à continuer leur service auprès du Roi jusqu'au renouvellement des capitulations, & il a proposé d'éloigner provisoirement deux bataillons à 30,000

toises. Les deux propositions ont été adoptées.

On a décrété 16 articles sur le recrutement de l'armée de ligne. Registres ouverts, inscription volontaire ; âge de 18 à 50 ans, taille 5 pieds pour l'infanterie & 5 pieds 3 pouces pour la cavalerie ; prix de l'engagement, pour 3 ans, 80 l. pour l'infanterie, & 120 l. pour l'artillerie & les troupes à cheval, moitié lors de l'engagement, moitié à l'arrivée au corps, un tiers en sus à tout soldat qui voudra se réengager, & 3 sous par lieue. — Suit l'état des hommes que doit fournir chaque département ; il en est tels qui en donneront 24 fois autant que d'autres. Celui des Bouches-du-Rhône est taxé à 100, celui des Hautes-Alpes à 167 ; ceux de la Moselle, de la Meurthe, des Vosges, en devront chacun 2,400. Total 50,000.

Malgré les prétendues raisons de M. *Lecointre* qui préféroit des bataillons à des compagnies, croit qu'on trompoit le peuple, & que les généraux n'avoient pas sa confiance, l'Assemblée a décrété le projet de M. *Dumas* portant formation de compagnies de chasseurs volontaires nationaux.

Elle a renvoyé au comité de marine une lettre de M. *Lacoste* qui sollicite de nouvelles dispositions pour son département, & qui impute l'insubordination à l'impunité qui résulte des loix actuelles & de l'influence des sociétés populaires.

Quelqu'un propose à tous les membres de jurer, qu'à la fin de la session, pour partager les dangers de la patrie, ils iront se placer au premier rang de l'armée. Ce moyen d'accomplir le serment de vivre libres ou de mourir, a excité de bruyans éclats de rire.

Digitized by Google

Du mercredi, 18 juillet.

Note des officiers démissionnaires envoyée par le ministre & remise à la commission des douze.

Lettre de M. *Dumourier*, du camp de Maulde, le 15 juillet.

« Comme j'ignore, écrit-il, s'il existe un ministre de la guerre; comme, de deux généraux d'armée, l'un est en route pour Paris, l'autre est presque sur la même route, me trouvant commandant par *intérim*, je crois devoir rendre compte de faits qu'on pourroit grossir ou diminuer. » Après ce persiflage qui semble tenir du prétexte pour tout divulguer, il mande qu'on a l'air de regarder nos frontières comme indifférentes en tombant du système offensif au système défensif; qu'avec deux armées redoublées on n'a pas même de quoi soutenir une défense honorable; qu'il avoit ordre de partir le 20 pour se rendre à Metz avec une armée, & que cependant il étoit obligé d'en commander une autre qui doit rester en attendant l'arrivée de *M. Arthur Dillon*; que son départ affoiblitoit trop des parties déjà très-foibles; que 6,000 Autrichiens se sont emparés d'Orchies, n'ont tué que 4 soldats (qui ont cependant fait une longue résistance), massacré 4 citoyens, évacué la place au bout de 5 heures, laissé 21 morts, amené onze chariots de blessés, & qu'ils ont été aussitôt remplacés par 400 hommes de la garnison de Douay; qu'il a près de 7,000 hommes bien disposés, mais 14 à 15 mille ennemis devant lui; que divers corps réunis porteront bientôt son camp à 10,000 hommes; qu'on l'a laissé sans instruction, sans commissaires des guerres, sans argent; que plus de 300,000 liv. sont

dues aux habitans du pays ; & que l'armée eſt partie ſans laiſſer d'ordre pour le payement.... Cette lettre a été lue & renvoyée au comité des douze.

Les grands procurateurs de la nation dénoncent une invitation adreſſée aux municipaux d'Orléans pour engager des citoyens à ſe rendre à Paris pour y faire le ſervice auprès « de la perſonne ſacrée du Roi. » A la commiſſion des douze. — La clôture du jardin des Tuileries paroît *effrayante* à M. *Lamarque*. Il prétend qu'elle aigrit le peuple. Perſonne ne lui répond : « que les factieux ceſſent d'y prodiguer les outrages au Roi, à ſa famille, & ce jardin ſera ouvert. » Mais les mots *factieux*, *brigands*, commencent à devenir des titres de gloire à Paris, à la barre, comme à Monteux. Des cris : *l'ordre du jour*, & un décret font taire M. *Lamarque*.

M. *Lecointre* avance que M. *Luckner* a démenti, à la commiſſion des douze, ſa lettre à l'Aſſemblée & a dit qu'elle lui avoit été arrachée. M. *Dumolard* répond, en face, à M. *Lecointre* : « c'eſt un atroce menſonge... S'il faut encore des hommes, nous en donnerons, ajoute M. *Cambon* ; s'il n'en faut pas (ce *ſi* eſt le comble de l'ineptie), il faut ſavoir pourquoi les miniſtres font écrire à M. *Luckner* autre choſe que ce qu'il dit, « Voilà les miniſtres inculpés ſur « un menſonge. » M. *Lafond-Ladebat* confirme le démenti de M. *Dumolard*, & annonce que M. *Luckner* a été inſulté hier en ſortant de la commiſſion, qu'on l'appella traître & qu'on parla même de coups de bâton. M. *Lafond-Ladebat* atteſte MM. *Dumolard*, *Ruhl*, *Jean de Bry*. Les galeries le baffouent, & l'Aſſemblée or-

Digitized by Google

donne à la commission des douze de lui rendre compte de son entretien avec M. *Luckner*.

Des hommes-d'Etat d'Illoire pleurent MM. *Roland*, *Servan*, *Clavière*, tonnent contre M. *de la Fayette*, le pouvoir exécutif & le *veto* appliqué aux décrets d'urgence. On hue M. *Brès* qui ne voit qu'un libelle séditieux dans la civique adresse de citoyens qui joignent 1369 liv. à tant de sages moyens de sauver leur patrie. M. *Dumolard* demande ou le rapport sur M. *de la Fayette* ou que la discussion s'ouvre. L'affaire est ajournée à demain.

Les directoires du Haut & du Bas-Rhin mandent que le bruit court dans les villes & dans les campagnes, que, désespérant de conserver l'Alsace à la France, l'Assemblée nationale s'intéresse foiblement à la conservation de ces deux départemens; que ce bruit porte par-tout la consternation, qu'il est appuyé de l'état de dénuement où l'on laisse cette frontière. Ils demandent que certaines dépenses destinées à la défense commune, soient mises sur le compte de la nation. Leur mémoire est renvoyé au pouvoir exécutif comme payable sur les fonds de la guerre.

Après de longs débats la question préalable a écarté le projet d'envoyer aux frontières 8 à 9 commissaires tirés du sein de l'Assemblée.

Le ministre de l'intérieur écrit que le nombre des fédérés enregistrés à Paris, se monte à 2,668, dont 1,941 ont souscrit pour se rendre au camp de Soissons. M. *Pétion* porte le premier nombre à 2,960, & le second à 2,038. Les noms des fédérés inscrits pour la réserve de Soissons seront consignés dans le procès-verbal de l'Assemblée nationale.

Digitized by Google

Craignant que l'Europe n'oublie que, par de honteuses grossièretés, il s'est attiré des soufflets & des coups de bâton, M. *Grangeneuve* écrit, pour la seconde fois, qu'il brûle de poursuivre en justice M. *Jouneau* comme son assassin. M. *Jouneau* joint ses vœux à ceux de l'honorable & véridique plaignant. On ajourne le rapport à ce soir, & l'on n'y pensera plus.

Un imbécille de Lubeck adresse à l'Assemblée une lettre & un drapeau tricolor que sa fille a eu le bonheur de faire flotter dans les nuages, à l'aide d'un ballon conduit par le sieur *Blanchard*. Cette heureuse nouvelle est vivement applaudie.

M. *Juglas* lit un rapport sur le *maximum* de la contribution foncière, prouve que les constituans n'y entendoient rien, que la répartition est inégale, arbitraire, onéreuse, le produit insuffisant, & propose 15 articles qui recommenceroient tout, & ne leveroient que peu d'inconvéniens. M. *Tronchon* préfère un sou additionnel de plus, sans s'informer si les autres sous se payent. L'Assemblée fixe le *maximum* au cinquième du revenu, & ajourne le reste.

Du mercredi, séance du soir.

Le ministre des affaires étrangères communique à l'Assemblée une note de M. *Chauvelin*, remise le 18 juin à Mylord *Grenville*, & une note du Lord *Grenville* remise à M. *Chauvelin* le 8 juillet. M. *Chauvelin* invite, au nom du Roi des François, S. M. B. à détourner de la coalition ceux de ses alliés qu'on chercheroit ou qu'on auroit réussi à y entraîner « sous le prétexte de la plus fausse comme de la plus odieuse politique. » Lord *Grenville* répond que

Digitized by Google

S. M. B. « doit respecter les droits & l'indépendance des autres Souverains, & sur-tout ceux de ses alliés », & que « dans la circonstance actuelle de la guerre déjà commencée, l'intervention de ses conseils & de ses bons offices ne pourroit être utile, à moins que d'être desirée par toutes les parties intéressées. » Suivent les assurances du plus vif intérêt au bonheur de Sa Majesté Très-Chrétienne & du prix que S. M. B. attache à son amitié. Quelques journaux patriotes ont vu dans ces défaites polies, dans cette leçon sur les premiers élémens de la politique, un prodigieux succès des négociations nationales.

Des dépêches du corps helvétique au Roi annoncent une neutralité armée, & demandent l'évacuation de Porentru. Tout est remis aux comités diplomatique & militaire.

Un courrier extraordinaire du département de l'Ardèche apporte les détails de l'occupation, de l'incendie & de la démolition des châteaux de Bannes & de Jalès, de la défaite de deux cents contre-révolutionnaires, & de la prise & de la mort de cinq particuliers au nombre desquels un homme habillé en prêtre, se disant d'abord curé de Barjac, a voulu cacher, dans une écurie un porte-feuille qu'on a saisi, a déclaré, dit-on, être M. *Dusaillant*, chef de l'insurrection, a offert une croix de St. Louis, & 75 louis d'or au vétéran qui l'avoit arrêté. On conduit les prisonniers au milieu des gardes nationaux, auxquels ils ont échappé, & qui les tuent sur-le-champ sans aucune forme de justice même martiale (grands applaudissemens des galeries.)

On a demandé la lecture de toutes les pièces.

Digitized by Google

C'étoient des pouvoirs supposés donnés par les princes émigrés à M. *Conway*, Anglois, leur commandant en chef, à M. *Dusaillant*, commandant sous M. *Conway*; un avis que l'un des princes iroit en Espagne; une permission d'emprunter jusqu'à 300,000 liv.; des demandes d'argent & des témoignages de zèle pour le service du Roi, la fin de sa captivité, le rétablissement de sa puissance, des mœurs, des loix, de la religion, de la paix... L'Assemblée a décrété l'adjonction de six membres à la commission des douze, dite extraordinaire; 3,000 l. de récompense pour le vétéran détenteur du particulier qu'on nomme *Dusaillant*; l'apport des originaux à la haute-cour par un commissaire du directoire de l'Ardèche sous bonne escorte; & sur le simple vu des noms des personnes désignées dans ces copies, elle a décrété d'accusation 58 individus, hommes & femmes, militaires, juges, députés, prêtres.

Du jeudi, 19 juillet.

Quatre articles décrétés d'urgence ont ordonné que tous les palais ci-devant épiscopaux, même ceux achetés ou fournis en remplacement, jardins & édifices dépendans, seront vendus au profit de la nation; & que chaque évêque recevra le 10^e^. en sus de son traitement pour se loger. — Un autre décret a déterminé les moyens d'exécution de celui qui a ordonné la levée de nouveaux bataillons. Nous allons donner le résumé de ces moyens en y comprenant les articles promis.

Indépendamment des 215 bataillons de volontaires gardes nationaux précédemment décrétés, & des nouveaux corps à former des fédérés

Digitized by Google

inscrits à Paris, les 83 départemens fourniront 33,600 hommes ou 42 bataillons pour la réserve. Quant au mode du recrutement : invitation aux citoyens de voler à la défense de la patrie, inscription sur trois registres, procès-verbal de municipaux & départ dans la huitaine de l'enregistrement.

Paris n'a fourni que trois bataillons, le département du Jura en a fourni sept. On a long-temps discouru sur le peu de soldats que voue à la patrie cette ville populeuse dont les éternelles députations répètent plus souvent que le royaume entier, les sermens de vaincre ou mourir, la liberté ou la mort, &c. M. *Chabot* s'armoit contre le directoire d'une dénonciation de section, quoique cet objet ne concernât que la municipalité. D'autres ont dit que plusieurs recrues avoient été refusées. Les débats dégénéroient en personnalités... Une seconde lettre de M. *Dumourier* en a rompu le stérile cours. Elle est de Valenciennes, du 18 juillet, & commence, comme la première, par ces mots : « Comme j'ignore s'il y a un ministre de la guerre... »

Il croit devoir s'adresser à l'Assemblée pour l'instruire « des circonstances graves qu'a fait naître le départ de M. *Luckner*; » & mande que les ennemis se fortifient à Bavay; envoie un mémoire sur la position critique où il se trouve; sept demandes, copie d'une lettre qu'il écrit à M. *de la Fayette*, une lettre du district du Quesnoy « qui prouve, dit-il, combien peu il y a de soin & d'ordre dans nos mouvemens; » & il annonce qu'il est à cheval sur l'Escaut. Dans sa lettre à M. *de la Fayette*, il déclare qu'il n'obéira pas à l'ordre de partir le 20, parce que les cinq escadrons & ses bataillons qu'on

Digitized by Google

vent faire mouvoir, affoibliroient trop le département du Nord ; & que si M. *de la Noue* vient pour le remplacer, il le renverra à Maubeuge. — « C'est pour que les Autrichiens le fachent que M. *Dumourier* écrit tout cela à l'Assemblée, s'est écrié M. *Calvet* ; je vous le dénonce comme un traître. » On a continué la lecture. Le district mande que la disette est telle que le maire du Quesnoy fut obligé d'aller, la veille, à Valenciennes demander de prompts secours en vivres... Le tout duement publié est renvoyé au comité militaire.

MM. *Sers*, *Brua* & *Quinette* raisonnent à perte de vue, sur le mouvement résulté dans les armées du dessein qu'on impute à M. *de la Fayette* de vouloir passer du centre au Nord sans quitter la sienne. En vain répète-t-on une conversation de M. *Luckner* sur son aptitude à commander toute armée quelconque & sur le besoin qu'a M. *de la Fayette* de bien connoître l'armée qu'il commande ; différence expliquée par la grande habitude que M. *Luckner* dit avoir de commander en chef. Les débats se prolongent. M. *Chéron* s'est écrié : « Nous perdons la France par nos inconséquences & nos sottises. » M. *Brua* a prétendu que M. *Luckner* lui avoit avoué, en jurant, que la marche de l'armée de *la Fayette* n'étoit que l'effet d'une intrigue. Plusieurs voix ont crié : *c'est faux ; c'est un menteur ; il ne vaut pas la peine qu'on se fâche.* M. *Dumolard* rapprochoit cet aveu du motif expliqué par M. *Luckner*, trouvoit qu'une pareille contradiction ne pouvoit partir que d'un imbécile, & il faisoit l'éloge de M. *Luckner* qui a la confiance de la nation... On passe à l'ordre du jour.

Digitized by Google

Chargé du rapport de l'affaire de M. *de la Fayette*, M. *Muraire* a dit que la commission extraordinaire avoit reconnu qu'aucune loi ne mettoit des bornes au droit de pétition ; que l'Assemblée ne pouvant juger les intentions du général, & sa lettre & son adresse ne blessant pas la constitution, il falloit discuter le projet de M. *Lemontey* pour restreindre le droit de pétition que les généraux pourront exercer.

Autant on s'étoit passionné pour empêcher qu'on ne lût des pièces même judiciaires à la charge de M. *Pétion*, sur les crimes du 20 juin ; autant on s'est agité pour obtenir qu'on ne décideroit rien sur une lettre & une adresse imprimées & publiques, sans avoir entendu lire toutes les pièces relatives à M. *de la Fayette*, & jusqu'à des dénonciations illégales, séditieuses, inconstitutionnelles. MM. *Rouyer*, *Merlin*, *de Kersaint*, *Guyton de Morveau*, &c. insistent sur l'ajournement. Epreuves pétue dues douteuses, tumulte, décret qui rejette l'ajournement, réclamations, tactique, demandes de l'appel nominal. Enfin, après divers modes de vacarmes & les clameurs auxiliaires des galeries, dernier décret qui, malgré le premier, ajourne à demain à midi, toute affaire cessante.

Du jeudi, séance du soir.

Le ministre annonce que le nombre des fédérés enrôlés pour Soissons, monte à 2038, c'est 97 de plus qu'hier, ou bien autant qu'en annonçoit alors le matin. — A propos des insultes faites au maréchal *Luckner*, on a ordonné aux commissaires de rendre compte demain des mesures prises pour veiller à la police des environs de la salle. — Sur la motion de M. *Rouyer*

Digitized by Google

d'accorder la croix de St. Louis au vétéran qui, avec 4 soldats, a arrêté l'homme habillé en prêtre qu'on a nommé M. *Dusaillant* avant de l'égorger, & 4 autres, il s'est engagé de longs débats sur les croix de St. Louis si communes depuis la révolution. Le ministre en présentera un état motivé par les services, & les comités d'instruction & militaire s'occuperont d'un moyen de récompenser la vertu & les actes qui servent la patrie.

Des citoyens d'Orléans ont débité, à la barre, une déclamation contre les prisonniers de la haute cour, ont dit que leurs prisons offroient une salle de concert où l'on faisoit de la musique, un jeu de paume, qu'on y admettoit des femmes suspectes à des banquets splendides. On paroît craindre leur évasion, ou même pis. — A la commission ci-devant des 12.

Le drap gris étant aussi rare que le drap vert, après une courte discussion sur la couleur qui convient le mieux aux compagnies franches, le choix en a été laissé au ministre.

Paul Josne est mort à Paris. MM. *Lejosne* & *Vincent* ont pensé que pour honorer également tous les cultes, l'Assemblée devoit envoyer une députation au convoi du commodore Américain. Il a été décrété que 12 membres y assisteroient.

Du Vendredi, 20 Juillet.

M. *Ramond* a fait, pour le comité diplomatique, un rapport très-sagement motivé, quoique gâté par le style du jour, sur l'état & les droits des régimens Suisses en France. Dans cette discussion, a-t-il dit, « l'honnête-homme est conduit par le fil sacré de la bonne-foi helvétique & de la loyauté Françoise. » La demande que firent,

Digitized by Google

en 1587, les sept cantons catholiques assemblés, que la charge de colonel des Suisses en France « ne pût être qu'entre les mains d'un prince » lui paroît « une demande singulière qui révèle tristement au philosophe le penchant de l'esprit populaire dans les gouvernemens les plus libres. »

Voici les conclusions de l'opinant : décréter ; 1°. que le régiment des gardes-Suisses sera, à compter du 1er. janvier 1792, aux frais du département de la guerre ; 2°. qu'il continuera provisoirement, jusqu'au résultat des négociations, à faire, tant auprès du Roi, qu'en campagne ou en garnison, le service qui lui est propre, conformément aux traités, capitulations & usage ; 3°. que le Roi sera invité de proposer au corps helvétique une nouvelle formation de ce régiment qui s'accommode à notre constitution, ou un nouvel emploi des individus, ou telle récompense finale ; 4°. que les ministres rendront compte de ce qui concerne M. *de Roll*, maintenu capitaine aux gardes-Suisses, quoiqu'absent, & au service de *Charles-Philippe*, prince François ; 5°. que le comité de législation examinera le congé dénoncé comme contenant, à la date du 1er. janvier 1792, les noms & titres supprimés de *Charles-Philippe* ; 6°. que le Roi sera invité à donner aux négociations toute l'activité possible ; 7°. que les capitulations pourront être ou collectives ou partielles ; 8°. que la base en sera la parité de composition & d'avancement entre les troupes Suisses & Françoises. L'Assemblée a décrété l'impression & l'ajournement.

On a destiné 300,000 liv. aux besoins de subsistances que pourra éprouver la ville de Metz,

Digitized by Google

somme à reprendre sur les contributions de ladite ville pour 1793.

M. *Couthon* obtient un congé pour aller prendre les eaux.

Organe de la commission extraordinaire, M. *Lacuée* a borné son rapport sur M. *de la Fayette* au délit d'une armée délibérante, & a proposé d'ordonner au pouvoir exécutif de rendre compte, sous huit jours, des peines de discipline qui ont dû être infligées par ce général aux violateurs de la loi. M. *Guadet* a lu un extrait de la conférence de M. *Luckner*. En voici la substance :

L'effectif des trois armées n'excède pas 60,000 hommes. Pas un soldat n'a déserté. Un colonel dînant avec le maréchal, se recrioit plus que personne contre les officiers qui émigroient, & partit après le dîner en emportant la caisse. Les volontaires rivalisent les troupes de ligne pour les manœuvres. On ne peut les menacer d'une plus grande peine que de les renvoyer dans leurs départemens. Les approvisionnemens & les hôpitaux sont dans le meilleur état. Il n'approuve pas les derniers mouvemens des armées. Toute armée lui est égale pourvu que ce soient des François. Il a dit au Roi : « L'armée est si fidèle, qu'elle vous abandonnera si vous attaquiez la constitution ». Tout sera imprimé.

M. *Launay*, d'Angers, a entrepris M. *de la Fayette*. Suivant lui, tout ce qu'on a proposé est insignifiant. Le code pénal & la constitution suffisent pour motiver une bonne accusation. Les déroutes de Mons & de Tournay, l'incendie & la retraite de Courtray, la lettre & l'apparition de *la Fayette* qui croit que son armée est à lui, & les perfidies des Tuileries, tout se tient (*bravo, !*) ; & M. *de Jaucourt* observe que M.

Digitized by Google

Bazire en applaudissant faisoit signe aux galeries d'applaudir.) « Si les *fiers jacobins* avoient voulu fléchir le genou devant l'idole, on ne les attaqueroit pas. » Ici M. *Launay* a lu une note du général contenant les conditions d'une intrigue pour faire soutenir par les *jacobins* un ministère dont auroient répondu M. *de la Fayette* & le *club* de 1789, qu'il indiquoit les moyens de concilier, sans affectation, à l'aide de motions mises en avant à la tribune, & appuyées des deux partis. L'orateur a raillé ceux qui avoient nommé le général, *le héros des deux mondes*, *le fils aîné de la liberté*; l'a traité de vil intrigant, & a tracé le portrait le plus honteux de *Vandermarsch* pour les comparer l'un à l'autre; a rappellé la loi martiale exécutée au champ de Mars contre des factieux, pour dire : « Cessez de défendre l'assassin de *vos frères* » ; a dit que *Louis XVI* n'a pas oublié que M. *de la Fayette* dormoit dans la nuit du 5 au 6 octobre; & qu'il n'étoit pas convenu qu'on l'arrêteroit à Varennes; que la cour a besoin de se populariser..... Pour en conclure qu'aucun obstacle n'empêchoit d'immoler *la Fayette*, coupable d'avoir quitté l'armée après lui avoir permis de délibérer. La discussion est prorogée au lendemain.

Du vendredi, séance du soir.

Sur la motion de M. *Laureau*, l'Assemblée décrète que le ministre rendra compte de l'exécution du décret relatif au départ des fédérés pour Soissons; &, à la demande de M. *Thuriot*, que les corps administratifs ou municipaux qui n'auront pas rempli ce qu'exige d'eux la loi sur le recrutement, seront destitués.

Digitized by Google

somme à reprendre sur les contributions de ladite ville pour 1793.

M. *Couthon* obtient un congé pour aller prendre les eaux.

Organe de la commission extraordinaire, M. *Lacuée* a borné son rapport sur M. *de la Fayette* au délit d'une armée délibérante, & a proposé d'ordonner au pouvoir exécutif de rendre compte, sous huit jours, des peines de discipline qui ont dû être infligées par ce général aux violateurs de la loi... M. *Guadet* a lu un extrait de la conférence de M. *Luckner*. En voici la substance :

L'effectif des trois armées n'excède pas 60,000 hommes. Pas un soldat n'a déserté. Un colonel dînant avec le maréchal, se rectifioit plus que personne contre les officiers qui émigroient, & partit après le dîner en emportant la caisse. Les volontaires rivalisent les troupes de ligne pour les manœuvres. On ne peut les menacer d'une plus grande peine que de les renvoyer dans leurs départemens. Les approvisionnemens & les hôpitaux sont dans le meilleur état. Il n'approuve pas les derniers mouvemens des armées. Toute armée lui est égale pourvu que ce soient des Français. Il a dit au Roi : « L'armée est si fidèle, qu'elle vous abandonnera si vous attaquiez la constitution »... Tout sera imprimé.

M. *Launay*, d'Angers, a entrepris M. *de la Fayette*. Suivant lui, tout ce qu'on a proposé est insignifiant. Le code pénal & la constitution suffisent pour motiver une bonne accusation. Les déroutes de Mons & de Tournay, l'incendie & la retraite de Courtray, la lettre & l'apparition de *la Fayette* qui croit que son armée est à lui, & les perfidies des Tuileries, tout se tient (*bravo, bravo !*) ; & M. *de Jaucourt* observe que M.

Digitized by Google

Bazire en applaudissant faisoit signe aux galeries d'applaudir.) « Si les *fiers jacobins* avoient voulu fléchir le genou devant l'idole, on ne les attaqueroit pas. » Ici M. *Launay* a lu une note du général contenant les conditions d'une intrigue pour faire soutenir par les *jacobins* un ministère dont auroient répondu M. *de la Fayette* & le *club* de 1789, qu'il indiquoit les moyens de concilier, sans affectation, à l'aide de motions mises en avant à la tribune, & appuyées des deux partis. L'orateur a raillé ceux qui avoient nommé le général, *le héros des deux mondes*, *le fils aîné de la liberté*; l'a traité de vil intrigant, & a tracé le portrait le plus honteux de *Vandermarsch* pour les comparer l'un à l'autre; a rappellé la loi martiale exécutée au champ de Mars contre des factieux, pour dire : « Cessez de défendre l'assassin de *vos frères* » ; a dit que *Louis XVI* n'a pas oublié que M. *de la Fayette* dormoit dans la nuit du 5 au 6 octobre; & qu'il n'étoit pas convenu qu'on l'arrêteroit à Varennes; que la cour a besoin de se populariser..... Pour en conclure qu'aucun obstacle n'empêchoit d'immoler *la Fayette*, coupable d'avoir quitté l'armée après lui avoir permis de délibérer. La discussion est prorogée au lendemain.

Du vendredi, séance du soir.

Sur la motion de M. *Laureau*, l'Assemblée décrète que le ministre rendra compte de l'exécution du décret relatif au départ des fédérés pour Soissons; &, à la demande de M. *Thuriot*, que les corps administratifs ou municipaux qui n'auront pas rempli ce qu'exige d'eux la loi sur le recrutement, seront destitués.

Digitized by Google

Le président de la Section des Tuileries envoie à l'Assemblée un arrêté de cette Section, au sujet de passe-ports pris par trois députés sous des titres étrangers à leurs fonctions. MM. *Douillé* & *Favière* étoient deux de ces trois. Le premier a pris la parole, & a traité d'indiscrette la curiosité des préposés de la Section, a dit que la loi obligeoit bien chacun à déclarer sa profession, mais qu'il n'avoit pas cru que ce fût un métier d'être député. Etonné de l'ardeur que montroient contre lui MM. *Saladin* & *Charlier*, il a soutenu n'avoir aucun compte à rendre de ses intentions; qu'au reste, lorsqu'on avoit vu l'Assemblée accueillir des pétitionnaires assez hardis pour proposer le parjure, de détruire la constitution, d'abolir la royauté, de suspendre, de juger le Roi, & ces impudens recevoir les honneurs de la séance; lorsqu'on étoit hué, outragé, menacé pour ses jours, il étoit naturel & permis de prendre des précautions. M. *Saladin* a vu là trois délits, s'absenter sans congé de l'Assemblée, demander un passe-port en raisant sa qualité de législateur, & calomnier les représentans du peuple & des pétitionnaires irréprochables, puisqu'ils avoient été admis aux honneurs de la séance; & pour ces trois délits, il condamnoit M. *Douillé* & M. *Favière* à trois jours d'Abbaye.

L'Assemblée est passée à l'ordre du jour en décrétant la mention honorable de l'arrêté de la Section des Tuileries.

Après un rapport où M. *Sautereau* a cru établir que le sieur *le Breton*, détenu depuis neuf mois, pour avoir, le 21 novembre, donné la consigne d'empêcher le Roi de sortir de son appartement,

Digitized by Google

appartement, n'avoit agi que par un mouvement de civisme, & sur le bruit d'une évasion du Roi, n'étoit ni sous la loi militaire, comme garde nationale, ni criminel de lèze-nation; l'Assemblée a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

L'on ne peut guères comparer à la lâcheté qui a commandé un meurtre inutile & réfléchi après l'évènement de Bannes, que les assassinats dont les lettres de Bordeaux viennent de nous instruire. Cette atrocité est au reste tellement conforme, tellement conséquente aux principes d'anarchie, de violence, de mépris de l'humanité tolérés depuis la mort de MM. *Berthier* & *Foulon*, qu'on doit être étonné que le Peuple, avec la latitude d'impunité dont il jouit, ne se livre pas à de plus grands excès encore. Nous croyons devoir nous borner à l'exposé des faits; leur cruauté, les circonstances qui les ont accompagnés suppléent à toute réflexion, & donnent la mesure de notre position actuelle, où de pareils attentats se commettent sous les yeux mêmes de ceux qui devroient les réprimer.

M. l'Abbé *de Langoiran*, Vicaire-général de M. *Champion de Cicé*, Archevêque de Bordeaux, Prêtre respectable par ses lumières & son honnêteté, s'étoit retiré

Digitized by Google

à la campagne avec un ancien Carme de ses amis, l'Abbé *Panetier*, vieillard octogénaire, pour y passer les instans de la Fédération, qu'on leur avoit désignée comme un moment dangereux pour les Prêtres non assermentés, déjà persécutés d'une manière odieuse & opiniâtre. Le Dimanche 15, à quatre heures du matin, un détachement de Garde Nationale de la campagne vint à Cauderan, village à demi-lieue de Bordeaux, chez M. *de la Jarne* où étoient M. l'Abbé *de Langoiran* & son ami, & sans aucun égard, sans explication ces deux respectables Ecclésiastiques furent arrêtés. Dans le même moment, une autre horde armée se rendoit dans une maison de campagne appartenante à une Dame de la ville, & où M. l'Abbé *du Puy*, Vicaire & Bénéficier de St. Michel, étoit avec la famille de cette Dame : il fut emmené & conduit en prison.

Ces Prêtres estimables, & qui ne se mêloient en rien des affaires publiques, demandèrent à être entendus. Les Officiers Municipaux de Cauderan, devant qui l'on les conduisit, ne les trouvant point coupables, les renvoyèrent ; leurs détenteurs les conduisirent devant le Juge de paix du lieu, qui les renvoya également absous ; ils furent enfin menés au Département. C'est dans cette dernière traversée qu'une multitude féroce, ameutée, toute puissante, les

insulta, demanda leur tête, & l'obtint. Aussitôt MM. *de Langoiran* & *du Puy* furent saisis par ce Peuple canibale; la tête du premier coupée, mise au bout d'une pique, promenée par les rues; le second, assommé & traîné par une corde attachée à un de ses pieds. Le père *Panetier*, ce malheureux vieillard, courbé sous le poids des ans, fut maltraité de coups de bâton, de sabre sur la tête, dont il est impossible qu'il revienne. La tête de M. *de Langoiran* a été portée chez lui, & présentée à sa domestique, à qui ces scélérats dirent que son maître ne vouloit point souper.

Cette affreuse scène dura depuis 5 heures du matin, moment où MM. *de Langoiran*, *du Puy*, *Panetier* furent arrêtés jusqu'à 7 heures du soir qu'ils furent assassinés, & la Municipalité n'a rien fait pendant ce temps pour arrêter cet affreux brigandage! elle s'amusoit à planter l'*arbre de la liberté* avec toutes les cérémonies d'usage. Pour achever de peindre cette scène, nous remarquerons qu'à la honte de nos mœurs civiques, le jeune Abbé *de Langoiran*, Vicaire constitutionnel, & frère de celui qu'on assassinoit, faisoit la cérémonie de la consécration de l'arbre & du bonnet de la liberté, après laquelle il ouvrit une contre-danse avec la femme du Commandant de la Garde.

Tandis qu'à Bordeaux ces horreurs se commettoient impunément, à Limoges on assassinoit sous le même prétexte, & par les mêmes sentimens, un Prêtre de 72 ans, dont le crime étoit d'avoir refusé le serment de maintenir la Constitution du Clergé. On trouva chez lui un vieux fusil de chasse, & ce fut son arrêt de mort; le Peuple souverain en fit justice, il fut massacré.

Tels sont les événemens, tels sont les désordres affreux qu'ont engendré les maximes meurtrières, les sermens fanatiques, & l'anéantissement de l'autorité royale. Un délire, une insouciance atroce règnent simultanément dans les corps politiques & dans la capitale, tandis que chaque jour de nouvelles preuves du mépris des loix se joignent à toutes celles qui existent déjà; le Roi y est l'objet éternel des plus grossières injures; comme son avilissement, la destruction de son autorité est la cause universelle de tous les dangers, de tous les maux de l'Etat. Que peut-on contre la licence & le crime, quand des sociétés publiques proclament d'un côté, & accueillent de l'autre des diatribes contre la majesté du Trône, aussi virulentes, aussi criminelles que celles de la Société patriotique séante au Pui, Département de Haute-Loire, & consignées dans le Journal

Digitized by Google

Officiel des Jacobins de Paris, n°. 80.

« Roi des François, écoute. Sais-tu bien que tu n'es que le premier agent du Souverain qui a le droit de te commander ; & que ce Souverain c'est nous ? Lis dans l'histoire des Rois, examine ton arbre généalogique, & tu verras combien de tyrans il nous a fournis. Dans les temps de barbarie & d'ignorance, où nos pères ne voyoient que par les yeux d'un cœur fourbe & hypocrite, tes pareils se pavanoient sur les coussins de la molesse & de l'orgueil..... Aujourd'hui, que les crimes des Rois nous ont ouvert les yeux, nous voulons te rendre ta qualité première, celle d'homme..... Nous t'avons pardonné tes parjures & tes crimes ; ils sont nombreux : eh bien ! voici nos dernières volontés. Si tu t'opposes au bonheur de vingt-cinq millions d'hommes, il sortira du milieu de nos morts, des milliers de *Brutus* & de *Scevola*, qui vengeront la mort & l'esclavage de nos pères, & purgeront la terre de tous les brigands couronnés qui l'infectent. »

Cette adresse est souscrite de plus de deux mille signatures, & il faut l'avouer avec douleur, & à la honte des Constituans de 1791, plusieurs des principes qu'elle renferme, elle & une multitude de semblables, sont contenus dans deux qu'ils ont imprudemment proclamés, dans l'avilissement de la Royauté dont on a fait faussement une *fonction publique* à gages, dans le mépris de la morale, de la Religion, dans l'abus des sermens, & par-dessous tout dans la corruption politique.

Ce fut Dimanche 22, que le cri d'alarme fut répandu dans Paris par des décharges de canon d'heure en heure, & un appareil qui a fait succéder à l'insouciance ordinaire du Peuple quelques journées d'inquiétudes & de mouvemens sans objet.

Dès sept heures du matin, le Conseil-Général de la Commune étoit assemblé, & les 48 Légions de la Garde Nationale, réunies sur la place de Grève, avec leurs drapeaux. Le Parc d'artillerie du Pont-Neuf tira trois coups de canon, auxquels il fut répondu par celui de l'Arsenal; & d'heure en heure la même décharge eut lieu pendant toute la journée. A huit heures des deux cortèges qui devoient faire *la Proclamation du danger de la Patrie* partirent chacun par le côté qui lui étoit assigné; ils étoient précédés de Détachemens de Cavalerie, de Tambours, de Musique, & suivis de six pièces de canons. Quatre Huissiers de la Municipalité les accompagnoient, & portoient des enseignes tricolores sur lesquelles on lisoit : *Liberté, Egalité, Constitution, Patrie;* & au-dessous : *Publicité, Responsabilité.* Derrière eux, se mouvoient douze Officiers Municipaux, en écharpe & quelques Notables, Membres du Conseil de Ville, tous montés sur d'assez mauvais chevaux & assez mal arrangés. La marche étoit close par un Détachement de Garde Nationale portant un Drapeau sur lequel sont ces mots : *Citoyens, la Patrie est en danger,* & l'artillerie. Les deux grandes bannières portées par les Gardes Nationales de chaque cortège furent déployées; l'une, au Parc d'artillerie du Pont-Neuf, l'autre

à l'Hôtel-de-Ville. Elles y resteront jusqu'à ce que l'Assemblée ait dit : *Citoyens, la Patrie n'est plus en danger.*

La Proclamation a été lue par les Officiers Municipaux dans douze endroits différens ; & il a été érabli, d'après le plan de M. *Sergent*, quatre échaffauds garnis d'une petite tente où l'on a fait les enrôlemens de tous ceux qui ont voulu s'engager pour aller aux frontières. On fera Dimanche prochain l'appel nominal de tous ceux qui ont donné leur nom pour partir.

Toute cette cérémonie, pendant laquelle le bois de Boulogne, les Champs-Elisées, les Promenades ; les Cabarets, les lieux de plaisir, les Spectacles, étoient pleins de monde, a duré deux jours, le Dimanche 22, & le Lundi 23, à la différence que le canon n'a point tiré le Lundi comme il avoit fait la veille.

Le Roi avoit publié dès le 20 une Proclamation sur les dangers de la Patrie, qui n'a malheureusement guère fait plus d'impression que les scènes atroces & les événemens de tous genres qui se succèdent. L'on n'y verra d'ailleurs aucune ressemblance de style avec celle que S. M. a publiée, & faite elle-même sur les attentats du 20 juin, restés impunis comme on sait.

« Citoyens, la Patrie est en danger. L'Assemblée Nationale l'a déclaré. La Loi vient d'assigner à chacun son poste : le Roi vous presse de vous y rendre. La mère commune appelle tous ses enfans, ils ne seront pas sourds à sa voix. Il s'agit de garantir vos propriétés, vos personnes ; il s'agit de sauver ce que vous avez

Digitized by Google

de plus cher, vos mères, vos femmes, vos enfans. François, il s'agit de votre Constitution & de votre liberté. »

« Ce n'est plus le temps des discussions & de discours, c'est celui des actions éclatantes. L'Europe entière se ligue pour vous combattre; réunissez-vous pour repousser ses efforts. Des Légions ennemies menacent les barrières de l'Empire : c'est là qu'il faut marcher : c'est le fer qu'il faut opposer au fer; c'est la subordination & la confiance dans vos Chefs, qu'il faut opposer à la discipline & à l'obéissance aveugle qui font la force de leurs armées; c'est le concert inaltérable de tous les bons Citoyens qu'il faut opposer au concert des Puissances. Vos ennemis ont l'expérience de la guerre & l'habitude des combats; vous avez par-dessus eux le grand intérêt de votre propre cause à défendre, & la passion de la liberté, qui élève l'homme au-dessus de lui-même & le transforme en héros. Mais le temps presse; hâtez-vous de courir sous vos drapeaux; volez aux camps & sur les frontières, & souvenez-vous que quand l'Etat est en péril, tout Citoyen est Soldat, & que le dévouement le plus généreux n'est plus une vertu, mais un devoir. »

« Toutes les Cités de l'Empire montreront, sans doute, la noble ambition de voir leur nom inscrit dans l'honorable liste de celles qui auront bien mérité de la Patrie. Toute la France va se couvrir de Bataillons; elle va faire plus encore, elle va se couvrir de Citoyens soumis aux Loix, unis entre eux par les liens indissolubles de la concorde, & par leur attachement à une Constitution à laquelle ils ont tous fait le serment d'être fidèles. »

Digitized by Google

peuple. Administrateurs, Magistrats, Guerriers, Citoyens, voici le moment d'éteindre dans un sentiment fraternel de réconciliation & de paix, ces dissensions & ces haines qui nous affoiblissent & nous divisent. Voici le moment d'assurer à jamais la liberté en assurant l'empire des Loix, sans lequel il n'y a que confusion, désordres, malheurs, & une anarchique tyrannie plus cruelle mille fois que celle du despotisme. »

« La Loi vous met tous en état de surveillance permanente ; profitez-en pour donner du poids à l'autorité, du ressort au Gouvernement ; profitez-en pour rétablir l'ordre & secourir la France qui ne peut résister, si tous les pouvoirs, toutes les volontés, tous les courages ne se réunissent pour la sauver. C'est le Roi qui vous appelle ; c'est un Roi fier de commander à un Peuple libre, qui vous conjure, au nom de la liberté qu'il aime & de l'égalité qu'il est comme vous résolu de maintenir, de vous rallier tous sous les drapeaux de la Patrie, de l'aider à donner force à la loi contre les rebelles du dedans & du dehors, de jurer avec lui de vaincre ou de mourir pour les droits de la Nation, & de vous ensévelir sous les débris de l'Empire, plutôt que de souffrir qu'il y soit porté atteinte, que des étrangers ou des rebelles puissent donner des Loix à la France, & que de flétrir par une capitulation honteuse l'honneur du nom François. »

« Par ces considérations, le Roi partageant la sollicitude de l'Assemblée nationale, qui, par son acte du 11 Juillet, a déclaré la Patrie en danger ; profondément convaincu que le moment où la liberté publique est menacée, est celui où il importe le plus de rappeller les Citoyens & les

Magistrats à l'exacte observation des Loix qui la garantissent, & notamment de celle du 8 Juillet, qui fixe les mesures à prendre quand la Patrie est en danger, Sa Majesté s'empresse de retracer aujourd'hui à tous les François les devoirs que ces différentes Loix leur imposent. En conséquence : »

« 1°. Sa Majesté invite tous les Citoyens en état de porter les armes, & particulièrement ceux qui ont déjà eu l'honneur de servir la Patrie dans quelque grade que ce soit, à se faire inscrire sur-le-champ, pour compléter l'armée de ligne. »

« 2°. Invite tous les Citoyens réunissant les conditions requises, qui ne se sont pas encore fait enregistrer sur le rôle de la Garde nationale, à satisfaire sans délai à cette obligation. »

« 3°. Enjoint à tous les Corps Administratifs & à toutes les Municipalités, de se conformer sur-le-champ aux dispositions de la Loi du 8 Juillet, relatives à la formation des Bataillons de Gardes nationales destinés à la défense de l'Etat. »

« 4°. Leur recommande d'instruire tous les Citoyens des devoirs particuliers que les circonstances actuelles leur imposent, de ranimer leur zèle, & de les exciter à voler par-tout où les appelleront les dangers de la Patrie. »

« 5°. Leur recommande pareillement de ne rien négliger pour hâter leur armement & accélérer leur marche, & de leur fournir à cet effet toutes les facilités qui seront en leur pouvoir. »

« 6°. Exhorte tous les Citoyens qui obtiendront l'honneur de marcher les premiers au secours de la Patrie, à la subordination envers leurs Chefs, à l'exactitude dans le service, à un zèle

Digitized by Google

digne de la noble cause qu'ils sont appelés à défendre, & les engage à honorer autant le nom François par leur humanité envers les ennemis désarmés, que par leur courage dans les combats. »

« 7°. Exhorte aussi les Citoyens qui demeureront à la garde de l'intérieur du Royaume, à donner des preuves de leur patriotisme, en faisant personnellement leur service, à maintenir la sûreté des personnes & des propriétés, l'exécution des jugemens, & le respect dû aux autorités constituées. »

« 8°. Rappelle à tous les fonctionnaires publics, l'obligation de résidence qui leur est imposée par les Loix, & que les périls de l'Etat rendent plus étroite encore & plus indispensable. Enjoint à ses commissaires près les tribunaux, aux procureurs-généraux syndics près les départemens, & procureurs-syndics près les administrations de districts, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution rigoureuse de cette Loi, & de lui dénoncer les infractions qui pourroient y être faites. »

« 9°. Recommande enfin à tous les Administrateurs & autres fonctionnaires publics, civils & militaires, de redoubler l'ardeur & l'assiduité dans l'exercice de leurs fonctions, & à tous les Citoyens de se souvenir que ce n'est qu'en faisant tous les sacrifices, & en montrant un respect inviolable pour la Loi, qu'ils peuvent se montrer dignes de la liberté. »

« Ordonne que la présente Proclamation sera envoyée aux Corps administratifs & judiciaires, imprimée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera. »

Fait au Conseil d'Etat, le 20 Juillet 1792.

Digitized by Google

Pan 4e. de la Liberté. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, DUROLY.

On avoit publié la mort de M. *la Fayette*, au moment où l'on discutoit à l'Assemblée s'il seroit décrété d'accusation; M. *Dumourier* l'avoit, disoit-on, tué en duel. Il n'est rien de cela qu'une sorte de provocation de duel, faite, dit-on, par M. *Dumourier* à M. *la Fayette* lors de leur entrevue à Valenciennes. Mais ce duel ne doit, suivant le bruit qui l'annonce, avoir lieu qu'à la paix. — Ce qu'il y a de plus vrai, c'est que les Jacobins vouloient donner à leur créature, M. *Dumourier*, une armée, & que cette armée fût celle où va passer M. *la Fayette*, c'est-à-dire celle du Nord. Mais avant il falloit un Décret d'accusation contre le Général de cette armée. — M. *Mathieu de Montmorency* a donné sa démission d'Aide-de-Camp du Général *Luckner*. Il en a rendu publics les motifs. M. *de Montmorency* avoit écrit sous les yeux du Général, & fait signer de lui, deux lettres adressées à l'Assemblée, où M. *Luckner* se plaignoit de l'infériorité de nos forces & de quelques autres dispositions qui nous exposoient à être battus; les Jacobins, les Constitutionnels, qui ne veulent pas être battus, furent très-étonnés d'un pareil langage. A la Commission des Douze M. *Luckner* donna à entendre qu'il

Digitized by Google

n'avoit point du tout voulu dire cela, & que M. *de Montmorency* lui avoit fait signer ces deux lettres sans examen. M. *Luckner* dit encore à cette Commission, suivant le rapport de M. *Guadet*, qu'aucun Bas-Officier ni Soldat n'a déserté dans les armées du Centre & du Nord. Il oublioit sans doute les Hussards de *Berchiny*, de *Saxe*, & le régiment de *Royal-Allemand*. La liste officielle des désertions insérée dans la Gazette de France du 19 Mai de cette année, les 4 Officiers & 4 Hussards de *Chamboran* déserté le 17 avec chevaux, armes & bagages, enfin une grande quantité d'autres dont on peut s'assurer par les lettres officielles ou les rapports authentiques. --- Les Autrichiens se sont emparés de Bavai; ils fortifient les environs, & les paysans, les aident à porter les matériaux & à différens ouvrages de construction. — La pièce de canon prise à Orchies, & dont M. *Dumouriez* n'a rien dit dans sa dépêche, a été conduite le 17 à Mons; elle se nomme *l'assassine*. — On s'attend à voir tomber Maubeuge entre les mains des Autrichiens. Cette place n'est point gardée suffisamment, & l'armée ennemie campée à Malplaquet, la menace ainsi que les villes voisines. — M. *d'Orléans* est de retour à Paris, une partie du Public croit toujours être fondée en preuves pour trouver dans ses démarches quelque cause ou quelqu'intention de trou-

Digitized by Google

bles. — M. *Carra* & la Haute Chambre des Jacobins prétendent arrêter l'ennemi, l'énerver, tout brouiller, tout terminer en offrant la Couronne de France au Duc *de Brunswick*; il seroit en même-temps proclamé *Restaurateur de la liberté de l'Europe*; M. *Cloots*, Orateur du genre humain, doit, dit-on, en porter l'offre au Prince de la part de la *Nation de France*. — Il circule dans le Public une lettre de M. *de Calonne*, écrite au nom des Princes, à M. le Duc *de Luxembourg*, comme Pair de France, où l'on trouve l'explication du bruit qui a couru d'une Assemblée de Parlementaires à Manheim. Il paroît que cette mesure avoit été proposée, mais la lettre porte textuellement « que Leurs Altesses Royales ne croyent pas qu'il soit possible de former, quant à présent, & hors du Royaume, une Assemblée de Magistrature légalement délibérante, ni régulièrement active; mais elles n'en sont pas moins persuadées, qu'il seroit précieux & très-intéressant, que tous ceux des Magistrats qui se trouveront à portée de se communiquer leurs idées, consignassent leurs principes dans un vœu unanime, qui servit de monument à leur fidélité & de préservatif contre les faux systêmes des novateurs. » On peut s'attendre d'après cela à voir paroître au premier jour la déclaration des sentimens individuels des anciens Magistrats sur l'état du Royaume.

Digitized by Google

Lettre au Rédacteur.

Extrait d'une lettre de Francfort, le 15 Juillet.

« L'Empereur arriva ici mercredi dernier à 9 heures du soir sans cérémonie. Le Maréchal *de Lacy*, le Prince *de Colloredo*, le Vice-Chancelier Comte *de Cobentzel*, le Comte *de Kaunitz-Ribbergs* fils du Comte, & le Baron *de Spielman* l'ont accompagné. Le lendemain matin il se rendit à l'Eglise du Dôme en grand cortège, au milieu d'une triple haie de Gardes, des acclamations & des *vival* du Peuple. Vêtu en habit de drap noir, & dépouillé de toute décoration, sa simplicité contrastoit avec le faste véritablement extraordinaire qui l'entouroit. Quoique sa physionomie délicate n'annonce pas une santé à l'épreuve, cependant celle-ci est infiniment meilleure qu'on ne la représentoit. Ce Prince montre beaucoup de justesse d'esprit, de pénétration & de connoissances. Hier en présence de beaucoup de gens considérables il s'expliqua assez ouvertement sur le but de la guerre, pour tranquilliser ceux qui craignoient qu'elle n'entraînât le démembrement de quelque partie du Royaume de France. »

« Le couronnement a eu lieu hier. L'Empereur en belle chevelure blonde, ayant de la grace à cheval, la taille avantageuse, la physionomie douce & modeste a été accueilli sur son passage par des transports & des acclamations. Il n'est arrivé aucun accident, quoiqu'il y eut plus de 200 mille Spectateurs & peu de police; mais le caractère national y supplée. L'Empereur dîna au Rœmer & rentra chez lui à cinq heures. Le soir il se promena dans la Ville & alla voir la

Digitized by Google

belle illumination en couleurs, préparée par le Prince *d'Esterhazy*. Il n'y a point en France ce genre de décoration. Francfort regorge de monde, & présente une affluence de Souverains de toute Grandeur. La police de la Ville, depuis dix jours, est sous les ordres de l'Électeur de Mayence & du Comte *de Pappenheim*, Maréchal d'Empire (c'est l'usage). On a poussé les précautions très-loin envers les Etrangers, sur-tout envers les François. Quinze de ceux-ci étoient signalés, les Officiers de la garnison & de la Milice Bourgeoise de Francfort avoient des ordres rigoureux de les arrêter. Huit sont pris & enfermés : on a de plus arrêté un Prêtre nommé *Casenieuve*, espèce de fou qui a fait une scène chez l'Electeur de Trèves. Vraisemblablement, ces détenus ne sont coupables que de propos insolens, quoiqu'on eut répandu & écrit que les Jacobins avoient comploté de faire sauter l'Eglise St. Barthelemy & le Roemer pendant le Couronnement : ces informations venoient de Coblentz où tous les jours on en imagine de pareilles. »

« L'Empereur se rendra jeudi à Mayence où le Roi de Prusse arrive le 20, & après leur conférence, le premier retournera à Vienne par Munich. »

« Le Roi de Prusse arrivé le 14 à Anspach, sera le 23 à Coblentz, ou plutôt au château de Schonbausst qu'il doit occuper. Son second fils & le fils aîné du Prince *Ferdinand* sont arrivés la semaine dernière & cantonnés à demi-lieue de Coblentz. Ces jeunes Princes donnent un exemple aux Princes François ; ils sont logés dans un village, réduit chacun à une chambre qu'un valet Parisien trouveroit fort incommode, & couchés sur un pliant. Le Duc *de*

Brunſwick vit avec la même ſimplicité : il n'a que deux Aides-de-Camp : chaque Général des Emigrés en a 5 ou 6. »

« Le Duc *de Brunſwick* que je vis arriver le 3 au ſoir au Thal vis-à-vis Coblentz, fut ſalué par 30 coups de canon de la forteresse d'Ehrebrenſtein, ſon quartier général eſt à Horcheim, demi-lieue de Coblentz. Le même ſoir il prévint les Princes François, (l'Electeur étoit déjà rendu ici) & leur rendit viſite : il ſe piqua de dire à la galerie beaucoup de choſes agréables, entr'autres : *Meſſieurs, vous ne devez plus vous conſidérer comme Emigrés, mais comme François armés avec nous.* Le Prince *de Condé*, le Maréchal *de Broglie* étoient de l'entrevue. Par un billet les Princes lui avoient demandé ſon heure pour le lendemain ; il monta ſur le champ à cheval & vint les trouver. Le lendemain matin ils ſe rendirent en nombreux cortège à Horcheim : l'entrevue fut de demi-heure. Le Duc, l'homme du monde le plus délié & le plus courtois, les a payés en politeſſes aimables, telles qu'on en faiſoit en France dans le bon temps. »

« Les Emigrés ſeront employés d'une manière dépendante & ſubordonnée : on les cantonne dans l'Electorat de Mayence & quelques lieux du Palatinat, en ſorte qu'ils reſtent en arrière des deux armées principales, comme réſerve, comme deſtinés vraiſemblablement à occuper le pays conquis. »

« Le jour même de l'arrivée du Duc *de Brunſwick* à Coblentz il fut précédé des Cuiraſſiers *d'Ilow*, & des Bataillons d'Infanterie légère *d'Erneſt* & de *Légat* ; le lendemain & jours ſuivans ſont arrivés *Thadden*, *Budberg*, *Eckartsberg*, *Jordis* Infanterie de 2600 hommes chacun,

les Cuirassiers de *Saxe-Weimar* & les Hussards d'*Eben*, au nombre de 1600 hommes; Artilleurs, Mineurs, &c. Le cantonnement de Silésie, c'est-à-dire, huit régimens venus par Leipsick & Wartzbourg traversent en ce moment Francfort: il en passe un tous les matins à 6 heures: jeudi dernier *Renouard* Chasseurs Infanterie légère; hier vendredi *Hertzberg* Infanterie, & Sapeurs; aujourd'hui *Witlingof*; demain de *Borch*, un troisième régiment d'Infanterie; lundi les Hussards de *Wolfrath*; mardi autre régiment d'Infanterie; mercredi un régiment de Dragons; jeudi un second régiment de Hussards, & un Bataillon d'Infanterie légère; le tout faisant 15000 hommes & plus de 2000 chevaux. *Hertzberg*, *Witlingof* & de *Borch* de 2800 chacun, sans compter l'artillerie, ont défilé sous les fenêtres de l'Empereur & des Ambassadeurs Prussiens. Ce sont de très-beaux Corps; cependant en général je préfère la tenue, la race d'hommes, l'ensemble de l'Infanterie Autrichienne; mais la Cavalerie Prussienne l'emporte. »

« D'autres Corps venant de Magdebourg & Brandebourg ont passé cette semaine, & passeront les premiers jours de la suivante par la Hesse pour tomber dans l'Electorat de Trèves, où l'armée entière de 56000 hommes effectifs sera rassemblée le 23e jour de l'arrivée du Roi. On a amené beaucoup de troupes légères, Hussards & Chasseurs accompagnés de l'artillerie volante ou à cheval, qui suit les Hussards & donne aux troupes légères la consistance de l'Infanterie. »

« Les Autrichiens arrivent aussi de toute part, mais par la Bavière, la Franconie, la Souabe & le Palatinat. L'armée du Brisgaw est en ce

mencés des seconds hommes divisés en plusieurs camps, on a pendu ces jours derniers au camp près de Schweidnitz, un Officier François du Génie, attrapé à des démonbrements & manœuvres d'espionage.

« Voici un trait qui peint la discipline. Un soldat de *Tarden*, Neufchâtellois d'origine, s'avise l'autre jour de dire à Coblentz, en présence de trois de ses camarades & d'un fourrier, qu'il étoit bien bon de faire la guerre aux Patriotes Français qui demandoient leur liberté, & que si nos Princes vouloient en faire autant, ils en seroient les maîtres. Les trois soldats ne désapprouvèrent pas le propos ; mais le fourrier avertit l'Officier Commandant ; celui-ci d'là au Duc. Fait le fusillon ces hommes dans demi-heure, & donner 50 coups de bâton aux écouteurs qui n'ont pas dénoncé ; aussi-tôt dit, aussi-tôt fait. »

« Au lieu de croire que le Manifeste fut publié le 24... Il est à l'impression. Le Roi de Prusse passera son armée en revue le même jour 24, les 25, 26 & 27 elle marchera aux frontières de France. »

« Les forces seront réparties en quatre points ou divisions. Armée du Brisgaw pour l'Alsace 40000 hommes : armée de Lorraine pour conquérir Metz 40000 hommes : armée du Brabant pour Lille 50000 hommes : armée qui marchera sur Paris par la Champagne 60000 hommes. »

Précis des séances des samedi, dimanche lundi et mardi.

Séance du samedi 21. Décrété qu'il sera payé 86,141 livres pour l'expédition du camp de Jalès.

Digitized by Google

On ordonne un rapport sur des expressions de nouveau dans l'acte d'accusation contre les complices de M. *Dufailly*. La discussion sur M. *de Fayette* est reprise, sera-t-il, ne sera-t-il pas décrété d'accusation pour sa lettre du 16 juin & sa pétition? Après de violens débats, on passe à l'ordre du jour; & l'on décrète qu'attendu que le ministère actuel a donné sa démission, le Roi sera prié de recomposer le ministère. — Une lettre du Roi annonce que S. M. a nommé M. *Dubouchage* ministre de la marine, & M. *Champion*, ministre de l'intérieur. On réunit sur M. *de la Fayette*, longs discours, débats, murmures, huées des galeries; le tout se termine par décréter que l'on vérifiera le fait annoncé par M. *Gueslet*, savoir qu'étant à table chez M. l'évêque constitutionnel de Paris, il avoit entendu dire au général *Luckner* que M. *Lafayette* avoit fait proposer à lui général *Luckner*, de joindre son armée à la sienne pour venir sur Paris, à quoi le général Allemand avoit répondu que si *la Fayette* alloit sur Paris, *il le feroit & le dauberoit*. Pendant cette discussion un vacarme affreux s'étoit élevé dans l'Assemblée. On annonce dans Paris qu'on s'y bat, que les fédérés appellent le fauxbourg St. Antoine à leur secours, on voit quelques groupes de gens courir dans la rue St. Honoré, les boutiques se ferment, l'attroupement se forme autour de l'Assemblée, on crie contre les Tuileries, on menace; M. *Pétion* paroît, il parle, rentre dans l'Assemblée, dit qu'il a tout rappelle à l'ordre, est invité aux honneurs de la séance & sort couvert d'applaudissemens.

Séance du dimanche 22. Un député propose

un congé pour aller secourir son père mourant ; le congé est refusé. — Des brigands ont violé la sépulture du maréchal *de Vaux*, brisé la tombe & volé le plomb qui s'y trouvoit. La famille demande justice ; renvoyé au pouvoir exécutif. — On annonce que les troubles du Finistère sont appaisés, que le juge de Fouesnant & les paysans ont été dissipés, plusieurs tués & un grand nombre pris. M. *Lacoste*, ex-ministre de la marine, écrit qu'il est nommé à l'ambassade de Toscane, il demande qu'on apure ses comptes pour pouvoir se rendre à sa mission. Le département de l'Isère (le Dauphiné) réclame contre l'envoi de 20 bataillons de l'armée de M. de *Montesquiou* à celle du Rhin. Un membre annonce que le Roi de Sardaigne a 58 mille hommes dans les environs de Nice, & se plaint que le ministre ne l'ait point fait connoître. Le ministre & la commission des douze rendront compte. On a expédié un courrier à MM. *Luckner* & *la Fayette*, pour avoir d'eux des renseignemens sur les faits dénoncés la veille par M. *Guadet*. M. *Dorgy* demande que la loi répressive contre l'audace & le scandale des galeries ; sa demande excite des rumeurs. La loi contre les applaudissemens des galeries sera de nouveau imprimée & affichée. On ordonne que les fédérés, dont 1500 sont déjà à Soissons, se rendront à cette destination. Quelques vétérans invalides viennent remercier l'Assemblée de ce qu'on les emploie, & des pétitionnaires demandent qu'on leur rende M. *Manuel*.

Séance du lundi 23. Une lettre du ministre de la guerre annonce que M. *Arthur Dillon* a le commandement des troupes depuis Dunkerque

usqu'à Givet, & que le général *Dumouriez*, qui commandoit le camp de Maulde par *interim*, en a remis le commandement à M. *Arthur Dillon*. Une lettre de *Mde de la Bourdonnaye*, adressée au ministre de la guerre, dit qu'un corps de dix-mille hommes Autrichiens, commandé par le duc *de Saxe Teschen* en personne, occupe Bavay & le camp de Maiplaquet. M. *Gossuin* a appris que l'ennemi a en sa possession le pont qui sur la Sambre donne l'entrée du royaume, qu'il est établi entre Aulne, Maubeuge & Landrecies, que la première de ces places est menacée, sans qu'on puisse espérer de secours de M. *de Dillon* qui n'a que 14,000 hommes. M. *Cambon* a marqué de l'inquiétude pour les provinces du midi. Le général *Montesquiou* est à Paris. Il craint pour les oliviers en cas d'invasion de l'ennemi. — On a chargé le comité militaire d'apprendre à l'Assemblée si les places fortes du Royaume sont en état de résistance. Le feu a pris à l'hôpital de Valenciennes & a consumé un nombre considérable d'effets de campement, qu'il faudra remplacer. — Décrété que les régimens volontaires seront fondus en compagnies franches & en légions. — Quinze millions ont été mis, par un décret, à la disposition du ministre de la guerre, pour la levée, l'équipement & l'augmentation de diverses troupes. Le ministre des affaires étrangères, interpellé sur l'état de la Savoie, a renvoyé à son mémoire précédent, dont il résulte de la part de la cour de Turin, le refus de recevoir nos ambassadeurs & un rassemblement de 11,000 hommes près de Nice. M. *Brissot* a dit que M. *de Montesquiou* l'a assuré qu'il y avoit 50,000 hommes sur nos frontières de ce côté. M. *Kersaint* vouloit qu'on jugeât le Roi; & l'accusoit

Digitized by Google

de trahir la nation. Des fédérés ſont venus appuyer cette demande, & ont ajouté qu'il falloit mettre le royaume en état de ſurveillance active. La pétition eſt renvoyée au comité. Les généraux *Biron*, *Cuſtines*, *la Morlière* & *Broglie*, annoncent que leur armée n'eſt que de 47,000 hommes; que pour ſe mettre en état de ſûreté contre l'ennemi, ils ont armé les payſans, & qu'enfin ils font des diſpoſitions pour attaquer les petits Princes neutres de l'Empire. La conduite des généraux eſt approuvée par un décret. Décret que tant que la patrie ſera déclarée en danger les miniſtres ſeront tous ſolidairement reſponſables de ce qui regarde la ſûreté intérieure & extérieure.

Une lettre du Roi annonce que M. *Dabancourt*, adjudant général, a accepté le miniſtère de la guerre, & que M. *du Bouchage* garde par *intérim* le porte-feuille des affaires étrangères. — Un décret rétablit M. *Pierre Manuel*, procureur de la commune, dans ſes fonctions.

Séance du mardi 24. M. *Lacoſte* inſiſte pour aller à ſon poſte en attendant l'apurement de ſon compte; refuſé. M. *de Montéſquiou* paroît à la barre; il confirme, contre l'aſſertion du miniſtre, que la Sardaigne a une armée de 50000 hommes, & qu'il a été ordonné des prières dans cet Etat pour le ſuccès des armes du Roi de Sardaigne contre les François. Il propoſe différens moyens d'augmenter ſon armée, inférieure à celle de l'ennemi; ces moyens ſont adoptés. Décrété que tous les généraux pourront faire marcher le quart & même la moitié des grenadiers & chaſſeurs nationaux des départemens voiſins des armées. Une lettre du miniſtre de la guerre annonce que l'ennemi s'étend

Digitized by Google

aux environs de Bavay, pour intercepter toute communication avec Maubeuge, qu'on travaille à fortifier les villes menacées, que M. *Dillon* a tenu conseil sur ces objets & qu'on a arrêté quelques personnes que l'on soupçonne avoir contribué à l'incendie du magasin de Valenciennes.

M. *Blin* vient de publier la quarante-septième livraison des *Portraits des grands Hommes, Femmes illustres, et Sujets mémorables de l'Histoire de France*, gravés & imprimés en couleur. Cet ouvrage intéressant, par le choix des Sujets & la beauté de l'exécution, l'est encore par la vérité des costumes, ce qui peut la rendre utile, non-seulement aux Gens du monde, mais même aux Artistes. La livraison actuelle contient, 1°. le portrait de *Pierre d'Aubusson*, Grand-Prieur d'Auvergne, & la *levée du siége de Rhodes*, à laquelle il força l'armée Turque en 1480; 2°. *Philippe Villiers de l'Isle-Adam*, Grand-Prieur de France, &, comme le précédent, Grand-Maître de l'Ordre de Malthe, & *l'entrevue qu'il eut avec Soliman II, après la prise de Rhodes*. Cette intéressante collection se trouve chez l'Auteur, place Maubert, n°. 17.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 1792.

Effets Nat.	Mardi 26.	Merc. 27.	Jeudi 28.	Vend. 29.	Sam. 30.	Lund. 2 J.
Actions	2167 1/2 60.	2162 1/2 60.	2157 1/2 60.		2152 1/2 55.	
D°. 1/25es	1024. 32.	1034 18.	1000. 14.		1005. 10.	
Emprunt 80 m.	446.	446.	447. 42.		442.	
Id. Décembre 82.	1b. 1p.	1/4 1b. 1/2 1p.	1/2 b.			
Lot. d'Avril.						
Lot. d'Octobre.						
Emprunt 125 mill.	1/4 b.	3. 2. 3 1/4 3b.	2. 3. 2 1/4 b.		2 1/2 b.	
Id. 80 millions.		13.				
Sans Bulletin.	3 1/4 b.	1/2 2b.	3 1/2. 1/4 4b.		4. 3b.	
Bulletin.	73. 74.	75.	74. 74 1/2.		75.	
Emprunt 125 mill.						
Bordx. Ob.						
Caisse d'Escompte.	3925. 3920	3925. 3938	3928. 3935		3932. 3940	
D°. dem. act.	1958. 60.	1968. 55.	1960. 63.		1966. 67.	
Eaux de P.						
Empr. National.	1/4 b.	1/4 b.	1/2 b.		1/2 b.	

CHANGES du 26.	
Amst.	34.
Lond.	18 1/2.
Ham.	305. 300.
Mad.	24. 10.
Cadix.	24. 5.
Liv.	163.
Gên.	153.
Lyon.	1/4 b.

CHANGES du 30.	
Amst.	35 1/2.
Lond.	18 1/2.
Ham.	300.
Mad.	24. 15.
Cadix.	24.
Liv.	164.
Gên.	152 550.
Lyon.	1/2 b.

Payez, année 1791, lettre T.

AVIS TRÈS-IM

Le Public est prévenu [illegible]
mais dans ce Journal aucun [illegible]
détail d'intérêt particulier [illegible]
Feuilles. On ne fait usage que [illegible]
& qui rendent compte de [illegible]

On observe encore que le [illegible]
rien de commun avec l'Adm[illegible]
bution, &c. C'est à M. Gu[illegible]
du Journal, Hôtel de Thou, [illegible]
& non à aucun d'eux, qu'il faut [illegible]
que concerne ces objets, aux[illegible]
souvent importantes pourraient

Les personnes qui enverront [illegible]
effets sur Paris, pour acquit [illegible]
ment, voudront bien les faire [illegible]
quoi ils ne feront pas [illegible]
contenant des Assignats, d'[illegible]
à la Poste, pour ne pas [illegible]
s'égarer.

Le prix de l'abonnement [illegible]
franc de port pour la Pro[illegible]
tionnale, par son Décret du [illegible]
le port de ce Journal. L'[illegible]
est de trente-trois liv. [illegible]
de l'argent & de la lettre [illegible]
dernier le reçu du Directeur de [illegible]
rue Hôtel de Thou, [illegible]
s'adresser au sieur Gu[illegible]
demeure. L'abonnement [illegible]
pour quatre mois.

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juillet* 1792.

EFFETS NAT.	Lund. 2.	Mardi 3.	Merc. 4.	Jeudi 5.	Vend. 6.	Sam. 7.
Actions.....	2130.....	.....	.....	2120	2120.15..	.....
D°. $\frac{4}{5}$es.	990.72...	.....	.....	980.72....	9.72.....	.....
Emprunt Oct..	443.....	.....	.....	443.....	443.....	.....
Id. Décembre 82	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Lot. d'Avril	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre..	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 12 ^ms.	$2\frac{1}{4}.\frac{3}{4}$b.....	.....	.....	$1\frac{1}{2}.\frac{3}{4}$b....	$1\frac{1}{2}$0.....	.....
Id. 80 millions..	.....	.....	.....	15.12.11$\frac{1}{2}$.	$2\frac{1}{2}11\frac{1}{2}$b...	.....
Sans Bulletin....	$\frac{3}{4}$b.....	.....	.....	$2\frac{1}{4}3.2$b...	$2\frac{1}{2}$b.....	.....
Bulletin.	73.72....	.....	.....	79.....	$72\frac{1}{2}$.....	.....
Emprunt 120 ^ms.	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Borde. Ch	.....	.....	.....	....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3930.3920	.....	.....	3910.3900	3898.3900	.....
D°. demi-act. ...	1950.15..	.....	.....	1950.55..	1946.45..	.....
Eaux de P.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Empr. National.	2.$2\frac{1}{2}$.4$\frac{1}{2}$p.	.....	.....	$2\frac{1}{2}$p.....	$2\frac{1}{2}$p	.....

CHANGES du 2

Amst. 33.
Lond. 18.
Ham. 300. 305.
Mad. 24. 15.
Cad. 24. 10.
Liv. 165.
Gên. 155.
Lyon. 1 $\frac{1}{4}$ p.

CHANGES du 6.

Amst. 33.
Lond. 18.
Ham. 305.
Mad. 25.
Cad. 24 10.
Liv. 165.
Gên. 155.
Lyon. 1 $\frac{1}{4}$ p.

Payeurs, année 1791, lettre *A*.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau de Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employés dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets ; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer ; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. franc de port pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de trente-trois liv. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On adressera au sieur GUTH, *Directeur du Journal Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juin* 17[illegible]

Effets Nat.	Lundi 16.	Mardi 17.	Merc. 18.	Jeudi 19.	Vend. 20.	Sam. 21.
Actions						
D°						
Emprunt 80						
Id. rescindé de						
Loi d'Avril						
Loi d'Octobre						
Emprunt de						
Id. 80 millions						
Sans Bulletin						
Bulletin						
Emprunt 170 m.						
Bordereaux						
Caisse d'Escompte						
D° dite ancienne						
Eaux de P.						
Empr. National						

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées, & qui rendent compte de faits bien constatés.

On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. GUTH, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port, pour la Province, l'Assemblée Nationale, par son Décret du 17 Août, ayant doublé le port de ce Journal. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.*

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Juillet* 1792.

	Mardi 24.	Merc. 25.	Jeudi 26.	Vend. 27.	Sam. 28.	Dundi 30.	Lundi 31.
Caisse	1980	1980	1900	1892	1892		
5 p. 100	29	28	28	840	886		
Emprunt	436	436	436	436	436		
Actions				9 10	10 10		
Loterie							
Caisse d'escompte							
Emprunt							
Actions							
Sans Culottes							
Quittances							
Caisse							
Caisse d'escompte							
Actions							
Banque							
Compagnie Indienne							

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

Le Public est prévenu qu'on ne recevra jamais dans ce Journal aucune réclamation, aucun détail d'intérêt particulier employé dans d'autres Feuilles. On ne fait usage que des lettres signées & qui rendent compte de faits bien constatés.

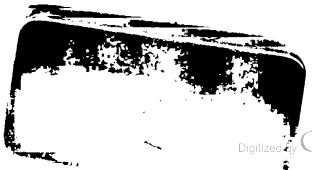
On observe encore que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des [illegible] à la Poste, pour ne pas s'égarer.

Le prix de l'[illegible] franc de port, pour [illegible] sionale, [illegible]

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google